This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

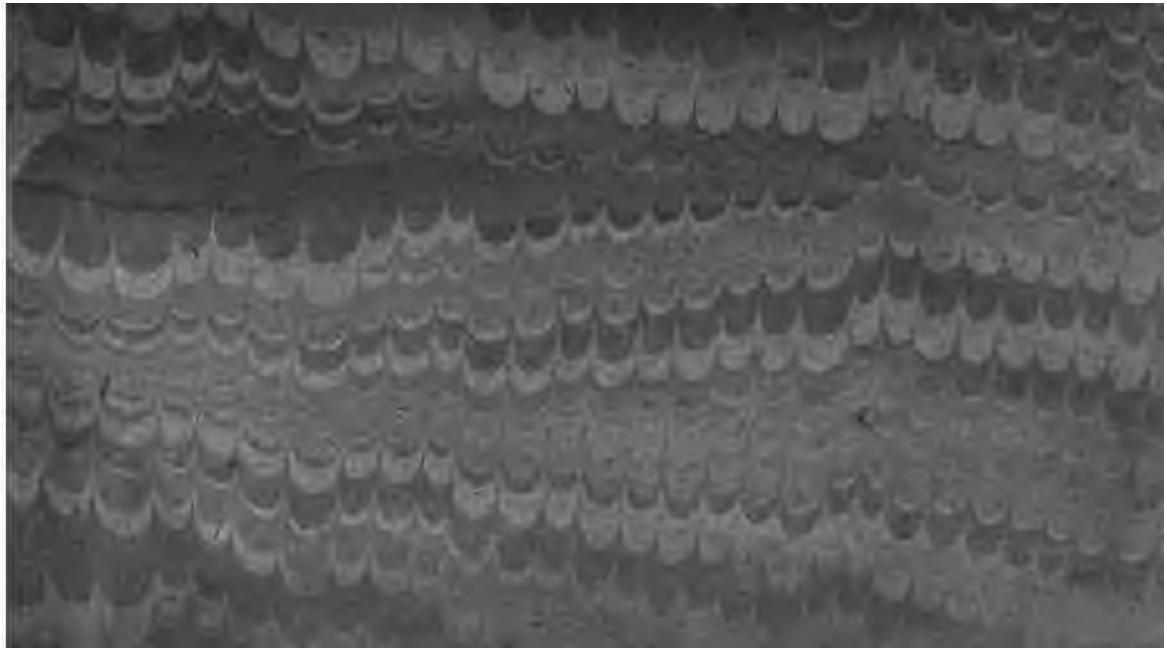
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

Bibliothèque de Th. de Jonghe.



L'AMI DES HOMMES,

OU

TRAITÉ

DE LA

POPULATION.

NOUVELLE ÉDITION CORRIGÉE.

TROISIÉME PARTIE.

A AVIGNON.

M. DCC. LVIII.

~~200. c. 12.~~
232. g. 248.

BIBLIOTHECA · BODLEIANA

L'AMI DES HOMMES.

CHAPITRE PREMIER.

Ce que c'eſt que le Commerce étranger, ſa néceſſité, & ſur quel plan il faut s'en faire une idée.

ON a traité dans la premiére Partie de ce que c'étoit que la vraie richeſſe & la vraie proſpérité, comme auſſi des moyens de les trouver. Dans la ſeconde, des moyens de les accroître & d'en réprimer les abus. On va dans la troiſiéme traiter de ceux de s'approprier l'une & l'autre chez autrui.

Pour ſe faire une idée juſte du Commerce étranger, il faut revenir ſur nos pas, & nous rappeller certains principes généraux & immuables que nous avons ci-devant établis. L'étendue d'un Etat ne fait pas ſa force; au contraire, l'Hiſtoire nous montre que tous les grands Empires ont tourné court vers leur décadence auſſitôt qu'ils ont ceſſé d'être conquérans. Qu'on ſe ſouvienne à cet égard de ce que j'ai dit dans ma ſeconde Partie : *Auſſi loin qu'un* Gouverne-

ment peut étendre protection, juſtice & ſûreté, il peut ſe promettre un Empire durable ; où ſa juſtice ne peut atteindre, ſon Empire s'arrête auſſi.

En conſéquence, nous nous ſommes contentés des bornes de nos frontiéres, & nous avons mis tous nos ſoins à nous approprier véritablement les Provinces qu'elles renferment, c'eſt-à-dire, à y diſtribuer la police & y établir la vivification intérieure. Pour cela nous nous ſommes fait un plan fixe ; & du centre, c'eſt-à-dire, de la Capitale nous avons ouvert les rameaux de circulation juſques aux extrêmités ; de façon que la méchanique entiére de la machine politique a tout ſon jeu libre, & que l'Etat enſemble ne fait qu'un tout qui reçoit ſes mouvemens par l'action facile du cœur. La France, en un mot, tient la racine de la proſpérité, elle eſt forte & unie au dedans.

En cet état, je m'éléve & je regarde autour de moi ; je vois ce qu'on appelle les Nations étrangéres. J'y trouve des préventions contre nous, des craintes, de la haine, de l'ambition. Or, mes ſemblables, nous ne pouvons rien les uns que par les autres. L'homme iſolé ſeroit le plus malheureux de tous les êtres, & qui cependant caveroit le réſultat de nos paſſions, verroit au bout des projets de celles de chacun de nous la conſéquence d'être ſeul. Il eſt pourtant vrai que la nature nous porte d'elle-même à la ſociété ; d'autre part, cette même ſociété nous inſpire des craintes, des jalouſies, des précautions. Qu'eſt-ce que cette prudence ? Eſt-ce perfection de la nature, en eſt-ce la corruption ? Le problême eſt aiſé à réſoudre par les *effets : s'il tend* à perfectionner la ſociété, le

principe eſt bon; s'il viſe, au contraire, à la corrompre & la diſſoudre, il eſt mauvais. C'eſt là l'épreuve à laquelle je me ſoumets volontairement, & j'eſpére faire voir dans la ſuite de ce Traité que tous les hommes gagneroient, tant étrangers que concitoyens, à ſe traiter en freres.

Le Prince gouverne ſa Cour d'un coup d'œil, ſes armées par un ordre abſolu, ſes ſujets par un régime fixe de loix: il eſt donc pluſieurs ſortes de dominations, même dans le Royaume le plus ſoumis. Il eſt de même une façon de dominer ſes voiſins ſans envahir & dévaſter leur territoire; & cette façon uſitée de tous les tems dans pluſieurs grands Empires, c'eſt de leur impoſer un tribut. Heureuſement pour l'Europe, tout y eſt contrebalancé de façon qu'il eſt impoſſible qu'aucun Prince puiſſe impoſer à ſes voiſins un tribut forcé: il faut donc avoir pour objet un tribut volontaire, & c'eſt ce que fait le Commerce étranger.

Pour parvenir à me procurer cet avantage, je ſuis préciſément la même méthode que j'ai miſe en œuvre pour la vivification intérieure; & l'Etat entier dans ma grande ſpéculation qui embraſſe déſormais l'Univers, eſt rélativement aux pays étrangers ce qu'étoit ci-devant la Capitale rélativement aux Provinces & à tout le territoire de la France.

Je n'ai rien négligé pour y établir la confiance, & l'exacte police qui regne aujourd'hui dans la Capitale; l'agriculture a mis en jardin tout le territoire; l'induſtrie inventive, économe & active s'eſt établie par-tout; les canaux & chemins de communications forment les rues de cette floriſſante ville. Il ne s'agit plus mainte-

nant que de procurer les mêmes avantages à nos voiſins, & de nous les rendre rélatifs ces avantages. Mon Prince ne dût-il y gagner que le titre de bienfaiteur de l'humanité; à qui ce titre divin ſera-t'il dévolu plus juſtement entre les hommes qu'à celui dont un Auteur très-partial contre notre nation a dit : *Dominus Rex Francorum, qui terreſtrium Rex Regum eſt?* Mais il eſt aiſé de démontrer qu'on ne peut faire le bien d'autrui ſans faire le ſien propre, & j'eſpére prouver la vérité de cet axiome dans la Partie que je traite, qui, je crois, eſt la plus importante de toutes.

Je viens d'annoncer que la France devoit être aux terres étrangéres ce que j'ai dit ci-deſſus que la Capitale étoit aux Provinces. J'ai dit dans la ſeconde Partie qu'une ville n'étoit vraiment Capitale d'un pays qu'autant qu'elle en attiroit tout, & qu'en conſéquence de ce qu'il n'y a bourſe aucune dont on puiſſe toujours tirer ſans y rien remettre, la Capitale devoit porter toute ſon attention à repouſſer ſans ceſſe aux lieux d'où elle vouloit tirer. C'eſt par cette méthode ſeule que nous ſommes parvenus à unir, peupler & vivifier le Royaume entier. La même méthode doit exactement être obſervée à l'égard des étrangers.

Entre tant & tant de paradoxes dont on pourra m'accuſer dans le cours de cet Ouvrage, paradoxes que j'ai avancés de bonne foi, & ſur leſquels je ſerois bien-aiſe d'être contredit, celui-ci ſans doute paroitra des plus inſoutenables; car il ſuit de mon principe que nous avons intérêt à ce que nos voiſins éclairés ſur tous les reſſorts de la ſaine politique, portent chez eux *l'agriculture*, l'induſtrie & les bonnes loix, au

plus haut point où elles peuvent aller, & retirent de ce régime proſpére tous les avantages qui en ſont la ſuite. C'eſt cela que j'ai prêché pour nos Provinces. Vous vous trompez; je ne ſoutiens pas cela, je le démontre.

Pour parvenir à cette démonſtration, ſuppoſons un moment qu'une Puiſſance commerçante, que l'Angleterre, par exemple, parvînt au but de ſes déſirs; quels ſeroient-ils d'abord? D'une part elle envahiroit & livreroit à ſes colonies le nouveau Monde; mais toujours en garde contre ces mêmes colonies qu'une ſi vaſte étendue de pays & tant de reſſources en tout genre à leur diſpoſition porteroient à l'indépendance, elle prendroit ſoin de borner par tous moyens leur accroiſſement & leur induſtrie. Maîtreſſe abſolue de la navigation, elle déclareroit une guerre ſanglante à tous voituriers de mer, s'il eſt permis de parler ainſi; ce qui ne ſeroit au fond qu'étendre ſon tyrannique acte de navigation en même-tems que ſon empire. Ses peuples ſeroient alors eux-mêmes le Commerce entier de l'Univers, & cela ſans doute eſt très-beau; mais prenez garde que par une conſéquence inévitable, tout peuple à qui le Commerce extérieur eſt interdit, perd bientôt l'induſtrie. La ceſſation de celle-ci étrangle la population; avec la population tombe l'agriculture. Oh! je demande aux Anglois ce qu'ils retirent des côtes de l'Afrique qu'on appelle la Barbarie; des bleds, diront-ils, & c'eſt tout ce qu'il nous faut. Sans doute, & je le dirai dans le Chapitre ſuivant. Mais toutes les terres ne ſont pas de la nature des côtes Septentrionales de l'Afrique, qui, preſque ſans aucune culture, ſont d'une fertilité ſinguliére. Les terres de l'Europe en général ne

L'AMI DES HOMMES,

OU

TRAITÉ

DE LA

POPULATION.

NOUVELLE ÉDITION CORRIGÉE.

TROISIÉME PARTIE.

A AVIGNON.

M. DCC. LVIII.

~~200. c. 12.~~
232. g. 248.

d'eſpéce à changer le cœur & l'eſprit de l'Europe entiére à notre égard. Depuis Louis XI. aucun de nos Princes n'avoit paru avoir le génie uſurpateur : les apparences en furent dévolues à la Maiſon d'Autriche; & les grands hommes en tout genre qui l'ont ſervie, n'ont pu empêcher que l'effroi que toute l'Europe conçut de ſes deſſeins, n'ait affoibli de toutes parts cette puiſſante Maiſon. Louis XIV. par ſon expédition de Hollande, ſe rendit propre cette fâcheuſe diſpoſition de ſes voiſins : faut-il être étonné que ſes Républicains, plus expoſés que tous les autres, aient fait contre lui tous les efforts qu'inſpirent de tels ombrages?

Quant au reproche d'injuſtice & de politique barbare dans le Commerce, il y en a peut-être bien eu quelque choſe jadis dans les détails; mais de dire qu'ils aient été les premiers, cela eſt faux. Qu'on voie les guerres de Veniſe & de Génes, qu'on remonte enfin juſques à Carthage, les annales du gouvernement marchand ſont & toujours ſeront tachées des traces impures de la cupidité dominante. Le Commerce doit ſervir en toute liberté, & jamais ne commander.

Pour ce qui eſt de la tolérance, c'eſt un chapitre qui n'entre point dans mes ſpéculations déja trop étendues; mais je la crois plus propre à détruire les faux cultes qu'à les autoriſer; & la liberté de la preſſe qui ſeroit un vice principal dans un pays gouverné, eſt un incident de rien en un rendez-vous public où la police tiênt lieu de loix, & où le travail ſert de police. Le travail, quoi qu'on en diſe, eſt plus d'habitude en Hollande, qu'excité par la cupidité *deſtructive*. Vous, qui cherchez des vices

en Hollande, ſouvenez-vous que leur mere eſt l'oiſiveté.

Voilà, je crois, la Hollande conſidérée ſous ſon vrai point de vue, & lavée des reproches principaux que lui font ſes ennemis. Voyons maintenant ſi l'humanité en général ne lui auroit pas de véritables obligations.

Le Commerce du Levant & celui de l'Aſie par la voie unique des caravanes, étoit le ſeul connu en Europe, avant que la néceſſité eût obligé les Hollandois à ſe faire un fonds de leur induſtrie. Ces Commerces cultivés par quelques peuples d'Italie, & qui n'avoient de théâtre que la Méditerranée, laiſſoient toujours dans l'enfance l'art de la navigation. Les Portugais avoient doublé le Cap de Bonne-Eſpérance & trouvé la route des Indes Orientales, & les Eſpagnols avoient découvert, conquis & dévaſté les côtes Méridionales de l'Amérique; mais les premiers dormiroient peut-être encore ſeuls dans leurs comptoirs d'Aſie, & les derniers ſe contenteroient de faire fouiller des mines, ſi les Hollandois forcés par la néceſſité & par l'interdiction du Commerce dans les ports d'Eſpagne, n'avoient de toutes parts tenté & établi la concurrence par des travaux inouis, une audace & une conſtance plus qu'humaine.

On ſait que les premiers navigateurs Anglois & François, que le déſir de s'enrichir & la témérité romaneſque qui regnoit alors porta vers les côtes de l'Amérique Septentrionale, échouerent la plupart dans leurs entrepriſes; parce que comptant pour rien les avantages de la nature qui s'y préſentoient de toutes parts, ils ne ſongeoient en débarquant, qu'à s'occuper de l'inutile recherche des mines, & que les autres aban-

donnerent volontairement ces beaux pays dès qu'ils virent qu'on n'y trouvoit ni or ni argent. Les Hollandois montrerent les premiers à l'Europe encore barbare que le vrai moyen de trouver l'or, étoit d'aquérir & approprier à nos beſoins les productions de la terre & de la mer, s'éveiller matin, s'endormir tard, travailler jour & nuit, & s'ouvrir les routes de l'échange.

Non-ſeulement ils apprirent à faire circuler les métaux, mais encore à les reproduire par le moyen des banques nationales; ils établirent des Compagnies, & firent enfin regner l'induſtrie de l'Europe ſur l'Univers entier. Si les Anglois ont un Commerce, ſi nous eumes une Marine, nous la devons aux Hollandois.

Ajoutez à ces objets généraux tant d'autres ſervices de détail, la perfection des manufactures, l'art des canaux, de la conſtruction marchande, &c. il ſe trouvera que l'induſtrie Hollandoiſe a plus inſtruit & accommodé le monde moderne, que la philoſophie, la légiſlation & les arts de la Gréce n'éclairerent le monde ancien. Si pourtant on peut citer un exemple d'un peuple qui ait pouſſé ſes avantages au plus haut point où ils pouvoient aller & au delà du dégré imaginable, c'eſt aſſurément celui-là. Le monde entier y a gagné, & ceux même à qui leur puiſſance a fait le plus d'obſtacles.

On verra à la ſuite de ceci qu'il entre dans mes principes que chacun ſe mette en état chez ſoi de ne pas recevoir la loi de ſon voiſin. Je dirai auſſi comment l'eſprit d'équité conſtante & ſoutenue doit donner aux armes un poids & une force plus à l'abri des revers de la fortune *qu'elles* ne l'ont ſans cela. A l'égard du premier de ces deux points, je crois l'avoir ſous-

entendu, en mettant à la tête de tout la force & la vivification intérieure. J'établirai bientôt que les moyens de ſe faire reſpecter en ſont une des appartenances abſolues. Je reviens à mon principe. Dans la ſpéculation actuelle, la France eſt la capitale, les pays étrangers ſont les provinces.

Notre intérêt donc dans ce nouveau genre d'Etat, eſt comme dans celui que nous avons vivifié tout-à-l'heure, que les grands chemins ſoient libres & les communications aſſurées d'un bout à l'autre de ce vaſte Empire. La premiére des communications eſt, ſans contredit, la mer: on préjuge d'avance à quel point j'y établirai la liberté, ainſi que celle des riviéres, des chemins, des frontiéres, de tout enfin ce qui peut faciliter la communication entre nous & les contrées étrangéres, même les plus éloignées.

Nous avons dit auſſi qu'il importoit de renvoyer juſtice & protection aux lieux d'où on veut tirer ſervice & ſubvention: nous ne pouvons exécuter ces deux opérations chez l'étranger que par la voie de la guerre & de la paix. Il faut donc que l'empire de ces deux choſes ſoit dans notre main; & cet empire, je l'avance hardiment, n'y ſauroit ſubſiſter qu'en conſéquence de mes principes, & ſur-tout de cette équité prédominante dont je fais le premier & le plus puiſſant de mes moyens. Maintenant après avoir établi l'eſſence du Commerce étranger en général, tâchons d'en déduire les attributs & le détail.

Mais qu'on ſe ſouvienne à jamais qu'ainſi qu'une famille ne peut proſpérer ſeule ſans le concours des autres familles dont elle eſt environnée, de même une bourgade, une ville, un

Etat perdront toujours à vouloir réaliſer la chimére de la proſpérité excluſive.

La Chine qu'on cite quelquefois comme exemple, qu'un Empire peut ſubſiſter & proſpérer ſur ſa propre ſubſtance ſans avoir aucune rélation de commerce ni de politique avec ſes voiſins ; la Chine eût beaucoup gagné, ſi elle eût employé à civiliſer les Tartares, les fraix, les ſoins & le travail que lui couta ſa célébre muraille. Je parlois ci-devant à des Chrétiens, & j'aurois pu leur alleguer une loi dictée par l'Etre ſouverain qui leur enjoint de vivre tous comme freres, & qui proſcrit en conſéquence la politique de l'intérêt particulier. Je parle maintenant à l'Univers entier, & conſéquenment faiſant abſtraction de notre Loi, quoiqu'elle ne prêche que douceur & humanité, je ſuis en droit de demander aux nations Mahométanes & Payennes la même impartialité.

Conſultons la loi naturelle. Qu'on éléve enſemble cent enfans des différentes nations des quatre parties du monde, ſans leur dire qu'ils ſont étrangers les uns aux autres, on verra naître entre eux les mêmes liaiſons d'intimité qui déſignent les premiers principes de la ſociété : ils ſe réuniront pour le plaiſir, ſe ſépareront pour l'étude, s'entr'aideront au travail. Les hommes enfin ſont tous freres par nature, & la nature ne fut jamais un mauvais politique.

Le mal eſt que les gens attentifs aux petits intérêts, ont preſque toujours prédominé dans le monde. Le bien eſt fort au-deſſus de nous, le mal rampe à nos pieds ; en conſéquence, la vie de l'homme qui tend au bien, eſt ſpéculative, celle de ſon contraire eſt active. Par une ſuite *de la foibleſſe* humaine, l'homme active arrive com-

communément à ſon but. Delà vient que de cent perſonnes qui arrivent ſur le grand théâtre des dignités (ce qui au fond eſt bien peu de choſe, ſi ce n'eſt pour faire bien) à peine y en a-t'il dix qui aient les grandes vues, c'eſt-à-dire, un génie vaſte, éclairé & droit en même-tems. Or, les petits hommes dans les grandes places & devenus conſéquemment maîtres des grands reſſorts, ſont ceux qui ont établi comme une vérité le menſonge le plus phyſique, à ſavoir, que les maximes d'Etat ne s'accordent pas avec l'exacte probité. Je ſuppoſe qu'un homme fourbe ſoit Miniſtre, mille particuliers honnêtes gens ne peuvent l'empêcher d'être tel, ni même éviter d'en être opprimés s'ils ſe trouvent en ſon chemin. Cet homme alors & ſes flatteurs attribueront à ſa ſupériorité le ſuccès qui n'eſt dû qu'au poids de ſa poſition. Si un homme de la trempe de ceux qu'il croit primer, ſe trouvoit en tête de notre Sicophante, miniſtre d'un Prince égal ou même inférieur, c'eſt alors que le fripon & ſes ruſes montreroient la corde; mais la Providence qui veille à l'équilibre des nations, en même-tems qu'elle permet que leurs fléaux les plus actifs naiſſent d'ordinaire au milieu d'elles; la Providence, dis-je, ſait bien que notre petit grand trouvera preſque toujours ſon ſemblable dans ſon antagoniſte. Oh! quand les deux arlequins ſe rencontrent, c'eſt à qui ſurpaſſera ſon compétiteur en grimaces, & voilà la politique des prétendus hommes d'Etat qui ont voulu bannir de leur ſcience l'équité.

Aujourd'hui cependant le monde devient plus éclairé ſur ces ſortes de choſes; les myſtéres d'Etat n'en impoſent plus à l'humanité, qui s'eſt fait des révolutions paſſées un tableau de pro-

portion pour juger du vrai mobile des grands événemens préſens & futurs. Nous voyons que des miſéres d'intérêts ou de paſſions particuliéres, ont de tout tems décidé des plus grandes choſes; & le maſque de la politique eſt déſormais percé à jour.

Il ſeroit difficile, ſi jamais on ſavoit qui je ſuis, de coudre à ma poſition & à ma façon d'être toutes les ébauches de notions éparſes dans cet Ouvrage. Je puis néanmoins ajouter, que quoique ceci ait été écrit tout de ſuite, (& il y paroit) il m'en couteroit moins encore de traiter de tous les détails que j'omets, & qui n'entrent pas dans mon plan. Je placerois aiſément ici par ordre le dénombrement de chacune de nos provinces, ſes loix civiles & municipales, ſon produit, ſon induſtrie, ſes moyens particuliers d'exportation actuelle & d'amélioration future. Je déduirois delà en détail notre Commerce étranger, & celui de toutes les nations de l'Europe, & en gros pour les nations étrangéres, les mêmes points que je viens d'énumérer pour nous; il m'en couteroit auſſi peu de traiter des intérêts actuels des Princes, de la gradation des actes reſpectifs qui les conſtatent depuis cent ans; en un mot, ce qui git en faits, s'il étoit de mon ſujet, me couteroit moins à parcourir qu'à établir ici tant d'idées différentes, mais qui reſſortiſſent à un tout uniforme. Pour tout cela je ne m'en crois pas plus merveilleux, & il y en a mille dans Paris qui en ſavent autant & plus que moi; en un mot, les hommes aujourd'hui ſont éclairés. C'eſt donc par le raiſonnement, & non par le myſtére, qu'il faut démontrer la néceſſité de l'aſtuce dans la politique. Oh! quant à ce point, *je défie les plus habiles.* Mon ſyſtême eſt à dé-

couvert, & je le rendrai complet dans toutes ſes parties.

CHAPITRE II.

De quelle nature d'effets doit être le Commerce étranger.

MA tête eſt le pays des idées, & je crois qu'on commence à s'en appercevoir. Un jour que je rêvois pour m'amuſer, il me vint en penſée qu'un terrain de deux toiſes en quarré, mis en petite loge à l'Opéra, ſe louant mille écus par an, & ce terrain ſe trouvant multiplié en hauteur par le moyen des échafaudages, il ſe trouveroit que par un calcul du nombre de toiſes ainſi eſtimées que renferme l'étendue du Royaume, on le rendroit d'un prix ineſtimable en le couvrant d'hiſtrions, chanteurs & baladins. Cette folie qui me fit rire un moment, peut avoir trait à une vérité très-eſſentielle, qui eſt l'avantage de la population.

Le terrain dans le quartier des halles à Paris, ſur le port à Marſeille, & en quelques autres lieux ſe vend cent piſtoles la toiſe, & rélativement au profit naturel qu'on peut faire ſur le produit d'une toiſe de terrain, ce prix eſt auſſi fol que le premier. C'eſt uniquement la population & l'induſtrie qu'elle néceſſite, qui ont forcé ſi avantageuſement la nature des choſes.

Il eſt conſtant par cette induction & par tout ce qui ſe préſente à l'entendement, indépendamment des raiſons que j'ai déduites, que la population eſt le bien & l'avantage unique où

doivent tendre & ſe réunir tous les ſoins tant politiques que civils d'un bon Gouvernement. J'ai fait voir ci-devant comment tous les moyens d'augmenter la population ſe réduiſoient en un ſeul, à ſavoir, d'étendre les moyens de ſubſiſtance. En conſéquence de ce principe j'ai d'abord recommandé l'agriculture, qui ſeule peut établir & multiplier le produit du terrain qui ne nous eſt point diſputé. J'ai enſuite traité des moyens de rendre, autant qu'il eſt poſſible, tous les avantages de la ſociété communs aux habitans des divers cantons de ce territoire, afin d'éviter qu'on en abandonne certains moins favoriſés, pour ſurcharger les parties vivifiées. Delà j'ai traité des moyens de borner les conſommations, & de tourner la ſociété de façon qu'on oublie en quelque ſorte, s'il eſt poſſible, l'axiome homicide qui dit : *Le ſuperflu choſe ſt néceſſaire*; attendu que qui de la conſommation d'un ſeul peut faire celle de trois, gagne 200 pour cent ſur le meilleur de tous les commerces. J'ai enſuite déduit la façon de porter tous les hommes vers l'agriculture ou l'induſtrie. Maintenant en ſuppoſant que tous ces arrangemens ſoient en pleine vigueur, je vais chercher des ſubſiſtances chez les autres.

C'eſt dire d'un ſeul mot tout l'objet du Commerce étranger bien entendu. Portez à l'étranger, autant que vous pourrez, de l'or & des matiéres ouvrées, rapportez de chez lui des denrées comeſtibles d'abord, & à leur défaut des matiéres brutes qui ſervent de fonds au travail de vos manufactures ; voilà tout le ſecret d'un Commerce étranger avantageux, & tout le myſtére de cette ſcience ſi compliquée de *détails*, & ſi mal entendue par les Gouverne-

mens qui voudroient que tout allât par leurs loix, par leur inſpection, & que tout s'arrêtât en vertu de leurs ſyſtêmes & prohibitions.

Revenons au plan tracé dans le précédent Chapitre. Conſidérons le Royaume comme la Capitale, & les Pays étrangers comme les Provinces. Nous avons dit qu'il falloit repouſſer ſans ceſſe l'argent de la Capitale dans les Provinces, attendu que ſelon la conſtitution des choſes, la Capitale l'attiroit toujours à elle par les néceſſités du Gouvernement, par le ſéjour des grands propriétaires, par l'influence des grandes affaires, &c. Toutes ces choſes au premier coup d'œil ne ſe rencontrent pas dans la nouvelle Capitale que nous venons de fonder. Elle n'eſt, ni en droit, ni en pouvoir de tirer des ſubſides de ſes prétendues Provinces : les grands propriétaires de l'Empire univerſel ſont tous chez eux ; il en eſt de même des grandes affaires. Ainſi la comparaiſon cloche dès le premier pas, & défectueuſe dans le principe, elle le deviendra davantage encore par les conſéquences. Conſidérons mieux cependant, & remontant à la nature des choſes, nous retrouverons peut-être la parité dont nous paroiſſons maintenant ſi éloignés. Examinons d'abord le premier de ces deux articles ſur leſquels nous paroiſſons en défaut, nous paſſerons enſuite au ſecond.

Quelle eſt en ſoi la nature des ſubſides ? Si ce n'eſt autre choſe que la loi du plus fort impoſée en eſpéces ſur le plus foible, la récolte ſera le droit des gens. Mais nous lui avons ci-devant trouvé une définition, & plus honnête, & plus vraie. La ſubvention des ſujets envers leur Souverain n'eſt autre choſe que la ſoulte

du payement que fait le Prince en juſtice & protection, & nous avons démontré que ſitôt que ces deux ſubventions n'étoient pas au pair, l'Etat couroit à ſa perte. En conſéquence, il n'y a ni perte ni gain dans cette ſorte de commerce; chacun y fait ſa fonction, & le bien de l'Etat en réſulte: c'eſt là tout.

Dans le nouveau Gouvernement établi dans l'induction actuelle, la Capitale qui n'a d'inſpection ſur les Provinces que de ſupériorité, & qui ne lui doit juſtice & protection qu'en grand, & dans le genre que j'ai renvoyé au Chapitre de la guerre & de la paix, n'a pas beſoin d'en tirer en ſervices & ſubvention ce qu'elle ne ſauroit aquitter en juſtice & protection.

La circulation ſe ralentit en proportion de ce que les provinces ſont éloignées, je l'ai dit dans la ſeconde Partie; mais elle exiſte, ou bien tout commerce eſt interrompu. Or, quand elle exiſte, il faut qu'elle ſe rapporte aux régles déja établies, ou que le fleuve remontant vers ſa ſource, le ſang refluant vers le cœur, le déſordre ſe mette dans toute la machine.

Mais, dira-t'on, de quel droit vous conſidérez-vous ici comme le centre de toutes choſes? Chaque nation n'auroit-elle pas le même droit? Il s'en faut bien que je ne défende aux autres d'en uſer; je ne fais ici pour l'Etat que ce que chacun fait pour ſoi dans le monde. En général, involontairement même, on rapporte tout à ſoi, & de cette infinité de faux calculs naiſſent cependant le mouvement, les rapports, le bien enfin de la ſociété. Que chaque peuple donc ſe conſidére comme le centre univerſel: pourvu qu'il ſe conduiſe ſelon mes principes, *il n'en pourra* réſulter que ſon bien & l'avan-

tage général. Si, au contraire, il s'en écarte & tend au but de la proſpérité excluſive, il fera le malheur de ſes voiſins, & ſe détruira lui-même après avoir barré les autres; mais il ne tiendroit qu'au Roi Paſteur de....

Lui montrer en moins d'un inſtant,
Qu'un rat n'eſt pas un éléphant;

& que de la façon dont ſont conſtitués les différens Etats de l'Europe, le véritable éléphant c'eſt la France, quand elle voudra n'avoir de vues que ſubordonnées à la juſtice & à l'équité.

Revenons donc à notre induction faite uniquement pour nous, & diſons que la Capitale pleine de peuple, d'induſtrie & de commodités, n'a naturellement beſoin d'aucunes matiéres ouvrées qu'elle trouve chez elle à meilleur marché que par-tout ailleurs. D'une part, l'immenſe population y a établi la concurrence qui met au rabais tous ouvrages; de l'autre, le ſoin de repouſſer au loin les métaux, & de les troquer ſans ceſſe contre des ſubſiſtances, empêche la ſurabondance de l'or qui ſeule peut hauſſer les prix du travail : en conſéquence, tous ouvrages y ſont à meilleur marché, plus parfaits & mieux conditionnés; d'où il ſuit que vainement les provinces enverroient les leurs à cette Capitale, puiſque tous les avantages de la façon & du prix ſe réuniſſent en faveur des matiéres qui ſe fabriquent chez elle.

Par les mêmes raiſons, les Provinces s'y fourniront de tout ce qui leur ſera néceſſaire en ce genre. A la vérité, ces Provinces, & les peuples qui les habitent, peuvent & doivent tenter à cet égard tous moyens de concurrence.

Il en eſt deux, à ſavoir, les prohibitions d'une part, c'eſt-à-dire, les défenſes de conſommer les ouvrages de vos manufactures, & d'autre part des meſures ſemblables aux vôtres pour exciter chez eux la même population & induſtrie que vous avez établie chez vous.

A l'égard du premier de ces moyens, on ſait, par expérience, que ces ſortes de défenſes font d'ordinaire l'effet contraire à leur objet; & d'ailleurs, quand j'en ſerai au Chapitre des prohibitions, on verra que j'en proſcrirois bientôt la méthode.

Quant à ce qui eſt du ſecond moyen, tant mieux pour l'humanité entiére, & tant mieux pour nous par conſéquent. Chacun alors vaudra tout ce qu'il peut valoir en raiſon de ſon produit & de ſon induſtrie, & ce marché-là ne ſauroit nous ôter la primatie.

Mais en attendant que tout le monde ſoit éclairé ſur ſes vrais intérêts, marchons aux nôtres. C'eſt, ſans contredit, de faire jouir les Provinces de toutes les commodités inventées & fabriquées chez nous, pour que d'une part le commerce & la communication avec la Capitale leur ſoit utile, & que de l'autre, elles contractent l'habitude de ces conſommations qui doivent nous les ramener fréquenment.

En outre les diverſes facilités que la convention générale a attribuées aux métaux, font que tous les hommes les eſtiment comme richeſſes, parce qu'ils ont la faculté d'être échangés contre toutes ſortes de biens ſoit de néceſſité, ſoit d'opinion; & parmi le grand nombre peu ont le bon eſprit de concevoir qu'il eſt un point juſques auquel l'argent eſt richeſſe, & par-delà le*quel* il eſt pauvreté. En conſéquence, tous y

courent; & tout pays où l'on trouvera de l'argent en abondance, eſt sûr d'être l'objet de l'empreſſement de tous les autres.

Ces matiéres donc, à ſavoir, argent, commodités & ſuperfluités de la vie, ſont entre elles la ſubvention que la Capitale doit aux provinces dans le nouvel arrangement que nous venons de faire, & il en faut attirer en revenche les matiéres de conſommation, comme nous avons dit dans la ſeconde Partie, que Paris devoit faire de ſa banlieue.

Mais, dira-t'on, de ces deux choſes que vous voulez ſans ceſſe fournir, je vois bien d'où vous tirerez la premiére, à ſavoir, les matiéres ouvrées; votre produit, votre population & votre induſtrie ſont des ſources inépuiſables de ce genre de tréſor; mais quant à l'autre, vous n'avez point de mines, & en euſſiez-vous, elles ſeroient bientôt épuiſées au moyen de votre ſyſtême de toujours ſolder en argent & recevoir en denrées. Or, l'agriculture & la population peuvent aller ſans argent; mais l'induſtrie ne ſauroit s'en paſſer.

J'ai dit ailleurs, que ſitôt que les métaux étoient ſortis de la terre, inutile fardeau au déſert, ils couroient ſe répandre aux lieux où ſe trouvoient les richeſſes réelles dont ils devoient être le ſigne, & par conſéquent aux lieux vivifiés par la population. Ainſi donc les communications étant ouvertes, par-tout où il y aura de l'agriculture, il y aura des hommes; par-tout où ſeront les hommes en nombre, ſera l'induſtrie; par-tout où ſeront ces trois choſes, vous verrez circuler les métaux avec facilité.

D'ailleurs, en déſignant ici la nature du commerce avantageux, je n'ai prétendu en exclurre aucun autre, & on le verra dans la ſuite de mes

principes. L'or nous viendra de toutes parts en échange des choſes qu'on viendra prendre chez nous, ou que nous irons porter aux autres: je n'exclus pas même le commerce de nos denrées chez l'étranger, perſuadé que l'entiére liberté eſt l'ame du commerce & de la production; mais j'ai pris mes meſures pour qu'il entre dix fois plus de denrées dans le Royaume qu'il n'en ſortira, & c'eſt tout ce qu'il me faut.

Ces meſures demandent beaucoup de calcul & de fineſſe dans la réduction des Ordonnances à cet égard; mais en voici le précis. Ce ſont exactement les mêmes qui font que le maraiſcher de Paris va vendre ſes herbes à la Halle plutôt que de les porter à Chartres ou à Montargis.

Sitôt qu'une conſommation continuelle & répétée ſur les lieux aſſurera le débit de la denrée à un bon prix & ſans déplacer, je doute que perſonne ſoit aſſez fol pour aller courir les riſques, & payer les fraix de la route & du tranſport pour les porter aux Hollandois. Il peut arriver cependant qu'un gourmet retiré dans une des deux villes ci-deſſus, veuille gouter des premiers pois ou des fruits qu'on ne cultive bien qu'auprès de Paris, en ce cas il les fait venir à grands fraix; mais en revenche de cette petite exportation, quelle importation immenſe ne tire pas de ces lieux & de leur territoire la population Pariſienne! De même, quand les Anglois conſommeront ce qu'on appelle les grands vins à Bordeaux au prix où on les paie, quand les Flamands, les Allemands tireront nos premiers vins de Champagne, c'eſt aſſurément le produit de notre territoire qu'ils conſomment; & c'eſt une grande perte pour l'Etat s'ils nous remplacent ce produit en dentelles & autres ouvrages fins,

où la forme emporte mille & mille fois le fonds; mais si nous retirons en bled cet équivalent, nous y gagnerons beaucoup, attendu la différence du prix & de la néceſſité entre ces deux marchandiſes.

On a prévu depuis long-tems en France l'inconvénient de l'immenſe multiplicité des plantations en vignes, & on l'a ſenti depuis, quand toutes nos côtes de l'Océan ſe trouvant fermées, les peuples de ces parties du Royaume ſont morts de faim au milieu de leurs vignobles. Mais à cet égard on a prétendu abattre l'arbre par les feuilles. On a défendu les nouvelles plantations, & ordonné d'en arracher pluſieurs des vieilles.

Combien d'Ordonnances on s'épargneroit en conſidérant les choſes dans leur principe, & jamais dans leurs effets! Qu'eſt-il arrivé de cette méthode? Quelques pauvres diables compris dans la verve des arrachis, ont murmuré, d'autres ont acheté des permiſſions, le plus grand nombre a fait des expoſés faux; & à combiner ceux de toutes les requêtes à certaines Intendances, il ſe trouveroit prouvé par bons certificats que le territoire entier de la généralité eſt impropre à porter autre choſe que des vignes. Somme totale, le nombre des vignes a augmenté de beaucoup, & ira toujours croiſſant malgré les inconvéniens de ce genre de récolte, inconvéniens accrus encore par la diſproportion du débit à la denrée tant qu'on ne fera pas trouver au colon ſon avantage à faire produire autre choſe à ſon champ.

En effet, la dépopulation étant toute eſpéce de débit à la denrée comeſtible, il ſe trouve que dans l'intérieur des provinces éloignées du commerce, celui qui a fait une abondante récolte,

n'en fait que faire, & la donne en nature à des volailles qu'il eſt obligé de conſommer faute de débit. Cela iroit bien juſques-là s'il ne falloit pas payer les charges de l'Etat; mais à l'échéance il eſt ſergenté, & ſe trouve dans l'oppreſſion au milieu de cette richeſſe primitive devenue pauvreté par la tournure des choſes. Il ſe retourne alors, & conſidére autour de lui quelle eſt la ſorte de denrée dont il peut faire de l'argent, puiſque c'eſt de l'argent uniquement qu'on lui demande. Il voit que ſon voiſin devenu vigneron, vend bien ou mal ſa denrée qui deſcend par les riviéres aux lieux de l'exportation; il ſe met à planter des vignes. Son vin lui demeure-t'il? il le brûle en eau-de-vie, & s'il pouvoit le réduire en eſprit de vin, & mettre toute ſa récolte aux dépens de ſes bois en une bouteille de pinte, pourvu qu'elle lui rapporte de l'argent en proportion des doubles & triples façons qu'il lui aura données pour la réduire à rien, ſon affaire eſt faite, & il vit.

Il réſulte néanmoins de la réunion d'une quantité d'affaires particuliéres faites de la ſorte, que le produit de provinces immenſes va ſe conſommer chez l'étranger en matiéres, qui n'étant pas de néceſſité abſolue, ne le mettent point dans notre dépendance, au grand détriment de la population & par conſéquent de l'Etat.

Si au lieu de cela, par les moyens de vivification ſimples, mais indiſpenſables que j'ai établis dans la ſeconde Partie de cet Ouvrage, on étoit venu à bout de ſemer par-tout du peuple, de l'induſtrie & de la conſommation, vous verriez bientôt les vignes ſe rétrécir d'elles-mêmes. Les denrées propres à la nourriture de *l'homme*, deviendroient néceſſaires & hauſſe-

roient de prix ; on en trouveroit le débit prompt & assuré dans son canton : cela suffit, & tient lieu de toute ordonnance pour obliger le paysan à quitter le hoyau & reprendre la charrue & la bêche ; & ce qui resteroit de vignes dans les terrains impropres au labour & au jardinage, rapporteroit au double, étant mieux cultivé, parce qu'une nature de bien aide l'autre. Voilà tout mon secret, & je ne connois sorte de denrée qu'il fît tomber, sinon le papier qu'on emploie en ordonnances vaines, qui demeurent sans exécution.

Les Anglois, pour encourager la culture des grains dans leur isle, ont usé d'une singuliére méthode qui leur a réussi ; c'est de gratifier aux frais de l'Etat, les exportateurs de cette sorte de denrée. Ils ont modifié & dirigé cet important objet de police sur des proportions rélatives au tarif des marchés de l'intérieur pour cette précieuse marchandise. Cette méthode pourroit avoir été bonne pendant un tems, & devenir nuisible dans d'autres circonstances ; car il n'est aucun réglement de police de détail immuable ici-bas.

Si mon système absolu n'étoit pas d'abandonner tout régime de détail en fait de commerce à la prudence, à l'industrie & activité du commerçant, je dirois que je trouverois plus raisonnable de gratifier l'importateur de grains que l'exportateur ; mais quand à moi, je ne voudrois nullement m'en mêler. Il est des peuples qu'un Gouvernement éclairé doit exciter par tous moyens à gagner leur vie ; heureusement le François n'a jamais donné cette peine-là. Il n'y a qu'à le laisser faire & le protéger, il trouvera de lui-même toutes les routes possibles d'industrie & de *gain.*

Je ne ſuis pas vieux, & ſi pourtant j'ai vu déja pluſieurs fois la diſette dans différentes Provinces, & cela ſur de ſimples bruits. Auſſi-tôt que le prix des grains monte à un certain point, chacun le boucle chez ſoi; les Provinces abondantes en cette ſorte de denrée, en regorgent, & la voient manger par les charençons, tandis que la famine eſt à leur porte; & ceux qui ont permiſſion d'en faire ſortir, ne profitent pas du ſurhauſſement, attendu que les permiſſions coutent cher, & que quand même le chef eſt intégre, ſes ſous-ordres font leur main.

D'autre part, ceux qui ſont chargés de la police des Provinces affamées, font des marchés onéreux pour faire venir de bien loin ce qui ſeroit naturellement à leur porte. Comme d'un côté leur défaut à la plupart n'eſt pas la prévoyance, & que de l'autre ces ſortes de révolutions ſont d'ordinaire ſi ſubites, qu'il ſeroit impoſſible de les prévoir, le ſecours n'arrive jamais que quand le fort de l'orage eſt paſſé. Ces grains amenés de loin, échauffés & quelquefois pourris en partie, arrivent au moment où la nouvelle récolte a remis une ſorte d'abondance dans le pays; & comme il ne faut pas tout perdre, & au contraire, on oblige les Provinces à conſommer ces grains qui portent des maladies dans un pays déja dévaſté par la diſette précédente.

Qu'on ne crie point à la ſatyre, mes preuves ſont faites, & c'eſt devant Dieu que je veux n'en avoir jamais à me reprocher. Ce que je dis, je l'ai vu cent fois, & d'un œil qui ſait voir au-deſſus des erreurs populaires. On dit ici ce que l'on veut, & il n'y a rien qui ne puiſſe *être préſenté* d'un beau côté; mais quatre mil-

lions de témoins appuyeroient mon allégation. Et comment cela pourroit-il se faire autrement? Je suppose que l'Auvergne, le Limousin & les pays voisins, Provinces les plus méditerranées du Royaume, manquent tout-à-coup de subsistance : si le bruit de la cherté se répandant, la Bourgogne, le Poitou, le haut Languedoc, pays abondans, resserrent leurs grains; il faut que les bloqués reçoivent les vivres par les oiseaux, ou désertent leur pays. Mais, dira-t'on, l'on y pourvoit avec prudence; chaque Administrateur sait ce qu'il lui faut de grains pour la subsistance de sa Province, & laisse sortir le reste: opération raisonnable, puisqu'il n'est pas juste de s'exposer à mourir de faim pour secourir ses voisins qui ne souffrent souvent qu'en opinion, & parce que des monopoleurs ont entrepris de mettre chez eux la disette qu'ils parviendroient à nous communiquer aussi.

Belle spéculation! & si je demandois tout-à-l'heure à chacun de ces Thermométres ambulans ce qu'il leur faut de grain, année commune, pour nourrir leur département, les plus sages me diroient qu'ils n'en savent rien, comme en effet cela est impossible à savoir, & les autres me produiroient une somme idéale, comme le font du plus au moins tous les dénombremens. Mais je veux que ce soit chose estimable : pour savoir à quoi la consommation doit se monter, en seront-ils plus instruits de ce qu'ils ont réellement des grains chez eux, de la disposition & fantaisie des possesseurs, soit pour débiter, soit pour attendre? C'est pourtant sur des suppositions de cette nature qu'on leur attribue la superintendance des entrailles des sujets du Roi : & moi je vais donner mon secret

pour abréger tous ces calculs, pourvoir à tant de craintes vraies ou fauſſes, détruire à jamais le monopole; & je mets ma tête qui vaut bien la leur, qu'il n'y aura jamais plus de famine, ni même de diſette dans aucun canton du Royaume.

Ce ſecret eſt tout ſimple comme le ſont tous les miens; car il en eſt de cela comme des ruſes dont la meilleure eſt de n'en point avoir. Le judicieux David Hume a dit que l'argent eſt comme l'eau, qui prend néceſſairement ſon niveau. Ce trait de génie eſt rélatif au bled tout de même.

Conſidérons notre heureuſe poſition, indépendanment de l'incomparable fertilité de nos Provinces, qui, ſelon mon plan, ne doit pas nous ſuffire, nous donnons la main de toutes parts aux pays de l'abondance en ce genre; à droite l'Italie, la Sicile, l'Afrique; à gauche l'Angleterre, l'Irlande, le Nord, &c. Dans cette poſition pouvons-nous jamais craindre de manquer de bled? Laiſſez-le courir en toute & entiére liberté d'un bout à l'autre du Royaume. Ce ne ſera point le bled de Picardie qui viendra nourrir l'habitant d'Aurillac affamé; mais ſitôt qu'on apprendra qu'un marché en manque, les voiſins s'empreſſeront d'y en apporter, & ce marché deviendra tout de ſuite plus abondant. Si l'appas du gain a obligé les ſuſdits voiſins qui n'avoient que leur proviſion néceſſaire, à ſe dégarnir avant le tems, l'annonce du feu ſe montrera bientôt chez eux, & dès lors les pompes d'accourir. Ainſi de proche en proche les grains reflueront d'eux-mêmes & ſans aucun ſoin de police, des extrêmités au centre. *Arrivés* aux frontiéres, les mers, les riviéres,

tout

tout vous eſt ouvert, fuſſiez-vous au milieu d'une guerre ſanglante; vos ennemis fuſſent-ils les maîtres de la mer, article dont je vous garantirai tantôt, rien n'empêchera le commerce & la cupidité de l'ennemi même d'apporter du bled où il en manque : ainſi donc pour maintenir l'abondance des grains dans le Royaume, que faut-il faire? Rien.

Mr. Colbert a paſſé & paſſera toujours pour avoir ſu gouverner l'intérieur du Royaume : pendant tout le cours de ſon miniſtére les grains n'ont jamais été gênés un ſeul inſtant. Il prenoit ſoin ſeulement que les grandes Villes, celles ſur-tout qui ſont voiſines des débouchés maritimes, s'approviſionnaſſent de grains étrangers, & laiſſoit aller le reſte.

Ce ſoin même (ſi j'oſe raiſonner d'après ce grand homme d'Etat) me paroit ſuperflu & dangereux : ſuperflu, en ce que l'induſtrie & l'activité du commerçant ſaura prévenir toujours la néceſſité des approviſionnemens, & que par ce moyen les fraix & la perte du magazin ſeront aux dépens, ou de l'étranger, ou du particulier qui veut bien les ſupporter, & non à ceux du public, dont les affaires ne ſont jamais mieux adminiſtrées, que quand il n'en a point; dangereux, en ce que c'eſt un commencement d'inſpection dans une matiére, où toute inſpection ouvre la porte aux plus grands inconvéniens.

Revoyez d'un coup d'œil l'hiſtoire entiére; vous y trouverez que le propre de tous les Gouvernemens du monde eſt d'aimer les détails, en proportion de ce qu'ils deviennent incapables & languiſſans. Plus l'eſprit eſt foible, plus il aime à embraſſer des objets nouveaux; & la

même pareſſe qui laiſſe flotter les vraies rênes du Gouvernement, voudroit ramener à ſoi les moindres fils de l'adminiſtration particuliére. Ainſi donc un grand Miniſtre qui ſait où l'autorité doit s'arrêter d'elle-même, doit, s'il eſt homme de bien, ſe ſuppoſer des ſucceſſeurs qui l'ignoreront, & en conſéquence éviter de toucher de certaines cordes qu'une main malhabile peut & doit déranger tout-à-fait.

Il y a des Provinces où l'on a imaginé de faire des magazins de bled au Roi, ſoit pour les troupes, ſoit pour les occurrences & néceſſités du pays. Qu'arrivera-t'il de cela? C'eſt qu'un jour ce ſera le cannevas d'un monopole criant. Quand il faudra remplir les greniers, le nom du maître privilégié par-tout arrêtera les grains, & les employés les auront au prix qu'ils voudront. Faudra-t'il vuider les magazins, de crainte que les grains ne dépériſſent? Le même nom ſacré arrêtera toute autre vente, & ſervira de voile à un gain ſûr & illicite.

J'ai vu des privilégiés affamer un pays, & qui plus eſt, en extorquer honneur & chevance; je n'en dirai pas davantage par les principes que je me ſuis faits. Il n'y a rien, vous répondent à cela ceux qui ont aſſez bon eſprit pour vous entendre, qui n'ait ſon inconvénient. Qu'on me montre celui de l'entiére & abſolue liberté, & j'y répondrai: mais faiſons mieux, & recevez le défi de l'abeille aux frélons; on a aſſez long-tems uſé de votre méthode, & tous les quatre ans une diſette en a été le prix. Nous voilà à la veille d'une guerre qui nous fermera la mer; le tems ne nous eſt pas favorable, eſſayez de la mienne, & vous ſavez ce que j'ai *parié*. Je fais plus, je me montrerai alors, &

l'on ne me trouvera peut-être pas indigne de répondre aux pieds du Souverain de la nourriture de ſes ſujets, pourvu qu'on me permette, au premier bruit de diſette, d'y aller voir.

La confiance entiére que j'ai en cet unique objet, *la liberté*, fait que je n'héſiterois pas même à demander, au moins juſques après l'épreuve, la ſurſéance des ſoins paternels que prennent en tems de calamité les Compagnies ſouveraines auxquelles la haute Police eſt dévolue. Je ſais qu'aucunes vues de faveur, & moins encore d'intérêt particulier ne les déterminent dans leurs Arrêts, & qu'ils n'agiſſent à cet égard que par des vues de Citoyens & de Magiſtrats; mais d'une part, ſi on leur lie les mains, ce qui arrive quelquefois, le découragement, la terreur des peuples, & l'audace du monopole en augmentent; de l'autre, ſi on les laiſſe agir, leur autorité trop compliquée & trop formaliſte pour les détails de la baſſe Police, eſt très-redoutée dans la haute, attendu qu'il y a peu de ſubterfuges contre des Arrêts du moment, que le conſentement des peuples autoriſe dans leur exécution. Cet appareil effraie le commerce, accroit les huées ſouvent injuſtes de la populace, & groſſit le mal en augmentant le bruit.

Que demande la Police? Que j'arrête le monopole; je lui promets de faire crever dans leur peau les monopoleurs en les prenant ſous ma protection. En quelque coin du Royaume qu'un tel homme, ou une telle compagnie prétende faire enchérir les bleds, plus il amaſſera, plus il me fera de plaiſir. Il n'ira pas choiſir pour ces ſortes de magazins des lieux où le bled peut arriver de toutes parts, & où jamais ſon amas ne

ſeroit qu'un grain de ſable. C'eſt aux lieux qui lui paroiſſent aiſés à épuiſer, qu'il commencera ſon opération. Laiſſons-le faire, & eût-il bâti ſur le mont d'or en Auvergne la tour de Babel, ſa pompe aſpirante ſera préciſément le moyen qui de proche en proche attirera en France les grains de la Livonie d'une part, & ceux de l'Egypte de l'autre. Je lui déſirerois les reins aſſez forts, & l'entendement aſſez aveugle pour continuer long-tems ſon opération; j'aurois par ſon moyen un magazin sûr aux lieux les plus eſcarpés du Royaume; mais il n'aura garde, & bientôt voyant que la cherté n'exiſte que dans ſa cupide imaginative, las de faire remuer ſon bled & étançonner ſes greniers, il les ouvrira de lui-même à perte, & ſera corrigé pour jamais.

Cet exemple en grand porte ſur toutes ſemblables opérations en petit. Le marchand de bleds devenu preſque la chouette de la ſociété à force de mal-entendus & d'abus, bien ou mal intentionné ſeroit toujours très-libre d'acheter; mais ſon propre ſoin & celui de ſon camarade l'empêcheront de ſurvendre jamais. Il en eſt de ce genre d'hommes comme de l'homme en général; voulez-vous le rendre utile, multipliez l'eſpéce.

Mais, dira-t'on, l'exemple que vous venez de nous citer, vous l'avez préciſément pris à votre propice. Vous mettez la famine au centre du Royaume, entourée de toutes parts de l'abondance qui vient au ſecours, & qui attire après ſoi le ſuperflu de l'étranger; il vous eſt aiſé de la ſorte de reprendre votre prétendu niveau. Mais changeons la théſe, & ſuppoſons des calamités étrangéres, qui au moyen de la liberté donnée *au commerce* des bleds dans le Royaume, at-

tire tout-à-coup le ſuc alimentaire de vos campagnes, la multitude d'éveillés que vous avez dreſſés à ce genre de commerce, parcourra à l'inſtant vos provinces, votre grain deſcendra au lieu de remonter, & où en retrouverez-vous après? Votre liberté de ſortie & d'entrée étant égale, le beſoin & la cherté étant ailleurs, tout ſera en ſortie & rien en entrée; vous appaiſerez la premiére faim chez vos voiſins, & vous ſuccomberez ſans reſſource ſous le poids de la derniére.

Je répons à cela, que je ſuppoſe la famine où elle nait d'ordinaire, c'eſt-à-dire, aux lieux les plus ingrats & lès plus éloignés du commerce; & quant au fait que l'on m'oppoſe, c'eſt une hypothéſe de pure fiction; puiſque, ſi la diſette eſt dans le Nord & que nos grains y courent, ceux du Midi viendront les remplacer chez nous, & nous y gagnerons les profits d'un double commerce. Il faut donc, pour que nous ſoyons dans l'embarras ſuppoſé ci-deſſus, que d'un pole à l'autre les fruits de la terre aient été ſéchés juſques dans leurs racines. A moins de ce cas ſur lequel il ſeroit fol de calculer, puiſqu'il n'a pas d'exemple depuis que le monde eſt monde, revoyez notre poſition; nous tendons également la main au Levant & au Nord; rendez-vous naturel du commerce des grains, tant par cette ſituation que par la liberté établie déſormais à cet égard dans le Royaume, nous n'en manquerons jamais, tant qu'il y en aura quelque part dans l'univers.

Si la ſuppoſition de la diſette générale peut avoir lieu, je pourrois dire que les Anglois qui n ont jamais gêné la ſortie de leurs grains, l'arrêterent cependant en 1709, tems de calamité

preſque générale, & qu'une exception de cette eſpéce ne tire pas à conſéquence; mais je m'en garderai bien. Je crois l'entiére & intacte liberté des bleds d'une telle importance, que je me regarderois comme un parricide d'avoir conſeillé au Gouvernement d'y mettre la main en quelque circonſtance que ce pût être, de crainte des conſéquences pour l'avenir. J'ai donc une autre réponſe à l'hypothéſe fictive d'une famine générale; en ce cas nous ne nous flattons pas, je crois, d'avoir le privilége de la peau de bœuf de Gédéon, & ſitués comme nous le ſommes au centre de l'Europe, d'être ſeuls exceptés de la diſette univerſelle: chacun donc en aura ſa part, & dès lors les grains étant chers par-tout, chacun conſommera le peu qu'il en aura recueilli, puiſque d'une part il ſeroit impoſſible d'en faire des amas qui valuſſent la peine du tranſport, & que de l'autre, le tranſport ajoutant au prix de la denrée celui des fraix, on trouveroit mieux ſon compte à vendre ſur les lieux.

D'ailleurs, un pays adonné à l'agriculture, (tel que le ſera la France ſelon mon plan, & que la liberté des grains l'aidera encore à l'être) trouvera dans de telles calamités des reſſources que les autres n'auront point. Ceux qui en 1709. voyant les ſemailles perdues, prirent leur parti de ſemer de l'orge auſſi-tôt que la terre s'ouvrit, la trouverent tellement préparée à la fécondité par le nitre dont le froid exceſſif l'avoit empreignée, qu'ils eurent une récolte extraordinaire de cette ſorte de bled, qui empêcha le peuple de mourir de faim. En un mot, en tout état de cauſe, le Gouvernement ne doit *jamais* ſe mêler des bleds que pour en proté-

ger la culture & l'exportation par une entiére liberté.

Tout le détail dans lequel je viens d'entrer, paroit au premier coup d'œil appartenir à la ſeconde Partie de cet Ouvrage, dans laquelle je traite de la vivification intérieure ; mais il eſt aiſé de voir combien cette ſpéculation a trait au commerce extérieur, puiſque dans l'état où j'ai ſuppoſé le Royaume, ce n'eſt que des pays étrangers qu'on peut déſormais tirer la ſubſiſtance d'une partie des habitans.

Une fois la conſommation des grains aſſurée, de façon qu'il faille toujours une grande quantité de grains étrangers pour nourrir le peuple immenſe que contiendroit la France en ce cas, une fois les communications libres & faciles par-tout ouvertes & établies dans l'intérieur, il n'eſt pas poſſible d'imaginer que jamais on en vienne à conſommer des grains étrangers, que ceux du pays n'aient eu auparavant le débit le plus ſûr & le plus facile ; cela ſuppoſe un entier encouragement à l'agriculture, qui, comme nous l'avons dit, ſaura faire fructifier les rocs, d'où s'enſuivra un fonds toujours renaiſſant de population.

En général, chaque Province croit ſe vanter en diſant : Nous pouvons nous paſſer de toutes les autres, & notre Province nous fournit toutes les néceſſités de la vie pour ſes habitans. Ces ſortes d'allégations qui démontrent l'eſprit patriotique, & qui en quelque ſorte le régénérent, ne ſont pas faites pour être combattues ; mais quand elles ſeroient exactement vraies dans l'état actuel, comme elles ne le ſont nulle part, je ne leur répondrois pas moins : Ce que vous me dites prouve votre miſére, & non votre proſ-

périté; car en ſuppoſant que votre Province nourriſſe un million d'habitans dans l'état de culture où elle ſe trouve, les reſſources de l'agriculture ménagées dans toute ſon étendue, comme elles le ſont aux environs de Paris, d'Orléans, &c. en tireroient dequoi en nourrir trois. Partant enſuite de ce point, & marquant les gradations proportionnelles, il faut poſer que là où trois millions d'habitans vivent du produit de la terre, un tiers en ſus doit vivre de celui de l'induſtrie, ſi l'Etat eſt en ſa pleine proſpérité. Cette induſtrie, pour être métamorphoſée en ſubſiſtance, a beſoin de l'aller chercher ailleurs, puiſque tout le produit de votre territoire eſt deſtiné. Donc un tiers de cette valeur réelle qui n'eſt autre choſe que la population, ne peut exiſter que par autrui.

Somme totale; je ne demande autre code pour la Police générale & particuliére des grains, qu'un Edit qui *déclare cette denrée marchandiſe libre dans toute l'étendue du Royaume, qui l'affranchiſſe de tous droits d'entrée & de ſortie, de quelque nation que puiſſent être les bâtimens qui la viendront chercher ou qui l'apporteront; permettant à tous particuliers de quelque qualité & condition qu'ils puiſſent être, d'en faire tels approviſionnemens & magazins, & en tel lieu qu'ils voudront; défendant en outre à tous Officiers, Magiſtrats, & Entrepreneurs d'en faire des achats, autrement que de gré à gré, fût-ce au nom du Roi & ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, même de raiſon d'Etat, comme proviſion de Paris, de Places frontiéres menacées, d'Arſenaux maritimes, &c.* A ces conditions je me charge de tous événemens, & promets *que toujours* le public & les particuliers en trou-

veront ſous leur main pour les amagazinemens les plus conſidérables.

Ce que j'ai dit de l'utilité d'un commerce extérieur qui attire dans le Royaume les grains de l'étranger, doit s'entendre au ſecond rang de toute denrée comeſtible & de conſommation, des légumes, du ris, des marons & chataignes, s'il étoit un pays d'où l'on en pût apporter des chargemens; du poiſſon frais & ſec, objet immenſe pour la conſommation du peuple; des viandes ſalées, des fromages, des vins étrangers, qui, quoique d'une utilité ſeconde, ne laiſſent pas de tenir lieu de quelque choſe; en un mot, de tout ce qui peut nourrir vos habitans du produit du territoire étranger.

Pour attirer toutes ces choſes, comme vous ne le pouvez que par l'échange, il faut payer à l'étranger des tributs d'induſtrie, autrement votre dette ne pourroit être ſoldée qu'en denrées; & alors non-ſeulement ce ne ſeroit pas la peine, mais encore vous courriez riſque de voir tourner le commerce à votre déſavantage.

Il n'y a donc que les matiéres ouvrées, ou produits des manufactures qui puiſſent être préſentées à l'étranger en équivalent fictif & de convention de matiéres d'une utilité premiére & abſolue. A cet égard nous y avons pourvu, en ſemant par tout le Royaume des manufactures qui d'abord n'avoient d'objet que de fournir à la conſommation du pays, & d'y établir une portion d'induſtrie proportionnée aux charges que le Gouvernement vouloit y impoſer. Mais comme la perfection eſt en tout & par-tout fille du travail, il ſe trouve que ces menues racines d'induſtrie ont pouſſé des troncs qui ſe renforcent chaque jour. Chaque pays & canton a dans ſon

climat, dans le génie de ſes habitans, dans la nature de ſes eaux & de ſes différentes productions, diverſes propriétés, qui miſes en œuvre par l'art, par un travail aſſidu & un encouragement continuel, multiplieront bientôt à l'infini les produits de l'induſtrie dans le Royaume. Je ne crains pas de dire qu'en ce genre aucune nation de l'Europe ne nous égale non plus qu'en produit. Mais ce n'eſt pas de ce dernier article dont il eſt queſtion maintenant, puiſqu'il s'agit de nous ſervir de celui d'autrui.

Dire que les manufactures les plus parfaites, c'eſt-à-dire, celles où la valeur du travail excéde le plus celle de la matiére premiére, ſont les plus avantageuſes, ce ſeroit mettre en maxime ce qui eſt démontré en calcul preſque dans tout le cours de cet Ouvrage. Tout ce qui eſt en matiére eſt dépenſe, tout ce qui eſt en travail eſt profit. Mais comme il faut des manufactures de toute eſpéce, tant pour la conſommation du peuple & de ceux qui n'ont pas dequoi acheter cher, que pour laiſſer toute liberté à l'induſtrie, il importe fort auſſi d'attirer à ſoi des matiéres étrangéres pour fournir au travail des manufactures; bien entendu que tout le territoire nationnal ſoit, à tous égards, mis en ſa plus grande valeur.

Quand nous aurons des muriers bien entretenus & émondés à l'entour de nos champs (ce qui eſt par parenthéſe la ſeule façon de les placer pour qu'ils ne nuiſent pas à la récolte) qu'on ſaura en France faire deux cueillettes de leurs feuilles comme en Toſcane & en Piémont, que de proche en proche on aura appris à filer les ſoies de la façon qui a donné tant de réputation à celles du Piémont; alors, dis-je, il ſera

très-avantageux que nous en tirions beaucoup du Levant & de l'Italie, attendu que ces ſoies n'entreront chez nous que pour y être travaillées, & qu'on a une certitude phyſique que la premiére balle étrangére eſt un ſignal que toutes celles du pays ſont deſtinées. J'en dis autant des laines, des chanvres, des lins, des cotons, des bois, & de tout enfin ce qui eſt matiére à fabriques.

En cet état regardons autour de nous, & voyons encore une fois ſi le Commerce étranger peut ſe paſſer de la proſpérité étrangére. Pour trouver chez nos voiſins du comeſtible, il faut que l'agriculture y ſoit en valeur; & plus elle y fleurira, plus ces denrées ſeront abondantes. Pour trouver le débit de tant de marchandiſes dont l'échange eſt néceſſaire à la ſubſiſtance d'un tiers de vos habitans, il faut que les étrangers ſoient en état de les acheter; & plus ils ſeront riches, plus le gout des ouvrages fins que nous avons dit nous être les plus avantageux à débiter, s'étendra chez eux. Si la Providence écoutoit vos vœux intéreſſés, ô Puiſſances commerçantes! ils tendroient à la fin à anéantir le commerce étranger.

Mais, dira-t'on, accordez-vous donc avec vous-même. Selon votre plan, vous voulez non-ſeulement conſommer toutes vos denrées, mais encore attirer celles d'autrui: vous voulez encore non-ſeulement vous fournir toutes les néceſſités, commodités & ſuperfluités, mais en fournir à l'étranger: de deux choſes l'une, ou chacun en fera autant de ſon côté, & en ce cas votre plan eſt caduque; ou ce plan réuſſira, & dès lors votre projet de fraternité univerſelle eſt un leurre, ou un droit d'aîneſſe ſi fort que vous prenez tout & ne laiſſez rien aux autres. Les

Puiſſances que vous taxez d'ambition, n'ont pas un objet plus excluſif & plus marqué.

Qui prendra la peine de me lire d'un bout à l'autre, verra que mon plan eſt uniquement que chacun vaille ce qu'il peut valoir rélativement à ſon produit, à ſon travail & à ſon induſtrie. Je crois cette liberté générale de droit des gens & d'équité naturelle. Qu'on mette de toutes parts un frein à l'oppreſſion; que l'Univers le veuille ou qu'il en frémiſſe, le Roi Paſteur le peut, s'il eſt Roi de France. A cela près, chacun eſt le maître chez ſoi de ſe faire les loix qu'il voudra, & de ſuivre le plan qui lui paroîtra le meilleur. Je vois que certains principes généraux du mien pourroient convenir à toutes les nations; mais quand nos voiſins les ſuivroient à l'envi, cela ne nous ôteroit pas le droit d'aîneſſe que nous tenons de la nature; ils en ſeroient plus puiſſans, & nous en proportion. Si, au contraire, nous ſommes les ſeuls à ſuivre ce ſyſtême ſage & ſalutaire, loin qu'il fût ruineux pour eux, il les vivifieroit par impulſion. Je ne connois que les Provinces Autrichiennes des Pays-Bas qui puiſſent ſe plaindre que la proſpérité des Provinces-Unies a fait diſparoître la leur, au lieu que le monde entier y a profité, comme je l'ai dit plus haut.

Mais la comparaiſon du ſyſtême des Hollandois au mien clocheroit autant que celle de leurs Etats à la France. Revenons à celle que j'ai établie ci-deſſus de la Capitale & des Provinces, & convenons qu'il en eſt dans cette ſuppoſition comme dans la réalité, où la Capitale ne peut avoir de proſpérité conſtante, qu'autant qu'elle a ſoin de l'entretenir dans les Pro*vinces, au* lieu de les épuiſer. En conſéquen-

ce, loin de retenir chez moi le ſecret de mes manufactures, & de tâcher par tous moyens de me conſerver la proſpérité excluſive, je ſerois tout le premier à communiquer aux Etrangers tout ce que l'expérience & le travail m'auroient pu faire découvrir de ſecrets : je ne chaſſerai plus les ouvriers de chez moi par des loix de force, comme nous avons fait jadis, mais ſitôt que par la protection de détail je me ſuis aſſuré un fonds toujours vivant d'induſtrie, je ſerai fort aiſe que les autres puiſſent jouir des mêmes avantages.

Une grande erreur en politique, qui tourne en venin toutes nos lumiéres & connoiſſances en ce genre, & qui détruira à la fin l'humanité, c'eſt d'être infatués, comme nous le ſommes, du malheureux principe renfermé dans ce proverbe : *Nul ne perd que l'autre ne gagne*, principe barbare autant que faux; & moi je dis, ſoit dans le phyſique, ſoit dans le moral : *Nul ne perd qu'un autre ne perde.* Dévaſtons, par exemple, l'Angleterre aujourd'hui, brûlons ſes Arſenaux, mettons le trouble civil dans ſon Gouvernement, chaſſons par des ſuccès inouis toutes leurs colonies de l'Amérique, réduiſons-les dans l'intérieur à l'état de barbarie où ils étoient du tems des maſſacres des deux Roſes; Carthage eſt diſparue ; qui a pris ſa place? Qui a continué les voyages d'Hamilcar, les découvertes d'Hannon? Qui repeupleroit, je le demande, les immenſes colonies de l'Amérique Septentrionale? Le produit en ſeroit déſormais approprié aux taureaux ſauvages, comme ci-devant. En Europe, toutes les richeſſes dont cette Iſle merveilleuſe eſt comblée, ſeroient dévorées comme le furent jadis celles de l'Univers

par les Barbares du Nord; cette législation singuliére, les arts fougueux & sublimes chez eux comme leur génie, l'industrieuse agriculture, tout disparoitroit de la surface de cette Isle couverte déformais de forêts. L'Angleterre devient la Corse du Nord, je le veux; mais pensez-vous que les nations restantes vivront à l'avenir sans querelles? Vous ne vous en êtes sans doute pas flattés; l'une après l'autre & par les mêmes raisons, il faudra tout abîmer, tout soumettre & parvenir à la Monarchie universelle, qui n'est autre chose que la dévastation universelle. Voyez vous-même, vous mené-je trop loin?

Dans l'autre hypothése, je suppose, par exemple, que l'Espagne étant une des Provinces les plus voisines de la Capitale que je suppose, je cherche à établir dans son territoire la même vivification dont je ressens les avantages. Je lui enseigne d'abord les vrais moyens de mettre en honneur l'agriculture; son produit alors lui suffit & au delà: mais où est le mal pour nous, puisque nous avons dit qu'un commerce exportatif de nos denrées étoit ruineux? Je lui apprens ensuite à rendre ses riviéres navigables; est-ce aux dépens de nos eaux? Elle ouvre ses chemins; c'est les ouvrir aussi à mon commerce. Elle fabrique enfin, elle met en œuvre les matiéres premiéres de son produit; loin alors de me livrer aux clameurs & à l'avidité de nos commerçans, de faire ces honteuses démarches auxquelles trop de ministéres se sont prêtés, pour solliciter chez des voisins foibles ou ignorans la suffocation de l'industrie, je fais tout le contraire.

En effet, de quel front une Cour étrangére

oſe-t'elle ſolliciter auprès d'un Prince éclairé la ſuppreſſion des fabriques naiſſantes? & de quelles mauvaiſes raiſons ſon truchement peut-il colorer cette démarche? il n'en eſt aucune qui vaille; il faut donc corrompre, métier infame pour les régiſſeurs de l'humanité. Quant à moi, je craindrois de déſigner par de telles plaintes à une Cour éclairée préciſément le but où elle doit tendre. Je ferois donc tout le contraire, & voici comment: tout ſecret ſeroit prohibé dans mes manufactures; loin de craindre que l'Eſpagne & toute autre (car je ne la cite ici que pour exemple) me volât mon métier, je l'exhorterois à m'envoyer des éléves, qui ſeroient particuliérement inſtruits & recommandés chez moi. Je verrois tout-à-coup toutes ſortes de manufactures s'élever en Eſpagne; Dieu le veuille, car c'eſt ma Province. Il s'enſuivra, direz-vous, qu'elle ne viendra plus rien prendre chez moi. Folle & trois fois abuſive conſéquence! Je ſoutiens, & à cet égard je m'en rapporte aux commerçans, que les nations chez leſquelles on fabrique, conſomment plus, proportion gardée, du produit de nos manufactures, que celles qui n'en ont aucunes chez elles; & que ſera-ce, en ſuppoſant le point établi de la liberté générale, article que je traiterai en ſon lieu?

Des piéces de drap de mauvaiſe qualité, & où le prix de la matiére eſt preſque égal à celui du travail, ſuffiſent au commerce de preſque toutes vos échelles du Levant. Eſt-ce là le produit de nos manufactures, qu'on conſomme en Angleterre malgré le cri général & l'émulation de la nation? Plus un peuple jouit des néceſſités de la vie, & plus il en veut les commodités; plus enſuite il en connoit les commodités,

& plus il en recherche les ſuperfluités; & c'eſt cela qu'il nous importe de donner en échange à l'Etranger. Or, s'agit-il de ſuperfluités & de bagatelles, c'eſt le ſublime du François, & Dieu décréta, du jour qu'il peupla les Gaules, que jamais aucun peuple n'égaleroit en ce genre d'induſtrie celui qui vivroit dans cette terre & ſous ce climat.

C'eſt donc déſormais, dira-t'on, ſur ce prétendu décret que vous fondez le renverſement de tous les principes de politique & de commerce connus juſques à ce jour. Je répons à cela que ce n'eſt pas ma faute, ſi nous penſons comme des hommes, & agiſſons comme des brutes. Que nous dit le Décalogue, & non-ſeulement le nôtre, mais celui de toutes les Religions? Que nous diſent la Loi naturelle, le droit des gens, les loix particuliéres, tout inſtitut humain, & conſéquenment la raiſon univerſelle? C'eſt que les hommes ſont freres, & doivent ſe traiter en conſéquence. Je ne renverſe donc rien, je tire la politique de la raiſon & de la morale; je crois que c'eſt ſa vraie ſource. Ceux qui prétendent tirer la leur de leur intérêt excluſif, penſent ſans doute être les ſeuls ici-bas qui aient le ſens commun. Or, en cela ils ſe trompent plus lourdement que le plus ſtupide des hommes; car chacun entend à peu près auſſi-bien que tout autre ſes petits intérêts, & c'eſt là le principe de tant & tant de chaînes données de toutes parts à la proſpérité humaine.

Mais il s'en faut bien que je ne croie mes vues aſſez vaſtes pour m'en attribuer l'invention. Je me ſuppoſe ici Miniſtre du plus puiſſant Prince de l'Univers; cette poſition donne du

du large à l'équité. C'eſt Dieu qui décide de la confiance des Princes; rarement encore les Miniſtres qui en ſont honorés, trouvent-ils chez les peuples même les plus ſoumis, cette acceſſion volontaire, dont le refus ſéme de buiſſons la marche des plus grands Miniſtres, & les borne ſouvent à la rubrique des uſages & du courant. Je ne blâme donc point ceux qui font autrement que je ne conſeille; mais j'eſpére démontrer en totalité que ce plan univerſel éſt la ſeule route de la proſpérité, & que les moindres détails économiques peuvent y tendre par des chaînons néceſſaires. A l'égard de ce que je dis de notre ſupériorité en induſtrie, fineſſe de travail & gout pour les nouveautés de détail, il n'y a pas de fait plus démontré par l'expérience de tous les tems.

Tel eſt donc mon plan rélativement à l'induſtrie étrangére. Qu'on juge maintenant ſi d'une part celle-ci peut le rendre caduc, & de l'autre s'il tend à rendre notre droit d'aîneſſe oppreſſeur.

L'enſemble de cette multitude de principes a déduit aſſez, je penſe, quelle eſt la ſorte de ſubſides que je veux tirer de l'Etranger, & quel eſt le repréſentatif du droit d'échange que je dois à ces nouvelles Provinces en qualité de Capitale. A l'égard de l'autre objet de balance dont il a été fait mention, & que nous ne retrouvons plus dans notre nouvelle diſtribution, à ſavoir, le *ſéjour des grands propriétaires*, j'ai à ce ſujet quelques objets de détails à traiter. Ils paroîtront d'abord très-minucieux, & contraſter par-là avec les inductions ci-deſſus; mais ſans recourir à l'indulgence que j'ai demandée pour ma façon libre d'écrire, je déſire ſeulement qu'on me liſe

juſques au bout, & l'on verra que ces détails ont trait aux grands reſſorts de la proſpérité de l'Etat.

Il eſt certain qu'un bon Gouvernement doit avoir une ſinguliére attention à attirer les Etrangers chez lui. Ce que je dis ici doit s'entendre non-ſeulement de ceux qui viennent s'établir dans le territoire & y apporter leur travail, mais encore de ceux qui voyagent, ou qui y font quelque ſéjour.

A l'égard des premiers, j'ai cru inutile de dire que ces reſtes de barbarie, nommés *droits d'aubaine* & autres devoient être ſupprimés, comme les loix du code de Caïn quand il commença à bâtir un fort; mais c'eſt des ſeconds que je parle uniquement.

J'ai dit ci-devant que la politeſſe & l'honnêteté de la nation, ſa magnificence & les arts avoient tellement attiré les Etrangers en France ſous le regne de Louis XIV. qu'à peine ſoixante ans de guerre preſque conſécutifs les en avoient pu écarter. Tout les arrêtoit en France, même la ſorte de courtoiſie & la modération des aubergiſtes.

Ce dernier point paroit d'abord indigne de conſidération; mais à l'examen j'ai fait voir qu'il importe, & j'ai dit comment il avoit dégénéré. Nos ſociétés excluſives d'aujourd'hui, notre gout pour les commodités obſcures, notre pareſſe en fait de dépenſes d'éclat, & peut-être notre pauvreté, ont au moins autant nui à notre luſtre en ce genre. Il y avoit autrefois à Paris & plus encore à la Cour pluſieurs maiſons de grands Seigneurs qui en faiſoient en quelque ſorte les honneurs, & où les Etrangers d'un certain ordre étoient admis & recherchés *ſur leur nom*; ils y trouvoient tout le mon-

de, faiſoient des connoiſſances, & ſe louoient de l'urbanité de la nation. Aujourd'hui qu'un Etranger arrive à Paris, livré d'abord aux corſaires d'ouvriers en tout genre qui aſſiégent les hôtels garnis, on le pille à l'envi comme ville priſe d'aſſaut; il n'a de reſſource d'amuſement que les ſpectacles: là il voit l'air excluſif peint ſur le viſage de tous les merveilleux; familiers entre eux, leur air redreſſé ſemble attendre un nouveau viſage pour devenir impertinent, & n'être pas de leur connoiſſance paroit à leur maintien être une note d'infamie. La liſte de leurs ſoupers prétendus qu'ils débitent en confidence à l'aſſemblée, fait croire à l'Etranger, qui ignore que la plupart vont manger un poulet dans quelque réduit pour s'éviter la honte de ſouper en public, que tout eſt partie de plaiſir dans cette Capitale. Seul & déſorienté, il en rentre plus triſtement dans ſon hôtel garni, & s'il veut enfin en ſortir, il faut qu'il ſe détermine ou à aller ſouper avec des filles, ou à être reçu dans quelque maiſon de jeu, où une aſſemblée de harpies le guette pour le dépouiller. Il entend annoncer des Marquiſes & des Comteſſes à la diable qui lui font faire des parties de dupe, le careſſent d'une façon vile quand il perd ſon argent, & le querellent quand il veut aller ſe coucher. Cet homme qui ſouvent n'a de neuf que le langage, s'apperçoit de ce manége ſi groſſier d'ailleurs qu'il n'échappe pas au plus borné; confondu avec toutes ſortes de gens qui hantent ces ſortes de maiſons, il y voit arriver des étourneaux de toutes parts, & ſouvent telle eſpéce de ſon pays qui n'eût oſé manger avec ſes valets de chambre, & qu'on fête *plus que lui*, parce que ce dernier ou-

vre ſa bourſe avec plus de ſottiſe. Cet homme ſort enfin de Paris, croyant avoir vu le monde, l'appréciant au taux de la facette qu'il en a apperçue, & le mépriſant en conſéquence. Je me ſouviendrai toujours d'avoir ouï dire dans une ſociété preſque bourgeoiſe, à l'occaſion d'un bal qu'on y avoit donné la veille : *Oh ! ce petit Gotha eſt une chenille inſupportable.* Je m'informai qui étoit ce petit Gotha, c'étoit un Prince regnant de Saxe-Gotha ; & quand je le dis à ces plates citadines, je n'eus d'autre réponſe ſinon : *Qu'il regne chez lui ; mais qu'il ne vienne pas nous coudoyer ici.* Eſt-il étonnant après cela que les Etrangers qui voyagent en France, en prennent une auſſi fauſſe idée, qu'ils la communiquent à leurs compatriotes, & que ni les uns ni les autres n'aient envie d'y revenir ?

Les ſciences & les arts, enfans de la proſpérité, & ſeuls propres à la perpétuer, ſont auſſi non-ſeulement des moyens preſque certains d'illuſtration & de ſupériorité pour une nation, mais encore des ſources de lucre & de profit. Ce n'eſt ſeulement que dans le ſens où elles ſervent à attirer l'Etranger, que je les conſidére maintenant.

Perſonne n'ignore le genre de tribut que la Gréce impoſa par la réputation de ſes Rhéteurs ſur toutes les nations policées, juſqu'à ſon entiére deſtruction.

Uſons de notre légéreté naturelle pour conſidérer les accidens : c'eſt en cela qu'elle peut nous être utile ; mais ayons un tout autre poids & meſure pour apprécier les talens ; l'eſtime les rend utiles autant qu'honorables à la patrie, le dédain les rend bientôt nuiſibles. Conſidérons chaque choſe dans ſon inſtitution, nous

y retrouverons la pureté & la nobleſſe de ſon origine. La poëſie, expreſſion du culte & de la Religion dans ſon principe, & qui n'eſt jamais plus ſublime que quand elle s'attache à remplir ſon inſtitution premiére, devint enſuite la trompette de l'héroïſme & la légiſlatrice des mœurs. Par elle le poëme épique nous peignit celles des Héros ſous l'emblême d'une fable intéreſſante. L'ode célébra plus directement leurs exploits. La tragédie montra l'horreur du crime, & les malheurs qui le ſuivent, mit la vertu dans ſon vrai jour. La comédie & la ſatyre corrigerent les mœurs en divertiſſant. L'églogue rendit ſenſibles l'innocence & les plaiſirs de la vie champêtre. L'élégie honora la cendre des bienfaiteurs de la ſociété. L'hiſtoire, dépoſitaire des grands événemens, eſt la vraie carriére de l'ambition des ames nobles; école de vertu, elle l'eſt encore de prudence & de conduite pour tous les hommes; elle leur apprend à connoître la vraie grandeur, & à diſcerner l'héroïſme de la cupidité; elle ſeule a le privilége de préſenter aux Rois la vérité toute nue, & de leur faire entendre ce qu'ils ſeront pour la poſtérité. L'éloquence eſt le théâtre de l'empire de l'eſprit & du ſentiment ſur les opinions, les panchans, les paſſions même de l'humanité : elle montre que le noble & le vrai ſont les ſeuls reſſorts efficaces de l'émotion, & les ſeuls dont l'impreſſion ſoit durable. La philoſophie enfin qui renferme les hautes ſciences, c'eſt-à-dire, ce qu'il y a de plus grand & de plus élevé dans l'ordre des connoiſſances, a été définie par un grand homme: *L'étude de la nature & de la morale fondée ſur le raiſonnement.*

Si de la définition des ſciences & des beaux arts nous paſſons à celle des arts libéraux, nous les trouverons en proportion marqués au même coin de grandeur premiére & d'utilité abſolue, ſoit pour fournir les commodités de la vie de l'homme, ſoit pour élever ſon ame, ſoit pour aiguiſer ou détendre ſon eſprit. Il eſt apparent que la même Providence, qui a répandu ſur toute la ſurface de la terre habitable, les choſes néceſſaires à la vie, y a diſtribué auſſi les talens qui en multiplient les commodités & les agrémens. Les peuples les plus célébres autrefois par ces chefs-d'œuvres du talent & de l'induſtrie, ne ſont aujourd'hui connus que par leur barbarie & leur ignorance; le Gouvernement fait tout.

J'ai montré dans la ſeconde Partie par quelle gradation ces talens précieux dégénérent; l'eſtime & l'appui qu'on leur accordera, en proportion de ce qu'ils ſe rapprochent de leur inſtitution premiére, eſt le ſeul moyen de les ſoutenir & perfectionner. Sitôt qu'un Poëte, qu'un Ecrivain, qu'un Orateur ne regardera plus ſon art que comme un moyen de diſtinction paſſagére & de mode, qu'un Architecte, un Sculpteur, un Peintre, un Muſicien, n'auront d'objets qu'un lucre mercenaire, les uns & les autres prenant la nouveauté pour le gout du ſiécle, parce qu'elle eſt celui du vulgaire, aideront à ſa corruption en l'égarant par des ſentiers ſcabreux & inuſités, ou en flattant les paſſions qui toujours changeantes, ne font cas que de ce qui pique leur gout émouſſé. Les gens à talens, ainſi que leurs juges, ne retireront à la fin d'autre fruit de cette corruption réciproque, qu'un mépris mutuel qui tend à la chute

entiére des arts, d'où s'enſuit pour une nation l'état de barbarie. Le Gouvernement ne ſauroit donc trop conſidérer les Savans, les hommes de génie, les Artiſtes, chacun dans ſon eſpéce.

Notre nation a fait à cet égard la tranſition la plus rapide d'une extrêmité à l'autre. On recommande encore dans les Châteaux aux Précepteurs de ne point apprendre aux enfans à faire des vers, parce que c'eſt un métier fol qui détourne un homme des devoirs de ſon état, qui nous fait des ennemis, & qui n'eſt bon à rien; tandis qu'à la Ville chacun imagine avoir pu être un Deſpreaux, parce qu'on ſait faire un couplet : ſe réſervant en conſéquence le droit de juger les Poëtes, on regarde l'art comme une miſére faite pour l'adoleſcence, & qu'on doit dédaigner dans l'âge mur. Un grand Poëte eſt un homme divin, doué d'un talent rare par la Providence, & qui ne peut le faire valoir dignement que par une étude opiniâtre & jamais ſervile des grands modéles, une univerſalité ſinguliére de connoiſſances, une patience, un travail & un jugement bien pénibles à allier avec la vivacité d'imagination & la fougue d'harmonie qui conſtituent le talent primitif de la poëſie. Malgré la quantité d'exemples qu'on voudroit me citer au contraire, je démontrerois, ſi cette diſcuſſion m'étoit ici permiſe, qu'il n'a paru aucun véritablement grand Poëte, chez qui les vertus n'aient de beaucoup ſurpaſſé les défauts. C'eſt à tort qu'on ſépare dans ces hommes éclatans la perſonne du talent; rien n'eſt moins ſéparable. Un fol peut avoir eu quelques-uns des talens qui font le Poëte, & ſouvent les plus brillans; mais revoyez la vie des

vraiment grands Poëtes de toutes les nations, & vous en reviendrez à mon avis.

S'il en eſt ainſi dans l'abandon, & la ſorte de liberté outrée où on laiſſe les gens à talens, que ſeroit-ce ſi l'on aidoit par l'encouragement & l'honneur au panchant heureux qu'ils ont à ſe croire des hommes privilégiés & conſidérables? ſi on les regardoit comme faits pour illuſtrer leur patrie, pour en faire vivre les Héros, en perpétuer l'eſpéce, donner à leur langue la prééminence & l'immortalité? Ils ſont cela cependant aux yeux d'un Gouvernement éclairé; & quand je cite ici les Poëtes, on n'imagine pas ſans doute que je leur donne une injuſte préférence ſur les Savans, ſur les Orateurs, les Hiſtoriens, &c. Par-tout où les beaux arts & les ſciences ſeront en honneur, vous trouverez les vertus brillantes & ſolides de la ſociété au premier rang; par-tout où les arts libéraux fleuriront, vous verrez le gout & les mœurs s'élever en proportion.

Vainement un homme prétend-t'il tenir un rang diſtingué dans le monde, ſi quelque ſorte de mérite ne le lui attribue: il en eſt ainſi des nations; ce ne ſeront ni nos prétentions, ni notre vanité excluſive, qui nous conſerveront le rang qu'ont tenu nos peres dans l'Europe. La prudhommie & la haute courtoiſie nous le donnerent d'abord: ces vertus étoient ſeules eſtimées parmi des nations toutes conquérantes; la valeur bouillante, la généroſité & la nobleſſe nous l'ont continué dans la ſuite. Quand les ſciences & les arts vinrent dans l'Europe éclaircir les préjugés, & établir le gout du génie & des connoiſſances, nous nous diſtinguames encore dans ce genre, où nous avons preſque égalé

la plus brillante antiquité. Conſervons tous nos attributs moraux, ſi nous voulons nous maintenir dans nos avantages phyſiques, ſinon nos lumiéres ne nous ſerviront qu'à perdre même l'orgueil, reſſource en quelque ſorte de la barbarie, mais interdite à la décadence.

Tant qu'une nation conſervera la prééminence du mérite & des talens, elle eſt ſûre d'impoſer aux étrangers le tribut volontaire *du ſéjour des grands propriétaires :* la jeuneſſe la plus diſtinguée de ſes voiſins viendra s'y former, & tous juſqu'aux moindres artiſans méchaniques, voudront y prendre des leçons. On ſacrifie communément des fonds conſidérables en proportion de ſa fortune à la dépenſe des voyages, & ces fonds reſtent dans l'Etat. Quels tributs immenſes n'ont pas valu à l'Italie les reſtes défigurés des édifices utiles ou faſtueux des Romains? Nous ſommes en état de les égaler, & d'arrêter ici la curioſité ſatisfaite. On va voir la tombe prétendue de Virgile, & l'on cherchoit ici dans la foule le Préſident de Monteſquieu. Si un tel homme une fois connu, au lieu d'être forcé pour jouir de quelques parcelles de ſa réputation, d'aller la ſoutenir par des diſtractions, de bons mots, des ſoupés, qui peut-être ont abrégé ſes jours & autres miſéres de la ſociété, eût été noté par quelque diſtinction marquée, couronné en un mot dès ſon vivant, quels efforts ne feroit pas faire à chacun en ſon genre un exemple trop rare toutefois pour tirer à conſéquence!

Il en eſt de nos facultés ſenſitives, comme des parties animales qui s'accroiſſent & ſe renforcent en s'exerçant. Le génie univerſel d'une nation s'éléve & s'étend par l'émulation; les

hommes s'y mettent à leur rang, & les étrangers accourent prendre en quelque ſorte droit de citoyen chez un peuple, où le mérite eſt à ſa place.

Mais j'en ai dit aſſez pour faire comprendre ſur quel plan devroit, ſelon moi, être conduit le commerce étranger : ſi d'un bout à l'autre de mon Ouvrage on a trouvé des idées effrayantes de nouveauté, ce Chapitre paroitra en ouvrir une carriére plus extraordinaire encore ; mais à cet égard je répéte que je ſerois fort aiſe d'être combattu. J'ai bien d'autres principes plus étranges à établir dans la ſuite de ceci ; mais ſi l'on ſe rappelle d'où je ſuis parti, & avec quel ſoin j'ai lié toutes les conſéquences d'après leſquelles je marche, on verra que ſi je m'égare, c'eſt de bonne foi : au reſte, le papier ſouffre tout ; peut-être mon plan eſt-il impoſſible dans la pratique ; on pourra du moins le dire tel juſques à ce qu'on l'ait tenté ; mais il eſt compoſé de bien des rameaux d'uſage, & je doute qu'aucun portât des fruits nuiſibles à la ſociété.

CHAPITRE III.

Des Communications & des Ports.

ON eſtime les frontiéres d'un Etat en proportion de ce qu'elles ſont de facile garde, c'eſt-à-dire, ſéparées de toute communication avec les voiſins. Si la Providence en eût jugé ainſi, elle eût tranſporté les différentes peuplades d'hommes, chacune dans des iſles ſéparées, *& nous* eût privés du gout & du talent marqué

que nous avons pour la navigation. La nature nous fit tous pour la ſociété ; le premier oppreſſeur bâtit les premiers ramparts, & des frontiéres gardées ne ſont autre choſe qu'un fort d'une plus grande étendue. Quand les barriéres naturelles ſe ſont refuſées à la crainte, compagne aſſidue de la tyrannie de fait ou de volonté, les Souverains ont cherché à s'en faire, les uns en reculant les bornes de leur Empire, d'autres en les rapprochant au contraire, quelques-uns en réduiſant en déſerts de vaſtes contrées qui les ſéparent de leurs voiſins ; certains en bâtiſſant une muraille, détournant des riviéres, ou faiſant des lignes & retranchemens foibles par leur étendue & de difficile garde ; le plus grand nombre enfin a pris le parti de ſe couvrir de places fortifiées, en ſorte que chaque peuple a l'air de ſe précautionner contre la peſte qui eſt chez ſes voiſins.

Spéculons dans le courant de la ſociété : les maiſons les plus exactement fermées ſont en général celles où l'humanité a le plus à ſouffrir. Remarquez encore que la clôture eſt plus contre ceux qu'elle renferme, que contre ceux qu'elle exclut. Toutes les images de la méfiance ſont triſtes & lugubres ; toutes celles de la confiance ſont gaies & libres : nous forçons en tout & par-tout la nature des choſes, & nos efforts ſont nos propres bourreaux.

Si les précautions dont nous venons de parler, ſont néceſſaires à quelques Puiſſances, ce ſeroit ſans doute aux plus foibles dans la crainte de l'invaſion de la part des plus forts : il eſt cependant à remarquer que dans la pratique on les trouve toujours employées dans le cas contraire. Les Républiques de la Gréce ne ſurent ſe

fortifier contre le grand Roi que par leur union, leur courage & l'amour de la patrie. Rome renfermée dans le continent de l'Italie, n'apprit à faire la garde aux portes Caſpiennes qu'après qu'elle eut ſubjugué le monde entier; le Rhin ne lui parut pas alors une aſſez forte barriére, & malgré les forts & les légions innombrables qui couvroient les frontiéres de l'Empire, les Barbares n'avoient qu'à paroître pour y jetter la conſternation & l'effroi : forcer la barriére & démembrer l'Etat, étoit la même choſe. Si aux exemples anciens j'en voulois ajouter de modernes, ils viendroient également à l'appui de mon principe, & l'on trouveroit que les Etats les moins ſoigneux de couvrir leurs frontiéres, ſont dans le fait les plus difficiles à démembrer, témoins la Germanie, la Suiſſe, &c. D'autre part, l'Italie qui eſt peut-être la contrée de l'Univers à qui la Providence a donné les plus belles barriéres naturelles, qui par-tout eſt bornée par des mers ou couverte de montagnes inacceſſibles, a de tout tems été en proie aux invaſions de ſes voiſins. Depuis quatre ſiécles elle ne ſe défend de la ſervitude que comme le roſeau de la rage des vents, & pour être tout-à-fait eſclave, il ne lui manque que des places de guerre.

On ſait à la guerre, que l'offenſive a fait tous les conquérans aux dépens des Etats enceints de barriéres ſuppoſées impénétrables. Soyez fort au-dedans, peuplé d'hommes laborieux, d'une ame élevée, d'un eſprit induſtrieux, qui eſtiment & craignent le Gouvernement, & n'euſſiez-vous de places fortes, & de troupes réglées que ce qu'il en faut pour élever des Officiers, vous ſerez certainement invincible. Mais il n'eſt *point queſtion* ici de troupes; je ne parle même

de places qu'en qualité de barriéres contre l'étranger. Si vous les croyez néceſſaires, faites du moins qu'elles ſoient comme la garde d'un Prince légitime qui montre la puiſſance, mais qui n'effraie ni ne vexe perſonne.

Loin de vouloir fermer l'entrée de votre pays à vos voiſins, cherchez à la leur ouvrir de toutes parts; ouvrez les gorges & défilés, aſſurez les chemins, abattez les rochers, ne ſouffrez pas qu'on mette en uſage dans vos Villes frontiéres ces précautions minucieuſes, utiles contre de mépriſables eſpions, offenſantes ou du moins fatiguantes pour un honnête citoyen; indignes enfin d'une nation également puiſſante, généreuſe & civiliſée; que votre pays, en un mot, ſoit ouvert aux étrangers, comme votre Capitale l'eſt aux habitans de vos Provinces.

J'ai dit que les chemins & les canaux de communication devoient être tracés & conduits avec ſoin de la Capitale aux extrêmités des Provinces; ils aboutiſſent alors à l'étranger. Bientôt, dès que votre confiance aura attiré la ſienne, il ne craindra pas d'imiter votre conduite proſpére; il fera des chemins chez lui, il joindra ſes canaux aux vôtres; la facilité des communications fera chez lui le même effet qu'elle a fait chez vous, elle rendra les tranſports aiſés, vivifiera l'agriculture. Si, ſuivant la méthode que je vous ai preſcrite ci-devant, au lieu de regarder d'un œil d'envie la proſpérité d'autrui, baſſeſſe d'ame dans des commerçans, mais deshonorante & de la plus vile ineptie dans une nation naturellement magnanime, vous l'aidez, au contraire, de vos ſoins, de vos conſeils, de vos ouvriers même, quand on vous en demandera; bientôt vous aurez le plaiſir & l'honneur

de faire le digne perſonnage de pere commun; vous verrez fructifier vos Provinces; & la barbarie, la ſeule choſe que la proſpérité ait à redouter, s'éloignant de proche en proche, vous la verrez ſe confiner chez les Samoyennes.

Vous aurez l'avantage de voir diſparoître chez vos voiſins, ainſi que chez vous, cette politique barbare & imaginaire qui n'a d'objet que d'envahir, de détruire, de partager le bien d'autrui, de diſpoſer des peuples comme d'un troupeau de bœufs, ſous le prétexte du bien général & d'un être de raiſon appellé équilibre, chimére qui n'a de réel qu'un maſque qu'elle prête à l'ambition, idée dont les dépendances ſont ſi ſujettes à varier, qu'il faudroit pour la maintenir un congrès toujours ſubſiſtant, & toujours autoriſé à tenir la balance, à placer & déplacer les contrepoids d'après l'examen d'un thermométre.

Je l'ai dit, & je ne ſaurois trop le répéter; civiliſez vos voiſins, & de proche en proche, s'il étoit poſſible, l'Univers entier, & vous n'en aurez plus rien à craindre. Eh! que vous importe de donner des loix par delà les lieux où elles peuvent atteindre? Je vous ai démontré que la ſouveraineté n'a qu'une certaine portée, par-delà laquelle elle ne peut regner que ſur la deſtruction. Cette portée s'étend en proportion de ce que vous pouvez étendre vos bienfaits, & retirer ſubvention. Je vous enſeigne le ſeul moyen d'établir l'un & l'autre point ſur les étrangers; je vous l'ai démontré poſſible, & j'ai prouvé que cette opération vaudroit beaucoup mieux pour vous qu'une ſouveraineté réelle, quand même elle ne vous ſeroit pas diſputée.

Il eſt une ſorte de frontiére la plus aſſurée de *toutes*, & en même-tems la plus ouverte, c'eſt

la mer, territoire commun à toutes les nations. Vouloir s'en attribuer l'empire, c'eſt ſe déclarer l'oppreſſeur univerſel; & l'uſurper, c'eſt être le fléau du genre humain, & ſe déclarer digne d'une proſcription de droit comme la race de Cham, & de fait comme les empoiſonneurs & les incendiaires.

Si quelque choſe fondoit le droit d'un Souverain ſur certaines mers, ce ſeroit la charge & le ſoin de les tenir nettes de forbans & de pirates, le titre de protection, en un mot. Mais ce droit reſpectable, dès que ſemblable aux expéditions d'Hercule & de Théſée, il n'a d'objet que l'utilité générale, ne ſauroit s'étendre juſques à s'y attribuer une juriſdiction. Sans cela tout peuple aſſez puiſſant pour ſe rendre le plus fort ſur l'univerſalité des mers, & pour en exclurre tout autre, ſe feroit de la violence une extenſion du droit ci-deſſus. La mer eſt donc libre ſelon les loix de l'équité qui fait la baſe de ma politique, libre comme l'air dont aucun peuple que je ſache, n'a prétendu juſques à préſent uſurper l'empire.

Le commerce maritime eſt devenu ſi néceſſaire à la vivification & proſpérité d'un pays, qu'en général la terre vaut moins en proportion de ſa qualité & fécondité, qu'en proportion de ce qu'elle eſt à portée d'une mer navigable. Or, comme il s'en faut bien que tous les parages le ſoient, & que toutes les côtes offrent des abris, des anſes, des rades & des ports, c'eſt un don tout particulier de la Providence & de la nature que d'avoir des côtes d'un facile abord, attendu que les plages dangereuſes nous éloignent plus du commerce, que ne feroient des montagnes inacceſſibles. Ce don

peut, comme tous autres, être perfectionné; la nature peut même être corrigée aux lieux où elle offre le moins d'avantage.

On a mis en farce & exposé aux risées du public, par l'organe de Mr. Ormin, faiseur de projets à la comédie, le plus utile de tous qui est devenu proverbe; c'est de *mettre toute la côte en ports de mer.* Les Hollandois se sont bien trouvés de n'avoir pas cru ce projet idéal. La mer ne baignoit chez eux que des côtes basses, & conséquenment exposées à tous les vents: l'embouchure des rivières qui viennent s'y rendre de toutes parts, y formoit des marécages sans fonds solides; la nature enfin sembloit avoir pour jamais condamné ces contrées ingrates & aquatiques à servir de retraite à des espéces d'hommes amphibies, dont la pêche seroit l'unique moyen de subsistance. L'art & le travail ont corrigé & forcé la nature; des digues prodigieuses ont fait des rivières & des ports. Le terrible élément s'est vu forcé de reculer devant des hommes laborieux; & quand ils ont eu éprouvé jusqu'où la nature pouvoit céder, ils ont trouvé dans l'art dequoi surmonter ceux de ses désavantages qui sembloient invincibles. Pour eux l'art de la construction a changé ses proportions, & l'Europe étonnée a vu sortir de leurs marais des flottes victorieuses, & tout le commerce de l'Univers. C'est véritablement en Hollande que toute la côte est en ports de mer. On pourroit citer encore ici le port de Livourne, ouvrage du grand Côme, & situé dans un endroit dont le génie du peuple détermina seul le choix, la terre & la mer y refusant d'ailleurs toute autre sorte de facilité.

Les deux mers qui baignent nos côtes dans

une

une étendue immenſe de pays, n'ont aucun des inconvéniens dont nous venons de parler. Si dans quelques endroits les parages y ſont moins favorables, il n'en eſt aucun où l'on ne pût, par de moindres ſoins, ſe procurer des débouchés, & une navigation rélative à la nature des terres & à l'expoſition des mers.

En vain oppoſeroit-on à la poſſibilité que j'établis ici, que le Gouvernement Républicain qui ſuppoſe l'égalité de fait ou d'opinion, eſt plus favorable à la liberté qui donne l'eſſor au commerce, & le met en état de faire les efforts ſinguliers dont nous venons de parler. En vain diroit-on d'autre part, que la néceſſité ſeule peut pouſſer l'induſtrie à ce point; que les Hollandois cantonnés & repouſſés par les armes de leurs ennemis, forcés de périr ou de tirer leur ſubſiſtance de la mer, ne peuvent ſervir de modéle pour un peuple heureux, à qui la terre offre par-tout le néceſſaire & même l'abondance, & qui vit tranquile ſous un Gouvernement auquel il eſt attaché. Ces deux objections, quoique faciles à détruire, ont cependant quelque choſe de frappant qui m'oblige à les diſcuter dans le détail.

Dire que le Gouvernement Républicain eſt plus propre au commerce qu'une ſage Monarchie, ce ſeroit décider une queſtion qui ſera, je crois, long-tems indéciſe, & qui, ſi elle devoit ceſſer de l'être, ſeroit plutôt déterminée au contraire: cette queſtion eſt de ſavoir lequel des deux Gouvernemens, ou du Monarchique ou du Républicain, eſt le plus propre à faire le bonheur de l'humanité. Comme un des grands arcs-boutans de ce bonheur eſt le commerce, s'il étoit vrai que l'un des deux Gouvernemens

lui fût plus favorable que l'autre, la queſtion ſeroit décidée.

Si je voulois écrire ſimplement pour m'exercer & me faire valoir, ſi je voulois citer, comparer, différer, &c. je pourrois retoucher ce ſujet déja tant rebattu, & je finirois, je crois, par dire que la forme de République vaut mieux pour un petit pays & néceſſiteux, & la Monarchie pour un grand Etat. Mais trop de grands hommes ont déja échoué dans cette diſcuſſion, qui n'eſt même pas de mon ſujet. Quant à moi je penſe que l'Empire le plus doux & le plus proſpère eſt celui des mœurs; les mœurs ont fait les uſages, les uſages ont fait les loix. Quand un Empire décline, & que les loix y perdent de leur force, on croit étayer le bâtiment par de nouvelles loix. C'eſt traiter la maladie de l'arbre par les branches: courez aux racines, remédiez aux mœurs. Cela poſé, il eſt de fait que la Monarchie a plus de reſſources contre la décadence, que la République: un ſeul dans la première regne ſur l'opinion, & peut, ſans le ſecours des loix, ramener les mœurs par ſon exemple.

Il eſt une race de Souverains qui jouent un grand rôle dans l'Europe. Le pere donna dans un faſte exceſſif qui introduiſit le luxe dans ſes Etats; & ſes envieux, qui préſagerent la ruine, exciterent par un titre ſon humeur prodigue & magnifique: le fils en un trait prit une conduite diamétralement oppoſée; tout changea de face; le luxe fit place aux mœurs de Lacédémone, & le tréſor du Prince s'accrut d'autant: le petit-fils trouva le tréſor, & les mœurs militaires; les circonſtances ne manquent jamais aux Souverains. Un rare génie ſut employer ces moyens;

il devint l'homme de l'Europe, & prenant un milieu entre les excès oppoſés de ſes deux prédéceſſeurs, il a fait valoir & reſpecter la dignité attribuée comme venteuſe à ſon grand-pere; il a fait profiter le double tréſor aquis par ſon pere; il a montré une puiſſance prédominante, où à peine autrefois on recherchoit un allié. Il y auroit mille exemples ſemblables de régénération dans des Monarchies. Qu'on m'en montre un ſeul d'une République une fois corrompue, qui ſe ſoit jamais relevée. La choſe eſt ſans exemple : pourquoi cela? C'eſt qu'elle eſt impoſſible.

Dire que la Monarchie eſt plus ſtable, dire qu'elle eſt plus ſuſceptible de régénération, ce ſeroit dire qu'elle eſt plus favorable au commerce, qui comme toute autre branche d'utilité, ne peut que perdre au trouble & au déſordre; mais on imagine que l'eſprit d'égalité qui conſtitue en apparence le Gouvernement Républicain, eſt plus propre à la liberté, ame reconnue du commerce. Il n'eſt rien dans l'état naturel des mœurs & uſages d'un peuple, qui établiſſe plus promptement l'inégalité des fortunes que le commerce. De la diſproportion des talens & des ſuccès nait rapidement celle des fortunes, toujours dangereuſe dans une République : on croit encore que l'Etat Monarchique, & les nombreuſes Hiérarchies qui le compoſent, éloignent trop du ſyſtême des affaires le commerce & ſes intérêts, & mettent au dernier rang ce qui devroit être au premier.

A cet égard on ſe trompe, & dans le fait, & dans le droit. Dans le fait, en ce que tous les hommes, de quelque rang qu'ils puiſſent être, ſe tournent directement vers l'objet où ils s'i-

maginent rencontrer leur utilité. Qu'y a-t'il de plus ravalé de ſa nature que la Finance? Il fut un tems cependant où l'on perſuada aux Princes que c'étoit le nerf de leur puiſſance, & que les Financiers étoient les piliers de l'Etat. Auſſitôt on vit tous les Princes ſemblables au Jupiter de la fable, remettre la foudre dans les mains d'un oiſeau de proie; la Finance prédomina viſiblement, & fructifia du moins pour ſon compte, ſi ce ne fut pour celui du Souverain. Aujourd'hui l'on s'éveille de toutes parts ſur les avantages du commerce; & ſi les Princes veulent en croire mon conſeil & non pas le leur, c'eſt-à-dire, ne s'en mêler aucunement que pour le protéger, vous le verrez proſpérer dans les Monarchies avec d'autant plus de rapidité, que le mot, *Gaſcons, le Roi vous voit*, qui ſous Louis XII. changea en lions des troupes ébranlées, fera toujours, quand on voudra, le même effet en tout art & profeſſion ſous un grand Prince.

On ſe trompe auſſi dans le droit, ſi l'on imagine que le commerce doive, pour proſpérer, être l'objet premier des délibérations & des conſeils dans l'Etat, tenir en un mot le premier rang dans l'attention du Prince.

Le plus habile commerçant eſt celui qui entend le mieux ſes intérêts particuliers. J'en ai beaucoup connu, & des plus éclairés, je n'en vis aucun qui ne donnât plus que parfaitement à gauche ſur ceux de l'Etat. A la réſerve de quelques aigles du commerce qui ſavent tout, & dont le vrai négociant ſe moque, quand par hazard ils s'aviſent dans leur précis de faire quelque incurſion ſur ſon canton, le bon commerçant n'entend que ſa partie, & il l'entend bien.

Semblable au vigneron, au berger, au jardinier, au laboureur, tirez-le delà, il ne comprend plus choſe au monde; ou ſi, par hazard, un eſprit naturel, des voyages, des connoiſſances aquiſes, un Gouvernement plus incliné vers de ſemblables Conſeillers d'Etat, l'ont mis dans le cas de ſortir de ſa ſphére, queſtionnez-le, ſuivez-le dans ſes plans; ſitôt que vous approcherez de la corde qui l'intéreſſe, comme la chatte métamorphoſée en femme, vous le reverrez bientôt ſur ſes quatre pattes, & le nouveau Miniſtre ne ſera plus qu'un politique de la bourſe.

Si le Roi donc veut faire du commerce ſa plus importante affaire, & en prendre lui-même la direction, il ne le peut qu'avec le conſeil des négocians, & dès lors la charrue ira avant les bœufs. L'expérience l'a prouvé, & les annales de l'humanité entiére nous montrent que les Puiſſances commerçantes furent toujours les plus promptes de toutes à décliner.

Heureuſement cette attention de Banquier & de Commettant qui ne pourroit qu'avilir & débiliter le Gouvernement, n'eſt point du tout néceſſaire dans le Prince pour que le commerce fleuriſſe dans ſes Etats. Le Prince n'a d'intérêts grands & petits que la population. Cet intérêt, à la vérité, entraine tous les rameaux de la ſurveillance ſouveraine; mais en voici la gradation : l'agriculture d'abord, l'induſtrie enſuite, & le commerce. Ces trois racines de la population ne demandent de lui qu'encouragement & protection. La protection, à la vérité, exige du Gouvernement des ſoins, mais tous grands, tous dignes du Sceptre & de la Majeſté; police des mœurs & jamais du travail; protection de l'humanité entiére qui comprend celle

du nom François. Voilà ce que je préſenterois à mon Maître, comme objet digne de ſes ſoins; il trouveroit mon travail facile, & verroit qu'il n'en ſeroit pas moins fructueux. J'expliquerai dans la ſuite plus au long cette idée.

Le commerce débarraſſé de tant d'Edits, de Déclarations, de Réglemens & d'Inſpecteurs, chargé lui-même de ſa police de détail & momentanée, ſe trouveroit auſſi libre & plus libre qu'il ne ſauroit l'être dans une République, & mieux protégé; c'eſt tout ce qu'il lui faut, & tout auſſi ce que j'ai à répondre à ceux qui prétendent que le Gouvernement Républicain convient mieux au commerce, que l'Etat monarchique. Examinons maintenant la ſeconde objection, qui conſiſte en ce qu'il ne faut pas attendre de l'induſtrie volontaire les mêmes efforts que de celle qui eſt néceſſitée.

J'ai dit, & l'on n'en ſauroit diſconvenir, que l'induſtrie eſt fille de la néceſſité, mais de la néceſſité courageuſe, déterminée, & non d'accablement. J'ai dit auſſi que la population néceſſite l'induſtrie, & cela ſe voit par-tout. J'ai prouvé que la population ne pouvoit venir que du travail de tous le plus pénible, à ſavoir, l'agriculture. J'ai fait voir que dès que cette racine de l'humanité ſeroit bien entretenue, elle fourniroit des colonies nombreuſes, & ſurabondantes à toutes les autres parties du travail. C'eſt delà que doit naître la vraie néceſſité. En ôtant même au François ce génie actif & volage qui d'une part le condamne au mouvement, & de l'autre réaliſe en quelque ſorte à ſon imagination les eſpérances les plus éloignées, il ſuffit que de toutes parts la population le preſſe & le force à chercher les moyens de ſubſiſter, pour qu'il ſoit

obligé de porter des colonies ſur toutes les parties du travail & de l'induſtrie.

Cette portion de territoire fictif une fois remplie, les conſommations reſſerrées par le nombre de conſommateurs, cette nouvelle reſſource eſt encore épuiſée. La renaiſſance continuelle de la population n'en eſt que plus prompte, & ſon ſuperflu plus nombreux. Il ne reſte déſormais à ce ſuperflu de moyens de ſubſiſter que ſur les terres étrangéres. Mais ce n'eſt plus le tems où des côtes déſertes offroient de toutes parts un aſyle aux nouveaux eſſains que les anciens chaſſoient de la mere ruche, & où les colonies trouvoient promptement par le défrichement des terres la ſubſiſtance à la fois, & les mêmes commodités que dans leur patrie, attendu que les beſoins de l'humanité dans ſon adoleſcence étoient infiniment moins étendus qu'ils ne ſont aujourd'hui. Maintenant c'eſt toute autre choſe : la terre entiére eſt par-tout diſtribuée, & s'il reſte encore des pays immenſes, de nouvelles découvertes à faire, les colons ne ſauroient y tranſporter les arts & commodités qui leur ſont devenues néceſſaires, & qui les attacheront toujours à leur patrie. Foulés d'un côté & preſſés par la population ſurabondante, repouſſés de l'autre par la propriété excluſive établie par-tout, je demande quelle eſt la néceſſité plus forte que celle-là? Invincible d'une part, elle n'a de l'autre rien de l'appareil des néceſſités de tout autre genre, toujours voiſines du déſeſpoir. L'homme preſſé de la ſorte, ne voit que ſon beſoin perſonnel, & non celui de ſes ſemblables; environné de gens qui partis du point où il ſe trouve, ont eu l'adreſſe & le bonheur de ſe faire une place, il voit toujours le

ſuccès autour de lui, ſa famille l'aide dans ſes premiers pas, & ſon courage, toujours d'émulation, n'eſt jamais de crainte.

La néceſſité donc qui a produit des prodiges d'induſtrie, peut & doit être plus naturellement, plus promptement & plus conſtanment une ſuite d'une bonne adminiſtration dans un grand Etat & abondant en produit, que dans un petit, attendu que dans ce dernier l'ordre naturel des choſes eſt renverſé. L'induſtrie y établit la population, au lieu que c'eſt la population qui doit forcer l'induſtrie. Or, on ſait qu'un ordre de choſes priſes dans la nature eſt infiniment plus ſolide que celui où la nature eſt forcée.

Il eſt donc de fait que nous pouvons tirer de nos côtes même les moins favorables le même parti que les Hollandois ont tiré des leurs. Cela poſé, le devons-nous? Je ne crois pas que la choſe ſoit problématique; ce ſeroit demander ſi nous devons augmenter nos débouchés, notre vivification, notre commerce, nos pêches, nos matelots. Eh! pourquoi toute notre côte ne ſeroit-elle pas en ports de mer, ſi elle y peut être? Ce ſont des provinces maritimes que nous aquérons.

Je ferai voir dans le Chapitre des prohibitions, de quel œil on doit regarder les priviléges attribués à certains ports à l'excluſion de tous autres. Nous ſommes tous enfans du même Etat & ſujets du même Prince; tous doivent jouir également de ſa protection, & des avantages de la nature en proportion de ce qu'elle en a mis à la portée d'un chacun. Proportionnez le gabaris & la force des bâtimens à la qualité des parages, des rades, des anſes, des ports *qui s'offrent* à vous; protégez la navigation &

les navigateurs de quelque eſpéce qu'ils puiſſent être ; aidez autant qu'il eſt poſſible aux avantages de la nature en ce genre, & corrigez ſes déſavantages pour ouvrir ſur toutes vos côtes des retraites & des nids à ces ſortes d'alcyons; faites que les communications en canaux & en chemins y aboutiſſent de toutes parts, & enſuite laiſſez-les faire.

CHAPITRE IV.

De la Marine militaire, ſa néceſſité, les moyens de la rendre floriſſante & de la borner.

N'Ayant point parlé des forces militaires d'un Etat, il ſemble que la marine militaire devroit être compriſe dans cette ſorte d'interdiction, puiſque les forces de mer ſont ainſi que celles de terre, une portion de la partie militaire. Mais il eſt entre ces deux portions pluſieurs différences ſenſibles qu'il eſt bon de déduire ici. Elles ſe réduiſent toutefois à trois principales.

1°. Les troupes de terre ſont la force d'un Etat au dedans, & la marine l'eſt au dehors. 2°. Les troupes de terre peuvent opprimer l'Etat même qui les ſoudoie, & la marine ne peut jamais rien contre lui. 3°. Un Etat peut, moralement parlant, ſe ſoutenir en pleine proſpérité & ſe faire reſpecter ſans ſoudoyer aucunes troupes réglées, & l'on en trouve encore aujourd'hui en Europe qui ſont dans ce cas; au lieu que s'il a des côtes maritimes, il ne ſauroit

maintenir ſon commerce extérieur dans l'indépendance, s'il n'eſt appuyé par une marine puiſſante & proportionnée à ſes forces.

J'ai donc pu m'abſtenir de traiter de la marine militaire rélativement à la terre, puiſque mon plan n'a jamais été de régler l'Etat, & je ne pouvois ſous-entendre la marine, puiſqu'elle eſt indiſpenſablement liée au commerce étranger.

On ne s'attend pas ſans doute à me voir traiter les détails & la manutention intérieure de cette partie; ce que je n'ai fait pour aucune des autres dont j'ai traité, je ne le ferai pas préciſément pour celle de toutes qui eſt la plus étrangére à toutes connoiſſances aquiſes autrement que par expérience. Je n'en parlerai donc point en homme de mer, puiſque je ne le fus jamais. Il eſt difficile aujourd'hui, me dira-t'on, d'être bon politique ſans cela, je l'avoue; auſſi ne ſuis-je ce dernier que comme citoyen.

Les troupes de terre ſont la force d'un Etat au dedans, & la marine l'eſt au dehors. Je m'explique: je ne prétens pas dire qu'un Etat en ſoit plus ou moins inexpugnable en proportion de ce qu'il entretient plus ou moins de troupes réglées; à cet égard je ſuis abſolument de l'avis d'un Auteur moderne, homme de génie dont je tranſcris ici tout entier le morceau qui a trait à cet article, parce que je ne dirois que la même choſe, & la dirois infiniment moins bien.

„ C'eſt l'erreur de ce ſiécle & du précédent, „ de croire que les forces d'un Etat conſiſtent „ dans les nombreuſes troupes réglées qu'il en„ tretient. Pour en ſentir le faux, il ſuffit de „ *jetter* les yeux ſur l'Hiſtoire des guerres de

„ l'Europe depuis quatre à cinq cens ans. Dès
„ qu'une armée eſt battue ſur la frontiére, il
„ n'y a plus maintenant de ſalut pour le vain-
„ cu, que dans un prompt traité de paix. Son
„ Etat ouvert à l'ennemi, n'a plus que des
„ bourgeois timides, & des payſans ſans ému-
„ lation à oppoſer à des ſoldats. Il a perdu
„ toute une Province, dès qu'il n'en a plus la
„ Capitale. Il eſt réduit à s'enſevelir ſous les
„ ruines de ſon trône, ou à s'y aſſeoir aux
„ conditions qu'il plaira à ſon vainqueur de
„ lui preſcrire.

„ Lorſque les Souverains ne prenoient ſur
„ eux que de guider leurs peuples dans la dé-
„ fenſe de la patrie, ils comptoient autant de
„ ſoldats qu'ils avoient de ſujets : l'Etat étoit
„ une frontiére pour l'ennemi, qui trouvoit à
„ combattre auſſi long-tems qu'il cherchoit à
„ vaincre; on lui diſputoit le terrain pied à pied.
„ Une ville qui ſe rendoit à lui après des aſſauts
„ redoublés, ne faiſoit point ſa capitulation
„ pour les villes de ſa dépendance ; chaque
„ bourg, chaque village coutoit un ſiége. Tant
„ qu'un Souverain poſſédoit un coin de ſon
„ pays, il pouvoit ſe flatter de rechaſſer ſon
„ ennemi de ce qu'il en occupoit, & de recou-
„ vrer ce qu'il avoit perdu; le plus puiſſant
„ Prince de l'Europe n'y étoit redouté que par
„ la peine & l'inquiétude que ſon ambition pou-
„ voit donner à ſes voiſins. On étoit sûr que le
„ tems émouſſeroit ſes forces, & qu'à force de
„ choquer, elles deviendroient incapables de
„ ſoutenir le choc.

„ La différence entre les regnes de Char-
„ les VII. & de Louis XIV. en France met dans
„ tout *ſon jour la vérité* de ce contraſte. Mal-

„ tre des plus belles Provinces de la France,
„ poſſeſſeur tranquile de ſes villes principales,
„ Roi reconnu & obéi dans Paris, le Roi d'An-
„ gleterre avoit dans ſon ennemi, réduit à la
„ Seigneurie de Bourges, un Champion qui
„ lui tenoit tête. Louis XIV. voit ſa frontiére
„ entamée par deux Généraux de ſes ennemis,
„ & il ſe hâte d'offrir à Saint-Gertruidemberg,
„ pour prix de leur retraite, les fruits de vingt
„ victoires. Son Royaume eſt encore entier:
„ il a des millions de ſujets qui n'ont ſeulement
„ pas entendu le bruit des canons ennemis, & il
„ ne ſe croit pas en état de tenir contre ſoixante
„ à quatre-vingt mille ſoldats. Il n'a perdu en-
„ core aucune bataille ſur ſes terres, & il juge
„ qu'il ne lui reſte que d'aller mourir glorieu-
„ ſement, par un coup de témérité & de dé-
„ ſeſpoir. L'ennemi eſt encore à deux jour-
„ nées des frontiéres que le Royaume avoit,
„ lorſque Philippe-Auguſte ſoutenoit l'effort de
„ toute l'Europe conjurée contre lui, & en
„ triomphoit, & Louis le Grand croit impoſ-
„ ſible de lui en empêcher la conquête. Plus
„ de deux cens lieues de pays derriére lui, plus
„ de cent à l'un & à l'autre de ſes côtés, ne
„ lui ſemblent pas aſſurer une retraite hono-
„ rable. Landrecy & le Queſnoy décident du
„ ſort de la France; Valenciennes & Dunker-
„ que, Arras, Amiens, Cambray, Maubeu-
„ ge, & tant d'autres Places fortes, que ſes
„ prédéceſſeurs ou ne poſſéderent jamais, ou
„ ceſſerent de poſſéder, ſans qu'ils en jugeaſ-
„ ſent leur trône moins ferme, ſont à ſes yeux
„ des Places inutiles. Il n'a que des hommes
„ pour les défendre. Il ne peut donner des ha-
„ *bits uniformes* à des milliers de ſes ſujets,

„ qui ne demandent qu'à prendre l'ennemi à „ dos & en flanc, à le ruiner ſans combattre, „ & il n'oſe employer leur zéle. La Pologne „ eſt encore à préſent ſur le pied que l'on nom- „ me Gothique & Barbare : elle fatigua Char- „ les XII. comme elle avoit fait les autres Rois „ de Suéde. La Saxe eſt diſciplinée à la mo- „ derne : * Charles XII. y fut maître, ſans com- „ battre, auſſi long-tems qu'il y voulut reſter.

Les troupes réglées pourroient avoir en France deux utilités que j'ai détaillées dans la premiére & dans la ſeconde Partie; l'une, d'occuper, alimenter & affider au Gouvernement une nombreuſe & pauvre Nobleſſe, dont l'inquiétude & la néceſſité pourroient embarraſſer la police de l'Etat; l'autre, de fournir aux travaux publics des ouvriers d'un tout autre ordre que les manœuvres ordinaires; mais le véritable objet des troupes réglées en général, c'eſt d'être le porte-reſpect du Gouvernement.

Il ſeroit à ſouhaiter que les mœurs fuſſent aſſez bonnes dans un Etat, & qu'en conſéquence les loix y fuſſent aſſez reſpectées pour que la force n'y fût jamais néceſſaire au maintien du bon ordre. Un enfant qui craint un air de froideur de ſon Mentor ou de ſes parens, a de toutes autres reſſources que celui qu'on ne peut conduire que par la crainte des châtimens; & comme un Mentor habile ne ſauroit trop ſe ménager les nuances du ſentiment & celles de la honte, pour n'être pas obligé d'en venir aux remédes qui abaiſſent le cœur, qui riſquent d'aliéner l'eſprit, qui peuvent même l'aigrir à la fin; de même un Gouvernement éclairé trouve dans l'honneur, la prudhommie, l'attachement à la patrie, &c.

* Teſtam. polit. du Card. Alberoni.

des reſſources toujours prêtes qu'il doit manier avec une dextérité & une attention paternelle & conſtante.

Mais ſi de petits pays peuvent être maintenus dans la régle par ces moyens doux & proſpéres, il n'en eſt pas ainſi des grands Etats qui renferment tant de peuples différens en mœurs, en tempérament, en loix civiles, & où tant d'humeurs contraires fermentent ſans ceſſe. Pour que le Gouvernement ſoit reſpecté, il faut qu'il ſoit en état de ſe faire craindre. Telle eſt, quoi qu'on en diſe, la véritable inſtitution des troupes réglées.

Si les Princes l'enviſagent ainſi, ils rougiront d'employer tant de ſatellites pour le maintien d'une autorité légitime & ſacrée; ſi, au contraire, ils veulent conſidérer leurs troupes comme la défenſe de l'Etat, ils rougiront encore de montrer tant de crainte, & de faire paſſer leur vie ſous les armes à la dixiéme partie de leurs ſujets adultes en pleine paix, n'ayant pour voiſins que des nations civiliſées. Mais à cet égard je renvoie tout partiſan des troupes réglées à l'article tranſcrit ci-deſſus : conſidérons d'ailleurs, que ce ſont les plus puiſſans Princes, & conſéquemment ceux qui ont le moins à craindre de leurs voiſins, qui ont le plus de troupes réglées.

Ne craignez rien pour votre territoire excluſif. Je l'ai tellement peuplé & vivifié, coupé de canaux, couvert de villes, de villages & d'habitations, que pour peu que vous preniez ſoin de diſcipliner les habitans de vos frontiéres, de leur apprendre à ſe rallier à de certains ſignaux, & à défendre l'entrée de leur pays, les Tartares même n'y ſauroient pénétrer. Mais c'eſt le territoire commun, qui ne peut avoir aucun de ces

avantages, qu'il faut défendre, & ſur lequel il faut porter des forces capables d'y maintenir la police & la liberté générale, ſeule & unique loi que vous ayez à donner au dehors. Ce territoire, c'eſt la mer.

C'eſt ſur cet élément ſeul que vos forces peuvent ſe tranſporter au loin, ſans riſquer de ſe détruire. Vos troupes de terre veulent-elles faire une invaſion dans les pays étrangers, tout les arrête : les montagnes, les riviéres, les chemins, le défaut de vivres, de munitions, de chauſſures, que ſais-je ? l'intempérie du climat, tout enfin dérange vos projets, & multiplie les inconvéniens. Sur mer, au contraire, le logement, l'artillerie, les vivres, tout marche avec vos troupes ſur un terrain uni. L'art a appris à y vaincre les tempêtes, cet art a endurci le corps de vos ſoldats ; & qui peut vivre ſur ſon bord dans vos rades, eſt fait à peu de choſe près au climat univerſel. Il eſt donc vrai que le militaire de terre eſt la force d'un Etat au-dedans, & la marine au-dehors.

J'ai dit encore que le premier peut être dangereux, & le ſecond jamais. L'expérience de tous les ſiécles & de tous les peuples nous apprend que ſitôt que l'eſprit militaire, & plus encore les troupes ſoudoyées prennent le deſſus dans un Etat, tôt ou tard le chef militaire s'y empare de l'autorité. Or, comme toute ſociété d'hommes qui s'eſt réduite en forme de Gouvernement, n'eut d'abord d'objet primitif que celui de ſe mettre à couvert de la force, il s'enſuit de ce que nous venons de dire, que les forces de terre ſont dangereuſes pour tout Etat, quel qu'il puiſſe être.

Il n'en ſauroit être ainſi des forces de mer ;

plus vous les élevez & illuſtrez, plus auſſi vous les détachez de l'eſprit de piraterie, qui n'eſt en ſoi que l'enfance & la barbarie de la marine. Quelque nombreux que devienne ce corps néceſſaire, un matelot à terre n'a pas plus d'adreſſe & de réſolution qu'un loup renfermé. Quelque autorité & décoration que vous donniez à ſes chefs, ils ne ſont rien que ſur leur bord, ou tout au plus dans l'enceinte de leurs arſenaux : hors delà perſonne ne les connoit que par la gazette, ne les entend que ſous le *capot;* & en ſuppoſant que leurs jalouſies, ou leur ambition puiſſent faire manquer des expéditions éloignées, du moins ne peuvent-ils rien dans l'intérieur de l'Etat, qui eſt le foyer ſacré.

J'ai dit enfin, qu'un Etat pouvoit ſe paſſer en quelque ſorte de troupes réglées, & ſe faire reſpecter ſans cela; mais qu'il devoit renoncer à tout commerce extérieur, s'il n'avoit une marine militaire.

La preuve de la premiére de ces allégations ſe trouve ſous nos yeux. Je ne citerai pas l'Angleterre, qui oſe aujourd'hui provoquer une Puiſſance qui lui eſt auſſi ſupérieure en tous genres de reſſources qu'en étendue de territoire, & qui a 200000 hommes de troupes. On me diroit avec raiſon que ſes foſſés la garantiſſent. Mais la Suiſſe n'a pas de ſemblables barriéres; le Corps Germanique, ſi reſpecté des Puiſſances étrangéres, n'a pas, comme tel, des troupes proportionnées à ſa puiſſance; & ſi quelques Maiſons dans l'Empire ſont puiſſamment armées, c'eſt pour leurs intérêts particuliers & non pour le ſervice du corps : la Pologne ſe conſerve, quoiqu'ouverte de toutes parts, diviſée au-dedans, & nulle part en corps. En un mot, ſans

vous

vouloir approuver cette façon d'être, elle exiſte; mais qu'on me montre aujourd'hui un pays commerçant ſans forces maritimes. Le Portugal & l'Eſpagne ſont par leur poſition la tête naturelle du commerce de l'Univers; l'Italie eſt à la porte de celui du Levant, & cependant....

Je veux bien néanmoins qu'une République peu conſidérable & induſtrieuſe, que Génes, Hambourg, Raguſe, &c. puſſent, au milieu des diſſenſions qui occupent & énervent réciproquement les grandes Puiſſances, faire un commerce neutre & utile, & des profits que la cupidité leur pardonne en faveur de leur foibleſſe; mais en tout genre les grands ne ſauroient déchoir ſans tout perdre. Si nous n'avons une marine proportionnée au rang que la France doit tenir en Europe, plus notre induſtrie eſt vive & naturelle, plus ſes reſſources ſont nombreuſes, & plus auſſi les uſurpateurs du commerce, quels qu'ils puiſſent être, ſeront attentifs à l'étouffer, à l'éteindre, & à nous ôter toutes les reſſources que la plus attentive manutention intérieure nous a préparée. Un bâtiment ſappé par le pied, périt bien plus vite qu'un autre qui, laiſſé à découvert aux injures du tems, ſe détruit par le faîte. Mais à la fin, tout cela revient au même. Ainſi un Etat où l'agriculture eſt négligée, où le peuple eſt vexé par les traitans, où le luxe eſt en honneur, où la richeſſe eſt ſeule eſtimée, eſt bien plus près de ſa ruine & du changement de ſa conſtitution, de ſon démembrement & de ſa diſſolution totale, qu'un autre où l'induſtrie ſeulement eſt attaquée : alors, à la vérité, les calamités ne viennent que par le faîte du bâtiment; mais bientôt toute la maſſe s'en reſſent & ſe trouve accablée ſous les débris.

Il nous faut donc une marine proportionnée à notre rang en Europe. Quant à ce qui eſt de ce rang, je dirai dans les Chapitres ſuivans ce que j'entens par-là. Conſidérons maintenant en grand ce qu'eſt & ce que doit être cette marine.

Je ne ferai point entrer dans cet examen une partie autrefois importante de nos forces en ce genre, & qui a ſervi d'école à pluſieurs des plus grands hommes de mer que la France ait eus; c'eſt des Corſaires dont je veux parler : nous avons beaucoup perdu de ce côté-là; mais un examen d'un inſtant fera voir que ceux qui comptoient retrouver parmi nous en ce genre les mêmes hommes qu'on y vit autrefois, n'avoient fait aucune des réflexions qui doivent ſervir de régle aux opinions des hommes d'Etat. 1°. Le génie avanturier eſt paſſé de mode par-tout, comme j'ai dit ailleurs. 2°. Les courſes des Chevaliers de Malthe en général ſur tout ce qui portoit le pavillon du Grand-Seigneur, courſes qui ne leur ſont permiſes aujourd'hui que ſur les foibles Corſaires qu'on appelle Barbareſques, formoient bien de jeunes gens diſtingués à l'intrépidité & aux fatigues de la mer, & c'eſt là le ſeul métier de Corſaire qu'euſſent fait les Officiers d'un certain ordre; mais c'en étoit un. 3°. Quant à nos Corſaires de profeſſion, l'avidité du gain eſt le ſeul mobile de cette prodigieuſe valeur qui les rendit ſi terribles : tant que l'Eſpagne fut notre ennemie naturelle, maîtreſſe des ſources de l'or, elle offroit l'appas néceſſaire à cette ſorte d'intrépidité; on alloit en courſe périr ou faire fortune, & on la faiſoit. Sitôt que par le nouvel arrangement de l'Europe nous ſommes devenus les amis naturels des *Eſpagnols*, cet avantage a paſſé à nos ennemis.

Ceux de nos Corſaires célébres que les guerres précédentes avoient élevés, ont encore paru tels pendant le cours de la premiére guerre de ce ſiécle; mais une longue paix ayant terminé leur courſe, il n'étoit pas prudent d'eſpérer que la race s'en perpétuât. Heureuſement dans mon ſyſtême elle ne pourroit être que nuiſible; on le verra dans la ſuite, & c'eſt par cette raiſon que je n'en dirai pas davantage ſur cet article.

Je me ſouviens d'avoir lu quelque part dans *du Moulé*, comme diſent les bonnes gens, que la marine en France eſt compoſée de deux corps, l'un militaire, l'autre je ne ſais plus comment on le déſignoit; mais, en ſtyle de marins, cela s'appelle *la plume.*

Ce mot, qui fait hériſſer les crins à un Officier de vaiſſeau, comme celui de *gabelle* à un Bas-Breton, me donna de la curioſité: je demandai, s'il étoit queſtion de faire voler des vaiſſeaux, comme autrefois Pégaſe ou l'Hyppogriffe, & j'appris par le menu que c'étoit une armée de gens d'écritoire & de bureau, deſtinés à tenir dans les arſenaux & ſur les navires des états de dépenſes & de fournitures, & à apprendre au militaire que, pour ferrer la mule, il vaut mieux être aſſis que debout. Je compris alors qu'il ſeroit tout auſſi raiſonnable de dire que les entrepreneurs de vivres, munitions, fourages, hôpitaux, &c. & leurs prépoſés font partie du corps militaire en France; car s'il eſt vrai de dire que ces gens-là ne ſont annexés aux troupes que paſſagérement, & ſeulement quand la guerre oblige de les mettre en corps d'armée, au lieu que les autres ſont permanens & brevetés du Roi, l'on peut répondre à cela que la marine eſt toujours en corps, & que ſon objet

& ſes néceſſités n'étant guères moins eſſentielles en tems de paix qu'en tems de guerre, il eſt néceſſaire que ſes *impedimenta* ſoient toujours ſur pied. On pourroit encore noter une autre diſparité; c'eſt que ceux des troupes de terre leur ſont juſques à un certain point, indiſpenſablement néceſſaires, au lieu que les gens de mer prétendent tout le contraire des leurs.

Ce n'eſt pas à moi à décider cette queſtion: ce que j'y vois, ainſi que tout le monde, c'eſt que cette union de deux matiéres entiérement hétérogénes qu'on a prétendu amalgamer & réunir en un même corps, cauſe dans l'intérieur de cette partie intéreſſante de la choſe publique les mêmes diſſenſions qu'on voit dans la maſſe phyſique entre le feu & l'eau; mais différent en cela de tout autre ferment interne qui rend ordinairement plus terrible au-dehors le peuple qui en eſt travaillé, celui-ci a totalement énervé la marine. La partie militaire foible, inconnue, découragée en quelque ſorte, n'eſpére & ne déſire rien, tant que la plume aura quelque autorité: la plume de ſon côté munie de l'inſtrument qui atteint le plus loin, avantagée auprès du Gouvernement de la ſorte de confiance que la foibleſſe humaine accorde preſque toujours à la ſoupleſſe & au reſpect extérieur, regarde ſes antagoniſtes comme gens incapables de bien ſervir l'Etat. Or, comme il eſt de fait, que depuis le Prince Robert juſques au moindre matelot, en général tout bon marin eſt un animal aſſez rude & indigeſte, il s'enſuit delà que ceux qui de leur nature ſeroient les plus propres à régénérer les anciens Héros raboteux de la marine, les Duqueſne, les Barth, les Duguétrouin, &c. ſont prévenus & devinés dès leur enfance par leurs

adverſaires adroits & civiliſés, & éloignés du ſervice & de tout avancement comme moins capables de plier ſous le joug, que ne le ſeront les Officiers médiocres. De ſemblables jalouſies & mécontentemens, dans une autre ſphére, ont de nos jours privé la France du célébre La Bourdonnays, c'eſt-à-dire, de l'homme de notre ſiécle le plus redouté par nos ennemis ſur la mer.

Il ne m'appartient pas de décider ſur ces matiéres, & ſur la forme d'une adminiſtration, dont le fond eſt abſolument inconnu à tout homme qui n'a point été ſur la mer. Seulement puis-je dire, qu'on a reconnu depuis long-tems que l'axiome *divide & impera*, eſt auſſi faux que déteſtable, & qu'en ſuppoſant que le corps contrôleur ſoit auſſi néceſſaire que le corps acteur, il ſeroit indiſpenſable de les unir, de faire rouler entre eux les fonctions, les prérogatives, les recompenſes; d'arracher enfin juſqu'au germe d'une zizanie qui par mille détails va directement à la deſtruction de la marine, véritable nerf de l'Etat dans la ſituation préſente des choſes de l'Europe.

Mais je pourrois répéter ici ce que j'ai dit ailleurs dans l'article du taux de l'intérêt : nos rivaux, dont la marine eſt ſi floriſſante, peuvent nous ſervir de modéle; s'ils ont comme nous dans les choſes de la mer une adminiſtration mi-partie, ſi les gens de bureau ont toute la confiance du Conſeil de l'Amirauté, & ſi les marins ne ſont regardés que comme inſtrumens paſſifs, deſtinés à monter ſur les planches au jour & au quart d'heure préfix, ſauf à décider de leur route ſur le contenu de paquets cachetés à ouvrir à telle hauteur; s'il en eſt ainſi, dis-je, chez les Anglois, *cherchons* ailleurs le vice intérieur

qui a détruit notre marine, & qui ſemble combattre les efforts du Gouvernement pour la relever.

Les Anglois ont cependant un autre mêlange, dont l'imitation riſqueroit d'avilir notre marine militaire. Cette nation devenue commerçante d'eſprit, d'ame & de corps, a pris en une ſorte de mépris les vertus militaires; & cet eſprit inhérent au comptoir qui a détruit Carthage & autres, eſt encore aidé chez eux par le gout de l'indépendance qui hait le militaire, parce qu'elle le craint. En conſéquence, tout ce qui compoſe leur marine de guerre, fait en tems de paix la marchandiſe. Bien des gens ont penſé que nous devrions ſuivre en France cette méthode qui exerce ſans ceſſe les Officiers & les matelots, & qui fait retrouver dans les profits du commerce une ſorte de compenſation des fortes dépenſes de la marine, qui aide à en ſoutenir le poids. Je ſuis bien éloigné de cette opinion. Je n'ai rien tant recommandé en fait de mœurs dans tout le cours de cet Ouvrage, que de laiſſer à chaque profeſſion ſon eſprit & ſes principes, & de regarder comme le plus grand des profits, l'extenſion de tout autre mobile que celui de l'intérêt.

L'honneur, ame de l'eſprit militaire, n'eſt nullement compatible avec l'eſprit du gain. Sans vouloir inculper la conduite des Amiraux Anglois, ni leur attribuer le peu de ſuccès de leurs entrepriſes en grand, tandis qu'ils tenoient la mer eſclave ſous les forces prodigieuſes qui ont épuiſé leur nation; ſans déſapprouver un régime qui peut être bon chez eux, & ſur lequel je ne déciderai point, parce que je ne les connois pas aſſez pour cela, je ſoutiens par la con-

noiſſance que j'ai du génie de notre marine militaire, que la méthode ci-deſſus l'abatardiroit entiérement chez nous.

Pour quelques hommes privilégiés ſortis ſeuls, parmi un millier d'autres éternellement obſcurs, du ſein du commerce & de la piraterie, pour devenir des Héros, il y en auroit cent en qui cette baſſeſſe d'éducation & de principes étoufferoit toute idée de gloire & d'élévation. J'ai vu pluſieurs de nos ports : j'ai été ſurpris de l'eſprit de vivacité, d'émulation, de témérité & d'amour pour le travail qui perçoit de toutes parts dans la jeuneſſe de ce corps : tout s'y occupoit de ſon métier ; la plus grande faveur à laquelle ils aſpirent, c'eſt d'être préférés dans les armemens de détail qui ſe font ; & j'oſe affirmer, moi, qui me connois mieux en hommes, qu'en rhombs de vent, que ſur dix il n'y en a pas deux qui ne cherchent à ſe diſtinguer dans leur métier. Si les fruits de cette émulation ne percent pas auſſi avantageuſement qu'on devroit l'eſpérer, pluſieurs raiſons peuvent contribuer à cette ſorte d'engourdiſſement.

1°. Il eſt preſque impoſſible dans ce métier de ſe tirer du pair, ſi la faveur n'aide au mérite, & ne lui donne les occaſions. Dans tout état, hors le militaire dont l'obéiſſance paſſive fait l'eſſence abſolue, un homme ſe diſtingue par ſon propre mérite ; un Eccléſiaſtique, un homme d'Etat, un Magiſtrat, un homme de Lettres, &c. met de lui-même ſes talens au jour ; & quoique les circonſtances influent toujours beaucoup ſur ſa réputation, il peut néanmoins aller de lui-même juſques à un certain point. Dans le militaire de terre même, quoique la tête & le cœur d'un Héros aient ſouvent

été pour jamais bornés par la fortune aux emplois ſubalternes, il eſt pourtant vrai qu'il ſe rencontre des occaſions où un homme entreprenant peut par quelque heureuſe témérité ſe faire un nom, & ſe frayer la route à de nouveaux ſuccès. Les commiſſions de détail dépendent du chef préſent & actuel, & la Cour n'apprend le nom du nouvel éléve de la gloire que par le bruit de ſes premiers exploits. Dans la marine, au contraire, tout vient delà, & le Commandant d'un port n'oſeroit confier un Brigantin à un Enſeigne de vaiſſeaux pour une expédition hazardeuſe, que le projet d'abord n'ait été approuvé, retardement qui de lui-même change & anéantit les circonſtances dont le ſuccès dépendoit, & qu'enſuite la nomination de l'homme même à qui l'exécution en doit être confiée, ne vienne de la Cour. Or, il eſt de fait qu'en tout état & ſur-tout à la guerre, rarement ſe fait-on de bonne heure une réputation brillante par les voies ordinaires.

Par où un Enſeigne, par exemple, ſe tirera-t'il du pair, dans une flotte, dans une eſcadre, ſur un vaiſſeau même? Il ſera brave; ils le ſont tous. Il ſera mieux le quart qu'un autre, il entendra mieux les parties rélatives à la conſtruction, ſera plus actif dans un armement, &c. ce ſont là les détails qui conſtatent eſſentiellement le mérite rélatif, & qui font le bien de la choſe; mais qui ne ſauroient percer juſques au Miniſtére trop éloigné des ports pour y voir clair en ce genre.

On a des notes, dira-t'on, ſur tous les Officiers: le Gouvernement n'apprendra-t'il jamais qu'en quelque partie que ce puiſſe être, l'inſpection des détails ne lui ſauroit ſervir, qu'à

être plus facilement & plus irrémédiablement trompé ? Ces libelles de noms notés, invention dont Mr. de Louvois a, je crois, l'honneur en France (article dont on l'a loué d'autant plus mal à propos, qu'il n'étoit inſtruit que par l'eſpionnage, & que cette méthode ne tend au fond qu'à détruire toute ſubordination, en établiſſant la correſpondance directe du ſubalterne à la Cour) ces libelles, dis-je, ſont aux mains d'un Commis, & jamais les livres Sybillins ne furent ſuſceptibles de tant d'interprétations diverſes. Un Gouvernement auſſi auguſte que le nôtre, n'a beſoin de tenir notes que des qualités des chefs : *Mitte ſapientem, & nihil dicas.* Que l'autorité ſoit remiſe à des hommes dignes de la faire valoir, & qu'on s'en rapporte à eux des détails, du ſoin de choiſir les ſujets, & de celui de les employer. Vainement, diroit-on, que pour parvenir à choiſir de bons Commandans, la Cour doit être inſtruite des différens mérites de ceux qui aſpirent à ces ſortes de grades, les prévoir de loin; ce qui eſt l'effet des notes ci-deſſus : ſitôt que les places auront le *decorum* & le dégré d'autorité qu'elles doivent avoir, la voix publique indiquera toujours les hommes d'élite, capables de les remplir. Je n'appelle point la voix publique les rapports & les intrigues des courtiſans, mais l'eſtime du public & cette ſorte de déférence volontaire que s'attirent immanquablement la réputation, l'âge & l'expérience dans leur ſphére, déférence qui n'a rien de commun avec l'engouement qu'inſpirent quelquefois paſſagérement les hommes à la mode.

De plus, ces hommes une fois à leur place, en replacent une infinité d'autres. Les gens

d'eſprit & de mérite n'ont qu'une choſe de commune avec les ſots & les fripons; c'eſt que l'une & l'autre eſpéce provigne avec une égale facilité; ce qui revient au proverbe des anciens: *Par parem quærit.*

Une autre raiſon qui empêche qu'il ne ſorte aujourd'hui d'une école de jeunes Héros, des hommes auſſi brillans que l'étoient ceux qui la fonderent autrefois, c'eſt, 1°. la conſtante hiérarchie des grades multipliés, qui engourdit & affaiſſe néceſſairement la bonne volonté. Je ne dirois pas auſſi décidément que cet arrangement fût un mal; car puiſqu'il faut un grand nombre d'Officiers, & peu de Commandans, du moins faut-il donner des objets fictifs d'ambition à la totalité pour empêcher l'émulation de s'engourdir. Il y a cependant à répondre bien des choſes à cela; car d'abord il eſt vrai de dire que l'ambition des grades a preſque par-tout pris la place de celle de la gloire, qui fut l'ame autrefois de toutes les vertus militaires; enſuite on convient généralement que l'ordre du tableau eſt le pont aux ânes, & pis encore; car je doute que ces animaux, en allant au moulin, marchent par rang d'ancienneté, l'ordre du tableau cependant eſt une ſuite néceſſaire de la multiplication des grades militaires; ſans lui, ils ſeroient bientôt donnés à la faveur, ce qui eſt le pis de tout.

Je ne ſais donc ſi ce ſeroit un paradoxe de dire qu'en tout genre de militaire, peu de grades, mais fort reſpectés, vaudroient mieux que la méthode d'aujourd'hui, où nos gens de guerre doivent, pour faire leur chemin, amaſſer autant de brevets, que nos peres entaſſoient d'exploits du tems des Bayards, pour ſe faire une réputation.

Quoi qu'il en ſoit du pour & du contre des deux queſtions que je viens de traiter ici, il eſt certain qu'on y trouve les raiſons de l'eſpéce d'égalité qui ſe rencontre aujourd'hui entre les Officiers de la marine en France. Peut-être auſſi eſt-ce qu'ils marchent de niveau; car jamais un corps militaire n'a été ſi ameuté, & ſi rempli de l'eſprit de ſon métier.

Mais cette volonté, qui eſt ſans bornes dans la jeuneſſe ainſi que toutes les autres paſſions, s'émouſſe dans l'âge mur. On veut alors des eſpérances plus réelles que celles de ſurprendre & de brûler un vaiſſeau ennemi. Les grands honneurs de la guerre & de l'Etat, le Bâton de Maréchal de France, l'Ordre du Roi étoient autrefois des points de vue permis aux Officiers de marine, & toujours préſens à leurs eſpérances en la perſonne de leurs chefs. Ils ſont aujourd'hui comme bornés au Cordon-Rouge, recompenſe de Caporal. A tort allégueroit-on que depuis le combat de Malaga, il n'y a eu aucune occaſion de mer qui ait mérité ces ſortes de diſtinctions à nos marins: il eſt aiſé de répondre à cette objection; mais elle m'offre un examen qui n'eſt point étranger à ce Chapitre.

Jamais on ne préſenta à Louis XIV. l'idée de la néceſſité d'une marine puiſſante ſous ſon véritable point de vue. Je l'ai dit ailleurs, en parlant de l'âge de la France, nous étions jeunes encore dans le ſiécle paſſé; des fantômes d'éclat & de gloire s'offroient aux Souverains, au lieu de la vraie gloire qui n'eſt autre choſe que l'utilité de leurs peuples. Je ne prétens pas dire que Mr. Colbert n'eût ſur cela les vues d'un véritable homme d'Etat; mais pour en

faire gouter à ſon jeune Maître les plans & la dépenſe, il fallut les préſenter à ſon ambition, lui faire bombarder Génes & Alger, attirer des Ambaſſadeurs de Siam. Louis XIV. donc (& il ſeroit aiſé de le prouver par les faits) ne conſidéra la marine que comme une branche de ſa puiſſance, propre à frapper les étrangers; une dorure de ſon Palais, néceſſaire à ſa gloire, mais inutile à la ſolidité du bâtiment.

Un Miniſtre puiſſant, homme de la plus profonde judiciaire & de la plus vaſte expérience en petit, ſe rappelloit ſur ſes vieux jours, que durant une année de guerre ce Prince voulant abſolument qu'on achevât le bâtiment des Invalides, & tous les fonds étant deſtinés, ordonna qu'on prît ſur ceux qui étoient attribués à la marine cinq millions qui étoient néceſſaires à la perfection de cette maçonnerie. Cet homme ſpectateur alors, devenu miniſtre depuis, trouvant peut-être ſon répertoire de principes d'homme d'Etat un peu ſec, fut ravi d'y recueillir cette anecdote, perſuadé ſans doute que, pour être un Alexandre, il ne falloit que porter la tête de côté; il agit en conſéquence, nous en avons dit ailleurs un mot.

Louis XIV. donc, preſſé de toutes parts dans la derniére guerre, retrancha ſes armemens de mer, comme l'on retrancheroit aujourd'hui les voyages de la Cour. Or, ſi l'on eût eu quelque idée de ce que c'eſt que la marine, il étoit aiſé de faire ſentir à ce Prince infatigable & conſommé dans les affaires du Gouvernement, qu'en tenant la mer, il faiſoit tomber d'elle-même la ligue de ſes ennemis ſur terre.

En effet, toute cette ligue étoit uniquement *ſoudoyée* par ce qu'on appelle les Puiſſances ma-

ritimes, l'Angleterre & la Hollande. Si ce Prince ſe fût borné à faire paſſer en Eſpagne peu de troupes, nombre de braves volontaires, des grains, des munitions & de l'argent, pour aider aux efforts de cette généreuſe nation qui vouloit ſe conſerver un Prince qu'elle s'étoit choiſi; s'il ſe fût borné en Italie, à accabler le Duc de Savoye & s'emparer des montagnes de façon à ne plus craindre d'invaſion de ce côté; en Allemagne, à la défenſive du Rhin; en Flandres, à munir & approviſionner les Places fortes, y mettre de bons Commandans, & dans le pays quelques camps volans ſous des chefs éveillés, dont on ne manquoit pas alors; que de dépenſes prodigieuſes n'eût-on pas épargnées! dépenſes, qui ne lui ont ſervi qu'à entretenir & perdre chez ſes voiſins cinq cens mille hommes de troupes réglées. La moitié de ces dépenſes portées du côté de la mer, auroit fait tomber en trois campagnes cette hydre de ligue, nourrie de ſuccès imprévus, & arrêtée par le premier regard de la fortune de notre côté. Nos vaiſſeaux en ce tems, forts ou foibles, ne pouvoient ſouffrir qu'un Anglois tînt devant eux. Le proverbe étoit parmi les marins: *S'ils ſont Hollandois, nous nous battrons; s'ils ſont Anglois, nous les battrons.* Le Roi Guillaume lui-même étoit dans ce préjugé fondé ſur les faits d'alors, & diſoit que ſes Anglois n'étoient plus les mêmes, ſitôt qu'ils n'avoient pas leur bœuf bouilli dans le ventre. Nos flottes armées, comme elles l'auroient été, ſi cet objet eût été le principal point de vue de l'énorme puiſſance de Louis XIV. auroient accablé celles des Puiſſances maritimes, & l'on ſait que cela ne tint qu'au lendemain de Malaga. Bientôt la mer étant li-

bre, on auroit pu faire craindre par-tout les maux de la guerre portative, croiſer ſur les flottes Hollandoiſes à leur retour des Indes, livrer à nos armateurs ſans nombre les mers du Levant & du Nord, les côtes de l'Angleterre & de la Hollande, bloquer en un mot, de toutes parts ces coloſſes d'argent aux pieds de tourbe & de fromage.

En même-tems des eſcadres détachées auroient dominé dans la Baltique. Le Roi de Suéde qui dédaigna notre alliance, dont il connoiſſoit le faſte, la diſtance & la foibleſſe, l'eût acceptée & peut-être recherchée, ſi nos eſcadres avoient été en état de tenir en bride le Roi de Danemarck, de protéger les renforts qui venoient de Suéde à ſon Roi engagé en Allemagne, de lui donner la main en Livonie, de garantir les côtes de ſes Etats.

D'autres eſcadres envoyées coup ſur coup dans l'Amérique Septentrionale, auroient aidé aux efforts des braves Canadiens, ſi redoutables alors aux colonies Angloiſes : pour peu qu'ils euſſent été aidés, toutes les colonies de nos ennemis dans cette partie du nouveau Monde, qui ſont aujourd'hui des Etats, foibles alors, auroient diſparu de ce continent : du moins peut-on affirmer, ſans paroître bâtir en Eſpagne, que l'Iſle de Terre-Neuve, la Baye Hudſon, & l'Acadie entiére leur euſſent été enlevées, puiſqu'il ne tint preſque à rien qu'avec les plus médiocres ſecours ils n'en fuſſent alors entiérement chaſſés.

De ces trois conquêtes, l'une leur enlevoit le plus riche des commerces, celui des pêches; l'autre, la meilleure des traites, celle des pelleteries; la troiſiéme, un pays admirable & dont

la conſervation eſt abſolument néceſſaire à celle de notre colonie du Canada. On ſait que les trois furent cédées au traité d'Utrecht, article qu'on auroit compenſé plutôt par la ceſſion de la Bourgogne, ſi l'on en eût connu l'importance.

Mais mon deſſein n'eſt pas ici de faire une incurſion ſur la politique. Je demande ſeulement, ſi d'après le tableau que je viens de faire, aſſurément ſans exagération, de l'emploi que Louis XIV. pouvoit faire d'une marine ſupérieure dans ſa derniére guerre; je demande, dis-je, ſi l'on penſe que cette guerre eût autant duré dans le cas où les Puiſſances maritimes ſe ſeroient vu attaquées de la ſorte dans leur vrai foyer, qui eſt la mer. Je le répéte, Louis XIV. & ſon cabinet ſi célébre dans l'Europe, ne connoiſſoient point les véritables avantages des forces de mer. La preuve en eſt qu'il ſe renferma dans ſes ports, au moment où il étoit le plus néceſſaire de faire les derniers efforts ſur mer.

Si donc ce Prince, qui ne rendit ſa marine brillante que par la même raiſon qui lui fit galonner ſa Maiſon militaire, crut cependant que pour donner à ce corps l'émulation & le dégré d'eſtime néceſſaire aux ſuccès, il falloit le faire participer aux grades & aux honneurs du premier rang dans l'Etat; combien à plus forte raiſon ne doit-on pas lui faire eſpérer les mêmes avantages aujourd'hui, où l'on commence à convenir du principe ancien qui dit que, *qui eſt maître de la mer, eſt maître de la terre.*

Objecter qu'il n'y a pas dans ce corps des hommes de marque qui puiſſent être décorés de la ſorte, ſeroit objecter faux; puiſqu'il s'y

rencontre au moins autant qu'ailleurs des gens de nom & de mérite; mais quand cela ſeroit vrai, ce ſeroit tranſpoſer la cauſe & l'effet: ce n'eſt point le manque de ſujets qui fait la décadence du corps; *vice versâ*, c'eſt la décadence du corps qui abſorbe les ſujets. Mais je demande ſi tous les Maréchaux de France aujourd'hui ont gagné des batailles. Dieu nous en préſerve, nous nous ſerions trop battus: pourquoi croit-on qu'il faut des décorations pour le militaire de terre, où dès qu'un homme eſt Officier général, il eſt étranger, pour ainſi dire, à tous les corps, & qu'il n'en faut point dans la marine, qui a l'avantage de conſerver ſes Chefs dans ſon ſein, dans ſes ports, &, pour ainſi dire, en famille? avantage qui, par parenthéſe, ne contribue pas peu à l'éducation & à la bonne volonté de cette jeuneſſe tellement tournée vers ſon métier, qu'elle en devient preſque amphibie.

Quoi qu'il en ſoit de la ſolidité des raiſons ſur leſquelles je viens de m'étendre pour motiver le prétendu engourdiſſement du corps militaire de la marine, il n'en eſt pas moins vrai, comme je l'ai dit, que l'eſprit du corps y eſt plus que par-tout ailleurs, l'ambition bornée au métier, l'honneur, la gloire & le déſir des occaſions, le tout en un dégré qui peut être également utile à la patrie & redoutable à l'ennemi.

Que deviendroit tout cela, ſi l'on s'aviſoit d'y faire entrer un alliage d'eſprit marchand? Je ne ſaurois trop le répéter, l'eſprit militaire & celui du commerce ne s'accordent pas. Tant que les Nations belliqueuſes ont dominé, le commerce a été livré à des peuples eſclaves, les Juifs & les Arméniens, &c. Le commerce *brave les* avanies & viſe au gain, c'eſt ſon unique

que ambition ; comment l'unir à celle de la gloire ?

Les Flibuſtiers, les Corſaires & autres ont fait des prodiges de valeur dans des vues de pillage ; c'eſt autre choſe. L'avidité de ces gens-là ne peut pas s'appeller plan de fortune ; c'eſt le brigandage dans ſes profits & ſes déprédations. Ce cercle de néceſſités & de profuſions, accoutume enfin les gens du bas étage, les matelots & autres, à un genre de vie qui leur fait une habitude de valeur : auſſi n'ai-je pas prétendu vous dire qu'il fallût un ordre de matelots & de Pilotes pour la marine, diſtinct d'avec ceux qui ſervent au commerce ; mais à l'égard des chefs de ces avanturiers qui ſe ſont aquis quelque renom, remarquez qu'ils ſe ſont retirés après s'être enrichis, ou que s'ils ont continué à ſervir & à s'expoſer pour la gloire, le déſintéreſſement eſt devenu une de leurs vertus.

En un mot, un des plus ſûrs moyens pour abatardir entiérement le militaire, c'eſt de l'enrichir. Le ſoldat Romain, qui, ayant fait une action d'éclat pour ravoir ſon bagage, chargé par ſon Général d'une autre expédition hazardeuſe, lui répondit : *Envoyez-y quelqu'un qui ait perdu tout ſon bien*, fit une leçon à tous les Gouvernemens préſens & à venir. Tel homme (& les marins en badinent ſouvent entre eux) va aux Indes le plus hardi navigateur de l'Europe, qui en revient craignant toujours de porter trop de voiles.

Je ſuis donc bien éloigné de penſer qu'il faille en cela ſuivre la méthode des Anglois. Je penſe, au contraire, qu'on ne ſauroit trop ſéparer nos arſenaux maritimes des ports de commerce, & compoſer le corps militaire de bras

Nobleſſe pauvre, & deſtinée à demeurer telle. C'eſt ici l'eſcorte de la richeſſe & de l'abondance, & non ſes bêtes de ſomme. Eſt-ce aux porte-bales à tenir les chemins libres? Eſt-ce à ceux qui ſont commis à leur ſûreté, à enlever à ces premiers les menus profits de leur pénible métier?

Deſtiner une claſſe de Citoyens à la pauvreté, ſeroit une eſpéce d'excommunication majeure ſelon la façon de penſer d'aujourd'hui; ce ſeroit chez moi une inconſéquence d'autant plus grande, ſi je penſois ainſi touchant la marine, que j'établis que c'eſt la plus néceſſaire de toutes les portions de l'Etat rélatives à l'extérieur; mais pour peu qu'on ſe rappelle mes principes ſur l'amour prédominant des richeſſes, ſur la néceſſité de l'amortir & de lui ſubſtituer des mobiles plus nobles & plus vertueux pour toutes les profeſſions, chacune dans ſa ſphére, on verra que ce n'eſt pas ma faute, ſi l'on ſe méprend à mon intention à cet égard. Il eſt juſte que chacun ſoit recompenſé ſelon ſes ſervices: qui travaille pour l'honneur, doit obtenir honneur & conſidération, & c'eſt ce qu'il faut au corps militaire de la marine pour lui rendre ſon ancien luſtre, & mettre dans tout ſon jour ſa bonne volonté qui n'a point dégénéré.

Au reſte, c'eſt encore un miracle de notre bonheur & de notre puiſſance, que cette émulation réelle. Dans les tems de ſplendeur de notre marine, il y avoit 600 gardes marines, ſavoir, 200 dans chaque département, & des Enſeignes, Lieutenans, Capitaines, &c. en proportion: on en auroit autant demain ſi l'on vouloit, & qui bientôt ſeroient animés du même *eſprit* qui vivifie le corps entier. Eh! n'eſt-

ce rien que cette pépiniére immenſe de Héros deshérités qui ne coutent preſque rien, qui n'ont guères plus à eſpérer, & qui ſe donnent corps & ame, ſang & os, au ſervice de la patrie dans le plus rude de tous les métiers? Un vaiſſeau du premier rang étoit alors monté de dix-huit gardes marines, & d'Officiers à proportion. Cet ordre de gens qui ſe tiennent fort ſupérieurs, comme de droit, au ſoldat & au matelot, faiſoient la force de nos navires, & les rendirent invincibles. On a cru bien faire d'en diminuer depuis le nombre, de plus de moitié ſur chaque vaiſſeau: au dire des gens du métier, on a mal fait, & cela paroit vraiſemblable. Mais ceci me jetteroit dans des détails qui me doivent être interdits.

Un autre arc-boutant principal de la marine, c'eſt le nombre, la police, l'inſtruction & l'encouragement des matelots. Pour bien connoître à quoi tiennent les reſſorts de ces quatre choſes, il faut en revenir à mes principes, que l'agriculture & la vivification intérieure pouſſeront la population auſſi loin qu'elle peut aller; d'où s'enſuit qu'un grand peuple ſera obligé de chercher au-dehors des moyens de ſubſiſtance.

La légéreté & vivacité Françoiſe eſt telle, que loin que cette néceſſité lui ſoit pénible, nous avons toujours plus de gout pour les travaux des courſes que pour la vie ſédentaire. Le métier de la mer a d'ailleurs, tout dur qu'il eſt, une ſorte d'attrait qui fait que ceux qui y ſont une fois habitués, ne peuvent plus s'en paſſer, & à plus forte raiſon, ceux qui y ſont élevés, tels que les enfans des matelots, pêcheurs & autres. Si donc on manque de ces ſortes de gens,

il faut s'en prendre d'une part à la misère du peuple, de l'autre à la foiblesse & aux intercadences du commerce, de l'autre enfin à la tyrannie qu'on exerce sur eux, sous prétexte de police.

Quant à ce dernier point, tout instant & réel qu'il est, je m'abstiendrai d'en traiter par deux raisons; l'une, que ce seroit me jetter dans les détails; l'autre, que je dois, conformément à mon plan, éviter tout ce qui peut grever ou offenser quelqu'un en particulier. Je me contenterai de répéter ici ce que j'ai déja dit ailleurs, que c'est vicier la chose publique, que de la charger de tant d'ordres & de ressorts de détail.

Dans quelque partie de la masse physique que ce puisse être, toute accélération d'activité sera nécessairement suivie d'une sorte d'engourdissement. On crée des places pour le mérite quand on s'éveille; elles sont données à la faveur quand on s'endort, & il n'en reste que la surcharge pour le trésor, & quelquefois la tyrannie des sous-ordres pour la chose. Un tems viendra où le Bibliothécaire ne saura pas lire, où le Surintendant des bâtimens ne connoitra pas l'équerre, où l'Intendant des classes ne sera jamais sorti de Paris, où les Inspecteurs des manufactures se connoitront en figures de Rhétorique. Quant à l'instruction des matelots, une grande navigation seule, sans autre secret, y suffit; & pour ce qui est de l'encouragement, qu'ils soient payés, qu'au lieu de les forcer pour le service de la marine militaire, on les choisisse comme d'élite sur les armateurs, les commerçans, &c. quelques petites distinctions de *détail* feront le reste.

Le François a un avantage singulier, & que

je n'oſerois dire excluſif; c'eſt qu'en tout état il eſt aiſé de le piquer d'honneur, & par ce mobile de lui faire faire des prodiges. Je ne voudrois pas jurer qu'il n'y eût des prétentions juſques dans le métier de porte-faix, du moins je le crois, à la vérité, ſans l'avoir bien examiné; mais en tout autre, je l'ai vu, & quand on ne lui fait pas faire des miracles, c'eſt la faute des chefs.

J'ai traité de la néceſſité de la marine. J'ai déduit enſuite les moyens de la rendre floriſſante, autant du moins qu'il convient à un homme de terre qui ne ſauroit parler qu'en aveugle des détails de cet art excluſif. J'ai dit qu'il falloit réunir en un ſeul corps les deux états, qui en avoient tout le maniement, en conſulter les chefs, leur donner du crédit & de l'autorité dans leur partie, les décorer, &c. Il me reſte pour remplir le plan de ce Chapitre, à traiter d'un article tout particulier, c'eſt *des moyens de la borner.*

On me dira peut-être, que nous n'avons que trop bien entendu cette partie, & qu'on auroit beſoin aujourd'hui d'un travail tout oppoſé, & qui traitât des moyens de l'accroître; mais ce point me rejetteroit dans les détails que j'ai prétendu éviter. Je me contenterai donc de dire qu'avec de l'argent & la volonté de le bien employer, vous ferez ſortir des vaiſſeaux de la terre, comme Pompée des légions; mais de même que celles-ci arriverent tard, & furent bientôt diſſipées, parce que les gens du Sénat de la Tribune & du Barreau voulurent ſe mêler de les conduire & de guider le Général; prenez garde....

C'eſt dans un tout autre ſens que j'enviſage

ici la néceſſité de borner la marine militaire. La mer étant aujourd'hui devenue le théâtre naturel de la guerre, il eſt à craindre que la folie de la multiplication des forces ne paſſe de la terre ſur cet élément. Autrefois on faiſoit la guerre ſans s'épuiſer. Louis XII. l'eut pendant tout ſon regne ſans ſurcharger ſon peuple ni dépeupler ſes Etats. Henri IV. prêt à monter à cheval pour aller préſider à une révolution générale de l'Europe, à la tête des plus grandes forces qu'on eût encore vues raſſemblées, avoit une armée de trente mille hommes. En un mot, juſques au tems de Louis XIV. *de grands hommes commandoient de petites armées, & ces armées faiſoient de grandes choſes.* Mais depuis la guerre de 1672. qui changea tout le ſyſtême de l'Europe, & qui de défenſeurs de l'équilibre nous en montra les oppreſſeurs, toute l'Europe étant réunie contre nous, il fallut faire tête de toutes parts. Louis, conformément à ſon caractére, voulut faire plus, & être le plus fort par-tout: ſecondé par les efforts ſurnaturels de deux Miniſtres, dont les talens euſſent pu faire à jamais le bonheur de la France, tandis que leur jalouſie en fit le malheur, il en vint à bout, & cet état forcé parut dès lors à Louis triomphant être ſon état naturel. Il s'y tint donc, & força par-là ſes ennemis à en faire de même. Chaque Prince eut depuis le triple des troupes réglées qu'il entretenoit autrefois, & quelques-uns juſques au décuple.

Il arrive cependant de cela que les peuples ſont plus foulés en tems de paix, & que la guerre dont les premiéres dépenſes portent toujours ſur des fonds extraordinaires, c'eſt-à-dire, ſur le capital de l'Etat, n'eſt autre choſe qu'un ren-

dez-vous général de deux ou trois cens mille hommes qui trainent une immenſité de caiſſons, de chariots de vivres, d'artillerie & d'équipages; qui, s'ils ſe rencontrent, donneront ce qu'on nomme une *bataille*, où perſonne n'ordonne, & où peu ſavent ce qu'ils font, ſinon trouvant une place devant eux, ils pointeront tant de canons contre, qu'ils la raſeront juſques à ce que capitulation s'en ſuive. Chacun enſuite s'en retourne de ſon côté, moins ſavant que le premier jour, juſques à l'été prochain, où il en reviendra d'autres; car ceux-ci mourront tous pendant l'hyver de cette fatigue inuſitée. Heureuſement au bout de quatre ou cinq ans on fait un traité, où jouant à qui perd gagne, tout ſe retrouve à peu près comme il étoit avant qu'on eût commencé, & il arrive en effet, que ce n'eſt qu'à l'humanité en général qu'on a fait la guerre.

Il me paroit à craindre que la même manie ne gagne ſur mer, aujourd'hui qu'on commence à ſentir que c'eſt le véritable théâtre de l'Empire & de l'intérêt. Elle y ſeroit d'autant plus dangereuſe que des forces exorbitantes ſur mer ſont encore d'une plus grande conſommation par dépériſſement, que ſur terre.

A entendre parler nos badauts, les Anglois ont aujourd'hui ſix cens bâtimens de toute eſpéce armés en guerre, au moyen de quoi il nous en faudroit mille environ à nous, proportion gardée; de façon que ſi chacun de ſon côté calculoit de la ſorte, il n'y auroit peut-être pas aſſez de bois de conſtruction aujourd'hui dans le monde, pour que chaque Puiſſance fût armée ſur mer ſelon ſes proportions réelles ou imaginaires. Tâchons de prendre un tarif plus

raiſonnable, & d'en établir ici les moyens.

Un peuple qui, pour faire la guerre, déſerteroit en entier les campagnes & abandonneroit l'agriculture, n'auroit plus d'autre reſſource que de faire comme les Suiſſes, dont le projet étoit de s'établir ſur le territoire d'autrui lors de leur invaſion dans les Gaules au tems de Céſar. Mais cette reſſource qui ne ſeroit pas, je crois, du gout des nations d'aujourd'hui, ſeroit même prohibée à une Puiſſance maritime, attendu que les deſcentes ſont & toujours ſeront les plus infructueuſes des opérations de la guerre offenſive. Il eſt pourtant vrai qu'une telle Puiſſance qui met toutes ſes forces en armement de guerre, eſt préciſément dans le cas que nous ſuppoſions tout-à-l'heure, attendu que le commerce eſt aux forces de mer ce qu'eſt l'agriculture aux forces de terre. Pour qu'une famille ne ſe ruine pas, il faut qu'à meſure que la dépenſe augmente, la recette augmente auſſi. Une nation n'eſt autre choſe qu'une grande famille, & ſes affaires ſont aſſujetties au même principe: en conſéquence, l'objet d'une grande marine étant de protéger un grand commerce, elle opére directement contre ſon inſtitution, quant au contraire, elle lui coupe les veines: c'eſt l'égorger, que d'enlever tous les matelots pour des armemens forcés, dont la moitié eſt toujours inutile. Vainement diroit-on que c'eſt un mal indiſpenſable, & néceſſité par la folie de ſon voiſin; cela peut être ſur terre (& encore plus rarement qu'on ne penſe, ce que je prouverois aiſément ſi cela étoit de mon ſujet) mais jamais ſur mer. Si notre voiſin eſt aſſez fol pour s'enfler comme la grenouille, laiſſons le crever de lui-même. Tout *ici-bas* a ſes proportions rélatives, & qui en

ſort, perd en ſolidité ce qu'il gagne en étendue.

Pour bien faire donc, il faut avoir une telle marine en tems de paix, que ſans augmentation elle puiſſe ſuffire en tems de guerre.

Cette partie du militaire a dans ce genre un avantage que n'a point l'autre. Les troupes de terre ne peuvent être exercées en tems calme par des camps de paix, exercice de pure montre, ou par les travaux publics, objets d'excellente utilité, mais qui, en endurciſſant le ſoldat, ne le forment point à ſon métier. Pour la marine, au contraire, ſortir du port, c'eſt faire campagne; les riſques & les travaux de la mer, les tempêtes, les changemens de climat, ſont ce qu'il y a de plus dur dans ce métier: il faut également alors ſavoir manœuvrer ſelon le tems & les parages, voguer en eſcadre, ménager le vent, connoître les ſignaux & le reſte. La guerre n'ajoute à cela que la néceſſité de faire feu, quand on rencontre l'ennemi. Une marine bien exercée eſt à demi invincible: les plus redoutables vaiſſeaux de la mer ſont ceux de Malthe, qui n'ont peut-être jamais attaqué leurs ſemblables.

Toute l'augmentation donc que je voudrois à la marine en tems de guerre, ce ſeroit des lettres de marque aux armateurs. Ceux qui font votre commerce, & ceux qui pillent celui de l'ennemi, tendent au même but dans ces tems de calamité, & certainement le François aura toujours quinze & biſque ſur l'étranger au jeu de l'audace & de l'étourderie. Mais quant à votre marine, il faut que bornée à un point fixe & proportionnée à votre commerce, elle ne vous coute ni plus de dépenſes, ni plus de ſoins, ni plus de projets quand il y aura des murins ſur mer, que quand tout y ſera dans l'ordre & ſou-

mis à votre Empire, c'eſt-à-dire, au droit des gens. Ces deux points paroiſſent plus aiſés à préſcrire qu'à établir; mais comme dans tout le cours de cet Ouvrage, je n'ai mis en avant, autant que je l'ai pu, aucune allégation que je n'en aie marqué le point & les moyens, je vais en ceci ſuivre la même méthode.

Il paroit difficile d'abord de fixer le point de proportion que j'ai établi ci-deſſus entre la marine & le commerce; mais ſans s'arrêter à cet égard à de vaines ſpéculations, j'ai tranſcrit ailleurs l'état de la marine de Louis XIV. dans les tems de ſplendeur, & ce qu'elle coutoit armée par moitié chaque année. Il eſt aiſé de voir que les fraix de cette marine ne ſauroient être à charge à l'Etat, & les faits encore tout vivans démontrent que ce ne fut point elle qui l'épuiſa.

Quoi que l'exagération puiſſe dire aujourd'hui de la puiſſance navale d'Angleterre, les gens inſtruits conviendront, en revenant au vrai, qu'elle n'eſt pas plus forte que ne l'étoient alors les forces combinées de la Hollande & de l'Angleterre, à qui nous tinmes tête avec ſupériorité. Si la derniére s'eſt accrue, c'eſt aux dépens de l'autre. Je dis plus, c'eſt qu'en augmentant notre marine & conſéquemment notre commerce, nous diminuerons celui de nos rivaux; mais en les ſuppoſant au point où ils ſont aujourd'hui, tout homme ſenſé conviendra que nous diſputerions au moins le terrain à l'Angleterre, ſi notre marine étoit ſur le pied où elle fut en 1681. Prenez garde en outre, que ſelon le plan propoſé dans le Chapitre précédent, un point qui nuiſit extrêmement dans le ſiécle paſſé à nos plus belles opérations de mer, ſeroit cor-

rigé, je veux dire, le manque de ports en plu-

ſieurs endroits, & ſur-tout dans la Manche. La Hogue, Cherbourg & autres, devenus de beaux ports, ſeroient une bride toujours préſente à nos ennemis, & des retraites aſſurées contre les revers de la guerre & les inconvéniens de la mer.

Si à cet avantage & aux forces établies ci-deſſus, vous ajoutez encore les forces auxiliaires que vous aſſurera le titre toujours exactement ſuivi & reſpecté dans toutes vos démarches de protecteur du droit des gens, j'oſe répondre que vous dominerez ſeul ſur les mers, tant que vous ne perdrez pas de vue l'objet réel de cet Empire. Cet objet, je le répéte, doit être de tenir libre cette campagne commune, de façon que l'induſtrie & le travail y puiſſent tout, & la violence rien.

C'eſt ce point de vue dont il ne faut s'écarter en aucune ſorte pour quelque intérêt national que ce puiſſe être; à ce prix vous dominerez. Dans le cas contraire, vous rentrerez bientôt dans la claſſe des accidens. Je ne fais point de plan pour l'injuſtice & pour la force, ce n'eſt pas la peine; on peut ſeulement prédire, en vertu du même don qui fait que le diable eſt quelquefois prophéte, c'eſt-à-dire, par une conſtante expérience du paſſé, que des plans deſtructeurs auront toujours une mauvaiſe fin, quelle que puiſſe être l'intelligence & l'habileté qui les conduiſe & qui en déguiſe les reſſorts. Quant au plan de la protection univerſelle du commerce, j'en établirai les moyens dans le Chapitre ſuivant.

A l'égard de ce que j'ai dit qu'il faut que la marine ne coute pas plus de dépenſe, de ſoins & de projets en tems de guerre qu'en tems de paix, on ſent, quant à la dépenſe, que puiſ-

qu'elle devoit être armée par moitié chaque année dans la paix, il n'y a d'augmentation à cet égard que celle de l'armement entier dans le cas de néceſſité; ce qui n'eſt pas un objet comparable à toute autre dépenſe de la guerre en quelque genre que ce puiſſe être. Par rapport aux plans & aux projets, ſi l'on en ſuit de bons en tems de paix, il y aura peu de choſe, ou rien à y changer en tems de guerre.

En effet, quel doit être le but de vos eſcadres de haut bord en tems de paix? C'eſt de paroître chaque année dans les trois mers, l'Océan, la Méditerranée & la Baltique, d'y faire montre de votre puiſſance & de votre ſouvenir, d'y recevoir les plaintes de vos commerçans & d'en vérifier l'objet, d'examiner la conduite des prépoſés à l'agence du commerce, de rehauſſer la conſidération de nos Miniſtres dans les pays étrangers, de faire paroître en tous lieux une jeune & floriſſante Nobleſſe, qui par ſes maniéres généreuſes ſe fera des amis, dont le parti François ſera groſſi, de ſe montrer enfin en état de redreſſer les torts & contraventions, tant les nôtres que celles des étrangers, toutes choſes néceſſaires pour faire reſpecter le pavillon François, c'eſt-à-dire, la nation. D'autre part, quel peut être l'emploi de vos eſcadres légéres? C'eſt de faire d'abord les mêmes choſes dans le nouveau Monde & les colonies, d'en établir la correſpondance directe avec la Cour, d'y porter les ſecours d'hommes, d'outils & de munitions néceſſaires, de viſiter les côtes pour veiller de toutes parts au maintien de l'ordre, à l'appui des nouveaux établiſſemens, au ſecours du foible, à l'encouragement du colon, à la liberté du commerce, &c. autant au Levant &

ſur les côtes de Guinée. Or, je demande ſi, au tems de guerre, il y aura rien à ajouter à ces différentes deſtinations, ſi ce n'eſt une ſorte de plan, pour que les eſcadres parties des divers ports, puiſſent ſe donner la main en cas de beſoin, & marcher en force quand il ſera néceſſaire.

Vainement projetteriez-vous de les faire ſervir à des expéditions de terre; le ſuccès de ces ſortes d'entrepriſes mis en balance avec ce qu'ont couté celles même qui ont été les plus heureuſes, devroit avoir déſabuſé l'Europe entiére de ce genre de projets. Voulez-vous entreprendre ſur les établiſſemens de vos ennemis? Renforcez vos colonies; qu'elles agiſſent dans le Continent, & que vos eſcadres n'aient d'autre emploi dans ces ſortes d'expéditions, que de convoyer les bâtimens deſtinés au tranſport des troupes aux lieux où elles ne peuvent arriver que par mer, comme, par exemple, en Terre-Neuve; & de bloquer enſuite les ports des lieux contre leſquels on voudroit agir.

Une marine militaire fixée & entretenue au point où étoit celle de Louis XIV. ſuffiroit pour remplir tous ces objets également vaſtes & indiſpenſables; & maintenue dans l'eſprit militaire, brillant, audacieux, & déſintéreſſé qui s'eſt toujours conſervé dans ſon ſein, paſſeroit ſur le corps à tous les marchands de l'univers mis en colére. Ce n'eſt pas que je prétende dire que les Hollandois autrefois, & les Anglois aujourd'hui n'aient été de braves & redoutables ennemis. L'air de la mer, & l'habitude de ſes périls indépendans de la guerre endurciſſent l'homme, & le rendent en conſéquence propre à cette profeſſion; mais la pauvreté volontaire ou habi-

tuelle d'une part, de l'autre cette élévation & ces vues que donne le métier excluſif de commander & de combattre, ſe trouveront dans un corps de marine uniquement militaire, & lui donneront, ſoit dans les plans, ſoit dans l'exécution, le même avantage ſur les marines marchandes, qu'a l'oiſeau de proie ſur une poule qui défend ſes petits.

J'ai rempli à peu près l'objet de mon titre, moins en détail que je n'aurois pu; mais autant que j'ai cru le devoir pour faire appercevoir ſur cette matiére tout ce qu'il eſt néceſſaire d'en montrer au public. La néceſſité de la marine eſt un point dont tout le monde convient. Les moyens de la rendre floriſſante, qui paroiſſent ſi ſimples dans mon énoncé, renferment néanmoins tous les ſoins de détail qui doivent concourir à cet objet d'importance premiére. Quant à ceux de la borner, je me ſuis preſcrit de n'indiquer que le point où l'on doit s'en tenir, & l'emploi qu'il en faut faire : je n'ai pas voulu aller plus loin.

On me demanderoit peut-être plutôt les moyens de la porter à ce point; mais en ce cas on ne m'a guères lu, ni dans l'énumération des fraix de la marine de Louis XIV. citée d'après Dutot, ni dans les effets que j'ai démontré devoir réſulter d'une agriculture animée, honorée & protégée, d'une vivification intérieure portée au plus haut point, de l'immenſe population qui doit être la ſuite de ces choſes, & de l'induſtrie prodigieuſe qui nait de celle-ci : ſi l'on ajoute à ces reſſources celles qui naitront du rétabliſſement des affaires de l'Etat par le baiſſement des intérêts & l'extinction des rentes, la diminution des dépenſes de l'extraordi-

naire des guerres, au moyen d'un ſyſtême de conduite qui nous conciliera l'eſtime & l'amitié de ceux de nos voiſins qui ſeront hommes, & nous mettra à même de mépriſer les turbulens, on verra que, ſelon ce plan, nous devons être ſi forts, qu'une telle marine ſeroit plutôt pour nous un exemple de modération, qu'un effort.

Je vais toutefois à tant de reſſorts naturels, & qui naiſſent de la choſe, en ajouter encore un, le plus fort de tous, & dont les moyens de détail nous ſont étrangers; c'eſt ce que nous verrons dans le Chapitre ſuivant.

CHAPITRE V.

Des Prohibitions.

C'Eſt ici la manie univerſelle de l'humanité, & l'article ſur lequel, ſans bon ſens, tous les Gouvernemens du monde s'éloignent le plus de leur objet.

Celui de toutes bonnes Loix, telles qu'elles puiſſent être, eſt l'utilité générale & particuliére, réunies enſemble. C'en eſt là le vrai type dont il ne faut jamais s'écarter, & cette régle ſeule peut nous garantir des écarts de l'imagination & de l'irréſolution de l'eſprit dans une matiére d'une importance abſolue, & ſur laquelle on a tant eſpré.

Un nombre de légiſlateurs, une infinité d'auteurs politiques ont réfléchi, ordonné, écrit ſur cette matiére; ils n'ont trouvé que vuide, écarts, inconvéniens naiſſans des remédes apportés à d'autres inconvéniens, erreur enfin en propor-

tion de ce qu'ils ſe ſont écartés de ce principe ſimple & général. Un grand génie entre autres a de nos jours développé l'immenſe tiſſu des Loix connues juſques à nous, a recherché leur eſprit & leur convenance, leurs propriétés ſelon les différens genres de Gouvernement, leur utilité ſelon les différentes claſſes d'hommes, leur poſſibilité ſelon les divers climats. Perſonne ne reſpecte plus que moi le génie vivifiant, l'utile & vaſte érudition, l'heureuſe & malléabre imagination de cet homme célébre. J'admirai des premiers l'humanité de ſes principes, la fermeté philoſophique de ſon eſprit, le feu de ſon ſtyle, &c. mais je trouvai, comme bien d'autres, que lorſqu'on veut ſuivre ce grand maître, & que déſireux du bien, on eſpére le trouver ſous de tels auſpices, bientôt trop éclairé par ſon guide, on parvient moins à ſe conſoler & à eſpérer, qu'à ſe rebuter. Ce grand homme au fond détruit bien plus qu'il n'édifie, montre le mal par-tout, & ne dit pas où ſeroit le bien. Ses partiſans outrés alléguent ſur cela qu'il n'oſe tout dire, & je réponds que c'eſt lui faire tort que de lui ſuppoſer une crainte baſſe à laquelle il s'eſt montré fort ſupérieur. Il a rendu en cela juſtice à ſon ſiécle; mais ſi j'oſe porter un œil d'Artiſte ſur les images des Dieux, je dirai qu'à force de conſidérer l'humanité dans la corruption de ſa conduite, il devint moins propre à l'enviſager dans la pureté de ſon inſtitution. Tout homme, quelque ſupérieur qu'il ait pu être, eut ſon défaut; le ſien fut d'aimer trop les objets compliqués, & de ne pas aſſez en revenir au ſimple, qui eſt le vêtement de la vérité.

Je le répéte, l'eſprit des bonnes Loix n'eſt autre choſe que l'utilité générale & l'utilité particuliére,

ticuliére, combinées & réunies. Conſidérons les loix primitives de l'humanité, celles de la nature, qui, à la réſerve des ordonnances de culte & de la ſoumiſſion de l'eſprit, renferment toutes les loix de la Religion; parcourons, dis-je, la totalité de ces Loix; je défie qu'on m'en montre une ſeule qui, en faiſant le bonheur de la ſociété, ſacrifie à l'intérêt général l'avantage perſonnel de quelque particulier. Le reſpect, la ſoumiſſion & la reconnoiſſance pour l'Etre ſouverain (ce qui, je crois, compoſe en totalité l'amour de Dieu qu'on nous recommande) l'amour de ſes ſemblables, le reſpect filial, la tendreſſe pour ſes proches, les vertus enfin qui poſent les premiers fondemens de la ſociété, n'ont aſſurément rien d'excluſif pour aucun de ſes membres. Je puis en dire autant de celles qui en étendent & conſolident l'établiſſement. L'amour de la patrie, l'attachement au Gouvernement, toutes les vertus enfin qui conſtituent les mœurs, ſont auſſi avantageuſes au moindre des individus qui compoſent la ſociété, chacun à part ſoi, qu'elles le peuvent être aux têtes qui ſe trouvent les plus privilégiées par ſes arrangemens intérieurs. C'eſt ce que j'avance ſans crainte, & déſirant même d'être démenti; parce que la preuve par les détails qui ſeroit étrangére à cet ouvrage, ne donneroit que plus de jour à la vérité la plus eſſentielle en morale & en politique.

Quelques Ecrivains imbus des maximes d'indépendance ou d'oppreſſion qui regnent de nos jours (car ces deux extrêmités ſe touchent) ont prétendu trouver dans les priviléges de certains ordres & corps de l'Etat, une infraction du droit commun qui donne à tous les hommes une égale

part aux avantages de la ſociété. Ce ne peut être qu'un aveuglement abſolu, ou une malignité qu'il n'eſt pas permis de ſuppoſer ſur de ſimples indices, qui confonde ainſi les êtres moraux & phyſiques, & prêche le renverſement de tout, ſous prétexte de vouloir en rétablir les droits. Chaque individu a ſans doute un droit égal aux avantages de la ſociété en proportion de ce que comporte la poſition où il a plu au ciel de le faire naître. Le même ſoleil eſt pour tous, & perſonne n'a droit de nous en ôter la jouiſſance; mais l'un a les organes vifs, l'autre les a foibles, ſans que cette diſparité mette le dernier dans le cas de murmurer. L'inégalité du partage eſt même infiniment moins excluſive dans les biens de la fortune, que dans les dons de la nature. Les premiers entrainent avec eux leurs charges, impoſent des devoirs, néceſſitent des ſoins, & une ſorte d'eſclavage qui compenſe les beſoins de la médiocrité la plus rétrécie. Plus on eſt élevé, moins on eſt libre, quand on fait ſon devoir; plus on eſt infame & malheureux, quand l'on y manque.

L'inégalité des conditions, & les priviléges attachés aux premiers rangs du bâtiment politique, ne choquent donc point les bonnes loix; car s'il en étoit autrement, nulle ſociété ne pourroit ſubſiſter que contradictoirement aux loix de la nature, puiſqu'il n'en peut exiſter aucune ſans Hiérarchies plus ou moins multipliées, plus ou moins privilégiées en proportion de l'étendue de l'Etat, c'eſt-à-dire, du territoire de la ſociété.

Je n'ai point de droit au bien d'autrui; mais j'ai droit à tout le mien. Ce *mien* eſt l'univers entier, comme ſi je ſortois de l'arche,

pourvu que je n'emploie pour l'aquérir aucun des moyens proſcrits par la Loi naturelle. On ſait qu'elle eſt toute renfermée dans ce grand principe, éternel comme la vérité dont il énonce une portion : *Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrois pas qui te fût fait.* A cela près, je puis & dois me procurer à moi, & à toute la ſociété dont je fais partie, tous les avantages que mon eſprit peut appercevoir, que mon activité peut atteindre, que mon induſtrie peut faire valoir.

L'étendue de ce devoir, ainſi que ſes bornes, ſont les mêmes pour tous les hommes depuis le premier juſques au dernier; je dirois depuis le ſceptre juſqu'à la houlette, ſi ſelon mes principes, tout ſceptre ne devoit ſe terminer en houlette par un bout.

Ce peu de principes établis jetteront une vive lumiére ſur la nature des prohibitions, & feront diſcerner aiſément celles qui ſont permiſes d'avec celles qui ſont injuſtes. Mon plan n'eſt aſſurément pas de faire, en quelque partie que ce puiſſe être, un traité de morale. Je ne parle que de l'intérêt. On ne ſait, ou du moins on ne répéte que trop aujourd'hui que tout ce qui n'eſt pas vraiment équitable, n'eſt jamais véritablement profitable auſſi. Ce principe de toute vérité ſert de plaſtron à bien des gens qui veulent paroître ce qu'ils ne ſont pas. Ils répétent hautement que ce n'eſt que faute de calcul qu'on eſt injuſte, eſpérant perſuader par-là qu'il ne faut les examiner que du côté de l'eſprit qui eſt leur fort, & non de celui du cœur qui eſt leur côté foible. Mais ici je n'établis rien que je ne le raiſonne, du moins ſelon ma portée; & ſi quelquefois une ſorte de morale perce

dans cet Ouvrage, ce n'eſt jamais que pour démontrer des vérités politiques.

C'en eſt une, que le monde eſt encore dans ſon enfance en matiére de Gouvernement. Je n'imagine pas avoir montré juſques-ici aſſez de préſomption, pour qu'on m'accuſe de m'élever un autel de nuées ſyſtématiques, devant lequel j'immole tous les légiſlateurs préſens & paſſés, me croyant ſeul chargé d'une miſſion expreſſe pour annoncer à l'univers que tous les hommes qu'il a révérés, n'avoient nulle idée du terrain ſur lequel ils jettoient les fondemens des édifices qui ont ſubſiſté & ſubſiſtent encore aujourd'hui. De toutes les ſottiſes répandues ici-bas, & ſur leſquelles j'ai *légitimé* au moins auſſi avantageuſement qu'aucun autre, l'aveugle préſomption eſt une de celles que j'ai le plus oubliées. Je crois donc fermement que les différences du juſte & de l'injuſte euſſent été le pivot des opérations de tous les Légiſlateurs, ſi les hommes étoient une pâte docile dans les mains de ceux qui les gouvernent. Mais il s'en faut bien qu'un génie ſupérieur ne ſoit le maître de faire recevoir les meilleures loix préciſément parce qu'elles ſont telles. Le tempérament d'un peuple, les uſages, le climat, & tant d'autres matériaux étrangers à la conſtitution de la choſe en elle-même, mais dont l'habitude a fait une ſeconde nature, entrent néceſſairement dans la compoſition des arrangemens de la ſociété, & un homme ſage ſe voit réduit à ne lui donner que les loix ſouvent informes qu'elle eſt capable de ſupporter. Solon le diſoit en parlant de ſes Athéniens, & le plus grand des exemples nous a fait voir que cette barriére inſurmontable aux vues *de l'équité*, eſt invincible pour la Divinité mê-

mé, ſans détruire le libre arbitre de l'homme & conſéquemment toutes les loix.

Il n'eſt donc pas étonnant que toutes les légiſlations, dont nous avons connoiſſance, ſoient très-imparfaites ; & l'on n'en doit pas moins admirer la ſupériorité d'eſprit & de vues de ces génies privilégiés qui ont ſu amener des hommes indociles & accoutumés à la licence, les amener, dis-je, au point de ſubir la contrainte des loix.

Si ces hommes qui ſe ſont aquis tant d'autorité, & qui venus, pour ainſi dire, à propos dans le monde, ſavoient ſi bien profiter de la diſpoſition de leurs compatriotes vers la laſſitude de l'anarchie pour ſe les ſoumettre, n'ont pû pouſſer cet empire juſques à rétablir dans la police intérieure la Loi naturelle dans toute ſa pureté, devons-nous être ſurpris que cet effort ait été impoſſible aux Légiſlateurs du ſecond ordre, à qui il n'étoit permis que de réparer ou orner en détail un bâtiment déja conſtruit, & dont on n'eût pu reprendre les fondemens, ſans riſquer d'entraîner la ruine de l'édifice ?

La force ſeule ou d'eſprit ou de corps a fondé les Empires : *Igitur initio reges (nam in terris nomen imperii id primum fuit,) diverſi, pars ingenium, alii corpus, exercebant.* La force de corps regne ſur la ſervitude, celle d'eſprit ſur la ſuperſtition. La plupart des Fondateurs des nations ont réuni ces deux moyens, chacun en proportion des circonſtances. L'un & l'autre ſont propres à préparer l'eſprit des hommes, & à les rendre capables de recevoir de bonnes loix ; mais ils ne ſauroient en produire. Il s'enſuit delà que fonder un Empire & lui donner des *loix*, ſont deux opérations tellement diſ-

tinctes, qu'elles appartiennent néceſſairement à deux hommes différens.

En ſuppoſant que Guillaume le Conquérant eût eu le génie de Charlemagne, & qu'ayant détruit la nation dominante en Angleterre, il eût cherché à rendre heureux les peuples de ſes nouveaux Etats, que Platon ſe fût préſenté, & que le Prince, renonçant à tout autre avantage de ſa conquête, qu'à celui de bienfaiteur, n'eût conſervé de ſa puiſſance que ce qu'il en falloit pour appuyer le nouveau Légiſlateur juſques à ce que l'habitude eût forcé ces hommes groſſiers à vouloir être bien; ces deux hommes réunis auroient pu fonder un Etat, & lui donner des loix : mais ſi la refonte & l'aſſemblage des idées Platoniciennes combinées d'une part avec les préjugés de la Chevalerie, la loi des ſerfs, l'amour de la guerre, l'orgueil de la victoire, &c. ſi l'union, dis-je, de toutes ces choſes paroit former une hypothéſe monſtrueuſe, c'eſt toutefois préciſément l'image d'un Conquérant légiſlateur. En effet, les idées folles & les préjugés inhumains des premiers ſont auſſi inhérents à l'eſprit de conquête, que les lumiéres pures de juſtice & d'humanité ſont néceſſaires à l'eſprit de légiſlation.

N'en déplaiſe donc aux Hiſtoriens de Cyrus & de Séſoſtris qui ont fait des modéles plutôt que des copies d'après nature, je mets en fait que ces deux rôles n'ont jamais été réunis. Romulus fonda Rome, Numa Pompilius lui donna des loix. Cette alternative de deux hommes indiſpenſablement néceſſaires à l'établiſſement d'un Etat, répétée dans leurs ſucceſſeurs, fut peut-être, humainement parlant, le principe *réel de* l'inébranlable ſolidité de cet Empire.

Si donc on a dit avec raiſon, que tout projet de régénération dans quelque partie du corps politique que ce ſoit, & par conſéquent dans la maſſe entiére, doit avoir pour objet de ramener la choſe publique à ſes principes fondamentaux, c'eſt ſeulement des loix d'inſtallation dont on a voulu parler, & non des loix d'ordonnance & de diſtribution, puiſque ces derniéres n'exiſtoient pas; je m'explique. Une nation qui originairement militaire, pancheroit par la corruption de ſes principes à devenir commerçante ou uſuriére, c'eſt-à-dire, où la prééminence paſſeroit du premier de ces états au dernier, tourneroit viſiblement vers ſa décompoſition, & conſéquenment le but du régénérateur devroit être de la ramener à ſon ancien eſprit; c'eſt ce que j'appelle loix d'inſtitution. Mais ſi delà nous paſſons à rechercher ſes loix fondamentales, que j'appelle loix d'ordonnance & de diſtribution, ce n'eſt point dans ſon origine que vous les trouverez; à peine chaque ſiécle vous en préſente-t'il quelqu'une de celles qui ont mérité ce grand nom par une utilité éprouvée.

Cette diſcuſſion nous meneroit loin, & me jetteroit inſenſiblement hors de mon ſujet. Ce que j'en ai dit ſuffit pour faire ſentir, 1°. qu'il n'eſt rien d'immuable & de toujours bon dans les inſtitutions humaines; rien qui puiſſe conſtanment ſervir de point de ralliement dans les écarts où le relâchement des reſſorts politiques peut entraîner ceux qui en ont le maniement. 2°. Que la diſtinction du juſte & de l'injuſte eſt la ſeule bouſſole qui puiſſe diriger de bonnes loix. 3°. Qu'il ne ſauroit y avoir d'état & de ſociété, dont un grand nombre de loix de diſtribution ne puiſſe être réformé ſur ce principe, &

que ce n'eſt point innover, mais conſolider & fonder. 4°. Qu'il eſt toujours tems de s'appliquer à cette ſorte de travail, autant que les circonſtances peuvent le permettre.

Si jamais cependant un Souverain peut ſans crainte entreprendre les nobles fonctions de Légiſlateur, c'eſt lorſque ſon Gouvernement eſt tellement autoriſé par l'habitude, l'amour & le reſpect, que non-ſeulement il regne de fait ſur les biens & ſur les vies, mais encore ſur les opinions. Or, en aucun tems du monde, toutes les conditions renfermées dans cette définition, ne ſe ſont trouvées réunies en faveur du Gouvernement dans quelque Etat ou ſociété qui puiſſe avoir ſubſiſté, comme elles le ſont aujourd'hui en France.

La nation entiére ſemble avoir identifié ſes intérêts, ſa gloire, ſes notions enfin de tout genre en une ſeule perſonne, *le Roi*. Juſtice, police, finance, commerce, marine, pavillon, militaire, places, artillerie, villes, bourgs, hameaux, territoire, habitans, tout eſt au Roi. Cette façon de ſentir fut de tout tems naturelle au François; mais autrefois, quoique le Prince fût comme aujourd'hui le ſoleil unique de ſon tourbillon, les Grands, ſemblables à une glace, recevoient la lumiére d'un côté pour la réfléchir de l'autre: aujourd'hui, tels que l'Héliotrope, tout leur luſtre, tous leurs efforts ſont tendus vers l'aſtre bienfaiſant; ils ne ſont rien que par-là, & languiſſent loin de ſa vue.

Cette réunion de toutes les parties d'un Etat en un point unique, ne reſſemble pas non plus à l'engourdiſſement de l'eſclavage établi par le deſpotiſme chez d'autres nations. Le François trop inappliqué, trop vif pour rien craindre à

l'excès, propre à tous climats, prêt à toute entrepriſe, plante naturelle du ſol de la légéreté & de l'eſpoir, ne ſauroit être réduit en eſclavage.

En ſuppoſant qu'on me diſputât cette induction phyſique, j'en allégue une preuve de fait. Nous imaginons, nous combinons, nous inventons, nous exécutons avec vigueur non-ſeulement dans le détail de nos petits intérêts, mais en grand : nous ne ſommes donc point aſſervis, quoique nous ſervions. Un tems viendra peut-être où la Cour ſera foible, tremblante, irréſolue, partagée de cabales, qui prenant l'eſſor au delà de ſon intérieur, porteront ſur les affaires publiques; le terrain y ſera difficile, le climat orageux, l'aſpect changeant; on s'écriera alors au deſpotiſme, & c'en ſont en effet les ſymptômes. Mais ſi je voyois ce tems (dont Dieu me préſerve) je dirois le deſpotiſme eſt là; mais ce n'eſt point à lui que la nation obéit, c'eſt à ſon Prince légitime & cher que ce fantôme cache à ſa vue, mais qu'il ne peut dérober à ſon cœur. Ne préſageons point des tems fâcheux quand la Providence nous en accorde de favorables. Il eſt de fait que le Prince peut tout à préſent en France ſur les eſprits; c'eſt aſſez pour autoriſer un citoyen à mettre au jour celles de ſes idées qu'il croit pouvoir ſervir à l'avantage public. Les plus vagues imaginations peuvent avoir quelque utilité, quand des vues ſupérieures daignent les diriger & les réduire.

Il s'enſuit de ce que deſſus, qu'il n'eſt édifice politique ſi bien conſtruit, qu'on ne trouve dans ſon architecture des marques de l'antique barbarie de ſes premiers conſtructeurs. Il en réſulte encore que l'attention d'un Gouvernement éclairé doit ſe porter toujours à réformer ces reſtes de-

formes & deshonorans, & que le juſte & l'injuſte ſont le ſeul point ſur lequel cette attention puiſſe diriger ſes vues, ſans crainte de s'égarer dans le dédale des contradictions humaines. Il eſt évident enfin que ſi jamais aucun Gouvernement fut, par la qualité des acceſſoires, libre de travailler à cet ouvrage utile avec certitude de la facilité dans l'exécution, c'eſt le nôtre aujourd'hui.

Ce préambule pourroit ſervir d'introduction à un plan de réformation, c'eſt-à-dire, de diſcours de réception aux Petites-Maiſons. Mais on ſait par quelles gradations je me trouve en ce moment docteur *in utroque jure.* Je ne ſuis dans le principe que populateur; mais la population, quoiqu'un miracle continuel de la Providence, eſt néanmoins ſoumiſe aux arrangemens du Gouvernement.

Tant que les hommes ont eu de la terre pour s'éloigner les uns des autres, la population a pu s'étendre malgré les efforts deſtructeurs des paſſions humaines; mais cette reſſource eût été bornée & bientôt épuiſée ſans celle du travail & de l'induſtrie. En effet, toutes les premiéres peuplades étoient de paſteurs ou de chaſſeurs. Eh! combien peu d'hommes nourriroit la terre, ſi elle n'offroit à notre ſubſiſtance que ces ſecours-là! Nous les avons multipliés à l'infini par l'agriculture, & c'eſt le premier des moyens; j'en ai traité dans ma premiére Partie. L'induſtrie eſt le ſecond: celle-ci ſe diviſe en deux branches, induſtrie domeſtique, & induſtrie étrangére: j'ai parlé de la premiére dans ma ſeconde Partie. Comme elle eſt entiérement aſſujettie aux reſſorts de protection & d'encou*ragement* qui partent des vues du Gouverne-

ment & de ſon régime intérieur, j'ai été néceſſairement forcé à toucher cette corde-là; mais je l'ai fait légérement & avec le reſpect que doit un citoyen à l'autorité qui le protége, & à laquelle il doit ſa ſûreté. Dans cette troiſiéme Partie où je traite de l'induſtrie étrangére, je me trouve obligé, par la même continuité de chaînons rélatifs, à devenir Politique, comme j'étois Magiſtrat ci-devant. Tel eſt le principe & la gradation de toutes mes prétentions. J'acheverai ma carriére, parce que je l'ai commencée; mais quand ma miſſion volontaire ſera finie, reprenant, comme Eſope, mon ſarot & mes ſabots, je réſignerai toutes mes Charges, & redeviendrai Gros Jean comme devant.

Cependant croiſſant de la ſorte à chaque inſtant en dignités, mes devoirs augmentent proportionnément en étendue. J'ai cru, par exemple, pouvoir ſous-entendre dans la ſeconde Partie tout ce qui ſe rencontroit de rélatif, ſur le terrain que je parcourois alors, au Chapitre des Prohibitions que je traite en ce moment.

Ce n'eſt pas que je ne ſuſſe bien qu'avant que d'entreprendre de faire reſpecter le droit naturel dans l'univers, il ne fallût commencer par le faire regner chez ſoi. Sans ſortir des régles de prudence & de conduite que je me ſuis preſcrites, je pouvois, je devois peut-être rappeller combien de monumens de l'antique barbarie ſont encore vivans parmi nous. En déſignant les gabelles, &c. je n'aurois pas craint qu'on m'eût accuſé de vouloir tarir les ſources des revenus du Prince & de l'Etat. On ſait comment j'ai parlé ſur les impôts, & l'on n'imagine pas que je ſois aſſez peu fécond, pour ne pouvoir remplacer un filet impur autant que ſoi-

ble de finance par dix autres trois fois plus abondans, & dont l'établiſſement & le régime conformés au droit naturel, rentreroient pour le fond dans le grand principe que j'ai établi, qu'il faut que tout ici-bas donne en proportion de ce qu'il reçoit. Combien d'abus de régime compliqué, & de police recherchée n'aurois-je pas pu attaquer, & j'oſe dire, démontrer ridicules par le fait encore plus que par le raiſonnement; les priviléges & maîtriſes de corps & métiers, par exemple, tyrannie de détail & couvre-feu de l'induſtrie, & tant d'autres qui ſe ſont gliſſés dans la police, & y ont établi les plus crians abus du monopole ſous le prétexte de déraciner ceux de la liberté.

J'ai cru devoir omettre tout cela, tant pour éviter de choquer l'intérêt particulier, que pour ne pas m'engager dans des diſcuſſions qui demanderoient des volumes. J'ai d'ailleurs toujours craint de m'ériger en cenſeur public; mais ce qui eût peut-être ſoulevé bien des gens, ſi je l'euſſe entrepris dans le détail, on me pardonnera de le tenter en grand. Ce n'eſt là le territoire que d'un petit nombre de gens moins ſujets à ſe paſſionner, & qui entendent raiſonner les Auteurs politiques & moraux à peu près comme le vent ſouffler. *Laiſſons-les dire, pourvu qu'ils nous laiſſent faire*, eſt leur deviſe. Eux & moi, nous nous ſommes partagés ces deux genres de travaux, & il n'y a pas d'apparence que nous nous gênions réciproquement dans nos fonctions.

Me contentant donc à l'égard des prohibitions domeſtiques d'avoir dit qu'il eſt toujours néceſſaire de déraciner dans l'intérieur de l'Etat tout *ce qui y ſubſiſte de contraire au droit naturel,*

& que jamais les circonſtances, qui peuvent concourir à déſigner le tems opportun pour des changemens, ne furent plus favorablement réunies qu'elles le ſont aujourd'hui parmi nous, je paſſerai aux prohibitions étrangéres.

Parcourons les différens tarifs établis dans les ports de toutes les nations de l'Europe; retrouvons les traces premiéres de cette abſurde & ſcélérate ſcience qui bientôt a ſerpé dans tout l'univers au détriment de tous les peuples: cherchons dans les traités les monumens des travaux & des fineſſes de la politique pour tourner à ſon avantage ce moyen décevant de proſpérité excluſive; voyons dans les états de finance ce revenant-bon de la barbarie & de l'oppreſſion ſur la civiliſation & la liberté; ce recueil immenſe, cet arſenal de traits lancés & renvoyés contre l'humanité en général, ne ſeroit encore qu'un petit échantillon du nombre d'empêchemens que l'eſprit excluſif & d'intérêt a répandus ſur la ſurface de la terre, pour gêner l'induſtrie & la communication néceſſaire entre les hommes, qui eſt l'eſſence du commerce. Ne diroit-on pas que nous ſommes au tems des brigands & de la barbarie, où l'on ne connoiſſoit d'autre droit que la force, & d'autre loi que la néceſſité, avec la différence que les petits brochets ont ſervi de pâture aux grands, qui s'étant partagé l'étang, dominent chacun dans leur canton, & n'y veulent laiſſer engraiſſer que ceux qui vivent ſous leur protection, & qu'ils ſont ſûrs de dévorer plutôt ou plus tard, ſelon leur appétit ou leurs beſoins.

Quand l'imaginative de charger de droits une ſorte de marchandiſe qu'on veut diſcréditer, ſeroit auſſi recherchée & ſûre qu'elle eſt plate

& fautive, tout homme d'Etat eût dû la rejetter, par l'idée ſeule que l'invention n'en peut être ſecréte, ni le principe excluſif. Vous impoſez ici, l'on vous rend la pareille ailleurs: l'induſtrie y perd de toutes parts; mais le plus grand déſavantage eſt pour celle des deux nations qui eſt la plus prompte à ſe rebuter, la plus opiniâtre à conſommer, & dont le genre d'induſtrie eſt de la néceſſité la moins abſolue. D'après ce principe inconteſtable, je laiſſe à juger ſi nous gagnons plus que d'autres à cette méthode deſtructive.

Je ſais tous les *ſi* & les *mais*, dont les petits ſpéculateurs ont enluminé cette vaine ſcience. J'ai parcouru l'immenſe bibliothéque du pour & du contre; & c'eſt parce que je la connois, que dégouté des ſinuoſités de ce Méandre, j'oſe affirmer que qui n'en ſaura pas franchir les détours & tendre au delà, ne fera jamais rien de grand ni de ſolide pour le bonheur de l'humanité. On doit ſavoir de reſte de quel point de perfection eſt ſuſceptible l'action des reſſorts compliqués: ne voudra-t'on jamais connoître l'efficacité de ceux qui ſont ſimples?

En cela, comme en toute autre choſe, je n'ai qu'un ſecret, mais je le crois bon; & comme je n'ai juſqu'à préſent rien détruit que je n'aie mis quelque choſe à la place, je vais donner mon idée, qui n'eſt rien moins qu'impraticable pour le Roi Paſteur.

Il faut ſe rappeller ce que j'ai dit: premiérement que le commerce eſt à l'extérieur ce qu'eſt la vivification à l'intérieur; ſecondement, que nous avons tous intérêt à ce que nos voiſins tirent de leur territoire & de leur induſtrie toutes les reſſources poſſibles; troiſiémement, que

le commerce eſt de ſa nature incompatible avec toute autre domination que celle de l'induſtrie & du travail.

Raſſemblant en un point ces principes & les diverſes conſéquences que j'en ai tirées, quand je les ai traités chacun en particulier, ne pourroit-on pas ſe faire un plan général de débarraſſer l'induſtrie de toutes les entraves que lui ont donné de toutes parts l'aveugle cupidité & l'abus de l'autorité?

J'ai dit ailleurs, que le Roi Paſteur commenceroit par dégager l'intérieur de ſes Etats de tant & tant d'obſtructions établies dans les tems où chaque partie de l'Etat avoit ſes fonctions à part, & ne concouroit à former un tout que dans certaines circonſtances preſque toujours au choix de ceux qui dominoient dans les Provinces. Si depuis, l'avarice du Fiſc les a conſervées, on ſait qu'il eſt preſque dans tous ſes calculs auſſi éclairé que le ſeroit le laboureur qui n'enſemenceroit pas ſes terres, de crainte de ſe priver de la portion de grains néceſſaire pour cela; mais le Roi Paſteur qui, par les vues que j'ai détaillées ailleurs, n'a d'autre objet que d'établir une prompte & facile communication entre les différentes parties de ſon territoire, a fait tomber tous ces empêchemens, comme les barricades dans les rues de ſa Capitale, & tout eſt déſormais libre dans l'intérieur de ſon Royaume.

Il a fait plus; conſidérant que ce ſeroit perdre une partie des avantages de la ſituation de ſes Etats que de ne pas y offrir la liberté du *tranſit* aux marchandiſes & denrées des étrangers, dont la deſtination eſt au dehors de chez lui, & qu'il prive par-là ſes ſujets des profits du *nolis*, du dépôt, des commiſſions, &c. il lève

de toutes parts les barriéres, & préſente à l'univers étonné les droits de l'hoſpitalité, les avantages d'une communication toujours aiſée, & d'une police admirable dans ſes Etats. Tant de bienfaits l'ont déja rendu l'idole & l'exemple de l'humanité; s'élevant alors de ſa ſituation naturelle à cette nouvelle ſphére aquiſe à ſi bon droit, il entreprend enfin de rendre univerſels tous ces avantages, & voici comment il y réuſſit.

Il propoſe d'abord à ceux des Etats commerçans, qui n'ont preſque d'autres fonds que leur induſtrie, un traité de fraternité, portant ſuppreſſion totale de tous droits d'entrée ſur tout ce qui ſera apporté dans les ports de l'une des Puiſſances contractantes par les ſujets & vaiſſeaux de l'autre, de quelque nature qu'il puiſſe être, & de quelque pays qu'il ſoit apporté.

Certain d'avoir pouſſé chez lui l'induſtrie au point, que celle de l'Etranger ne lui damera jamais le pion, dès qu'elle aura le déſavantage des fraix de tranſport, il levera toutes les défenſes & prohibitions de manufactures étrangéres pour obtenir les mêmes avantages chez les autres, & ne prohibera que celles de la fabrication des peuples qui n'auront pas voulu entrer dans le Traité.

Je ne crois pas qu'on imagine cette négociation bien difficile à conclurre avec la Hollande, Hambourg, Génes, & autres Républiques qui ont quelques vues de commerce. Certaines Puiſſances du Nord, dont le Gouvernement eſt éclairé, y accéderoient bien volontiers auſſi: & s'il en eſt encore quelques-unes qui, par un bizarre aveuglement, renonçaſſent aux avantages du commerce, pour ſe conſerver cette deſtructive

tructive portion de leurs revenus qui provient des droits d'entrée ſur les matiéres indiſpenſables à la conſommation de leurs ſujets hériſſés d'ignorance & de miſére, on pourroit ſe contenter d'un réglement de tarif univerſel & uniforme, immuable également & reſpectif, au moyen duquel on recevroit leur acceſſion.

Le ſyſtême de l'univers eſt changé : le monde entier eſt connu, & les irruptions des Barbares ne ſont plus à craindre, à moins que le malheureux ſyſtême d'intérêt excluſif, dont la politique du commerce fait aujourd'hui la baſe de ſes ſpéculations, ne porte les nations policées à s'affoiblir réciproquement juſqu'à ce que quelque brigand ou chef de voleurs ſorti du fond de la Tartarie, dévaſte enfin le ſecond théâtre de la proſpérité humaine, comme leurs pareils ont autrefois déſolé le premier.

Une ſemblable révolution n'a pas d'apparence. Si nos vues de commerce & d'intérêt ſont encore bornées, c'eſt qu'elles ſont bien modernes ; mais les hommes vont loin en peu de tems, quand une fois ils trouvent le fil de quelque connoiſſance nouvelle ; & puiſqu'il me vient à moi, qui m'avoue très-médiocre, des notions claires & neuves ſur des matiéres au-deſſus de ma portée dans la pratique, que ne doit-on pas attendre dans peu des vues des vrais hommes d'Etat & de ceux que la Providence a doués d'un génie ſupérieur ? Il y a donc toute apparence que les hommes connoîtront bientôt leurs vrais intérêts en ce genre, qui ne ſont pas plus difficiles à concevoir que ne le ſont les ſubtilités de détail dont on enveloppe cette prétendue ſcience. On peut conclurre en conſéquence que les révolutions déſaſtreuſes, du moins celles dont

les hommes sont les auteurs, sont bannies de l'univers.

L'art de l'Imprimerie a multiplié, communiqué & étendu les connoissances; la découverte de la Boussole a facilité les communications; celle de la Poudre à canon a égalisé les forces, & rendu la férocité moins redoutable. Ces trois inventions assez voisines l'une de l'autre, & qui ont entre elles des rapports de désastre & d'utilité, forment ensemble une époque qui a changé la face du monde.

En tous les tems le commerce & l'empire de la mer ont élevé les peuples fort au-dessus de leur sphére naturelle; mais les nations belliqueuses, toujours sûres de détruire leurs rivales commerçantes en les attaquant dans leurs foyers, pouvoient étouffer le commerce, & remettre l'empire aux mains de la force, jusqu'à ce que, bannie par la prospérité qui engendre la mollesse, elle passât chez d'autres peuples pour regner de nouveau par leurs succès. C'est ainsi que Lacédémone victorieuse d'Athénes, concentra le commerce & la politique des Grecs, que celui de Tyr ne fut plus que dans la mémoire des hommes, pour avoir osé braver un Conquérant; que Carthage qui couvroit presque les deux mondes, disparut & entraina dans sa chute le commerce de l'univers; qu'Alexandrie enfin, étape du monde entier par sa situation & ses autres avantages, n'est plus qu'un monceau de ruines, pour s'être trouvée sur le passage d'un peuple, dont le cercle d'idées ne s'étend pas au delà de l'esprit de conquête & d'oppression.

Depuis les découvertes ci-dessus, tout a *changé* de face dans le principe; d'où la prudence *humaine* peut conclurre que tout en changera

dans les conſéquences. Le commerce s'eſt partagé, l'ignorance n'a plus été comme autrefois la compagne de la force; elle ſuit, au contraire, par-tout l'abatardiſſement & la langueur. L'empire de la mer a toujours à la vérité fait pancher la balance : cette vertu eſt ſon eſſence, & rien ne peut la lui enlever; mais les nations policées ont toutes ſenti cette vérité, & cherché à enlever cet empire à leurs ennemis. L'Eſpagne que la Providence avoit deſtinée à ſubjuguer & ravager le nouveau monde, jouiſſoit à peine de la domination des mers, qu'une poignée de ſes ſujets révoltés entreprit avec un courage merveilleux de la lui diſputer, & en vint à bout avec un ſuccès qui paſſa ſes eſpérances. De peuples proſcrits qu'ils étoient, ces favoris de l'induſtrie, devenus puiſſance importante, virent bientôt les Inſulaires leurs voiſins marcher ſur leurs traces, & leur faire d'un trait de plume la plus cruelle des guerres en pleine paix. La Hollande ſentit le coup tel qu'il étoit, & la plus acharnée des guerres maritimes alloit décider de l'empire diſputé, quand la France mêlée dans la querelle, d'abord comme alliée, & qui ſous ce perſonnage avoit attrapé une partie du gâteau, enſuite comme conciliatrice, devenue bientôt une rivale redoutable,

Peut-être troiſiéme larron,
Eût ſaiſi.....

ſi ſon maître, ſéduit par l'appas des circonſtances & par l'eſpoir de reculer utilement ſes frontiéres, n'eût donné d'autres ombrages à l'Europe, & n'eût forcé la Hollande, par la crainte de ſes propres foyers, de courir au plus preſſé

& de s'unir à ſa rivale pour s'aſſurer contre un tel voiſin. La continuation du mauvais ſyſtême volontaire de la France entraina celle du mauvais ſyſtême forcé de la Hollande. L'étoile & les forces prodigieuſes de Louis XIV. le maintinrent ſur cet élément comme ailleurs : ſes ennemis devinrent, il eſt vrai, les propriétaires & les laboureurs de la mer; mais il y campa toujours, ſoit en corps d'armée, ſoit avec des troupes légéres; & quoi qu'on en diſe, l'empire de la mer eſt non-ſeulement encore une chimére, mais même déſormais une chimére impoſſible à réaliſer. Vainement les Anglois prétendent-ils en être aujourd'hui les maîtres: l'objet ſeul de s'y rendre les plus forts les oblige à des dépenſes qui excédent leurs moyens, & les tient dans un état de contraction qui ne peut qu'entraîner un accablement abſolu. L'union de deux ou trois Puiſſances, même dans l'état actuel, les embarraſſeroit étrangement; & de ces trois, il en eſt deux qui, ſi elles connoiſſoient leurs forces & prenoient les moyens véritables pour en rendre l'exploſion maritime, les réduiroient dans peu d'années à tenir dans l'Europe le rang qu'ils y ont tenu de tout tems, & qui eſt aſſez beau pour qu'ils puſſent s'en contenter.

Il réſulte de tout ceci, que ſelon les loix de la prévoyance fondée ſur le cours des choſes paſſées, les incurſions de la barbarie ne ſont plus à craindre pour le monde policé, du moins dans le genre dont l'Hiſtoire ancienne nous donne tant d'exemples, c'eſt-à-dire, de façon à s'établir ſur la ruine entiére de l'induſtrie & des arts, & que les parties qui déſormais tomberont en décadence, périront par des maux de

langueur, dont pluſieurs cantons furent & ſont tour à tour attaqués.

La mer & les ſciences perpétuées ſauveront déſormais l'humanité du malheur de retomber en entier aux portes de l'abrutiſſement, & de recommencer les pénibles efforts de l'invention. Il réſulte encore que par un effet contraire, quoique rapproché dans le principe, la mer & les ſciences perpétuées ſauveront pareillement l'humanité du joug de l'intérêt excluſif, qui n'eſt autre choſe au fond que la Monarchie univerſelle. Qu'arrivera-t'il donc du froiſſement continuel de cet intérêt déifié de nos jours? Le voici. Il n'appartient qu'aux élémens arrangés expreſſément par une main toute-puiſſante pour ſe combattre ſans ceſſe ſans s'entre-détruire, de montrer à nos yeux ce miracle continuel; mais les choſes ſecondes ne participent nullement à ce prodige: il arrivera donc entre les peuples qui ſe diſputent l'empire de la mer & le commerce excluſif, qu'épuiſés de toutes parts par des efforts exceſſifs, obligés de ſurcharger les peuples pour fournir aux fraix d'une guerre diſpendieuſe, & aux accès d'une émulation dégénérée en haine tantôt ouverte, tantôt couvée ſous la cendre, ils ſe dépeupleront réciproquement.

Ainſi que les meubles précieux, & après eux les rats & les reptiles même fuient d'une maiſon prête à tomber, les mœurs, les ſciences, les arts, l'induſtrie, & juſqu'aux moindres talens méchaniques, tout abandonne un Etat en décadence. Le nouveau monde offre à l'humanité exilée les mêmes avantages qu'elle trouvoit dans l'ancien; & ſi les hommes demeurent toujours auſſi barbares qu'ils le ſont encore,

quelque jour ſes peuples diviſés, auſſi peu inſtruits par nos malheurs que nous le ſommes par ceux des pays où les Antiochus & les Ptolomées ſe faiſoient autrefois la guerre, ſe diſputeront avec acharnement les pelleteries de nos déſerts.

Le projet donc de fraternité entre les peuples commerçans, loin d'être idéal & imaginaire, eſt le ſeul qui puiſſe remettre la cupidité à ſa place; elle eſt bonne quand elle obéit, exécrable quand elle commande. De paſteurs des humains, les Souverains cupides en deviennent les bouchers: les uns & les autres conduiſent les troupeaux; mais les premiers au pâturage, les autres à la mort.

Le Souverain, qui perſuadé de l'utilité & de l'abſolue néceſſité du traité général propoſé ci-deſſus, & que je ſuppoſe ici peu inſtruit de l'opiniâtreté des faux calculs de l'intérêt, penſeroit d'abord que les plus grandes difficultés à l'exécution de ſon projet viendroient de la part des Puiſſances qui ne font aucun commerce maritime, & qui, accoutumées à jouir des droits perçus ſur les marchandiſes que les nations induſtrieuſes apportent dans leurs ports, ne voudroient point borner à cet égard leur pouvoir, dans l'eſpérance d'obtenir les mêmes immunités dans une ſorte de commerce inconnu à leurs ſujets, ne doit point être arrêté par ces foibles conſidérations. J'ai dit ci-deſſus par quel moyen on pourroit faire entrer ces Puiſſances dans nos meſures, en les modifiant en leur faveur; & je ſuis perſuadé que ſi par une conduite toute contraire à celle des conſeils de commerce d'aujourd'hui, & par une généroſité que j'ai démontrée utile & néceſſaire dans les premiers

Chapitres de cette troiſiéme Partie, au lieu de chercher à perpétuer l'ignorance & la pareſſe des nations qui n'entendent ni le commerce, ni les manufactures, on les aidoit & encourageoit au contraire, par tous moyens, à établir chez elles l'une & l'autre de ces richeſſes, ces nations entreroient bientôt avec une confiance entiére dans toutes les vues de leur bienfaiteur.

Peut-être que d'abord les plus grandes difficultés viendroient de celles des Puiſſances commerçantes, dont l'ambitieuſe cupidité eſt fomentée par l'orgueil, & ſervie par de grandes vertus de patriotiſme, de conſtance, &c. Une nation, qui ſe laiſſe journellement bercer dans les écrits de quelques viſionnaires du faux eſpoir, qu'elle peut & doit envahir le commerce univerſel, & qui (je l'oſe dire, moi, l'ami du genre humain) autoriſe également la fraude & la violence, ou du moins la ſouffre dans ſes branches, pourvu que l'intérêt de l'inſtant ſe trouve au bout; une nation, qui conſerve précieuſement dans ſes faſtes comme monument de la légiſlation la plus éclairée, & obſerve ſoigneuſement dans ſa conduite la teneur de l'acte le plus tyrannique qui jamais ait été propoſé à un peuple qui prétend s'unir à l'Univers entier par les liens du commerce; cette nation, dis-je, pourroit bien enviſager comme formé contre elle un plan de liberté générale & univerſelle ſur la mer, & de communication libre & fraternelle entre tous les peuples. Il eſt pourtant vrai de dire que nulle part plus que chez ce peuple altier, il ne nait à la fois d'hommes ſupérieurs & clairvoyans en grand. Il eſt en conſéquence à préſumer que, dans l'hypothéſe de l'exécution de tous les plans d'utilité & d'améliora-

tion proposés dans mon Ouvrage, ces hommes attentifs auroient dès long-tems examiné les opérations, & approuvé les vues du Roi Pasteur; que la nation entiére auprès de laquelle les bons conseils prévalent toujours à la fin, auroit antécédemment profité dans bien des détails des bons exemples de son voisin, & que par-là plus disposée à juger favorablement de ses projets, elle seroit plus susceptible de persuasion sur l'utilité de ceux auxquels son accession seroit nécessaire.

En la supposant dans cette disposition, je ne vois pas ce que des têtes sages pourroient opposer dans le Parlement d'Angleterre à la proposition d'accéder au traité de fraternité universelle en fait de commerce. Il seroit aisé de leur prouver d'abord que leur célébre acte de navigation étoit une folie dans le tems même où il fut proposé, quoique les incidens qui porterent alors d'un autre côté les vues des Puissances étrangéres, en aient procuré le succès. En effet, si Louis XIV. que les Anglois ont tant combattu, & qui les a si bien servis, pendant tout le cours de son regne, n'eût attiré sur lui la jalousie & les craintes de l'Europe entiére; si l'Espagne, la France, le Dannemarck & la Suéde sentant comme on l'auroit dû les conséquences de souffrir qu'une nation par un acte de commerce osât déclarer toutes les autres pestiférées pour ses ports, & se réservant le privilége de faire par-tout le commerce en toute espéce de denrées & marchandises, osât prescrire la nature de son chargement à tout vaisseau qui n'auroit pas le bonheur d'être Anglois; si ces Puissances, dis-je, également *intéressées* à cette injure faite au genre humain,

avoient pris des meſures combinées contre cet attentat à la liberté publique, les Anglois auroient honteuſement reculé. Au lieu de cela chaque Puiſſance regarda cet affront comme étranger à ſon fait, & contente d'obtenir la permiſſion d'apporter chez la reine des nations les denrées de ſon cru, ne vit de léſés dans cet acte, que les Hollandois voituriers immenſes, & cultivateurs preſque nuls.

Mais eſt-ce un ſoulagement pour moi, quand la moitié de ma maiſon brûle, ſi celle de mon voiſin ſe trouve conſumée toute entiére? L'acte de navigation, loin d'être une des dépendances du droit de ſouveraineté que chacun a chez ſoi, étoit un attentat tyrannique contre le droit des gens; & comme tel devoit être réprimé, ſi ce n'eſt par une ligue générale, du moins par une ſemblable prohibition chacun chez ſoi, uniquement pour les Anglois. Cet acte le ſeroit aujourd'hui, que toutes les nations viſent à être commerçantes, s'il étoit queſtion de le faire éclorre.

Je doute qu'il fût plus mal-aiſé de démontrer dans le même ſens, que toutes les prohibitions uſitées de nos jours péchent également contre la juſtice & contre le bon ſens; & tout me porte à croire qu'en étendant plus qu'il ne convient à mon plan, les détails du projet que je propoſe, on parviendroit à faire entendre à l'Angleterre, que ſes peuples aujourd'hui mieux établis que tous autres ſur la mer, auroient un avantage réel & prompt à l'établiſſement de la liberté univerſelle.

Et pourquoi ſe figurer des monſtres où peut-être ils ne ſont pas? Combien de commerces lucratifs que cette nation fait par interloppe,

ſupportant les fraix de la fraude & les périls du brigandage, & dont l'appas les pourroit faire entrer dans les vues du Roi Paſteur! Combien de motifs de guerres ruineuſes rayés ſur le livre des calamités du genre humain! Quel accroiſſement dans le reflux immenſe des denrées & marchandiſes, dont les plus habiles navigateurs auroient le premier profit, & du moins ceux du *nolis*, &c. Depuis long-tems je ſuis d'aſſez près, quoique dans mon cabinet, les progreſſions de l'eſprit Anglois dans ſes vues, dans ſes actions & dans ſes délires; car il y en a partout. J'efface, autant qu'il m'eſt poſſible, de nos rélations les nuages du préjugé, & des leurs, les exagérations de l'enthouſiaſme; je tâche de les juger ſans partialité dans ce moment même, où les préventions contre eux m'environnent de toutes parts. Je me trompe fort, ou les différentes vues de détail qui, dans un ouvrage moins ſommaire que celui-ci, jetteroient un jour avantageux ſur les conſéquences de mon ſyſtême, les frapperoient bientôt plus efficacement que tous autres.

En ſuppoſant toutefois que quelque Puiſſance, telle qu'elle pût être, refusât de ſe prêter à ce nouvel arrangement, ſoit en totalité, ſoit avec les modifications que j'ai admiſes en faveur de celles qui n'exportent rien, fort ou foible (ce qui me ſeroit égal en matiére d'Etat où la juſtice ſeroit la ſeule alliée offenſive & défenſive dont je vouluſſe dépendre) j'aiderois au privilége excluſif de ce peuple opiniâtre par la plus décidée des opérations.

Je n'aurois point recours à la force pour contraindre des peuples libres à concourir à leur *propre* avantage; car chacun eſt le maître chez

ſoi. Je défendrois à tous les ſujets de l'Etat, comme crime de haute trahiſon & au premier chef, tout commerce direct ou indirect avec la nation qui m'auroit renié pour ſon frere. Cette loi proclamée avec les plus grandes ſolemnités, & revêtue de toutes les formes qui pourroient la rendre authentique, ſeroit encore redoutable par les peines qui ſuivroient ſon infraction. La tête du fraudeur ſeroit miſe à prix, ſa maiſon raſée, ſa poſtérité déclarée infame juſques à la derniére génération.

Vainement allégueroit-on contre cette ſévérité, que les peines diſproportionnées aux crimes, ſont un abus contraire aux mœurs, & qui avilit les loix. Perſonne ne connoit mieux que moi la vérité de cet axiome dans le courant de la ſociété; mais la néceſſité de ce régime dans le tronc a des exceptions dans les branches. La lenteur des formes reçues dans l'adminiſtration des loix civiles feroit auſſi mal dans un camp, que le deſpotiſme d'un Général d'armée, ou d'un Capitaine de vaiſſeau dans ſon bord ſeroit dangereux dans le tribunal de la Juſtice. Le commerce eſt une branche de la ſociété; la célérité eſt ſon élément, & conſéquemment les loix tranchantes ſon régime. A conſidérer d'ailleurs dans celle que je propoſe les vues du Légiſlateur, il eſt aiſé de ſentir que celles-ci étant d'une utilité du premier ordre, ce qui les dérange mérite d'être réprimé par des peines proportionnées. Quoi qu'il en ſoit, ennemi juré du pour & du contre, dès que je vois juſtice devant moi, j'établirois cette loi; je la ferois obſerver, & (ce qui, ſelon moi, eſt l'ame de toute police & de tout Gouvernement) je prendrois en contravention quelqu'un dont le procès & la ca-

nition rendus publics, effrayeroient pour long-tems les plus hardis.

En cet état, permis ſeroit aux nations prohibées d'établir chez elles les mêmes défenſes; je ne m'en reſſentirois aucunement ni ſur terre ni ſur mer, & nous vivrions de la ſorte, comme gens qui ne s'entendent ni ne ſe voient.

Qu'en arriveroit-il alors? On peut concevoir la choſe ſous deux hypothéſes. La premiére eſt que chacun de ſon côté ſeroit réduit à ſon propre fonds. En ce cas, celui qui en auroit le plus, auroit le dernier; & je ne vois pas que celle-là fût à notre déſavantage avec qui que ce puiſſe être. La ſeconde plus conforme à la tournure actuelle des choſes, c'eſt que chacun de ſon côté feroit concurremment le commerce chez les nations neutres, & ſolliciteroit l'excluſion de ſon rival. Oh! dans ce cas, je demande pour laquelle des deux parleroient la juſtice, les faits & les vues d'utilité? Ne ſeroit-ce pas pour celle qui renonçant à tout privilége particulier, ne demande de franchiſes que celles qu'elle offre, & d'avantages que ceux qu'elle procure?

Enfin, ou la nation Cananéenne a, au moment de l'interdiction, plus de commerce que nous, ou elle en a moins. Si elle en a plus, la perte d'une branche conſidérable lui doit être plus ſenſible; ſi elle en a moins, elle eſt moins en état de ſe récupérer ailleurs de ce qu'elle perdroit chez nous. Je ſais qu'on peut me retorquer l'argument; mais d'une part, on ne ſauroit m'ôter l'avantage d'avoir la juſtice de mon côté, & un objet fixe au lieu d'un but idéal: de l'autre, je vois d'ici à peu près quelles pourroient être ces puiſſances; je connois des vues *chez elles*, ainſi que des moyens chez moi, qui

feroient prévaloir mon parti. J'en dis assez ; mais je m'en réserve peut-être encore davantage.

Cependant ce seroit pousser trop loin le château en Espagne, que de donner comme probable l'espérance, qu'un pareil état de tension pût durer sans occasionner une guerre ouverte entre des nations rivales, & déja aigries par l'interdiction mutuelle du feu & de l'eau. C'est ici que je rappelle ce que j'ai écrit à la fin du Chapitre précédent, quand après avoir établi une florissante marine militaire chez nous, & les moyens de la soutenir & de la diriger de façon qu'elle soit en état de nous faire respecter par-tout, j'ai dit que j'allois ajouter à tant de ressorts naturels & qui naissoient de la chose, des moyens étrangers & qui nous deviendroient propres.

Revenons, en effet, sur la suite d'objets que j'ai présentés dans le cours de cet Ouvrage ; peignons le Roi Pasteur environné d'un peuple immense qui bénit la douceur & la vigilance de son Gouvernement, ouvrant ses chemins, ses villes & ses ports aux étrangers qui jouiroient chez lui des mêmes avantages que ses regnicoles. Montrons ce Prince magnanime, qui d'une part a persuadé l'Europe de sa modération, & de l'autre, montré que cette vertu est fondée en principes, & qu'étant chez lui l'ame de la justice, il en veut être l'arbitre ailleurs. Bienfaisant pour tous ses voisins, il leur a communiqué les arts qui font sa prospérité, enseigné ses manufactures, encouragé chez eux l'art de la navigation ; ils lui doivent tout enfin, & il ne leur demande rien.

En cet état, il leur présente un traité dont tout l'objet est de rendre libre la mer & les communications, le travail & l'industrie. Ce traité

viſiblement utile pour la plupart des Puiſſances auxquelles il eſt propoſé, a été ſigné, comme je l'ai dit, par pluſieurs d'entre elles qui en ont viſiblement gouté les fruits. Concevez, s'il ſe peut, quel accroiſſement de réputation doit avoir procuré à ce Prince une telle conduite. Chacun ſait que la réputation eſt le premier des biens pour tout homme, en quelque claſſe que la Providence l'ait placé; mais que ce bien devient plus important pour chacun d'eux en proportion de l'élévation de ſon état. Un Roi de haute renommée eſt la principale, &, pour ainſi dire, l'unique force de ſon Etat. Or, ſuppoſant que ce Prince, ami des hommes, dont toutes les démarches & les vues ſont à découvert, dont toute la politique eſt ſur les lévres, ſoit obligé d'employer le glaive pour ſoutenir la cauſe de l'humanité; peut-on penſer que cette guerre ne devienne pas bientôt la cauſe commune de toutes les Puiſſances alliées? & c'eſt alors qu'affranchi par la Déclaration de guerre des entraves de la juſtice qui me défendoit de contraindre même pour impoſer le joug de l'humanité, je ne ferois de traité que celui dont la baſe ſeroit l'acceſſion à la confraternité univerſelle dans le commerce.

Tel eſt le ſeul joug qu'il ſoit permis d'impoſer à ſes voiſins, & le ſeul empire qu'il ſoit utile & pratiquable d'exercer ſur eux. Et qu'on ne m'accuſe pas de donner ici un rechauffé de Platon & de ſa République. Ce rare génie bâtiſſoit en l'air, & moi je parle d'après les faits tels qu'ils ſont, & j'en tire des arrangemens ſubſéquens, tels qu'ils doivent être.

Je ne vois ſur tout cela qu'une objection *réelle* à me faire, qui eſt celle du Fiſc. Votre

entiére liberté de communication, me dira-t'on, entraine d'une part la ſuppreſſion de tous droits & douanes intérieures, qui, ſelon vous, ne ſont que des obſtructions contraires à la circulation; de l'autre, celle des droits d'entrée & de ſortie des ports: par où donc remplacerez-vous le déchet énorme que votre plan cauſe aux revenus de l'Etat? & comment le Roi qui ne fait point le commerce, profitera-t'il de celui de ſes ſujets? Ne nous alléguez point ici vos axiomes philoſophiques & rebattus, que les richeſſes des peuples ſont celles du Prince; qu'où il y a plus d'hommes, les ſervices ſont à meilleur marché, d'où s'enſuit qu'un moindre numéraire équivaut à un plus grand; que des peuples riches & contens ſont toujours prêts à ſe ſaigner pour l'honneur & l'utilité de leur Prince; que la réputation eſt le plus grand des biens, & autres ſentences de cabinet. Nous avons aſſez entendu de tout cela; nous ſaurions auſſi, ſi nous voulions ſavoir, que plus les peuples ſont riches, plus ils ſont attachés à leurs richeſſes, & d'autant moins diſpoſés à s'en deſſaiſir; qu'où il y a plus d'hommes, il faut plus de nerf pour les contenir; que les Princes de la plus haute réputation, Salomon, ou, ſi l'on veut, Louis XIV. ſont ceux qui ont le plus accru leurs finances, &c. mais tout cela ne fait rien au fait. L'extraordinaire des guerres, la marine, la politique, la juſtice, la police, la maiſon du Prince, ne ſeront point entretenus avec des axiomes moraux; ainſi donc remplacez au tréſor d'un côté ce que vous lui ôtez de l'autre, ſinon l'on ne vous fera ſeulement pas l'honneur de vous ranger dans la claſſe des ſuivans de *Sir Politick*, qui viſionnaires de bonne foi, méritent

du moins quelque indulgence comme tous bien intentionnés; mais ſinge du renard ſans queue, vous ſerez ſifflé comme ayant, en vertu d'une dialectique auſſi foible qu'abondante, entrepris de nous démontrer que les fiévres quartes nous ſont bonnes.

Ce n'eſt peut-être pas des gens du Fiſc que viendroient ces objections. Ceux d'entre eux qui n'entendent que leurs calculs, ne liſent & ne commentent que Barême, & les autres plus éclairés ſavent bien que le mieux eſt poſſible; mais incertains ſi le mieux public concourroit avec le mieux particulier, ils parviennent à penſer, à force de le dire, que tout ce qui eſt, eſt bien, & qu'il ſuffit, pour être homme d'Etat, de faire l'office du jour le plus rondement & le plus utilement qu'il eſt poſſible : mais de quelque genre que puiſſent être les auteurs de ces objections, qui, je l'avoue, peuvent du moins venir à l'eſprit de bien des gens, je leur répondrai ſommairement, & ſans répétition de mes anciens principes où je ne crois pas avoir rien biaiſé : 1°. Que je n'ai jamais prétendu rendre les ſujets de l'Etat riches; mais au contraire, l'Etat riche de ſujets. 2°. Qu'en avouant qu'où il y a plus d'hommes, il faut plus de nerf pour les contenir, je demande ce que c'eſt que ce nerf. Si, ſelon mes Critiques, ce nerf eſt la finance, je conviendrai que j'ai fait autre part que chez eux mon cours d'anatomie; mais j'ai ouï dire que le plus riche & le moins nerveux des Souverains eſt le Mogol; & l'hiſtoire des révolutions d'Empires nous montre que dans le conflit de deux nations, la plus riche a toujours ſuccombé. Si, au contraire, le nerf eſt la *police intérieure*, & les forces de terre & de mer,

tout

tout cela n'agit que par des hommes; & qui en a le plus, a le plus de nerfs auſſi. 3°. Que les Princes, qui doués d'ailleurs des plus grandes qualités, ont abuſé de l'obéiſſance de leurs ſujets pour pouſſer trop loin les reſſources de la finance, ont préparé par cet éclat éphémére les plus fatales révolutions, des ſciſſions d'Empires, des banqueroutes d'Etat, &c. mais que Cyrus, Charlemagne & autres, dont le nom ſera toujours un éloge, ont fait les plus grandes choſes ſans moyens extraordinaires, & ayant toujours en horreur de fouler les peuples. Pour en venir enfin au point principal, & oubliant pour ce moment-ci par combien de raiſons de fait j'ai prouvé que le Roi Paſteur doubleroit ſes revenus en cultivant ſes terres, j'offre un dédommagement tout ſimple de la diminution de revenus occaſionnée par la ſuppreſſion des douanes, & autres droits perçus en ce genre dans l'intérieur du Royaume & ſur nos frontiéres : & quel eſt-il? accroiſſement d'impôts ſur les terres. Je m'explique.

Il a paru cette année un Ouvrage ſous le titre de *Mémoire S. L. E. P.* Ce morceau qui traite d'un des détails du régime domeſtique, montre dans l'Auteur des connoiſſances en ce genre que je n'ai pas; mais, ou je me trompe fort, ou toutes ſes idées en grand rentrent dans mon plan. Quant aux détails qui paroiſſent traités avec une grande vérité, ils démontrent, du moins par le fait, qu'il eſt très-poſſible de voir des peuples qui fourniſſant au Prince des ſubſides au moins auſſi forts que leurs voiſins, s'impoſent encore volontairement des ſommes conſidérables pour leurs dépenſes particuliéres, uniquement encouragés par les avantages d'une

ſorte de liberté intérieure, & d'une répartition établie ſur un tarif fixe & permanent.

Ces deux choſes ſont tellement de droit naturel, qu'on ne peut regarder les arrangemens contraires à cette façon d'être qui ſubſiſtent encore, que comme de ces reſtes d'enfance que l'âge mûr corrigera dans peu; mais il réſulte de ces notions une preuve de fait, que les terres, dans l'état même où ſont les choſes, pourroient porter plus qu'elles ne font au moyen de ces deux conditions. Oh! maintenant, ſi revenant ſur la ſuite de principes inconteſtables par leſquels j'ai démontré que tout vient de la terre, que tout produit part delà, quelque altération & changement que le travail ait procuré à la matiére premiére, que toutes les charges portent en poids ſur la terre, que toute induſtrie la fait valoir, & conſéquenment que tout commerce eſt à ſon profit; ſi, dis-je, ſe rappellant cette ſuite d'inductions toutes ſimples, & que je n'ai pas inventées, on veut ajouter encore à ces avantages démontrés ceux qui, dans l'ordre économique que j'ai établi, doivent réſulter du baiſſement des intérêts, & de l'extinction ou diminution des rentes, qui doivent porter le prix de la terre à un taux ineſpéré, l'on verra qu'en cet état le propriétaire payera dix pour gagner cent; que ſa tourbe, ſon grais, ſon ardoiſe, tout enfin ce qui n'avoit point de prix, en aquerra juſqu'à vingt pieds ſous terre, & qu'il ſe trouvera trop heureux d'acheter par une légére ſubvention le concours de l'induſtrie univerſelle ſur ſon fumier.

Voilà tout mon ſecret: je n'en eus jamais que de ſimples, & à vrai dire, je ne fais aucun cas *des autres.* D'ailleurs, on ne doit pas s'atten-

dre à trouver ici des projets de finance. Quand j'aurois cet esprit-là, il me seroit absolument inutile. Je n'en suis cependant pas tellement dépourvu, que je ne puisse faire une offre comme feu Girardin; c'est qu'on fasse un relevé de ce que valent les douanes du Royaume, qu'on prélève ce qu'il en coute pour l'entretien des préposés & les fraix de la gestion de cette partie, & que le produit en soit établi sur le pied de la meilleure année en dix: j'offre alors de m'en charger, & d'en donner le double au Roi, sauf à en traiter avec tels gens qu'il me plaira, étrangers, nations ou particuliers, compagnies, chambres du commerce, provinces, communautés, &c. sans exiger que l'autorité me prête main-forte en quoi que ce soit, & promettant en outre qu'on ne payera nulle part aucuns droits de douane, d'entrée ou de sortie ni dans le Royaume ni sur la frontiére. C'est, je crois au fond, avoir trop répondu à cette objection: revenons.

L'intérêt exclusif, semblable à ces fruits trompeurs qui sous une belle apparence cachent un venin corrosif, n'est autre chose qu'un poison lent qui ronge & détruit également celui qui le prépare, & celui qu'il attaque. Comment un Gouvernement, dont les démarches & les conseils tendent hautement à cet intérêt, peut-il attendre de ses sujets quelque fraternité entre eux, quelque soin de la gloire de l'Etat, quelqu'amour de la patrie? Ses voisins lui sont étrangers, parce qu'il n'a avec eux qu'un rapport fecond, si l'on peut parler ainsi; il le sera de même aux habitans des provinces de l'Etat, qui ne le regarderont que comme une puissance étrangére attentive à s'enrichir des dépouilles de la vraie patrie, & ne verront sa domination que

comme une ſurcharge : l'habitant d'une ville particuliére aura les mêmes ſentimens pour le corps de l'adminiſtration générale de la province ; le pere de famille pour la communauté ; l'enfant s'accoutumera à regarder ſon pere & ſes freres comme des Vampires qui le deſſéchent & rendent ſa condition plus mauvaiſe. Toutes les paſſions particuliéres enfin tendront à la diſſolution de la ſociété générale, & l'intérêt déguiſé ſera le lien unique des citoyens entre eux, ſemblables à ces animaux de carnage qui s'aident & s'uniſſent en quelque ſorte pour la rapine, toujours prêts à s'entre-dévorer pour le partage de la proie.

Je m'entens oppoſer de toutes parts, que l'Hiſtoire démontre preſqu'en tous lieux que l'amour de la patrie n'eſt point du tout une branche de cette douce & recommandable vertu qu'on appelle l'humanité ; que les peuples qui nous ont donné les plus grands exemples de la premiére de ces vertus, ont toujours été ceux qui fraterniſoient le moins avec les étrangers ; que les Juifs les avoient en horreur, les Grecs en haine, les Romains en mépris ; & que l'Anglois, qui d'entre les peuples modernes eſt celui où le patriotiſme eſt le plus en recommandation, fait de ſon droit de naturalité le titre le plus excluſif & le moins communicable ; que ce ſont cependant les peuples qui eurent le plus de proſpérité & de durée. Cette objection vaut peut-être la peine d'être diſcutée.

Les Juifs, à les examiner dans le point de vue qui nous eſt ordonné, devoient, ſelon les vues de la Providence, éviter toute communication étrangére pour conſerver dans toute ſa *pureté* le dépôt précieux de la Loi écrite, &

ſe garantir de la corruption de l'idolâtrie qui les environnoit de toutes parts. La même Loi nous ordonne aujourd'hui d'être tous freres; mais ce n'eſt point dans ce ſens-là que nous conſidérons les choſes. A les voir donc uniquement en politique, je demande ſi l'Hiſtoire entiére des Juifs, ſi leur infortune éterniſée offre un tableau bien concluant pour le dogme de l'intérêt excluſif.

Les Grecs toujours diviſés entre eux, toujours jaloux de la proſpérité publique & de la vertu des particuliers, nous font voir dans l'Hiſtoire de leur Gouvernement intérieur, le théâtre le plus rebutant de l'inconſéquence humaine; les différentes petites Républiques, qui partageoient entre elles cette partie des beaux arts & des grands talens, s'uſerent, pour ainſi dire, les unes contre les autres. Les Grecs conquérans furent les pires des maîtres; les Grecs aſſujettis, les plus vils des eſclaves.

Les Romains aimerent leur patrie par-deſſus toute choſe; mais qu'étoit-ce que cette patrie? l'univers entier, dont l'empire promis à leur poſtérité, faiſoit le premier de leurs préjugés; toutes leurs guerres, tous leurs traités tendoient à cet objet unique: leurs ennemis les plus cruels une fois aſſujettis, entroient en part des priviléges des citoyens, & faiſoient portion de la patrie. Ils marcherent de la ſorte à la Monarchie univerſelle; & ſi dans les tems de leur proſpérité ils devinrent orgueilleux & inhumains, ce fut un vice d'un Gouvernement étendu par delà les bornes naturelles de ſa conſtitution. Proſpérant comme guerriers, ils déclinerent comme citoyens, ſitôt qu'ils eurent pris des Grecs la manie de traiter de barbares les étran-

gers, juſqu'aux tems où ces barbares étouffèrent enfin leur civilité, comme le feront toujours tous barbares qu'on regardera conſtanment comme tels.

Quant aux Anglois, un principe d'honnêteté & de pudeur doit empêcher un Ecrivain qui ſe reſpecte de diſſerter ſur les nations vivantes; mais ſentant bien qu'en tout & par-tout je ne parlerai que comme ami des hommes, j'oſe dire mon avis ſur leur droit de naturaliſation, dont ils étendent d'une part, & reſſerrent de l'autre le privilége. Rien n'eſt ſi inconſéquent que de les voir d'un côté réſiſter dans leur iſle à l'évidence de l'utilité de la naturaliſation des étrangers, qui leur eſt miſe ſans ceſſe devant les yeux par les diſcours & les écrits des citoyens éclairés; & de l'autre, admettre & attirer même dans leurs colonies les Proteſtans de toutes les régions de l'Europe. Une raiſon puérile, & pour cela même frappante, leur ſervira pour motiver cette inconſéquence. C'eſt, diront-ils, que le terrain & par conſéquent l'objet du travail eſt immenſe dans les colonies, & borné dans la métropole. J'ai répondu dans tout cet Ouvrage à cette futile objection : ſi le terrain & le travail ſont portés au plus haut point de production en Angleterre, les étrangers ne trouveront pas de place, & vous ne riſquez rien à les admettre; mais ce *ſi*-là eſt le pendant de celui qui dit : *Si le ciel tomboit*. Vous vous flattez d'envahir le commerce du monde, ou du moins vous voulez en conquérir & conſerver la plus grande partie : le commerce du monde en eſt l'empire, vous le ſavez; étendez donc, comme les Romains, le nom Anglois ſur *tout ce qui voudra bien le porter*. Je ne connois

d'autre reſſort de puiſſance que des hommes, & la fable de la grenouille ne repréſente rien mieux qu'un petit peuple qui prétend à un grand empire. Mais pourquoi combattre chez les Anglois, comme un faux calcul de droit, une mépriſe de fait qui n'eſt qu'un reſte de barbarie & d'erreur populaire chez une nation où les cris du peuple prévalent ſouvent ſur les bonnes raiſons? Je l'ai dit, la conduite des Anglois dans leurs colonies prouve qu'ils ont ſenti le faux de ce préjugé, & c'eſt à tort qu'on les accuſeroit de judaïſer en ce genre.

Si ce ſentiment pouvoit être bon à quelque choſe, ce ne ſeroit qu'à un petit peuple, dont toute l'ambition ſe borneroit à ſe tenir bien enſemble & maintenir ſa liberté : cependant tous l'ont abandonné; & les Suiſſes, nation peut-être la plus ſage & la plus heureuſe qui ait encore paru, reçoivent chez eux, ſans aucune difficulté, les étrangers qui viennent s'y établir.

Enfin, la même raiſon qui a établi chez toutes les nations policées la défenſe des mariages entre proches, milite contre l'excluſion étrangére. On a voulu lier les hommes par des alliances & confondre les familles, les unir, de peur que les plus fortes n'étouffaſſent les plus foibles, provigner, pour ainſi dire, les reſſources & les talens en tout genre. Qu'eſt-ce que les nations? ſinon de grandes familles. Le devoir des Légiſlateurs eſt de les unir entre elles, de faire tomber, d'abord quant au perſonnel, enſuite pour la généralité, ces odieuſes diſtinctions de regnicoles & d'étrangers. Le globe entier eſt contigu; tous les pays ſont voiſins, tous les hommes ſont freres.

Loin donc, à plus forte raiſon, tous ces mal-

heureux droits d'aubaine, de bris & naufrage, de péage, &c. comme autant de reſtes d'une aveugle barbarie, & de dérivés de la loi du plus fort, loi plus dangereuſe encore pour les puiſſans que pour les foibles. Peuples & Souverains, rivaux de puiſſance & de grandeur, je ſais le ſecret de faire prédominer infailliblement celui de vous qui le premier voudra m'en croire, & ce ſecret le voici. Celui qui le plus conſtamment voudra prendre la deviſe & la conduite de l'ami des hommes en général, regnera ſur leurs cœurs & leur affection, ſorte d'empire d'où naiſſent tous genres de proſpérité.

Il s'enſuit de tout ce que deſſus, que ce beau ſecret de la politique commerçante, qu'on appelle *probibition*, n'eſt qu'une groſſe bêtiſe qui ſuppoſe des grues dans nos voiſins quand elle emploie l'artifice, & qui devient la plus ſordide injuſtice quand elle ſe ſert de la violence. Ce genre de loix contraires au droit naturel, n'eſt propre dans l'intérieur qu'à faire haïr & mépriſer, comme ſatellites de la tyrannie, les gens prépoſés au maintien de leur exécution; qu'à entretenir vagabonds ſes infracteurs aux dépens des ſujets de l'Etat; qu'à donner enfin dans l'opinion publique la préférence aux étoffes & denrées étrangéres ſur les nôtres; au dehors, qu'à entretenir un germe de diviſions, & de mal-vouloir qui ne peut manquer de dégénérer fréquenment en guerre ouverte au détriment de toutes les parties. Toute paix ne ſera jamais dans le réel qu'une tréve, tant que le mal ne ſera pas déraciné dans ſon principe; & ce principe, ce ſont *les probibitions.*

Ce dernier raiſonnement paroîtra ſingulier, *en ſe* rappellant l'hiſtoire des guerres qui ont

affoibli & ravagé l'Europe depuis pluſieurs ſiécles; mais quand j'en ſerai à cet article, j'eſpére faire voir que le ſyſtême a changé, & que déſormais on ne doit plus craindre que des guerres de commerce : les autres ne ſeront que des feux de paille faciles à éteindre; cela ſe verra dans ſon tems. Je finis ſur l'Article des Prohibitions, dont chaque branche produiroit un volume; mais il eſt des choſes dont la ſubſtance ſeule ſuffit.

CHAPITRE VI.

Des Colonies.

LE monde entier ne s'eſt peuplé que par colonies. Soit qu'on adopte le ſyſtême de population premiére que la foi nous enſeigne, & dont chaque pas que l'on fait vers la connoiſſance de l'Hiſtoire du genre humain, nous fait retrouver les traces, & nous confirme la vérité; ſoit auſſi qu'on veuille ſe jetter dans la mer immenſe d'incertitudes & d'inexplicabilités que rencontre le Pyrrhoniſme, on ne ſauroit, ſans révoquer en doute ſa propre exiſtence, nier que le monde ſe ſoit peuplé par colonies.

Les colonies, branche du Gouvernement, ſont comme lui un effet de la néceſſité que l'eſprit humain a enſuite réduit en art; mais on peut dire qu'il s'en faut bien que cette branche ne ſe ſoit perfectionnée comme le tronc. L'art des colonies eſt encore, ſelon moi, dans ſa plus imbécile enfance. C'eſt ce qu'il eſt aiſé de démontrer, & l'on doit me pardonner la ſotte de

détail dans lequel j'entrerai ſur un article qui a tant de rapport avec mon ſujet.

On peut diviſer à cet égard les différens âges du monde en trois tems. 1°. Les premiéres colonies des tems nommés dans l'Hiſtoire *héroïques & fabuleux*, c'eſt-à-dire, des tems dont la mémoire n'eſt parvenue juſqu'à nous qu'enveloppée de fables, à travers leſquelles il eſt comme impoſſible de découvrir quelques traces de vérité. 2°. Les colonies des Anciens, à compter depuis les premiers tems où la guerre n'étoit qu'un brigandage, où l'œil de la tradition & celui de l'hiſtoire ſa ſœur cadette, a commencé à éclairer l'humanité, juſqu'à ceux où la guerre ceſſant d'être un mal de néceſſité, elle parvint aux honneurs de l'empire, & devint une ſorte de droit parmi les humains malheureux. Cette meurtriére du genre humain ſuppoſa dès lors le monde aſſez & trop peuplé. L'eſprit de conquête ne regne que ſur la terreur, & la terreur ne ſauroit avoir trop peu de voiſins. Dès lors les colonies ceſſerent; & ſi quelques Princes ont encore fondé des Villes, comme en effet la plupart des grands Princes ont eu cette noble ambition, ſur-tout dans les tems anciens, ce ne furent, pour la plupart, que des déplacemens d'un lieu à un autre. Quelques-uns de ces déplacemens, à la vérité, ont moins été le fruit d'une vanité inutile, que d'une politique éclairée. Telles furent autrefois Alexandrie, Conſtantinople, &c. & preſque de nos jours Livourne, Petersbourg; mais ceci appartient aux fondations, & non aux colonies.

Il eſt en général vrai de dire qu'auſſi-tôt que les hommes ont été aſſez près les uns des autres *pour ſe retrouver*, ils ne ſe ſont preſque jamais

rejoints que les armes à la main. J'ai trouvé en ma vie un Philoſophe qui prétendoit que l'homme n'étoit autre choſe qu'un animal foible & malin, que tous ſes traits de force étoient des élans hors de ſa nature, ſemblables au déſeſpoir qui rend un chat renfermé un animal redoutable; mais qu'au fond il n'étoit propre qu'à l'orgueil & à la molleſſe dans la proſpérité, & à l'abattement ou à la rage dans l'adverſité. Je n'ai jamais aimé cette philoſophie-là, & l'on ſent que la théſe ci-deſſus ouvre la carriére à des volumes de pour & de contre, où ce dernier cependant auroit l'avantage; mais il faut avouer, qu'à ne conſulter que l'hiſtoire du genre humain, on ne peut s'empêcher de convenir qu'autant l'homme éclairé eſt au-deſſus de la brute, autant l'homme inculte & barbare eſt au-deſſous.

Autre vérité très-eſſentielle, c'eſt que les paſſions brutales & qui deshonorent l'humanité, ne lui ont jamais fait autant de mal que lui en fait ce malheureux intérêt excluſif, qui paroit d'abord une paſſion combinée, & qui n'eſt au fond qu'un eſclave de quelques appétits brutaux réunis. Ses ravages ont néceſſité les loix & les peines au dedans, les traités & les guerres au dehors; & rien cependant n'en a pu arrêter les débordemens, que la laſſitude & la foibleſſe momentanée de ſes reſſorts toujours tendus & toujours en mouvement.

Arrêtons-nous, & conſidérons tous les fléaux de l'humanité ici-bas, ce ſont autant de têtes de l'hydre qui partent du même tronc. Tout homme réfléchiſſant a ſenti cela avant moi, & beaucoup d'autres l'ont dit ſans doute; mais je trouve qu'en ce genre on a trop déſeſpéré de la perfectibilité de l'homme. Il ſemble que les Légiſla-

teurs, les Magiſtrats, les Miniſtres, & tout enfin ce qui eut à gouverner l'humanité, ceux d'entre eux du moins que leurs lumiéres rendoient dignes de leurs places, aient ſtatué ſur ce vice-là, comme inhérent à notre ſubſtance & participant de telle ſorte à notre nature, qu'il falloit ſeulement en arrêter les déſordres trop viſibles, ſans eſpérer pouvoir en corriger le principe. Il s'en faut bien que je ne penſe ainſi.

Je ſuis convenu de ce point pour ce qui concerne la cupidité; je lui ai cherché une carriére libre pour s'étendre; perſuadé qu'en vain voudroit-on la borner, & que quand même la choſe ſeroit poſſible, ce ne ſeroit qu'aux dépens d'un mobile utile & néceſſaire. Mais ce que j'appelle l'intérêt excluſif eſt autre choſe; ce n'eſt qu'une branche, qu'un calcul de la cupidité : ce calcul eſt faux, il eſt aiſé de le démontrer tel, & les hommes ſont faits pour entendre.

Ce n'eſt pas que je pouſſe la préſomption juſqu'au point d'eſpérer que ce que la grace n'a point fait, elle qui au fond ne proſcrit que cela d'entre les hommes, les raiſonnemens des Ecrivains & des Auteurs éclairés le puiſſent faire; mais il eſt certain qu'une vérité ſimple, & qui parle en même-tems au cœur & à l'eſprit, ne ſauroit être trop répétée, & qu'à la fin elle gagne parmi nous : il eſt du devoir de qui la ſent, de la faire connoître; c'eſt ce devoir que je remplis en ce moment, où je parois me laiſſer entraîner dans une digreſſion déja trop rebattue dans cet Ouvrage; mais on verra qu'elle rentre dans mon ſujet actuel auſſi naturellement qu'elle naiſſoit de mon Chapitre précédent, où je l'ai peut-être trop allongée.

Du moment donc que les hommes commen-

cerent à ſe bien connoître, loin de s'aider les uns les autres, ils ne ſongerent qu'à s'entre-détruire. Il y eut cependant depuis une ſorte de colonies, qui a quelque trait avec celles du troiſiéme âge dont je parlerai ci-deſſous.

Des peuples victorieux, pour fonder plus ſolidement leur empire ſur des provinces conquiſes, tranſportoient & établiſſoient des colonies au milieu de ces provinces, & dans les lieux les plus propres à les tenir en bride; ils y établiſſoient des Véterans & autres gens de main. Quoique ces colonies, formées aux dépens des territoires voiſins, aient été la plupart des Villes floriſſantes par les ſoins de la métropole qui fraterniſoit avec elles, ces ſortes d'établiſſemens ne contribuant en rien à la population, ne ſont pas de mon ſujet, & appartiennent plutôt aux fortereſſes qu'aux colonies.

Le troiſiéme tems de celles-ci commence à celui de la découverte du nouveau monde, & vient juſqu'à nous, puiſqu'indépendamment de ce que les différens peuples de l'Europe qui ſe ſont approprié l'Amérique, font chaque jour pour renforcer leurs colonies anciennes & nouvelles, nous venons de voir, depuis la derniére guerre, les Anglois fonder Halifax, & la peupler de ſoldats réformés, qui ne ſont ailleurs que des vagabonds dangereux. Ce ſont ces trois tems dont je vais conſidérer la marche & la progreſſion, non comme le feroit le ſavant & judicieux David Hume, mais ſelon mes vues auxquelles l'érudition eſt peu néceſſaire, & ſimplement pour en induire, ſi notre façon de penſer & d'agir ſur cet article montre des lumiéres bien ſûres, & un intérêt bien entendu.

Nous n'avons de connoiſſance des premiers

âges de l'homme, que par nos Livres ſacrés. Quoique très-foible en érudition, j'en ſais aſſez pour avoir toujours été étonné qu'il y ait eu des Théologiens aſſez aveugles, & des écoles aſſez ténébreuſes, pour regarder la ſcience comme dangereuſe, & pouvant nuire à la Religion. Je trouve, au contraire, que toutes ſortes d'études qui conſtituent le ſavoir proprement dit, nous raménent à la ſoumiſſion qu'exige la foi, tandis que la grace ſeule ou la ſuperſtition peuvent aſſujettir un ignorant.

L'étude des faits ſur-tout, accompagnée de toutes celles qui la rendent utile & néceſſaire, n'eſt qu'un cahos dans ſon origine, dans ſa marche, dans ſon enſemble & dans ſa fin, pour qui forcé de ſe choiſir des guides, rate d'abord de ſa liſte le plus ancien, le plus authentique, le plus ſimple & le plus clair des Hiſtoriens. Notre ſpéculateur dès lors ſe voit par-tout environné de fables tellement mêlées avec la vérité, que las de débrouiller ſans ceſſe ce dédale de contradictions, il abandonne ſes guides fautifs, & ſe ſéparant, pour ainſi dire, de ſa mémoire, il s'accroche, & ſe tend ſur les reſſorts de ſon eſprit, tout prêts à lui manquer encore, après l'avoir ébloui par un mêlange confus de notions équivoques & de folles conjectures. C'eſt alors que la mer d'incertitudes s'étend à l'infini. Par-tout il voit l'homme brute à côté de l'homme civiliſé; les arts tantôt naiſſans, tantôt perfectionnés, étouffés par-tout, & toujours par la barbarie leur voiſine, qui bientôt voit naître dans ſon ſein l'ébauche de ces mêmes arts qu'elle eût pu conſerver & tranſmettre, en s'épargnant les douleurs de l'enfantement. Ici les hommes ſont noirs, rouges ailleurs, blancs, mulâtres, jau-

nes, & de cent autres nuances; les différences d'ornemens ou de difformités qu'ils tiennent de la nature, celles de leur ſtructure, tant de variétés, dis-je, ou de contradictions font imaginer à notre ſpéculateur ou même croire, ſur la rélation de quelques voyageurs, des êtres intermédiaires qui nous rapprochent de la brute, & le voilà prêt à voir les Faunes & les Silvains des anciens: revenant enſuite ſur l'eſpéce décidée homme, il ſe perd dans ſes ſpéculations: forcé de renfermer dans le même genre tout ce qui peut produire lignée, puiſqu'il voit, ſans en concevoir le *comment*, que la nature ſe refuſe à perpétuer les dérivés de deux eſpéces différentes, il comprend dans la même dynaſtie le Lapon & l'Ethiopien, le Malabare & le François, le Chinois, le Caraïbe & l'Algonquin. Mais comment ces hommes ſi différens ſe ſont-ils répandus de la ſorte ſur la ſurface de la terre? Leur ſouche à chacun d'eux a-t'elle été dans leur canton? En ce cas, en remontant au premier, il faut mille Deucalions au lieu d'un. Sont-ils ſortis de la terre? mais elle ne produit rien ſans germe. Viennent-ils d'un ſeul? mais quelle différence!... Que de ténébres preſque par-tout, ſans cependant avoir jamais renoncé au don de perfectibilité à cette intelligence diſtinctive, qui bien conduite, s'étend au beſoin à l'infini! D'autre part, que de lumiéres en quelques lieux! lumiéres conſervées comme le feu ſacré, pour ſe répandre enſuite ſur la ſurface de la terre. Qu'eſt-ce que l'homme enfin? D'où viennent ſes loix? Pourquoi la néceſſité d'un Gouvernement? Tout en un mot dans cette carriére n'eſt qu'abîme & profondeur d'incertitudes & d'obſcurités; & ſi l'eſprit peut, en

s'y jouant, trouver matiére à quelques ſubtilités qui ſatisfont un amour-propre futile, il n'y rencontre pas moins un tiſſu de contradictions qui déſole l'amour de la recherche & de la vérité, ſi naturel en nous.

C'eſt dans le déſeſpoir & la laſſitude où cette pénible courſe jette un homme vrai & de bonne foi, que je veux lui préſenter Moïſe & les Livres ſacrés, dépôt inaltérable, plus authentique mille fois que l'exiſtence même de ceux qui en nient la vérité; mais ce n'eſt point en cela que je le conſidére. J'ouvre Moïſe, il me montre l'homme créé par un miracle perpétué ſous mes yeux par ma propre conſervation, & ſimple comme tout ce que je vois dans la nature. Il voit, ſans le comprendre, dans le ſein du premier homme, l'humanité entiére par l'ordre & l'action de celui qui a mis dans le premier grain de bled tout le froment de l'univers. Il voit à l'homme une deſtination qui lui fait ſentir l'objet & l'emploi de cette ſublimité d'intellect, inutile à nos beſoins d'ici-bas, ſouvent nuiſible à nos plaiſirs, & dont quelques Philoſophes voudroient nous dépouiller, comme contraire à leur abrutiſſement. Il voit notre liberté néceſſaire à cette deſtination : il en voit l'abus auſſi-tôt que l'uſage; la dégradation de l'homme, myſtére effrayant, mais démontré par ſes effets, & qui ſeul nous donne la clef de ce mêlange d'inconſéquences, & d'excès oppoſés qui rendent l'homme un problême incompréhenſible à la réflexion.

Ce compoſé de céleſte & de ſublime dans ſon inſtitution, & de viciation dans ſa racine, une fois admis dans le même être, tout ſe débrouille dans l'homme; & ſans recourir aux deux ames

des

des Philoſophes, au bon & au mauvais principe des Manichéens, on conçoit alors comment l'excès de la brutalité d'une part, & celui de la grandeur d'ame de l'autre, ſe trouvent par-tout en même nation, même ville, même famille, & ſouvent dans le même homme : on connoit alors, & le principe qui néceſſite les Loix, & l'intelligence qui les conçoit & les rédige. L'eſpoir renait dès lors dans le ſpéculateur, & l'Hiſtoire gagne dans ſa confiance, en proportion de ce que ſon eſprit a repris d'aſſiéte & de tranquilité. Ramené ſur les faits, il ſuit ſans peine alors la marche de l'humanité.

D'une ſouche préſervée d'un naufrage univerſel, dont la Fable, la Tradition & l'Hiſtoire montrent des traces en tous lieux, ſortent trois familles qui dirigent leur marche vers les extrêmités oppoſées. Avant de ſe ſéparer, un effort de l'orgueil & de l'indépendance humaine eſt confondu par un nouveau miracle continué juſqu'à nous & toujours ſubſiſtant. Ce prodige de la diverſité des langues qui ne nous ſurprend plus, parce que nous ſommes ſi bornés, que tout ce qui nous eſt habituel, nous paroit ſimple, ce prodige inexplicable eſt marqué dans ſa date & dans ſon principe. Ce pas fait, rien n'a plus de difficulté qui ne gagne à être éclaircie, tout ſe développe naturellement; la marche des empires, la naiſſance des ſuperſtitions qui s'épaiſſiſſent en proportion de ce qu'elles s'éloignent des tems & des lieux de la lumiére, l'invention des arts dûs la plupart à la néceſſité, quelques-uns au hazard humainement parlant; par ce ſeul chemin, en un mot, l'homme porte, à travers les contradictions & les obſcurités de l'Hiſtoire, le flambeau de la vérité,

ſe comprend, ſe connoit, ſe corrige, & peut s'aſſurer qu'il marche droit au but de toute étude louable, qui eſt de ſe rendre utile à ſoi & à ſes ſemblables.

C'eſt d'après ces réflexions, & peut-être ayant fait moi-même le pénible voyage que je propoſe à tout homme réfléchiſſant, que je me ſuis déterminé à cet égard à n'en ſavoir pas plus que mon Curé; & comme de plus ſavans ne pourroient rien nous apprendre ſur l'origine de l'homme, je me crois autoriſé à traiter mon ſujet actuel ſelon ces notions.

C'eſt donc ſur la ſeule Hiſtoire que nous avons des commencemens de l'homme, qu'il faut tabler pour conſidérer la marche de la population, & des colonies des premiers tems. On y voit les premiers hommes, paſteurs en général, errer avec leurs familles & leurs troupeaux en tout genre, utiles & précieuſes richeſſes. Les autorités de pere, de chef & de maître, unies & confondues, compoſoient toutes les loix; la guerre n'étoit autre choſe que le droit d'une défenſe légitime, & la paix que l'hoſpitalité & la bonne foi. Les familles même les plus unies ſe ſéparoient auſſi-tôt ou peu après la mort du Patriarche ou pere commun : par elle les liens de la ſociété étoient rompus; il n'étoit pas juſte que des freres ou des proches égaux en dégré, reconnuſſent une autorité que la nature n'impoſoit plus. Il ne reſtoit donc d'attachées au tronc, que les branches trop foibles pour ſe paſſer de ſon appui; les autres enmenant avec elles leurs rejettons, alloient faire de nouvelles ſouches, dont la ramification étoit bientôt ſujette aux mêmes partages.

On ſent aiſément que ſi des ſéparations de

cette nature laiſſoient lieu pendant quelque tems à une ſorte de fraternité entre des peuples qui ne reconnoiſſoient qu'un même pere, ce ne pouvoit être que quand les cantons où ils ſe fixoient reſpectivement, étoient fort voiſins: encore par une fatalité inhérente à la ſubſtance de l'eſpéce humaine toujours cupide & inquiéte, voit-on que ces peuples n'attendoient ſouvent que le terme d'une génération, pour ſe regarder en ennemis ſouvent implacables.

Il s'enſuit delà, & perſonne ne le diſpute, que les branches qui ſe ſéparoient, & alloient fonder de nouveaux peuples, emportoient avec elles la plénitude de leur liberté, & ne conſervoient aucune ſorte de dépendance de la mere-branche. Bien loin delà, ce qu'on peut découvrir d'exemples de ces ſortes de ſéparations dans l'Hiſtoire, montre une condeſcendance réciproque, & une convention établie, par laquelle le territoire premier demeuroit neutre, pour ainſi dire, & chacun alloit de ſon côté s'établir en d'autres lieux.

Il n'eſt pas à préſumer cependant, que cette ſimplicité de mœurs ſe ſoit étendue fort loin, ni dans les terres ni dans les tems. La vie errante & paſtorale ne pouvoit convenir qu'aux premiers hommes, qui, en petit nombre encore, avoient des terres à choiſir, ou à des brigands qui infeſtent un pays immenſe plutôt que de l'habiter. Le brigandage a ſuccédé à la population, & il étoit impoſſible qu'il l'eût précédée.

Les hommes donc reſſerrés par la néceſſité, & décidés même par la différence des terrains & des climats qui tous ne ſont pas propres au pâturage, furent obligés de s'adonner à l'agri-

culture pour pouvoir ſubſiſter en plus grand nombre ſur un plus petit terrain. Dès lors il n'eſt plus poſſible d'imaginer que la mere-ruche ſurchargée d'habitans, & pouſſant au dehors ſes élèves, abandonnât ſon logement, pour donner aux jeunes eſſains l'exemple & le courage de fonder des colonies. La terre nourriſſiére demeuroit habitée, & ſa peuplade en pouſſoit au dehors de nouvelles qui alloient habiter des pays vaquans. Il n'eſt pas difficile de comprendre que le monde fût de la ſorte peuplé très-promptement, & vers ſes extrêmités auſſi-tôt que dans le centre.

Quelques réflexions ſur la ſorte d'inquiétude qui nous eſt naturelle, ſur notre panchant vers l'eſpérance, notre attrait pour les courſes & notre dégout pour regarder en arriére & revenir ſur nos pas, nous ameneront à penſer que des hommes jeunes & robuſtes accoutumés à une vie pénible, & n'ayant preſqu'aucuns beſoins, une fois les maîtres d'errer dans la vaſte étendue de l'univers, & de ſe choiſir un domicile, durent aller bien loin, & n'être arrêtés que par les barriéres de l'élément qui fait aujourd'hui la jonction des différentes parties de l'univers, & qui en faiſoit alors les bornes. En effet, ſi les premiers rayons de l'Hiſtoire nous montrent la trace de la population premiére partant du centre pour aller à la circonférence, on peut dire que la lumiére de l'Hiſtoire ancienne nous fait voir la population ſeconde revenant, pour ainſi dire, de la circonférence ſur le centre.

Cependant ces premiéres peuplades n'apporterent de leur pays natal qu'une tradition foible de quelques points principaux, telle que celle du déluge, dont on trouve la trace dans

toutes les anciennes annales des nations, mais bientôt offuſquée par une infinité de fables. Les néceſſités des lieux & du climat engendrerent quelques arts méchaniques variés ſelon les différens pays en proportion de ces néceſſités; & bientôt les hommes répandus ſur la ſurface de la terre, n'eurent plus rien de commun entre eux, que ce mêlange inconcevable de grand & de bas, de fort & de foible, de noble & d'indigne, type de leur origine ainſi que de leur décadence.

Telle fut la marche de la population, & le régime des colonies dans les tems dont je compoſe ici le premier âge de l'humanité. Il eſt ſenſible, & démontré par l'ignorance où tous les peuples ſe trouverent de leur origine, quand ils commencerent à en faire la recherche & à déſirer de ſe perpétuer en tout ſens, que les colonies de ces premiers tems étoient entiérement indépendantes de leur ſouche, & n'en avoient non-ſeulement point reçu de loix, mais pas même conſervé le ſouvenir. Paſſons maintenant aux colonies du ſecond âge.

De même que dans les annales fautives, quoique modernes, des malheureux naturels de l'Amérique ſeptentrionale, appellés proprement *Sauvages*, on tient parmi ces peuples ſi jaloux encore de leur liberté, que les Algonquins dominoient autrefois les Iroquois maintenant ſi fiers, parce que ces derniers occupés de l'agriculture, abandonnoient la chaſſe à leurs alliés qui avoient pris delà une entiére ſupériorité: ainſi dans les plus anciennes annales de l'humanité éclairée, le premier qui ait attenté à la liberté de ſes ſemblables, fut un chaſſeur fier & courageux: il ſoumit une étendue de pays, &

lui donna des loix. Ce commencement de ſociété forcée dut naturellement en néceſſiter pluſieurs autres. Auſſi-tôt que la force ſoumet quelques hommes, la crainte ſa voiſine en raſſemble d'autres pour la repouſſer; dès lors l'humanité entiére dut ſe réunir en différentes ſociétés qui impoſerent un nouvel ordre de néceſſités, & conſéquenment engendrerent un nouveau genre d'induſtrie.

Il fallut des loix civiles pour ordonner l'intérieur de ces ſociétés, des loix militaires pour les défendre, des loix municipales pour le maintien de la choſe publique, &c. Le commencement des ſociétés eſt le tems des plus nobles efforts de l'eſprit humain : auſſi toutes les légiſlations en général portent-elles l'empreinte de ce principe de grandeur & de diſcernement du bien & du mal moral, qui diſtingue & caractériſe l'humanité dans toutes ſes branches. La ſociété, comme un bouclier univerſel, mettant chaque individu plus à l'abri des craintes, & plus en état de fournir avec facilité aux beſoins qui juſqu'alors auroient affaiſſé ſon entendement, les grands objets ſe préſenterent, les vues nobles ſe firent jour, les arts ſe proportionnerent à tout cela, & l'induſtrie aidée des facilités que lui procura la réunion des forces, s'éleva en peu de tems à tel point, que ſes ouvrages, loin de ſe perfectionner depuis, ont ſouvent déchu au contraire en vieilliſſant, à meſure que le génie des peuples qui les ont imités, a baiſſé. L'art de la navigation, dont le principal agent étoit réſervé à une découverte particuliére dans les tems bien poſtérieurs, fut longtems dans un état d'enfance; mais ſes premiers efforts qui ſont peut-être plus d'honneur à l'in-

duſtrie humaine que les derniers, commencerent à lier entre elles les différentes parties du Continent, qui n'étoient ſéparées que par des mers bornées.

C'eſt à cette époque qu'il faut fixer les colonies du ſecond âge. Des mécontens ou des bannis de quelques-unes des ſociétés déja établies, des fugitifs ou des ambitieux enmenant avec eux ceux qu'ils avoient pu attacher à leur fortune, alloient chercher à fonder de nouvelles Villes, s'établiſſoient dans des cantons encore déſerts, achetoient le territoire qui leur convenoit des anciens poſſeſſeurs, ou s'en rendoient les maîtres les armes à la main. Quelquefois une ſociété détruite renaiſſoit de la ſorte par ſes débris. C'eſt ainſi que les reſtes de Troye s'établirent dans l'Italie & ailleurs.

Telle fut l'origine des plus anciennes Villes du ſecond âge. Carthage reconnoiſſoit Tyr pour ſa ſouche : Marſeille réclame encore ſon origine des Phocéens : les colonies Gréques peuplerent l'Ionie, & cette partie de l'Italie qu'on appelloit la grande Gréce. Toute l'Hiſtoire ancienne, en un mot, montre par-tout des traces de ces ſortes de filiations.

Ces colonies du ſecond âge emporterent plus de choſes de la mere-ruche, que n'avoient fait les premiéres, parce qu'il y en avoit plus à emporter. L'invention, bornée de ſa nature aux meſures de la néceſſité, n'eſt extenſible à l'infini, que parce que ſon principe l'eſt auſſi. Ce qui n'eſt d'abord que commodité, devient dans peu néceſſité par l'habitude ; en conſéquence les arts néceſſaires pour ſe vêtir, ſe loger, &c. les réglemens inventés pour établir & ordonner la ſociété, toutes ſuperfluités inconnues aux

premiéres colonies de l'Univers dont je parlois tout-à-l'heure, étoient des néceſſités indiſpenſables pour les ſeconds. Ils emporterent donc toutes ces choſes de leur berceau, & ce furent autant de points de reconnoiſſance, qui perpétuerent chez ces nouveaux peuples la mémoire de leur origine : les langues d'ailleurs étoient devenues nombreuſes & variées, en proportion de la multiplication des beſoins & des ordonnances de la ſociété. Les chemins & les communications plus libres entretenoient cette ſorte de fraternité. En un mot, les colonies reconnurent leur ſouche, & conſerverent en général avec elle une alliance de prédilection.

Cependant on ne voit nulle part que ces colonies aient aucunement relevé de la métropole. Le Chef ou la République leur donnoit des loix, plus ou moins rélatives à celles des pays dont ils étoient originaires, ſelon que l'exigeoient les néceſſités des tems & des lieux, l'humeur ou le pouvoir ſoit du peuple, ſoit du gouvernement; ils en envoyoient même quelquefois demander à leurs voiſins, ainſi que des hommes capables de les faire exécuter. On en voit pluſieurs exemples dans l'Hiſtoire ancienne; mais jamais ces peuples ne renoncerent à leur liberté primitive, moins encore en faveur de la ſouche dont ils tiroient leur origine : & comme l'homme en général édifie avec infiniment plus de vivacité & de ſuccès, qu'il ne ſait conſerver, il arriva preſque par-tout que ces nouveaux établiſſemens devinrent plus puiſſans que ne l'étoient les anciens.

Tel fut en général le régime des colonies du ſecond âge. Depuis long-tems le berceau de *l'humanité* étoit en proie à l'ambition & aux

malheurs qui accablent les peuples des Monarchies trop étendues ; lorſqu'au centre de l'Europe, pays plus diviſé par la nature, & mieux défendu par le caractére de ſes habitans, ſe forma, par des travaux ſuivis & redoublés, une puiſſance deſtinée à réunir toutes les parties du monde poſſible à connoître alors.

Depuis la naiſſance de Rome, l'Hiſtoire ancienne ſe rapproche de nous ; c'eſt là l'époque où j'ai marqué la ceſſation des colonies du ſecond âge, en renvoyant à l'ordre des fondations & des fortereſſes, les établiſſemens que j'ai notés ci-deſſus. Les invaſions des Barbares dans l'Empire Romain qu'ils inonderent de toutes parts, & les incurſions de leurs ſucceſſeurs ſur les Monarchies qu'avoient fondé les premiers, ſont des dévaſtations, & non des branches de la population.

Enfin, la barbarie ayant plus que jamais ſéparé & concentré les différentes parties de l'Univers, tout-à-coup l'invention de la bouſſole ouvrit de nouvelles routes à la curioſité humaine. Cette découverte aidée de deux autres ſes contemporaines dont j'ai parlé ailleurs, nous fit connoître un nouveau monde & un nouvel ordre de choſes. C'eſt ici que commence le troiſiéme âge des colonies, qui vient juſqu'à nous.

Les premiers peuples de l'Europe, qui paſſerent en Amérique, ne furent pas des colons, mais au contraire des Conquérans, c'eſt-à-dire, des dévaſtateurs, & les pires de tous. La ſoif de l'or, toujours excitée par ce qui devroit la ſatisfaire, fut le premier & l'unique objet de nos avanturiers. Elle a retardé long-tems leurs ſuccès, a fait de tout tems, & fait encore de

nos jours de ces vaſtes contrées, un théâtre d'horreurs qui deshonorent l'humanité; & cette ſoif, quoique moins brutale en apparence, plus éclairée aujourd'hui puiſqu'on commence à eſtimer ces pays par ce qu'ils peuvent rapporter au commerce autant que par leurs mines & leurs diamans, eſt encore néanmoins le point capital de l'attention des Puiſſances, puiſque l'intérêt peut-être le plus ſordide, & j'oſerois dire le plus mal entendu dans ſes moyens, eſt l'ame de leur conduite en cette partie.

Inutilement ferois-je ici un précis des annales du nouveau monde depuis ſa découverte; il ne pourroit ſervir qu'à nous faire rougir de la conduite de nos peres, ſans nous porter ſans doute à en avoir une meilleure. Je ne prêche la morale, qu'en tant qu'elle eſt l'intérêt bien entendu, & dans ce ſens il ſuffit de prendre les choſes telles qu'elles ſont aujourd'hui.

Le nouveau monde, dont les anciens habitans, du moins la plupart, ſe prétendent libres, & uſent cruellement quelquefois de cet attribut envers les nouveaux, eſt partagé, plus en déſir encore qu'en réalité, entre quatre Puiſſances de l'Europe : les Eſpagnols, établis ſur les débris des deux grands Empires du Mexique & du Pérou; les Portugais, qui occupent une grande & riche province de l'Amérique méridionale; les Anglois, qui s'étendent ſur les côtes depuis ces derniers juſques aux extrêmités de l'Amérique ſeptentrionale, & poſſédent encore quelques iſles dans le Golfe du Mexique, ainſi que les Hollandois; nous enfin, autrefois les maîtres, maintenant les coureurs de l'Amérique ſeptentrionale, & inſulaires au midi comme ceux-ci : chacune de ces nations a une façon d'être dans

ces nouveaux établiſſemens, rélative à ſes mœurs & à la forme de ſon gouvernement en Europe.

L'Eſpagnol toujours immuable dans ſes préjugés, parce que l'orgueil en fait le tiſſu, & que l'orgueil eſt toujours content de ſa façon d'être; l'Eſpagnol, qui de tous les peuples eſt celui qui a le plus retenu des vices & des vertus des ſiécles d'ignorance, obéit & commande avec hauteur, fait conſiſter ſa dignité dans la pareſſe, ne connoit de richeſſes que l'or, & d'autre uſage de l'or que le faſte & l'oſtentation. Il dédaigne de ſe courber vers la terre nourriſſiére, & force des eſclaves à s'enterrer dans ſes entrailles, pour en arracher l'objet de ſa cupidité; vrai Mogol de l'Amérique, il a fait par le fer ce qu'il eût fait également par la forme de ſon gouvernement. Il a dévaſté des pays immenſes, il regne ſur des contrées déſertes, qui ne lui donnent d'autre ſoin que celui d'en défendre l'entrée aux étrangers; maître terrible & fidéle ſujet, il attire ſans ceſſe les habitans de ſon ancienne Patrie, & lui renvoie en échange ces tréſors qui la ruinerent autrefois, & dont elle ne fut plus que l'entrepôt.

Le Portugais, puiſſance précaire, & qui n'a de la Souveraineté que l'indépendance, eſt en Amérique ce qu'il eſt en Europe, pour la conduite & le gouvernement. Il fouille les mines & les carriéres de diamans, fraude les prohibitions, & franchit les barriéres des Eſpagnols, attire de chez eux la poudre d'or, &c. le tout pour le compte des Anglois, dont il n'eſt que le Facteur, à titre ſi onéreux, que l'Angleterre perdroit beaucoup à être Réine de Portugal, & Maîtreſſe du Bréſil.

L'Anglois, le plus éclairé des peuples d'Eu-

rope en ſa contrée dans le nouveau monde, y eſt cependant comme chez lui, un compoſé de deux principes ſi oppoſés de leur nature, qu'il ſera toujours impoſſible de les réunir en un point, & que leur alliage dévorera toute ſociété, comme il détruira enfin cette nation, ſi l'un de ces deux principes ne l'emporte à la fin ſur l'autre; je parle de l'amour de la liberté, & de celui des richeſſes. De ces deux principes, le premier eſt éclairé, quoique ſouvent fougueux; il a le bien pour objet, quoiqu'il ſache rarement s'arrêter au cran du bien poſſible qui eſt le ſeul réel: il retrace ſans ceſſe à l'homme les droits de l'égalité, de la juſtice, de l'humanité enfin. Le ſecond, au contraire, toujours aveugle, eſt une rage inſatiable, ſoit qu'elle couve ou qu'elle laiſſe éclater ſes fureurs; rien ne lui coute, rien ne l'effraie; elle n'a d'objet que le ſuccès: *Rem, quocunque modo rem.* La cupidité n'a vu tomber les préjugés nobles & vertueux, que pour mettre à leur place les plus viles paſſions: rend-t'elle ſervice? elle prête à uſure. Donne-t'elle des ſecours? elle les fait acheter. Elle ne ſait même ſe défendre, ſe venger, être cruelle enfin, qu'à profit. Dans ſes mains le commerce n'eſt que fraude & violence, la politique qu'eſpionnage, ſubtilité, noirceur & trahiſon. Qu'on compare ces deux mobiles d'après ces portraits abrégés & foibles, & qu'on juge ſi les reſſorts qu'ils doivent faire mouvoir, peuvent être d'eſpéce à s'amalgamer.

Je l'ai dit ailleurs; un peuple dont l'objet municipal & domeſtique eſt le premier de ces deux mobiles, & dont l'objet extérieur & étranger eſt le ſecond, ne ſauroit long-tems unir ces *deux contraires*, ſans que l'un des deux emporte

l'autre; mais enfin ils exiſtent dans le ſyſtême Anglois aujourd'hui, & ſemblables à ces combats ſouterrains des élémens qui cauſeront un jour les plus grands ravages, mais qui, en attendant, élévent des vapeurs qui fécondent la ſurface de leur ſéjour, on pourroit peut-être leur attribuer la proſpérité éphémére dont l'Angleterre étonne l'univers depuis près d'un ſiécle.

Ce compoſé, tout défectueux qu'il eſt, a préſidé à l'établiſſement de leurs colonies, & les diſſonances qui en procédent, s'y montrent de toutes parts. L'eſprit de liberté & de patriotiſme, que les colons ont apporté d'Angleterre, accompagné de tous ſes attributs, a multiplié ces établiſſemens, leur a donné des loix de République, des Conſeils, des Parlemens, des autorités balancées, des variétés par-tout en ces choſes même, & du ferment ou un entier découragement aux lieux où l'autorité eſt plus militaire que municipale: aux lieux où le Gouvernement eſt au gré des colons, l'induſtrie, le commerce & les arts s'établiſſent à l'inſtar des plus floriſſantes villes d'Europe: dans les pays, au contraire, où la forme des loix eſt moins analogue à l'eſprit de liberté, quelques avantages que promettent le ſol & le climat, la population eſt arrêtée; tout déſerte, ou languit ſans accroiſſement.

D'autre part, la cupidité gêne en tous ſens, ou affoiblit ces mêmes colonies, pour leſquelles le patriotiſme de la nation fait de ſi fortes avances & de continuels ſacrifices. La mer ne leur eſt ouverte qu'à certaines conditions, toutes onéreuſes & partiales. Sur terre, elle voudroit faire des villes contre l'ordre de la nature, qui a preſcrit que les premiers colons habiteroient

les champs, que leur ſuperflu formeroit des villages, ceux-ci des bourgs, & que des bourgs naîtroient des villes : au lieu de cela, des Inſtituteurs, des Fondateurs, des Marchands tous intéreſſés, voudroient renverſer cet ordre naturel, & fonder d'abord des villes, des entrepôts, des magazins, des marchés, avant d'habiter la campagne; ſemblables à cet Architecte, qui vouloit placer tout cela dans la main du mont Athos, devenu la ſtatue d'Alexandre.

Elle leur a fait enſuite un plan dans les nues, qui conſiſte en trois lignes, dont le triangle embraſſeroit l'Empire du nouveau monde, & en conſéquence celui de l'ancien. Ces trois lignes ſont d'enlever dans le Nord toutes les pêches, véritable Pérou du commerce; au Midi, les mines; dans les Terres, les pelleteries; & le triangle entier eſt de s'établir de proche en proche ſur toutes les côtes, projet ſi conſtamment & ſi ouvertement ſuivi, qu'il ſemble que l'Angleterre ait le deſſein de bloquer & réduire l'Amérique par des lignes de circonvallation.

Ce deſſein cependant, qui comme tout projet hors de proportion avec les forces qui l'entreprennent, ne ſera jamais que le voyage de Pirrhus, a dans ſes branches des inconvéniens qui retardent la population & la proſpérité de leurs colonies. Les François, dont nous parlerons tout-à-l'heure, nation avanturiére, & dont le gouvernement dans leurs colonies eſt infiniment plus propre à la guerre qu'à la paix, compagnons naturels en libertinage, en fougue, & en valeur des Sauvages, aidés par leurs Miſſionnaires toujours infatigables, quelquefois fanatiques, ſouvent Hommes d'Etat, viennent à la moindre rupture, le flambeau & la hache à la

main, punir le pauvre colon, des attentats vrais ou prétendus de l'ambition. Plus leurs rivaux les détachent du commerce en l'opprimant, plus ils les livrent au brigandage toujours cruel & inattendu. Les propriétés Angloiſes ſe rétréciſſent en réalité en proportion de ce que leur territoire s'étend en idée; perſonne ne gagne à ces affreuſes guerres, & l'humanité entiére y perd.

Le François enfin eſt ainſi que les autres, dans ſes colonies, marqué au coin de ſon gouvernement, & malheureuſement auſſi au coin de ſon génie. Un Gouverneur, un Intendant, ſe prétendant tous les deux maîtres, & jamais d'accord; un Conſeil pour la forme, gayeté, libertinage, légéreté, vanité, force fripons très-remuans, d'honnêtes gens ſouvent mécontens & preſque toujours inutiles; au milieu de tout cela, des héros nés pour faire honneur à l'humanité, & d'aſſez mauvais ſujets capables dans l'occaſion de traits d'héroïſme; le vol des cœurs, pour ainſi dire, & le talent de ſe concilier l'amitié des naturels du pays; de belles entrepriſes, & jamais de ſuite; le Fiſc qui ſerre l'arbre naiſſant, & déja s'attache aux branches; le monopole dans toute ſa pompe; voilà nos colonies & nos colons.

Tels que les voilà faits, ils ſe ſont aviſés auſſi d'être intéreſſés, & terriblement. Cela leur a bien réuſſi, comme vous allez voir; mais ç'a été la faute de l'Europe, plutôt que celle de l'Amérique. Arrivés ou établis les premiers dans l'Amérique ſeptentrionale (car peu m'importe la chronologie des découvertes, qui me fait rire toutes les fois que je la vois ſérieuſement diſcutée dans des Traités) ils avoient à choiſir de

tous les dons de la nature, à la réſerve du ſeul qu'on cherchoit alors, & dont ils ſe dégoutèrent heureuſement, je veux dire, les mines. La terre étoit excellente dans ſes productions, la mer la plus poiſſonneuſe qui ſoit au monde, le commerce des pelleteries tout neuf, & ſi abondant, qu'on n'en ſavoit que faire. Ils ſe déterminerent en braves François : ils prirent tout, & tout de ſuite furent plus loin, pour voir s'il n'y auroit pas encore quelque choſe de meilleur. Ils étoient ſept; l'un demeure en Terre-Neuve, & dit : Malgré ces brouillards, je tiens ici, & toute la pêche eſt à nous; deux en Acadie, qui bientôt ſe battirent entre eux, à cauſe qu'ils étoient trop ſerrés. Les quatre autres ſe furent poſer à Québec, dont l'un fut à plein pied, par le plus beau chemin du monde, s'établir dans la Baye Hudſon; deux autres, pour prendre l'air, remonterent le fleuve pendant quelques vingt-cinq, trente ou quarante jours, jargonnerent avec les Sauvages qu'ils n'avoient vus depuis long-tems, & leur demanderent des nouvelles, les filouterent de leur mieux, furent à la chaſſe aux hommes avec les premiers qui les en prierent, ſans leur demander pourquoi, & ſeulement pour ſe déſennuyer, ficherent quatre bâtons en terre, qu'ils appellerent *Forts*, par-tout où il leur parut que s'aſſembloit la bonne compagnie, & ſur-tout planterent force poteaux, où ils eurent ſoin d'écrire avec du charbon : *De par le Roi.*

Tels ſont les titres inconteſtables que nous avons ſur l'immenſe pays appellé la Nouvelle-France ; & je demande au fond aux autres Peuples qui pourra en produire de meilleurs de ſes poſſeſſions dans le nouveau Monde. Quoi qu'il

en

en ſoit, nous y voilà : & quoique nous ne puſſions pas plus enlever toutes les fourrures en l'état où étoit notre commerce alors, que manger toutes les morues (ce n'eſt pas à dire, parce que le Grand-Seigneur ne ſauroit uſer de toutes ſes femmes, qu'il ſoit juſte qu'un autre vienne les lui enlever) point du tout ; ces coquins de Commerçans en titre, qui furetent par-tout, vinrent s'établir à ce qu'ils appellent aujourd'hui la nouvelle York ; ils ſe trouverent arrivés par le plus court chez les vendeurs de caſtors. Comme ces Marchands ſont des vilains qui léſinent ſur tout, ils fourniſſoient les couteaux, ciſeaux fins, les peignes, les ſifflets, &c. à meilleur marché que nous, achetoient les peaux plus cher, & les Sauvages ſe mirent tous pour la plupart à faire la contrebande. Nous voulumes empêcher cela, nous nous battimes ; & puis on ſe battoit en Europe, nous nous battimes encore ; & ſans nos Séminaires & nos Couvents, perſonne ne ſeroit reſté à la maiſon, tant nous aimons à nous battre.

Tout cela cependant alloit aſſez bien, & nous étions du moins bons chiens du jardinier dans ces contrées, quand les néceſſités d'Europe firent recevoir la Loi en Amérique, & ſans coup ferir, nous rendimes l'Acadie, Terre-Neuve & la Baye Hudſon ; c'eſt-à-dire, qu'on nous laiſſa le ſecond étage de la maiſon, à condition que déſormais nous ne paſſerions plus par la porte. Bien contens de cette poſition, nous nous pratiquames une fenêtre au rès-de-chauſſée, nommée Louisbourg, par laquelle nous pouvions en quelque ſorte entrer & ſortir. Par la raiſon que de pauvres gens qui n'ont qu'une écuelle, la récurent du moins tous les jours, il étoit

tout ſimple que nous euſſions ſoin de cette porte bâtarde : gens bien entendus prétendent même que ce Louisbourg, en bonnes mains, pourroit devenir une colonie conſidérable, & une ville de commerce du premier ordre, entrepôt naturel de celui des deux Indes & de l'Europe; mais ce n'eſt pas la peine : tout ce qui eſt, eſt bien, & en conſéquence il n'y faut rien changer. Nous laiſſames donc Louisbourg comme il étoit, ne fut-ce que pour en donner moins d'envie à nos ennemis; ils en furent tentés cependant, & quand on ſut qu'ils l'avoient pris, nos politiques cherchoient ſur la Carte, au long du Rhin, de la Moſelle, ou de la Meuſe, où étoit ce Louisbourg, bien étonnés de n'y trouver que Strasbourg, Philisbourg, Sarrebourg, &c. Les Anglois cependant nous le rendirent pour rien, ou preſque rien. Aujourd'hui enfin, c'eſt tout de bon, & ſur les lieux contentieux que les Romains & les Carthaginois diſputent de l'Empire. A Rome, on dit que les Carthaginois ſont des ambitieux ſans principes, & qui violent ouvertement le droit des gens; à Carthage, que les Romains ſont des brigands cruels. Des trois Vertus Théologales, la Foi me paroit en cette occaſion celle qui doit prendre le deſſus. En effet, Carthage connoit les lieux, & ne ſait pas la guerre; Rome ſait la guerre, & ſi peu les lieux, que non-ſeulement dans mille brochures, mais encore dans ſes papiers publics & imprimés ſous l'autorité du Gouvernement, on y parle par-tout des Apalaches, comme on le feroit des Alpes, les traitant de barriéres impénétrables, placées par la nature pour tracer les bornes des deux Empires, tandis que ce ſont des roches ſimples, & qui à

peine ſortent de terre en bien des endroits. Qu'arrivera-t'il de tout cela? En été, les colonies nombreuſes & riches feront de grands efforts, arriveront de toutes parts ſur la retraite des voleurs prétendus, leur feront du mal & plus encore de peur; mais une des brigades de la Maréchauſſée arrivera trop tard, l'autre s'embourbera en chemin, une troiſiéme manquera le rendez-vous, les maladies détruiront la quatriéme. Ils planteront des Forts, gagneront du terrain qu'ils auront payé au centuple de ce qu'il vaut; l'hyver viendra enſuite, & les guerriers alors pouſſant plus loin leurs endiablées troupes légéres, feront de toutes parts mille maux aux malheureux colons rentrés dans leurs héritages. Beau métier pour des nations policées, qui euſſent pu ſe prêter la main dès les premiers tems, en ſe retrouvant dans des terres inconnues & dans un nouveau monde! Quoi qu'il en ſoit, telle eſt notre façon d'être, rélativement au commerce & au militaire dans le continent du nouveau monde. Conſidérons-nous maintenant du côté du civil, de l'agriculture, des arts, de la population, de tout ce qui conſtitue enfin la vraie force des colonies.

La Providence a fait ſeule, pour ainſi dire, notre établiſſement en Canada. Quand les premiers dont j'ai parlé ci-deſſus, s'y furent arrêtés, on en conta d'abord merveille en France; la plupart aimerent mieux les croire que d'y aller voir: quelques-uns furent plus curieux, & tous en partant eurent ſoin de ſe munir de bons priviléges excluſifs: il fut un tems où l'on en expédioit auſſi aiſément à la Cour de France, que des diſpenſes à la Daterie de Rome. Le dernier privilége abſorboit toujours les précédens.

Le devancier dépouillé revenoit en France parler le dernier, avoit raiſon, & retournoit enſuite combattre ſon rival avec des armes toutes ſemblables.

A cette navette de Privilégiés ſuccéderent des Protecteurs, des Princes, qui tinrent cure de la choſe; des Dévots, qui y envoyerent dequoi prier Dieu. Il faut avouer cependant que c'eſt au zéle de pluſieurs de ces derniers, qu'on dut les principales racines que nous jettames dans ce pays-là. Les Miſſionnaires s'écarterent chez les différentes nations des Sauvages, en connurent l'eſprit & la langue, aquirent, au prix de beaucoup de ſang & de travaux, bien du crédit chez pluſieurs d'entre eux; & nos ennemis ſe plaignent encore chaque jour des effets de ce crédit, qui leur eſt ſouvent fatal. Les établiſſemens d'ailleurs rélatifs au miniſtére de la Religion, qui trop multipliés ſurchargent ſouvent une ſociété toute établie, peuvent être très-utiles à une colonie naiſſante & ſi éloignée. Ce ſont autant de compagnies, qui excitées par ce déſir toujours vivant d'établiſſemens particuliers, ne laiſſent pas de concourir à l'établiſſement général.

Après les Protecteurs ci-deſſus cités, vint la Campagnie des cent Aſſociés, tous les plus puiſſans de l'Etat, & qui ne firent rien du tout; au contraire, tout retomba dans une langueur abſolue. Enfin, parut la célébre époque de la naiſſance des vues maritimes en France; mais Mr. Colbert, tout Colbert qu'il étoit, ſe trompa en un point qui a pendant long-tems encore arrêté le progrès de cette colonie. Au lieu de ſonger à peupler des colons tranſplantés & affectionnés, un pays immenſe, excellent de ſa na-

ture, & qui s'offroit de lui-même à la population, notre Conſeil s'obſtina à vouloir ramener les Sauvages dans le ſein de la colonie, les y établir en bourgades, & leur donner les mœurs Françoiſes.

Toutes les raiſons qu'on oppoſoit de deſſus les lieux à ce projet, paſſerent long-tems pour de vaines excuſes. Un mot ſeulement eût ſuffi pour montrer la vanité de cette idée; & puiſque les Conſeils des Rois n'ont pas le tems d'étudier la nature de l'eſprit humain, ils doivent du moins ne jamais perdre de vue l'Hiſtoire & les regiſtres de l'expérience, qui doivent compoſer leur métaphyſique. L'on ne trouvera pas un ſeul exemple d'un peuple brave & indépendant, qui volontairement ait échangé ſa liberté contre des commodités, dont l'habitude ne lui a pas fait des beſoins; d'un loup, qui de ſon plein gré ſoit venu prendre le collier du chien. Ce fut pourtant à ce plan-là que l'on ſacrifia longtems les ſecours réels que devoit attendre d'un Miniſtére éclairé une colonie auſſi eſſentielle, ainſi que pluſieurs nations voiſines & amies, qui aſſez faciles pour ſe laiſſer en partie détourner vers cet objet par les Miſſionnaires, ont aſſez perdu de leurs mœurs pour ſuccomber, ſous l'effort de leurs ennemis, & n'ont pas aſſez pris des nôtres pour faire de véritables colons. Bien peu d'entre ces nations nous ſont utiles, le reſte a fondu comme la neige au ſoleil, & cependant au lieu de *franciſer* les Sauvages, ceux-ci ont *ſauvagiſé* les François, & accoutumé notre jeuneſſe au métier de coureurs de bois, épidémie qui la détruit & la rend incapable de cette ſubordination qui eſt l'ame des colonies. Nous nous ſommes enfin raviſés; mais comme on ſe

raviſe en France, c'eſt-à-dire, *à demain les affaires, & demain*, l'idée de la veille a fait place à une autre : d'ailleurs, la racine principale, je veux dire, l'*Acadie*, étoit alors perdue. O nation frivole! à la fin les chenilles deviennent papillons; mais le papillon ne ſauroit paſſer l'hyver ſans miracle.

Cette envie de courir cependant, cette folie d'entreprendre au delà de ſes forces, nous a fait faire le pas le plus important & le plus recommandable vers la découverte du nouveau Monde. Je doute que l'Hiſtoire ancienne ni moderne faſſe mention d'aucun exemple d'opiniâtreté, d'audace & de conſtance qu'on puiſſe mettre à côté de la découverte, & traverſée de cet univers du Nord au Sud, de l'embouchure du fleuve Saint-Laurent à celle du Miſſiſſipi par l'intérieur des terres. On diroit que notre courage, quand la fortune ſembloit s'apprêter à nous fermer d'un côté les avenues du continent, cherchoit à s'en ouvrir d'autres. Si l'engourdiſſement des beaux arts va chez nous au point que la patrie refuſe un *Camoëns* au célébre Cavelier Sr. de la Sale, du moins l'Hiſtoire doit-elle tranſmettre ſon nom à la poſtérité comme celui d'un des plus renommés bienfaiteurs de l'humanité. Ce héros qui, comme Moïſe, périt à l'entrée de la Terre-promiſe & ſi long-tems cherchée, faillit emporter avec lui tous les fruits de ſon travail. C'eſt de nos jours qu'on a raſſemblé les matériaux épars du projet de ce grand homme. O ſiécle éclairé! vous avez bien fait la leçon aux ſiécles précédens par la juſteſſe de vos connoiſſances & de vos meſures pour cet établiſſement. D'abord pour vous y inviter, il fallut vous montrer des mines; la poudre d'or y voltigeoit

par tourbillons ſi épais, qu'ils offuſquerent la vue perçante de cette nation philoſophe juſques dans la rue Quinquempoix. Enſuite on voulut peupler, & pour cela l'on vuida les hôpitaux, les maiſons de force, & toutes les ſentines du genre humain. Le *Miſſiſipi*, mot devenu plus effrayant que la roue, reçut pour colons & fondateurs l'ordure & les vomiſſemens d'une Ville impure, pour qu'à jamais tout honnête homme eût honte de tourner les yeux de ce côté. De tels gens ne pouvoient qu'exaſpérer les naturels du pays, dont la bienveillance eſt ſi néceſſaire dans des commencemens d'établiſſement : les emplacemens furent d'ailleurs ſi bien choiſis, qu'il en fallut changer autant que de ſtations en un Jubilé; diviſion au-dedans, guerre au-dehors. Tels furent les fondemens de la colonie de la Louiſiane. La Providence a voulu qu'elle tînt malgré tout cela, & l'on en ſent aujourd'hui l'importance; mais qu'on ſe ſouvienne qu'elle ne tient qu'au Canada. Le Midi eſt pour le Nord l'antre du lion; tout y vient, rien ne s'en retourne. Appuyez les racines du Canada, établiſſez, renforcez les communications ſi heureuſement découvertes, c'eſt la véritable barriére à l'ambition des Anglois, & non vos Apalaches.

Tel eſt le précis de l'état actuel des colonies de l'Europe dans le nouveau Monde. J'ai cru inutile de faire entrer dans cet abrégé le détail des différens établiſſemens dans les iſles. Cet article ſeroit très-important, ſi mon objet principal étoit le commerce; mais je ne le conſidére lui-même que rélativement à la population, & l'on ſait déja que mes vues de commerce ſont très-générales, & ſuppriment la ſcience des détails. Conſidérons maintenant

la véritable prudence a plus de part à la conduite des différens peuples de l'Europe rélativement à leurs colonies, qu'elle n'en eut à l'établiſſement de ces accroiſſemens du genre humain ; & ſi le ſyſtême effrayant de ſingularité, mais auſſi de vérité, que j'ai expliqué dans mon Chapitre précédent, ne ſeroit pas en Amérique, comme en Europe, la voie ſûre de l'utilité générale & particuliére, dont nous nous écartons viſiblement.

Nous avons, en fait de colonies, enchéri ſur les anciens, en ce que nous avons dans ce troiſiéme âge imaginé de conſerver un empire abſolu ſur des ſujets auſſi éloignés ; mais avant d'examiner ſi nous avons en cela bien ou mal fait, il faut conſidérer quel a été notre but primitif dans ces ſortes d'établiſſemens, c'eſt-à-dire, diſcuter le principe avant les conſéquences.

Un motif de pure curioſité mêlé de cette eſpérance vague qui en fait toujours partie, fut le mobile des premiers voyageurs qui découvrirent le nouveau Monde. Les beautés de la nature entaſſées dans ces belles contrées, aidées des avantages de la nouveauté, & exagérées dans les récits des premiers avanturiers ; mais plus que tout, l'appas des richeſſes dont ils revenoient chargés, en firent courir nombre d'autres ſur leurs pas. Le bonheur, (s'il eſt permis de nommer ainſi un arrangement de circonſtances où la main de la Providence eſt viſiblement marquée) préſida à la conquête des deux grands Empires du Mexique & du Pérou. La fortune & le courage des Capitaines qui en devinrent les conquérans, ne les éblouirent pas au point de les faire manquer à leur devoir envers leurs Princes. Ce miracle étoit réſervé à

la fidélité Eſpagnole. Ce n'eſt pas qu'une affectation d'indépendance leur eût aiſément réuſſi ; la ſoif de l'or attiroit à chaque inſtant de nouveaux avanturiers dans ces riches contrées, tous munis de différens pouvoirs accordés par la jalouſie de la Cour & des Gouverneurs. L'exemple des crimes précédens, le jeu des grandes paſſions, l'habitude contractée de la violence, tout ébranloit la ſubordination entre les vainqueurs cruels, & leur faiſoit tourner contre eux-mêmes le glaive teint du ſang des malheureux Indiens. Le déſaſtre de Gonzale Pizane, le ſeul qui ait réellement affecté l'indépendance, auſſi promptement abandonné que péniblement établi, n'étoit pas propre à leurrer ſes imitateurs.

Soit vice donc ou vertu, les Chefs Eſpagnols donnerent les premiers l'exemple de cette dépendance du nouveau Monde pour l'ancien, qui ne s'eſt pas démentie depuis, & toute leur ambition ſe tourna vers le déſir de s'enrichir. Les Navigateurs des autres nations qui découvrirent les autres parties de l'Amérique, n'avoient que le même but ; & les Souverains de l'Europe voyant un Roi d'Eſpagne & des Indes, commencerent à comprendre que les Ducs de Normandie d'autrefois avoient été des ignorans de permettre aux Hauteville de conquérir la Sicile pour leur propre compte ; & qu'un Congrès aſſemblé à Utrecht ou à Soiſſons eût dû décider s'il étoit opportun de donner le Royaume de Jéruſalem à l'Infant Godefroid ; d'autre part, il ne fut plus queſtion de conquêtes, dès qu'on ne trouva plus de ſociétés réunies en forme d'Empire, & réſolues à diſputer le terrain ; mais profitant de la facilité des naturels du pays ou de leurs diviſions entre eux, chacun en ar-

rivant ſe mit à parcourir le plus de pays qu'il lui fut poſſible, toujours en prenant poſſeſſion au nom de ſon maître, & ce fut pour ces limites imaginaires qu'on combattit quelquefois depuis, comme pour les autels & les foyers.

A la réſerve de l'avantage idéal d'un titre venteux, on ne voit pas trop, à ne conſidérer les nouvelles aquiſitions que du côté de la domination, quelle ſorte de profit en tireroient les Princes d'Europe. Je ne ſais ſi les armées, la magnificence, l'autorité enfin des Rois d'Eſpagne ſe ſont accrues depuis qu'ils ont joint les Indes à leurs Etats; mais on ſait que des Princes, dont la puiſſance a doublé de nos jours en tout cela, le Czar, le Roi de Pruſſe, &c. ne poſſédent point d'Etats dans le nouveau Monde. Auſſi les premiers avanturiers qui aquéroient ainſi d'immenſes Provinces à leurs Souverains, obtinrent-ils à peine un inſtant de leur attention, & quelques ſecours qu'on leur permettoit de tirer de l'Europe, plutôt qu'on ne le leur donnoit. Les Princes occupés chez eux de leurs véritables affaires, faiſoient de longues guerres pour aquérir une Place, un Bailliage, & ſe ſoucioient peu de vaſtes aquiſitions qu'on faiſoit pour eux dans le nouveau Monde.

L'eſprit du commerce ſe perfectionnoit cependant, & les productions de l'Amérique, toutes ſuperfluités autrefois, maintenant néceſſités abſolues, devinrent l'objet le plus important du commerce de l'Europe. Dans ce ſens-là, l'on n'eût voulu d'abord que des entrepôts, tels que les nations commerçantes en ont ſur les côtes de l'Afrique & de l'Aſie; Comptoirs fortifiés, où les différentes compagnies auxquelles ils appartiennent, exercent une juriſdiction

renfermée dans leurs murs, auxquels eſt joint tout au plus un médiocre territoire; mais bientôt on s'apperçut que les meilleures productions du nouveau Monde avoient beſoin d'être cultivées, & manufacturées ſur les lieux pour être rendues propres au tranſport: en conſéquence, il fallut fonder des Villes, cultiver les terres; en un mot, établir & peupler des colonies en forme.

De ces trois choſes ſi peu faites pour être combinées, à ſavoir, l'eſprit de domination, celui du commerce, & celui de la population, il s'eſt formé un ſyſtême neuf, &, ſi je l'oſe dire, monſtrueux, qui conſtitue la politique actuelle de l'Europe rélativement à l'Amérique. L'eſprit de domination voudroit embraſſer plus d'étendue de pays, que tous ſes ſujets actuels n'en ſauroient enceindre, les plaçât-on un à un ſeulement à portée de ſe parler avec un porte-voix. Il voudroit en outre gouverner ſes ſujets Amériquains autant & plus deſpotiquement que ceux qui ſont à la porte de ſa capitale. L'eſprit de commerce, dont le reſſort au fond eſt de vouloir tout pour ſoi & rien pour les autres, regarde les colonies comme les fermes du commerce, veut les nourrir, les vêtir, les meubler, les parer à ſon prix & à ſa fantaiſie, avoir leurs denrées aux mêmes conditions, leur permettre & leur prohiber ſelon ſon intérêt; traiteroit enfin volontiers les colons, comme l'on dit que les chats-huants traitent les ſouris dont ils font proviſion pour l'hyver, leur apportant du grain, mais leur caſſant les jambes pour les empêcher d'en aller chercher où bon leur ſemble. L'eſprit de population enfin ſent bien la néceſſité de renforcer & d'accroî-

tre les colonies; mais gêné dans ſa liberté par le premier de ſes confreres, dans ſon induſtrie par le ſecond, il ne prend que de fauſſes meſures, & dont l'effet eſt préciſément le contraire de ſon objet. S'il ordonne, par exemple, la diviſion des biens par égale part, eſpérant par-là d'une ſeule famille en faire quatre, il ſe trouve qu'au lieu d'un fort propriétaire en état de faire valoir ſon bien, & de faire les fraix néceſſaires pour l'exploitation des denrées qui ont preſque toutes beſoin d'être manufacturées, il en arrive quatre ou cinq foibles qui vendent le mobilier, & laiſſent en friche l'immeuble: s'il attire des étrangers deſtinés à la culture des terres, ces eſclaves deviennent marchandiſe, leur malheur rend leurs maîtres plus fainéans, & tout homme doué par la nature du ſuprême avantage d'une couleur blanche, ſe croit privilégié pour l'oiſiveté. En un mot, tous les arrangemens de ces ſociétés jurent, & contraſtent les uns avec les autres. Tâchons d'en démontrer la diſcordance & l'inſtabilité; démonſtration d'où naitra naturellement la preuve, que le paradoxe politique que j'ai établi dans le Chapitre précédent, loin de nuire à la prééminence & proſpérité de l'Europe, & de chacun des Etats qui ſe diſputent la Souveraineté de l'Amérique, ſeroit, au contraire, le ſeul moyen d'éviter l'épuiſement où le mauvais ſyſtême actuel les jettera néceſſairement; de peupler & féconder cette admirable & languiſſante partie de l'univers, & de faire en un mot le bien de l'humanité en général & en particulier.

Commençons par les inductions ſimples & frappantes à oppoſer à l'eſprit de domination. *Je les* traiterai aſſurément toutes, tant celles-

ci que les autres, fort en abrégé. Il y auroit de-quoi faire des volumes ſur ces matiéres intéreſſantes. Je demande donc à l'eſprit de domination, ce qu'il veut faire des contrées immenſes qu'il ne ſauroit peupler, qu'à peine il peut parcourir, & dont les différentes parties ne ſauroient avoir de correſpondance entre elles, que par le moyen de coureurs inſenſés dans leurs entrepriſes, déréglés dans leur conduite, infidéles dans leurs rapports, & qui loin de porter dans ces régions écartées les lumiéres & les mœurs qu'ils doivent à leur éducation, en rapportent, au contraire, dans leur patrie les vices, l'indépendance, & la brutalité des barbares épars dans ces forêts. L'objet d'un Gouvernement ſage n'eſt pas ſans doute en cela de regner ſur des déſerts, & d'y établir un empire auſſi fructueux & conſidéré, que l'eſt celui du Grand-Seigneur ſur les Algériens, & autres Pirates des côtes de la Barbarie.

Notre plan en France, me dira-t'on, (car au fond ce n'eſt que pour elle que je parle) eſt de multiplier les productions de notre territoire, en nous appropriant celles d'un pays abondant que nous avons aquis par tant de travaux. L'indépendance eſt l'attribut le plus cher, ou, pour mieux dire, l'eſſence de la ſouveraineté. Nous avons de tems immémorial réduit nos voiſins en Europe à nous craindre pour la leur, plutôt que de ſonger à entamer la nôtre; mais ce qu'ils n'oſeroient imaginer même d'entreprendre par le fer, ils l'opéreroient par le commerce, ſi nous ne nous mettions en état de nous paſſer d'eux. Les productions de l'Amérique ſont devenues des néceſſités en Europe; il faut donc que nous en ayons de notre

deshonorez, quand ces Chefs reviendront, ceux qui se seront enrichis dans leurs places, & récompensez ceux qui reparoîtront avec la panneliére & la houlette, dormez alors sur les détails, & ne veillez qu'aux secours principaux, & aux choix des dépositaires de votre autorité; vos colonies se peupleront & se renforceront d'elles-mêmes avec une rapidité dont les progrès vous étonneront.

Mais, dira-t'on, ce système spécieux dans l'exposition seroit dans la pratique précisément le moyen de relâcher tous les chaînons qui lient ces parties éloignées à la masse, d'écarter les rapports des Provinces à la Capitale, & de faire de ces plantations cultivées avec tant de soin, des Etats distincts & séparés de la Métropole.

Oh! nous voici revenus à l'admirable axiome: *Divide, & impera*; de crainte que les colons ne deviennent trop indépendans, il faut les maintenir foibles & grossiers, les livrer à un gouvernement intercadent, leur rendre enfin le joug habituel; c'est ainsi, dit-on, que Gênes a gouverné la Corse. Mais je veux que cette façon de faire vous réussisse en ce point: toujours est-il que vous êtes convenus de la nécessité de peupler & de fortifier les colonies. Vous sentez vous-même que votre méthode actuelle n'y est pas propre; & tandis que vous languissez dans vos foyers sans aucun accroissement, vos voisins & vos rivaux qui suivent ma méthode, du moins en ce qui concerne la liberté intérieure, l'esprit patriote des colons, & les secours continuels que leur accorde la Métropole, vos rivaux, dis-je, gagnent chaque jour du terrain. Vous les combattez encore avec vos Sauvages, & la valeur de quelques colons;

mais,

mais, outre que ce n'eſt qu'un feu de paille qui brûle la pointe des feuilles, & n'empêche pas l'arbre de jetter bientôt de nouvelles branches & de plus fortes racines, ces foibles races d'ennemis dangereux nommés Sauvages, empoiſonnés chaque jour par les eaux-de-vie que leurs ennemis leur apportent en abondance, diſparoiſſent à vue d'œil de deſſus la ſurface de leur terre natale. Vous vous trouverez un jour iſolés & livrés à vos propres forces, qui diminuent en proportion de ce qu'augmentent celles de vos rivaux. Il n'y aura bientôt plus pour vos colonies, demeurées foibles, que l'alternative, ou d'arborer le pavillon d'Angleterre, ou d'avoir été.

C'eſt donc une néceſſité abſolue, que de peupler & fortifier vos colonies. Elles ne ſont pas ſituées de façon à vous permettre d'en jouir long-tems dans l'état où elles ſont. Or, il n'y a certainement pour cela de moyens actifs que ceux que je propoſe.

Quant à la perpétuité de dépendance de leur part, devriez-vous m'en croire, ſi je vous en répondois? Eh! qui vous répondra de votre propre ſtabilité? Le nouveau Monde certainement ſecouera le joug de l'ancien; il y a même apparence que cela commencera par les colonies les plus fortes & les plus favoriſées; mais dès que l'une aura fait le ſaut, autant en feront toutes les autres. Vainement nos petites cervelles, tant de Londres, que de Paris, ſe creuſeroient en ſpéculation pour empêcher cet événement; ce qu'elles feront pour le prévenir, en accélérera l'accompliſſement. Cet écrit durera, j'eſpére, plus que moi, & j'y conſigne cette prophétie, dont je n'ai aſſurément pas les gants;

mais je conſidére cette défection d'un tout autre œil que ne font nos hommes d'Etat d'aujourd'hui, & je penſe que la nation à laquelle ces colonies feront faux-bond la premiére, ſera la plus heureuſe, ſi elle ſait ſe conduire ſelon les circonſtances. Elle y perdra beaucoup de ſoins & de dépenſes, & y gagnera des freres puiſſans, & toujours prêts à la ſeconder, au lieu de ſujets ſouvent onéreux.

Mais enfin, cette alternative n'eſt plus d'option pour nous; les Anglois en veulent bien courir les riſques; leurs principales colonies ſont, à peu de choſe près, les ſœurs de leur Métropole; & marchant ſur ce pied-là, elles nous auront bientôt abſorbés, ſi nous ne les combattons des mêmes armes. Renforçons donc nos colonies; du moins au pis aller, & en cas de défection générale de l'Amérique, les nations d'Europe qui auront établi le plus de leurs freres dans le nouveau Monde, auront le droit le mieux fondé à la reconnoiſſance & à la confraternité des habitans de ce nouveau théâtre de l'humanité; & il faut avouer qu'à cet égard, nous avons un avantage pris dans la nature du François, qui, propre à tous les climats, à tous les lieux, à toutes les courſes, a cependant toujours un œil ouvert ſur ſa Patrie. Cet événement ne la défigureroit point.

La France depuis douze cens ans fait l'admiration du monde connu: elle le ſeroit bien encore du nouveau Monde dans toute ſa future ſplendeur; mais en ſuppoſant que la poſtérité Américaine pût un jour effacer notre luſtre, eſt-ce cette ſplendeur de comparaiſon qui fait notre gloire & notre bonheur? Il s'enſuivroit delà qu'il vaudroit bien mieux vivre parmi des

gens contrefaits de corps & d'eſprit, pour être un phénix parmi eux, que dans une ſociété choiſie où l'on ne ſeroit qu'un homme ordinaire. Cet amour-propre-là ſeroit au-deſſous de l'inſtinct de la brute. J'ai dit & démontré en parlant du commerce étranger, que la proſpérité de nos voiſins faiſoit partie de la nôtre: c'eſt un des principaux arcs-boutans de mon ſyſtême, mais dont la vérité eſt tellement ſenſible & frappante, que les préjugés contraires ne peuvent être regardés que comme un encroutement de cette barbarie dans laquelle nous ſommes encore plus d'à moitié plongés. Ceci nous méne naturellement à la diſcuſſion des priviléges de l'eſprit de commerce dans la direction des colonies.

Il eſt donc dit & établi que le commerce eſt le principal, ou, pour mieux dire, l'unique objet de notre ambition & de nos travaux en Amérique. Celà poſé, notre conduite dans le nouveau Monde (pour ne parler que de nous) adminiſtre par les faits la plus éclatante preuve de la vérité de l'axiome que j'ai établi ailleurs, que *le commerce doit ſervir en liberté, & jamais ne commander.* Conſidérons notre conduite paſſée & préſente, & nous verrons de combien d'erreurs eſt ſuſceptible ce déplacement d'être, qui fait marcher devant ce qui de ſa nature doit ſuivre, & qui veut labourer avec un ſoc renverſé. On conçoit aujourd'hui qu'il étoit impoſſible de commercer en Amérique ſans s'y établir; mais combien de tems & d'avantages ne nous a pas fait perdre la cupidité de nous enrichir par des traites & des retours rapportans, avant que d'avoir fait un établiſſement ſolide!

Des deux objets même de commerce que nous

préſentoit l'Amérique ſeptentrionale, l'un eſt d'utilité premiére, immenſe & d'une facilité ſurprenante; ce ſont les pêches: l'autre, d'une utilité ſeconde, bornée & d'un genre dépendant, & plein de difficultés d'une nature à croître chaque jour; ce ſont les pelleteries. Nous nous ſommes cependant livrés tout entiers à cette derniére, & de façon que, tandis que nous avons pris tant de précautions également inutiles, couteuſes & tyranniques, eſſuyé tant de guerres, ſans celles qui nous attendent, pour nous conſerver la traite excluſive des pelleteries, nous avons négligé dix occaſions où il n'y avoit plus qu'un pas à faire pour chaſſer nos ennemis de Terre-Neuve. Nos pêches errantes ne ſont preſque rien, & nous n'avons aucune pêche ſédentaire paſſablement établie.

Ecoutez le commerce encore actuellement, & appréciez d'après ſon eſtime l'importance de vos colonies. Le Canada lui paroitra la derniére de toutes: c'eſt, dira-t'il, la plus pauvre; on n'en peut tirer que quelques bois & des pelleteries de peu de rapport, & il ne la conſidérera que comme ſervant de barriére aux entrepriſes des Anglois ſur la totalité du continent. Les pêches cependant, ce Pérou inépuiſable des Hollandois qui entretient tant de bâtimens, exerce & endurcit tant de matelots, qui procure aujourd'hui à l'Europe un quart de ſubſiſtance, & de celle ſur-tout des pauvres gens, article ſi intéreſſant, les pêches nous ſeroient interdites ſur le grand banc & dans le fleuve, ſi nos établiſſemens de l'Amérique ſeptentrionale venoient à tomber. Ce ſeroit par-là que nous deviendrions vraiment tributaires de nos voiſins, & tout autrement que par le ſucre, le

caffé & l'indigo, matiéres d'une utilité ſeconde, & nullement de néceſſité; mais ce ſont le matelot, l'armateur & le cabotage qui ſubſiſtent par les pêches, & qui en nourriſſent trois millions de ſujets du Roi. Le commerce conſidéré comme état à part, n'y gagne rien; le Canada produit des grains, & ſe paſſe de nos farines; ſes habitans ont plus beſoin de raquettes pour courir ſur la neige, que de ſouliers brodés; ſa pauvreté qui entretient ſa valeur, lui prohibe le luxe qui ruine les Créoles, pour enrichir des faiſeurs de pacotilles qui ne rapportent ſouvent des Iſles que des billets inſolvables. En conſéquence, le commerce, qui en général eſt politique comme Petit-Jean de la Comédie, ne s'intéreſſe au Canada que par ouï-dire.

Mais qué fait-il enfin pour ſes cheres Iſles? En quoi ce commerce ſi vanté eſt-il ſi avantageux à l'Etat dans la partie qui ne conſiſte qu'à y porter nos farines & nos vins pour en rapporter les denrées du pays? Pour peu qu'on ſe rappelle les principes que j'ai établis dans tout le cours de cet Ouvrage, on verra d'un coup d'œil que ce commerce-là eſt très-ruineux: c'eſt échanger notre ſuc alimentaire contre des denrées de nulle ſubſtance, nourrir des peuples éloignés, & dont le Souverain ne peut tirer preſqu'aucun des ſervices qu'il doit tirer de ſes ſujets, aux dépens de ceux qui devroient environner ſon trône, accoutumer les Regnicoles à échanger le néceſſaire contre le ſuperflu, & les Créoles à n'avoir qu'une ſubſiſtance précaire & ſi couteuſe, que la forme ſeule en prononce peine de mort contre le peuple & les pauvres.

Mais, dira-t'on, nos farines & nos vins, nous les tirons de cantons qui n'auroient pas de

débouchés ſans cela : or, le tranſport nourrit & entretient un nombre de matelots & gens de mer, genre d'hommes ſi néceſſaires ſelon vos propres principes.

De ces deux raiſons, la premiére ne part que de la hideuſe ignorance qui nous fait ſuppoſer qu'il ne peut jamais y avoir trop de denrées dans un Etat. L'on ne m'a pas lu, s'il reſte encore quelques traces de ce préjugé à mon Lecteur; & quant à la ſeconde qui regarde les gens que le tranſport & la voiture font vivre, je vous dirai qu'il vaut mieux que ces fraix entretiennent les gens de riviére & de canaux, & autres voituriers que j'ai établis dans mon plan de vivification. Suivez-le de point en point; & loin d'avoir moins de matelots entretenus par les fraix de nolis, de bâtimens maritimes chargés de denrées, vous en aurez davantage, avec la ſeule différence que loin d'exporter au-dehors vos denrées, ils vous en apporteront de celles de l'étranger.

Le commerce de denrées avec nos Iſles nous eſt donc onéreux; mais il en eſt un autre qui a mille branches, & qui, de mon aveu, eſt très-utile; c'eſt celui de toutes les quinquailleries, parures, menues marchandiſes enfin, tant utiles qu'agréables, que conſomment les Créoles, & que notre commerce tire de Paris & des Provinces. Sans contredit, celui-là eſt très-bon : il ſeroit cent fois meilleur cependant, ſans les prohibitions & entraves que la cupidité & les vues mal entendues du commerce dictent au Gouvernement, & qui arrêtent l'accroiſſement des colonies, & bornent par conſéquent leur conſommation.

Si les colons étoient les maîtres de tirer de

leurs poſſeſſions toutes les ſortes de denrées qu'elles pourroient produire, de ſe fournir de celles que le ſol leur refuſeroit, de la main quelconque qui les leur offriroit à meilleur marché; s'il leur étoit permis de recevoir les néceſſités de leur entretien, & même de leur luxe, de ceux qui les leur viendroient préſenter, & même de les aller chercher & échanger où bon leur ſembleroit; vous ne nierez pas qu'en cet état les colonies ne devinſſent promptement, au milieu de cette abondance, très-fortes, très-puiſſantes, & très-peuplées; que le prix du terrain n'y accrût de beaucoup; que la culture & le produit n'en doublaſſent, & que les villes, ſéjour des riches habitans, ne devinſſent l'image de la proſpérité. Si vous me niez cela, toutes régles de calcul & d'expérience ſont fauſſes, & je n'ai plus rien à dire: ſi vous en convenez au contraire, je vous demande, ſi le pays de l'induſtrie, du travail & de l'activité, *la France*, trouvera moins de reſſources dans ſon droit de prééminence à elle attribué par la nature vis-à-vis d'un nouveau Monde puiſſant & riche, qu'elle n'en a aujourd'hui par ſon droit excluſif ſi ſouvent fraudé, ſi peu aſſuré dans ſes profits, dans les retraites languiſſantes d'un tas d'interlopes & de fainéans.

En vous paſſant, dira-t'on, la ſupériorité de Paris pour les ajuſtemens, bagatelles & autres marchandiſes de détail, article qui feroit ſujet à bien des exceptions, vous ne pouvez auſſi nous nier que les Hollandois & les Anglois ne naviguent à moitié meilleur marché que nous: en conſéquence, ſi les prohibitions tombent, il n'y aura plus qu'eux de reçus dans les ports de nos colonies; ils viendront eux-mêmes cher-

chez chez nous nos propres marchandiſes, & notre commerce maritime que vous recommandez tant, tiennent à rien.

L'objection eſt ſimple & naturelle; elle eſt tirée d'après les faits exiſtans & viſibles; & avec cela je vous ſoutiens, moi, qu'elle n'eſt pas faite pour arrêter un inſtant. 1°. Notre malaiſance maritime eſt une idée dont l'expérience a démontré de tout tems la fauſſeté. Je l'ai dit ailleurs; dans cinq ans notre marine militaire naquit & crut au point de tenir tête à celle de l'Europe combinée. Louis XIV. en vain eût imaginé & travaillé en grand, s'il n'eût trouvé dans ſes ſujets cette aptitude inimitable en tout genre d'induſtrie & d'entrepriſes. De tout tems, même avant les Romains, les peuples de nos côtes, tant du Ponent que du Levant, étoient les plus hardis navigateurs de l'Europe. Nos loix fiſcales d'une part lient en tout ſens le commerce, & nos loix de police maritime de l'autre gênent & engourdiſſent la navigation. C'eſt des cendres de ces deux codes que naitroit un eſſain d'armateurs plus hardis, s'il eſt poſſible, que ceux du Texel. Bientôt ils ſauroient tout auſſi-bien & peut-être mieux qu'eux, agréer leurs navires, de façon qu'ils fuſſent en état d'aller avec la moitié moins d'hommes. 2°. Qu'on ſe rappelle encore l'augmentation de mains, de produit, de matiére premiére & de travail que les parties précédentes de mon plan auroient établie dans le Royaume; le bas prix des ouvrages, forcé d'une part par la concurrence, de l'autre, par le ſoin de repouſſer toujours l'or au-dehors, la facilité des traites intérieures, de la ſortie, & tous les autres points de vivification que j'ai démontrés faciles; & qu'on juge

ſi dès lors aucune nation de l'univers, tant économe & vigilante ſoit-elle, ſera en état de l'emporter ſur nous par le bon marché.

Je croirois inutile, après cette expoſition, de faire une comparaiſon de cette méthode ſimple, & j'oſe dire indiſpenſable, avec celle dont on uſe aujourd'hui énumérée & diſcutée en détail. Cet examen auroit l'air d'une ſatyre, & je n'en veux point faire. Si quelquefois la vivacité m'emporte juſques à laiſſer aller des traits qui paroiſſent porter, c'eſt aſſurément ſans malice aucune, & la preuve en eſt en ce que les diverſes profeſſions, qui de tous les tems ont été plus particuliérement le plaſtron des bons mots des grands & des petits, ſont en général celles ſur leſquelles j'ai obſervé le plus de retenue. Non-ſeulement tout homme en particulier, mais toute claſſe d'hommes m'eſt reſpectable : toutes ſont utiles ; ce n'eſt que le déplacement qui les rend nuiſibles.

Sans détailler donc le régime actuel de notre commerce aux colonies, il ſuffit de dire que nous y devons tout porter & tout en rapporter, & que ſi les loix y étoient exactement obſervées, elles n'auroient de ſubſiſtance & de débouché que par nous. Or, comme l'accroiſſement d'un peuple eſt, ſelon que je l'ai tant répété, toujours relatif à ſes ſubſiſtances, il s'enſuit que c'eſt notre commerce qui compoſe le territoire de nos colonies. Par une induction naturelle, il faut conclurre que tout ce qui borne & rétrécit notre commerce, fait exactement le même effet ſur nos colonies. Ainſi donc les loix fiſcales & de police maritime, que j'ai dit ci-deſſus gêner notre commerce & engourdir notre navigation, portent par un des bouts du bâton

néceſſairement ſur nos colonies, tandis que celles de nos rivaux ſont encouragées par toutes ſortes de ſecours. En outre ceux-ci ſont ſûrs d'opprimer nos colonies, ſans même ſe donner la peine de les attaquer directement, mais ſeulement en opprimant ou dérangeant notre commerce : ils leur portent en effet des coups certains, non-ſeulement par la force en tems de guerre, mais encore en pleine paix par leur ſeule induſtrie & attention à leur propre commerce; car nous damant inſenſiblement le pion partout ailleurs où nous ne ſommes pas les maîtres, comme ici, d'éviter la concurrence, ils affoibliſſent notre commerce dans ſes autres branches, dont celle-ci n'eſt pas aſſez indépendante pour ſubſiſter ſeule ſans diminution, tandis que les autres s'affoibliſſent.

Il s'enſuit de tout ceci, que l'eſprit de commerce eſt de lui-même très-incapable de former, peupler & fortifier des colonies, & ſurtout que ſes vues & ſes arrangemens actuels, rélativement aux nôtres, ſont tous propres à en arrêter l'accroiſſement : ce qui, vu leur ſituation environnée de voiſins ambitieux, & qui donnent une attention toute particuliére à cette partie-là, veut dire la même choſe que nous les faire perdre.

Venons aux objections à faire à l'eſprit de population. A dire vrai, cet eſprit n'a jamais eu de place dans les paſſions humaines; c'eſt un dérivé du calcul & de la réflexion. Les hommes aiment par nature la domination : par nature auſſi ils déſirent de s'enrichir; mais ce ne peut être que par une ſuite de réflexions & par l'expérience, qu'ils en viennent à concevoir que leurs beſoins, leurs avantages, leurs paſ-

ſions même gagnent à la multiplication de leur eſpéce. Je n'entreprendrai pas de faire ici une diſſertation que j'ai épargnée à mon Lecteur au commencement de cet Ouvrage, où elle eût eu ſa place naturelle; c'eſt aux livres de recherche, de curioſité, d'agrément même, qu'il eſt permis d'ennuyer le prochain par le privilége de l'impreſſion. C'eſt une charge impoſée par le travail & l'amour-propre ſur la maligne oiſiveté des lecteurs de brochures; mais un Auteur, qui traite de l'intérêt de l'humanité, doit ſacrifier de ſon amour-propre, & même de ſa réputation à la crainte de laſſer l'attention. Je n'entens donc ici par eſprit de population, que la conviction où l'on a été qu'il falloit peupler l'Amérique, & y encourager la culture des terres, pour tirer quelque avantage de cette belle partie du monde. J'ai déja cité quelques fortes bévues faites par les Anglois même, ainſi que par nous, dans le choix des moyens pour parvenir à cette fin; & ſans reprendre ici en détail les différens arrangemens domeſtiques de nos colonies en ce genre, je me contenterai d'examiner le plus important de tous, & de le démontrer non-ſeulement inſuffiſant, mais même dangereux & nuiſible.

On a imaginé de faire tranſporter des eſclaves dans nos colonies Méridionales pour les aſſujettir à la culture de la terre, c'eſt-à-dire, de mettre au dernier rang l'art & le travail qui doivent être au premier dans l'eſtime des hommes. Dès que Rome ne vit plus ſes campagnes couvertes que d'eſclaves, dès lors les maîtres ne valurent plus rien, & il fallut que l'Afrique nourrît l'Italie. On ſait cela, & c'eſt un ſujet que j'ai aſſez rebattu.

Mais l'eſclavage ancien, tout barbare & dé-

naturé qu'il étoit, quoiqu'il ait corrompu les peuples, avili & mêlangé les nations, banni toute concorde, toute pitié, toute pudeur, toute humanité enfin; l'eſclavage ancien, quoique dans le droit plus deſpotique que celui d'aujourd'hui, étoit dans le fait tout autrement ſupportable & moins dangereux. Nos eſclaves de l'Amérique ſont une race d'hommes à part, diſtincte & ſéparée de notre eſpéce par le trait le plus ineffaçable, je veux dire, la couleur, & qui conſéquenment reçoit de la nature le type de ſon infortune. Les eſclaves anciens étoient des hommes reſſemblans à leurs maîtres; les malheurs de la guerre & autres révolutions les réduiſoient à cette triſte condition, ſans leur ôter les dons naturels & les talens aquis dans leur patrie; tout cela les rapprochoit de leurs maîtres. Ceux-ci, au contraire, on les va chercher dans le ſéjour de la barbarie. Ils arrivent brutes ou doués d'un inſtinct qui nous eſt étranger; ce qui revient au même pour nous. On les jette dans des étables où ſont entaſſés leurs ſemblables; on les excéde de travail pour le compte de leurs maîtres; & de cet ordre d'habitudes & d'uſages nait au ſein de la loi de fraternité & dans un ſiécle qui s'eſtime éclairé par excellence, la plus dure, &, j'oſe dire, la plus impie des ſervitudes.

Cette méthode en tout ſens & de toute part n'a que des inconvéniens également inévitables & ruineux. Si l'on appeſantit le joug ſur ces malheureux, comme en général on croit cette précaution néceſſaire à la ſûreté même des colonies, la culture des terres, qui leur eſt excluſivement attribuée, languit en proportion, leur *population* eſt arrêtée par leur miſére & tous

les déſordres qui en dérivent; les femmes ſe font avorter pour être débarraſſées d'un fardeau qui les gêne; dans la culture du petit champ qui leur eſt délaiſſé pour leur ſubſiſtance, les hommes deviennent fripons & malfaiteurs, & l'on eſt obligé de tirer ſans ceſſe à grands fraix de l'Afrique, dequoi remplacer la diminution continuelle que la miſére & les vices cauſent à cette étrange peuplade. Si, au contraire, on adoucit leur eſclavage, la débauche des maîtres les introduit dans les maiſons, & y établit une race de Métis qui portent ſur leur front l'édit de proſcription des mœurs & de la vergogne publique. Les Négres les plus induſtrieux ſe forment aux arts & métiers, & arrachent ainſi à la population des blancs cette racine ſeconde, mais nourriſſiére. Petit à petit le peuple d'eſclaves s'accroit & celui des maîtres diminue; le travail & l'activité ſont le partage des premiers, l'indolence & l'orgueil celui des autres: qu'on juge où doit aboutir cette diſtribution.

L'imprudence des Créoles aide encore à accélérer ce renverſement. L'appas du gain, & d'une rétribution plus forte tirée de leurs eſclaves, les engage à les employer à la navigation, aux fonctions militaires même. Les hommes les plus épais ont toujours aſſez de lumiéres pour ſentir l'avantage de la liberté. Il y a même un préjugé tout établi parmi pluſieurs d'entre ceux-ci, que Dieu a livré d'abord cette terre à la race rouge, enſuite aux blancs, & enfin aux noirs, & l'on voit des cantons dans les Iſles où ils ſe ſont déja ſouſtraits à l'obéiſſance. Loin de ſentir le péril de ce genre de révolution qui frappe néanmoins tout le monde, il ſemble que l'on coure au-devant, & l'on pouſſe le délire à

cet égard, juſques à introduire avec ſoin les Négres dans les colonies de terre ferme, qui n'en connoiſſoient pas l'uſage.

Il ſeroit inutile d'étendre plus loin ces réflexions. Quel reméde, me dira-t'on? Je n'ignore pas que le pire des abus eſt de vouloir attaquer de front & détruire d'un ſeul coup les abus enracinés dans la nature des choſes. En conſéquence, je n'entreprendrai pas de bannir l'uſage des Négres; mais voulez-vous les borner, & bientôt le rendre inutile? Encouragez la culture des terres dans les colonies. Vous ne le pouvez qu'en rendant les colonies floriſſantes, & j'ai démontré que vous ne pouviez les rendre telles, que par une liberté entiére d'importation & d'exportation. La miſére eſt toujours oiſive, l'abondance toujours agiſſante. Quand les productions de ces terres auront un débouché pompt & aſſuré, le territoire & ſes plantations en deviendront plus précieuſes à leurs poſſeſſeurs. Ils préſideront eux-mêmes à leur culture, & bientôt ne dédaigneront pas d'y mettre la main, ſi vous avez ſoin que les chefs & principaux donnent à cet égard l'encouragement & l'exemple. L'abondance & la richeſſe des villes attireront des artiſans d'Europe, qui prendront l'avance ſur l'induſtrie des Négres, qui n'eſt jamais que d'exception parmi cette race d'hommes. Ces artiſans en éleveront d'autres, & bientôt on préférera des ouvriers, & même des cultivateurs gagnant ſalaire à des eſclaves qu'il faut acheter fort cher, preſque toujours embarraſſans & ſouvent infidéles.

Le ſentiment inſtant de l'abondance de mon *ſujet*, joint à celui de mon indignité perſonnelle rélativement aux honneurs de l'in-folio,

m'obligent de m'arrêter ſans ceſſe en beau chemin. Je n'ai fait qu'effleurer la matiére ſur les trois parties de diſtribution que je me ſuis preſcrites, pour démontrer que nous ſommes très-novices dans l'art de former des colonies, & que tous les arrangemens préſens de l'Europe à cet égard, tendent préciſément au contraire de l'objet que nous avons, & que nous devons avoir : je crois cependant qu'il réſulte du peu que j'en ai dit, que bien loin que mon plan de liberté générale du commerce trouvât des obſtacles invincibles dans le nouveau Monde, c'eſt là préciſément où il auroit le plus d'avantages, où même il eſt le plus indiſpenſable.

En effet, quelque ſagement conduit que puiſſe être le ſyſtême politique de l'Europe, quelque modération qui préſide à ſes arrangemens intérieurs, il eſt impoſſible qu'elle jouiſſe jamais d'une ſolide tranquilité, ſi les intérêts des principales Puiſſances de notre continent en Amérique ne ſont tellement condenſés, & ne ſe donnent, pour ainſi dire, la main, de façon que toute voie ſoit fermée aux mal-entendus continuels qui nous arment ſans ceſſe les uns contre les autres. Au lieu de cela, chaque nation ſe tourne le dos dans le nouveau Monde; & s'il eſt paſſagérement quelques reſſorts d'union entre elles, ils ſont d'un métal ſi aigre, & d'une nature ſi aiſée à agacer, s'il eſt permis de parler ainſi, qu'aujourd'hui que tout le monde a l'œil tourné de ce côté-là, l'on doit s'attendre à des ruptures continuelles qui allumeront des guerres maritimes, fatales ſur-tout aux deux Puiſſances principalement contendantes, & ruineuſes pour tout le monde. C'eſt ce dont je vais traiter dans le Chapitre ſuivant.

CHAPITRE VII.

De la Paix & de la Guerre.

UN Populateur ne doit parler de la guerre que rélativement à la paix. Les hommes ſe ſont bien mépris dans le rang qu'ils ont accordé dans leur eſtime aux vertus militaires. Elles ſont, ſans contredit, les plus brillantes & les plus eſtimables de toutes; mais ſeulement en ſuppoſant leur plénitude & l'enſemble des différentes vertus qui doivent entrer dans leur compoſition; à moins de cela, ce ſont les plus brutales des affections dont nous ſoyons ſuſceptibles.

Le déſir de la gloire, l'audace, l'intrépidité, la force, la patience dans les travaux, le ſang froid dans les périls, ſont ce qui conſtitue les vertus militaires proprement dites; mais ſi elles ne ſont liées à la ſenſibilité, la généroſité, la douceur & la modeſtie, elles dégénérent en fougue, dureté, cruauté, en fureur enfin. Dès lors les guerriers ne ſont plus utiles, que comme des dogues enchainés dans une baſſe-cour qu'il ne faut lâcher qu'à la derniére extrêmité. Or, comme chaque état n'eſt eſtimable qu'en proportion de ſon utilité, leur rang dans un Etat eſt marqué par cette comparaiſon.

Vous n'eſtimeriez donc, me dira-t'on, que les Dugueſclin, les Bayard, les Turenne, & paſſé cela, vous comprendrez ſous votre proſcription morale la premiére des profeſſions dans tout Etat Monarchique? Il s'en faut bien. En

tout

tout genre de vertus, & ſur-tout de vertus combinées, ceux qui ont atteint la perfection, ſont très-rares, & d'entre ceux-là même tous ne ſont pas mis par la fortune en un poſte aſſez éminent pour que leurs vertus inſtruiſent l'univers & honorent l'humanité. Je dis plus; & loin de borner à un ſi petit nombre parmi nous les Héros qui ſe ſont également diſtingués par les différentes qualités, dont j'ai fait entrer l'alliage dans la compoſition des vertus militaires, je ſais, au contraire, que toutes enſemble elles ont fait toujours parmi nous l'objet de l'ambition de nos militaires, le point de vue & le leurre, pour ainſi dire, auxquels ils ont été dreſſé. J'en ſais peut-être autant qu'un autre à cet égard, & en conſéquence j'eſtime fort nos guerriers; mais je ne ſaurois eſtimer la guerre qu'autant qu'elle entre dans le plan d'une ſolide paix, & dans la marche pour y parvenir.

La paix eſt un don du ciel; mais il en eſt de ce don-là comme de tous les autres qui ne fructifient que par nos ſoins. L'homme eſt en général un animal qu'on ne fait demeurer en paix que par force, paix au-dedans, par une bonne police; au-dehors, par une grande conſidération, reſpect des bons, crainte des méchans, amour de la part de l'humanité en corps fondé ſur la vénération & la reconnoiſſance des bienfaits; voilà ce que doit s'attirer le Souverain du plus puiſſant Etat de l'Europe.

Rappellons-nous que les Royaumes étrangers ſont dans ma ſpéculation les Provinces du nôtre: nous leur devons la police comme aux Provinces intérieures, & cette police s'appelle *paix*. Je crois avoir conſidérablement avancé l'exécution du plan de cette façon d'être dans tou-

tes les Parties de cet Ouvrage, où j'ai traité de la conduite rélative aux étrangers, & qui naiſſent de celles qui établiſſent le bonheur des regnicoles. Un Souverain qui ayant rendu ſes peuples nombreux, agiſſans, réglés & heureux, traitera enſuite les étrangers comme leurs freres, leur ouvrira ſes ports & ſes chemins, leur communiquera ſon induſtrie, les aidera par tous moyens à devenir tels que ſes ſujets; un Prince, dis-je, qui ſe conduira conſtanment ſelon le plan que j'ai tracé, trouvera, dans la diſpoſition des eſprits en ſa faveur, un défenſeur bien préſent, & une prévention bien zélée contre ceux qui voudroient l'attaquer dans ſes droits au point de le néceſſiter à interrompre un ſi digne ouvrage par les meſures d'une guerre indiſpenſable. Cependant ce ne ſeroit pas connoître l'eſprit humain, de croire que la juſtice & la droiture, quelque viſibles qu'elles puiſſent être, ne perdent jamais de leurs droits auprès de lui. L'expérience nous démontre, au contraire, que l'homme, tant en général, qu'en particulier, ne ſe meut preſque jamais que par l'illuſion, dont les droits ſur nous ſont impreſcriptibles. D'ailleurs, l'empire de l'ame eſt le premier de tous; & pour obtenir cet empire, il faut élever les opérations de ſon ame au niveau de ce qu'on eſt. Mon Roi Paſteur doit être le pere de famille de toute l'Europe; en conſéquence il faut qu'il en connoiſſe les droits, les humeurs, les intérêts. C'eſt la politique proprement dite; mais avant d'expliquer en détail en quoi elle conſiſte, montrons l'illuſion & la futilité des objets dans leſquels on voudroit la faire conſiſter.

On prétend que l'idée de l'équilibre entre

les Puiſſances de l'Europe, idée favorite des gazettes & des caffés politiques, a été imaginée par deux très-grands Miniſtres; c'eſt faire beaucoup d'honneur à cette idée: mais au cas qu'elle ait une auſſi noble origine, ils ne l'imaginerent aſſurément que comme un fantôme à préſenter aux ſpéculatifs & aux mauvais politiques. Ils étoient trop habiles gens pour s'y méprendre, & pour ne pas ſentir toute la vanité de cette imagination, d'autant que ce ſont les deux hommes du monde qui ont le moins ménagé l'équilibre, & le plus fait pancher la balance de leur côté. Il eſt certain que le Cardinal de Richelieu avoit au moins eſpéré tirer de ſa rupture avec la Maiſon d'Autriche, les avantages qu'en retira après lui le Cardinal Mazarin. Quant au Chancelier Oxenſtiern, il ne fut pas plus déſintéreſſé, & au contraire. Il eût été pourtant bien généreux aux deux inventeurs de l'équilibre de s'être contentés d'avoir rendu gratuitement la liberté à l'Allemagne; mais encore un coup ces deux hommes étoient trop habiles pour cela. Donner, en un mot, de tels Auteurs au ſyſtême de l'équilibre, c'eſt en faire voir le peu de réalité. Il eſt pourtant tout ſimple que nous nous en ſoyons ſervi dans le tems pour ameuter l'Europe contre la Maiſon d'Autriche, & qu'on l'ait employé depuis contre nous; mais dans le réel ce n'eſt qu'une ombre & un preſtige vain. L'équilibre eſt depuis cent trente ans l'appas préſenté aux Etats les plus foibles contre les plus forts: qu'a produit depuis ce tems pour eux cette belle idée? Jamais les grandes Puiſſances n'en ont plus englouti de petites. L'Ecoſſe, qui, quoiqu'appartenante au même Prince que l'Angleterre, faiſoit Royaume à part, a été

réunie ſans eſpoir d'être déſormais rétablie dans ſon independance. Les Ducs de Toſcane, de Parme & de Mantoue ont été éteints; Veniſe a contribué; l'Etat Eccléſiaſtique a été fouragé. En Allemagne, combien de petits Souverains ont été englobés dans les grands Etats qui s'y forment! Que de grandes Puiſſances renforcées! Le Royaume de Dannemarck eſt devenu héréditaire, celui de Pologne court riſque de le devenir; la Lorraine eſt Province de France. Il eſt donc démontré par l'expérience, que les efforts pour l'equilibre n'ont ſervi de rien aux petits Etats: qu'ont-ils produit pour les grands? Guerres continuelles, qui les ont tous également dépeuplés & appauvris. J'en reviens à mon point: l'equilibre entendu comme il l'a été juſqu'aujourd'hui, n'eſt qu'une chimére dangereuſe. Il conſiſte à rallier toute l'Europe, ou partie, auprès de la Puiſſance prépondérante contre la Puiſſance dominante, & butte au fond à rendre tout l'univers le jouet de la jalouſie & de l'ambition de quelques hommes.

Qu'on ne diſe pas que je traite ici de chimères des craintes & des précautions qui ne peuvent être déſormais que contre nous. Nous ne devons aſſurément point craindre cela. Cette idée, qui prend ſa racine dans la crainte que le foible a naturellement du plus fort, peut trouver aiſément créance dans les eſprits foibles & prévenus; mais l'univerſalité des hommes ne ſe mène pas ainſi. La Maiſon d'Autriche, tant qu'elle fut objet de la crainte, s'y prit très-mal pour la faire ceſſer. Les deſſeins de l'Eſpagne furent toujours preſque auſſi réellement injuſtes que chimériques; ſes moyens politiques ne l'étoient guères moins; cabale & corruption par-

tout. Il eſt impoſſible de corrompre tout le monde; & tout ce qui ne l'eſt pas, ſe révolte toujours contre de pareils moyens. Le grand éclat de Louis XIV. ſa hauteur, & l'honneur qu'il y avoit à s'oppoſer à ſes deſſeins, quand le Ciel, la fortune, & de grands hommes en tout genre, ſembloient s'efforcer à l'envi de les ſeconder, ſuſciterent d'autres grands hommes, qui profitant de la jalouſie des nations, les épuiſerent, en leur faiſant craindre le joug d'un Prince pour lequel ſes ſujets ſacrifioient tout avec empreſſement. Cette illuſion paſſagére a diſparu, & la modération de notre Roi miſe dans ſon vrai jour par une ſuite d'événemens tous parlans, & par une conduite conſtanment dirigée ſur ces principes, a porté le coup fatal à ce preſtige; mais ſans cela il ſe ſeroit évanoui de lui-même.

Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à ſe retracer en un point la différence qui ſe trouve entre la poſition actuelle des Etats de la Maiſon de France dans ſon plus grand éclat, & les forces apparentes de la Maiſon d'Autriche, lorſqu'elle éveilla la jalouſie de l'Europe. Outre toutes les Eſpagnes réunies, en y comprenant le Portugal qui lui donnoit les Indes entiéres, les autres nations n'y ayant encore, pour ainſi dire, aucun établiſſement; outre le Rouſſillon qui lui aſſuroit une entrée dans les plus belles Provinces de la France, elle poſſédoit le Milanois, dont elle faiſoit le centre de ſa Monarchie, & d'où elle donnoit la main au Royaume de Naples, à la Sicile, à la Sardaigne, & aux autres entraves de l'Italie, telles que Piombino, Monaco, &c. Du Milanois elle s'ouvroit un paſſage par la Valteline, pour joindre par-là les

forces & les Etats des Archiducs d'Inſpruk, & des Landgraves d'Alſace, Princes de la Maiſon d'Autriche, & ſes propres domaines dans la Franche-Comté. L'Empereur de ſon côté ſi puiſſant par ſes Etats & ſa dignité héréditaire, & maître preſque abſolu de toute l'Allemagne que ſes nombreuſes armées ravageoient, avoit donné le bas-Palatinat aux Eſpagnols, qui occupant auſſi l'Electorat de Tréves, donnoient la main d'un côté aux Pays-bas, & de l'autre à la branche Allemande de leur Maiſon, qui redoutée juſques au fond du Nord, faiſoit de l'un à l'autre pole trembler tout l'univers. Cette ligue d'Etats armés barroit ainſi la communication de la France, Puiſſance prépondérante alors avec tout le reſte de l'Europe, & la ſerroit de tous côtés. La mer étoit ouverte à leurs flottes, la terre à leurs armées.

Tel étoit l'état des forces oſtenſoires de la Maiſon d'Autriche, quand le Cardinal de Richelieu entreprit d'ébranler ce coloſſe. Nous voyons à préſent toute la foibleſſe cachée ſous cet appareil; mais l'aurions-nous vue à la place de ce grand Miniſtre? Il y réuſſit cependant, quoique détourné par des troubles continuels au-dedans, & n'étant aidé que de la Suéde & de la Hollande. Il en vint à bout ſans équilibre; car l'Angleterre ni les autres Puiſſances n'y prirent aucune part; pluſieurs Princes même, tels que le Duc de Baviére, & autres tant en Allemagne qu'en Italie, furent pour la Maiſon d'Autriche. Qu'étoit la France auprès de cela, quand on l'accuſa d'aſpirer à la Monarchie univerſelle?

Par où, du ſein de la zone tempérée, eût-*elle pu* envoyer des fers au Midi & au Nord?

Toutes ſes forces concentrées entre les mains d'un maître altier, ſenſible & généreux, étoient & ſeront toujours très-redoutables pour ſes voiſins, & formeront un enſemble impénétrable aux efforts de ſes envieux. Aujourd'hui l'Eſpagne & le Royaume de Naples obéiſſent à des Princes de cette Maiſon; mais la mer eſt comme fermée par les Anglois, maîtres de Gibraltar & de Port-Mahon; les Puiſſances maritimes couvrent l'Océan de vaiſſeaux en Amérique; ils ſont plus puiſſans eux ſeuls que toutes les autres nations enſemble; l'Italie eſt libre; l'Allemagne n'a à craindre que les fers qu'elle ſe forge elle-même; le Nord ne redoute des tyrans que du côté de ſes glaces & de ſes forêts. La Maiſon de France d'ailleurs n'a rien aquis en général que par des voies légitimes, par le droit des fiefs, ou des Traités ſolemnels. En pouvoit-on dire autant de la conquête du Portugal, & des différentes réunions qui formerent autrefois les Etats héréditaires d'Allemagne? Je ne veux point diſcuter ici les droits des Souverains; mais la Maiſon de France a plus rendu d'Etats par pure généroſité, que la Maiſon d'Autriche n'en poſſéda jadis par droit inconteſtable. Je ne dis pas que pour cela nous ayons paſſé pour être plus habiles, & le proverbe Italien: *Gli Franceſi Pazzi ſono morti*, n'eſt pas bien ancien; mais je dis que pour la ſûreté publique le génie des Maiſons fait beaucoup; que les maximes Françoiſes n'ont jamais été l'uſurpation, ni même l'ambition inquiéte, démeſurée & atroce dans ſes moyens, telle qu'on l'imputa jadis aux ennemis du repos de l'Europe. Ne craignons donc plus de voir déſormais ſur les étendarts de nos ennemis le fan-

tôme de l'équilibre. Je ne parle même à cet égard qu'après coup, puiſqu'à en juger par le début de la rupture actuelle, ils ont pris aujourd'hui pour emblême la deviſe contraire; *Væ victis.* Quant à nous, il n'eſt pas à craindre que la Providence nous livre jamais aſſez à l'eſprit de vertige, pour que nous ayons beſoin de reſſuſciter cette idée factice & décevante.

Au défaut donc d'une imagination autrefois trop réaliſée, mais qui ne peut plus déſormais tromper perſonne, voyons ſi les idées qui conſervent plus de créance & de réalité, contraſtent avec mon plan, répugnent à ſes moyens, ou plutôt ſi la marche que je leur ai preſcrite, n'eſt pas le vrai chemin de donner un jeu ſimple, facile & continu à nos reſſorts politiques.

La France conſidérée ſelon le ſyſtême des Politiques ſublimes, s'il en reſte, regardée comme le patrimoine de la Maiſon de Bourbon, obligée à faire valoir les intérêts & le crédit de cette Maiſon contre tous autres, ſe cherchant en conſéquence une rivale, & la trouvant toujours, doit être ſans ceſſe pour ſes voiſins un objet de crainte & de jalouſie, un motif de ligue: par cette raiſon même je la vois obligée de vivre toujours ſur ſes gardes, d'entretenir des négociations pénibles & peu aſſurées, des alliances onéreuſes, & des forces ruineuſes autant que difficiles à faire mouvoir. Une de ſes branches ſolidement établie ſur le trône d'Eſpagne, menace l'Amérique de la réunion des deux Maiſons, pour en exclurre toute autre nation; une autre menace l'Italie, & peut faire craindre aux Puiſſances commerçantes, que par un ſyſtême de conduite bien entendu, les trois ne viennent à bout de s'attribuer excluſivement

le commerce du Levant; notre puiſſance en Flandre effrayera les Provinces-Unies; nos Places ſur le Rhin peuvent paroître des portes pour entrer en Germanie. La France, en ſuivant ce ſyſtême-là avec tout le bonheur dont une imagination prévenue peut ſeule ſe flatter, deviendroit l'Empire d'Occident des Romains, avec la différence que dans ce tems-là les Inſulaires, nos voiſins, n'étoient qu'une foible Province de cet Empire, dont les peuples *jam domiti ut pareant, nondum ut ſerviant*, ne donnoient aucun ombrage; au lieu qu'aujourd'hui ils n'obéiſſent pas même chez eux, & veulent commander ailleurs.

Cet Empire cependant céda tout-à-coup aux invaſions du Nord. Il en ſeroit de même de nous, ſi nous parvenions à engloutir toutes les richeſſes de la nature & de l'induſtrie; mais nos vertus & nos travers garantiſſent également l'humanité du malheur de voir la politique ſe tourner vers un plan également chimérique & deſtructeur : nos vertus, en ce que notre ambition a toujours été noble, généreuſe, & que la race de nos Princes eſt, de toutes celles qui ont regné depuis que le monde eſt monde, celle qui a produit le moins de Princes intéreſſés, & jamais de tyrans par ſyſtême ſuivi; nos vices, en ce que, quand nous ſerions capables d'enfanter un vaſte projet de tyrannie univerſelle, nous ne le ſommes certainement pas de le ſuivre dans toutes ſes branches, & de le mener à bien.

Conſidérons à cet égard les projets de nos Politiques. Je ne remonterai pas aux ſiécles de la Chevalerie, qui prohiboit l'ambition intéreſſée. Il ſeroit inutile encore de faire l'honneur à la célébre expédition de Charles VIII.

de la regarder comme un plan de politique. François I. voulut un inſtant être Empereur; s'il y fût parvenu, il auroit, ſelon les apparences, perdu des batailles où Charles-Quint en gagna, attendu que François étoit homme de guerre, & que Charles n'étoit que politique; & il y a tout lieu de croire que le Luthéraniſme eût arrêté François, puiſqu'il arrêta Charles; mais enfin ce Prince ne fut point Empereur, & comme Roi de France, ſi ſon regne a montré combien la France eſt difficile à entamer, même au milieu des plus grandes calamités, il a mieux fait voir encore combien peu nous conviennent les expéditions étrangéres.

Depuis ce Prince & ſon fils, qui fut politique comme lui, la France occupée à ſe ronger elle-même, n'a plus eu de ſyſtême rélatif à l'Etranger juſqu'à Henri IV. Aſſurément il n'y en eut jamais de plus vaſte que celui que ce grand Prince & ſon digne Miniſtre enfanterent, & dont ils raſſemblerent les matériaux & préparerent l'exécution. Ce projet eſt de ceux que le ſuccès peut ſeul juſtifier aux yeux du vulgaire. Si l'on veut conſidérer cependant quel fut l'ébranlement que les débris de ſes préparatifs cauſerent huit ans après la mort de ce grand Roi, & à quelle extrêmité ils mirent tout-à-coup la Maiſon d'Autriche en un tems où elle avoit repris toute ſa réputation (article ſi conſidérable pour les Princes) en un tems, dis-je, où ſes ennemis n'avoient plus de Chef, on jugera peut-être que les grands hommes, qui avoient imaginé ce projet, ne l'avoient pas bâti ſi fort en l'air qu'on pourroit le croire d'abord; mais en le ſuppoſant idéal, du moins ne peut-on l'accuſer d'avoir été conçu par une ambi-

tion tyrannique. Le projet de la République Chétienne étoit, au contraire, le coup de la mort pour celui de la Monarchie universelle. La liberté de l'Europe étoit l'objet de ce plan, & l'égalité la base.

Après la mort d'Henri IV. l'étoile ambitieuse de l'Espagne reprit le dessus; & le Cardinal de Richelieu, l'homme d'Etat du génie le plus vaste, le plus âcre & le plus impérieux qui ait peut-être jamais paru, trouva la France serrée & comme étouffée de toutes parts par les forces de la Maison d'Autriche. Considérons impartialement la politique de ce génie puissant & infatigable. On pourra l'accuser d'avoir été tyrannique au-dedans : il n'est pas de mon sujet d'examiner si ses vices ne servirent pas aussi-bien l'Etat en cette partie, que ses vertus au-dehors; si ce furent uniquement sa vanité & sa haine implacable qui le rendirent sanguinaire, ou s'il n'entroit pas dans son régime de fer un peu de la persuasion que le François pouvoit obéir sans déchoir, perdre de son attrait pour les troubles. Cet homme supérieur avoir senti peut-être qu'il étoit possible de nous ramener à la fidélité des tems, où le plus riche, le plus brave, le plus distingué des Princes du Sang poussé d'injustices & obligé de sortir du Royaume, le Connétable de Bourbon n'enmena que le seul *Pomperant*; bien persuadé qu'il étoit que la France ne pouvoit jouir de ses forces, & prendre son véritable lustre que quand elle en seroit à ce point-là; mais quant au-dehors, tout démontre que le plan conçu par le Cardinal de Richelieu, & exécuté en partie par son successeur, n'étoit que l'abaissement de la Maison d'Autriche, l'arrondissement de la France

en certaines parties plus néceſſaires à ſa ſûreté qu'à ſon aggrandiſſement & la liberté de l'Europe. S'il chaſſa les Eſpagnols de la Valteline, ce fut pour la rendre aux Griſons; s'il opprima de fait le Duc de Lorraine, il pourſuivit ce Prince intrigant en deſtructeur des intrigues plutôt qu'en oppreſſeur avide, qui abuſe du droit du plus fort. En Italie, il ne conſerva que les paſſages pour accourir à ſon ſecours. Premier auteur de la négociation univerſelle, il mit en mouvement & en armes tous les Princes endormis; ce qui n'eſt point du tout la voie de les opprimer, & jamais ne fit craindre un inſtant à ſes alliés une défection qui eût pu lui être plus avantageuſe, s'il eût été petitement intéreſſé, que ſon alliance avec tous les ſéditieux.

La marche naturelle des oppreſſeurs de tous les tems, quand ils ne peuvent envahir ſeuls, c'eſt de s'unir avec les Puiſſans pour partager les dépouilles des petits. Le Cardinal d'Amboiſe, dont j'ai oublié dans ce précis la politique auſſi gauche au-dehors qu'elle fut bénigne au-dedans, donna dans ce panneau-là; & comme ſon Maître & lui furent les deux ames les moins tyranniques qui jamais aient gouverné, ils furent les dupes de ce perſonnage emprunté; mais le Cardinal de Richelieu ne fut ni dupe ni tyran au-dehors. Toujours fixe & fidéle dans ſa politique, il prépara la véritable grandeur de la France. Quoiqu'il s'eſtimât beaucoup, à ce que j'imagine, il ſe fût eſtimé bien davantage, ſi, comme Sulli, il eût vêcu trente ans après ſon miniſtére.

La plus grande louange du Cardinal Mazarin eſt d'avoir bien rempli le plan de ſon prédéceſſeur. Ceux qui prétendent l'honorer en lui ſup-

poſant le deſſein de réunir un jour par le mariage l'Eſpagne à la France, le dégraderoient au contraire; en ce cas je ne répondrois autre choſe, ſinon que c'étoit un Italien impropre à nous gouverner au-dedans, comme le ſera toujours tout Etranger, & portant dans la politique le vice de ſa nation, qui fut ſouvent trop de ſubtilités & d'écarts; mais nous lui ferions tort les uns & les autres: cet Italien étoit une tête bien faite en ce genre. Le Roi d'Eſpagne avoit deux fils, quand le Cardinal rechercha l'Infante: l'Eſpagne avoit été de tout tems pour nous un pays impénétrable; c'étoit encore un voiſin dangereux; & en imaginant même l'extinction de la branche regnante, il y avoit toujours eu un tel eſprit de famille dans toute la Maiſon d'Autriche, un tel concours de vues entre ſes différens Conſeils, un tel attachement pour cette Maiſon dans l'opiniâtre nation Eſpagnole, qu'il étoit impoſſible d'eſpérer pouvoir ravir à cette Maiſon le centre & le foyer de ſa domination. Le ſommeil profond, ou, pour mieux dire, la léthargie qui empêcha la branche Allemande de faire paſſer aucun de ſes Princes à la Cour d'Eſpagne dans les derniéres années du ſiécle paſſé, & d'y entretenir l'eſprit Autrichien qui eût pu n'y ſouffrir jamais d'autre faction, étoit un événement ſi peu dans les régles de la prévoyance quarante ans auparavant, que c'eſt faire du Cardinal Mazarin le Paracelſe de la politique que de lui attribuer de telles vues. Ce Miniſtre vit dans cette alliance l'aggrandiſſement de la France en Flandre, point le plus néceſſaire de notre ambition d'alors. Il put prévoir l'entiére décadence de la Puiſſance Eſpagnole, & nous préparer des droits ſur ſes débris; mais

c'eſt tout, & c'en étoit bien aſſez pour le moment.

Louis XIV. dont l'ambition a donné tant de craintes véritables ou feintes, ne ſuivit dans ſa première guerre que l'effet des eſpérances qui avoient été l'objet de ſon mariage. La ſeconde guerre, qui fut une fougue de jeuneſſe & de gloire mal entendue, mit au hazard tout le fruit des travaux & de la bonne conduite des deux Miniſtéres précédens. Sa fortune, ſa conduite, ſes Généraux & ſes Miniſtres tirerent du ſein même du péril, l'accroiſſement de ſa puiſſance; mais rien dans le Traité de Nimégue, ſi glorieuſe époque du plus haut point de ſplendeur de la France, ne montre un plan fait de s'élever au-deſſus du reſte de l'Europe, & de ſe mettre en état de foudroyer quiconque voudroit faire tête à notre ambition. Si ce reproche ne peut être fait au Traité, il faut avouer que la paix qui le ſuivit, n'en eſt pas tout-à-fait exempte. Louis vainqueur parut vouloir troubler la tranquilité de l'Europe déſarmée; il cita des Princes aux chambres de réunion, entreprit ſur Strasbourg, attaqua Luxembourg en pleine paix, exaſpéra le Duc de Savoye, affecta des hauteurs dans toute l'Europe; mais on a reconnu depuis, que des Miniſtres intéreſſés à tourner les affaires du côté de la guerre, avoient abuſé des défauts du tempérament de leur maître, & oſé préparer les préliminaires de toutes ces choſes par des manœuvres de détail qu'ils lui cachoient. On n'imaginera pas cependant que cette audace déja incompréhenſible à ceux qui ſavent combien ce Prince étoit craint & obéi, ait été au point de ſe faire des plans généraux de conquête & d'uſurpation ſans l'aveu

du Prince. Louis XIV. étoit le ſeul arbitre de ſes deſſeins, & rien dans tout le cours de ſa vie, de ſes actions & de ſes projets, ne montre celui de dominer dans l'Europe autrement que par le reſpect & la conſidération, dont il s'étoit fait une idée fauſſe à certains égards, s'il la fondoit ſur le deſpotiſme & la hauteur. Tout crioit *à la Monarchie univerſelle* au commencement de la guerre de 1688. & ce Prince fit cette guerre comme la précédente, en brave Champion qui ſe bat franchement en champ clos ou ouvert, & qui s'écrie comme Alexandre : *O Pariſiens, combien je travaille pour être loué de vous !*

La guerre enfin de la Monarchie d'Eſpagne étoit un de ces événemens qui eût fait quitter au lion la peau du renard, ſi jamais Louis XIV. eût déguiſé quelque choſe. Si ce Prince eût médité toute ſa vie le deſſein de la Monarchie univerſelle, il n'eût point réſiſté à l'appas de joindre à ſa Couronne tant & tant d'Etats. Sa premiére démarche cependant fut de donner un Roi à l'Eſpagne, & il connoiſſoit aſſez les Eſpagnols pour ſavoir qu'ils ne ſe laiſſeroient pas gouverner de la ſeconde main. Qu'on ne diſe pas que des Royaumes aquis à un de ſes enfans, lui paroiſſoient l'être à ſa Couronne ; jamais Prince ne partagea moins l'autorité avec ſes proches. Conſommé, dira-t'on, dans l'art de regner, il ſentit la vanité du projet : cela peut être ; mais il ne la ſentit que parce que ce genre d'ambition n'avoit jamais eu de place dans ſon ame ; car ce Prince, maître de tout tems de ſes foibleſſes, conſerva ſes paſſions dans toute leur force juſques au bout ; en un mot, Louis XIV. ne fut jamais un uſurpateur.

Le regne préſent a été celui de la modération. La politique pourra nous reprocher un jour le parti que nous avons pris dans la révolution arrivée à l'Empire; mais la liberté de l'Europe ne nous le reprochera jamais. Sans prétendre prouver cette allégation par la modération du traité qui a terminé cette guerre, ſorte d'argument fait pour les panégiriſtes à gages, & qui peut toujours être retorqué en nous diſant que la paix fut forcée, c'eſt du commencement même de cette guerre que je partirois pour prouver que notre deſſein ne fut point de nous prévaloir des circonſtances pour nous aggrandir. En pareil cas le droit du jeu pour un Philippe II. eût été d'attiſer le feu qui s'allumoit de toutes parts en Allemagne, d'aider les uns de promeſſes, les autres d'argent, d'obliger enfin la Germanie à ſe détruire de ſes propres armes, juſques à ce qu'épuiſés de tous côtés, les plus foibles nous euſſent appellés comme auxiliaires, & que nous fuſſions entrés dans l'Empire en état d'y donner la loi. Au lieu de cela, nous nous décidames d'abord entre les contendans, & bientôt aidant notre allié de trop bonne foi, nous montrames le loup aux dogues qui ſe battoient, pour les avertir de ſe réunir.

Il eſt donc démontré par les faits, que depuis que nous avons une politique, elle n'a jamais été tournée à l'uſurpation & à la chimére de la Monarchie univerſelle. Chaque jour cette tournure d'idées & de plans devient moins à craindre; chaque jour nous nous éloignons davantage des vues Romaneſques, & peut-être trop.

Mais en ſuppoſant qu'il fût poſſible que par un jeu de la Providence, un Charles XII. nâ-

quît

quît au milieu des arts, des porcelaines, tableaux, vernis & muſique blanche, noire & mulâtre, iroit-il bien loin avec des François? Nos expéditions étrangéres l'ont prouvé, & cela depuis le ſiége de Rome juſqu'à celui de Prague. Les troupes qui nous ont chaſſés de l'Allemagne, peuvent prendre place au temple de Mémoire pour ce haut fait d'armes, à côté des oies ſacrées du Capitole. Notre impatience a tout fait, & nous entrainera toujours comme des nuages orageux qui trainent après eux un vent forcé prompt à les diſſiper. Tels nous ſommes dans nos expéditions militaires, tels on nous vit toujours dans nos plans politiques, impatiens, légers, incapables, en un mot, de ſuivre un projet qui demande de la conſtance & du tems. Le Cardinal de Richelieu qui nous connoiſſoit, le dit dans ſon teſtament, & lui-même fit choix d'un étranger pour ſuivre & remplir le projet qu'il avoit ſi glorieuſement acheminé.

Il eſt donc vrai de dire qu'une politique intéreſſée, & tiſſue de rameaux nombreux & compliqués, ne convient nullement à nos intérêts, & moins encore aux forces & au génie de notre nation. De même cependant que la guerre défenſive, toujours plus pénible & plus déſavantageuſe que l'offenſive, ne convient qu'à celui qui s'y trouve réduit par la diſparité de ſes forces avec celles de l'ennemi; ainſi toute Puiſſance reſpectable ne ſauroit que ſe perdre de réputation & de crédit, ſi elle s'en tient à une politique paſſive. Quel eſt donc le plan de politique active que nous pouvons & devons nous faire rélativement à nos forces, à notre génie & à notre poſition? Le voici.

La tranquilité & le bonheur de l'Europe doit

être notre objet unique. Ce tronc a quatre branches, d'où partent tous les petits rameaux de la politique de détail. Ces quatre branches ſont: 1°. la liberté de l'Italie; 2°. le maintien des droits & de la conſtitution du corps Germanique; 3°. la balance du Nord; 4°. notre conſidération auprès du Turc fondée ſur l'eſtime & la bienveillance. Ces quatre branches renferment tout le département politique.

Ce n'eſt pas que je prétende qu'il ſoit auſſi aiſé de ſimplifier le régime de cette partie, que d'en réduire l'objet & le plan. Cette vaſte machine demande bien des ſoins de détail dont je ſens toute la néceſſité, quoique d'ailleurs très-étranger de ſtyle, de tempérament & d'habitude à ce genre de connoiſſances; mais il n'eſt pas néceſſaire d'être négociateur pour ſentir que tout le monde ayant à gagner à ce plan, celui qui s'en montrera à découvert l'auteur & l'exécuteur, ſe mettra de lui-même à la tête des affaires générales, y ſera porté par le vœu de toute l'Europe, & deviendra l'arbitre & le protecteur des nations.

Nous y gagnerons, nous, de n'avoir plus à nous perdre en incurſions dans des terres étrangéres, & ſur-tout dans cette Italie, cimetiére renommé des François, qui depuis près de trois ſiécles, maintient à nos dépens ſon orageuſe liberté. Outre toutes les raiſons de fait que j'ai déduites ci-deſſus, & qui nous démontrent que nous ne ſommes pas propres à conſerver nos conquêtes, nous ne ſaurions que perdre à nous aggrandir. Il y a long-tems qu'on a dit qu'un Conquérant étoit l'ennemi de ſa poſtérité. Faiſons valoir notre territoire. Par lui ſeul Louis XIV. fut le plus puiſſant Prince du monde paſſé &

préſent : les guerres continuelles cependant lui laiſſerent à peine le tems d'ébaucher le plan de vivification, dont je déſigne ici la perfection.

L'Italie y gagnera de n'être plus le théâtre des débats des grandes Puiſſances entre elles, de ne plus craindre d'une part les ravages des François, de l'autre l'ambition des Allemands, dont les prétendus droits ſur cette belle partie de l'Europe, ſont de leur nature impreſcriptibles, & de voir mettre par la paix & par un ſyſtême ſuivi de liberté, des bornes à l'aggrandiſſement d'une Puiſſance née dans ſon ſein, qui plus expoſée qu'aucune autre aux malheurs réels de la guerre, ſe reléve toujours de ſes chutes par les avantages de la paix, & menace chaque jour de plus en plus la liberté de l'Italie.

L'Allemagne verra renaître l'ancienne ſplendeur de ſon Oligarchie, ou empêchera du moins que ſa conſtitution déja ſi altérée, ne ſoit tout-à-fait détruite.

Le Nord ſentant une politique clairvoyante & ſecourable, attentive à maintenir ſa liberté & ſa balance contre les Puiſſances qui peuvent en menacer l'équilibre, ouvrira ſes ports au commerce de l'univers, & bientôt lui procurera par terre la fameuſe communication qu'on cherchera toujours en vain à travers les glaces de ſes mers. Le Turc accoutumé à nous aimer comme alliés, nous reſpecteroit comme très-puiſſans, & peut-être apprendroit de nous enfin à ſortir de cette barbarie volontaire qui anéantit le produit & l'induſtrie de la plus belle partie du monde.

Chaque Puiſſance rebutée des chimères de l'ambition, & raſſurée contre celle de la crainte, tournera ſon activité & ſes vues à faire va-

loir ſon propre territoire par les reſſources du pays, par le bonheur & l'induſtrie de ſes ſujets; & l'humanité entiére bénira l'Auteur d'un ſyſtême politique, dont la félicité univerſelle eſt l'objet & la ſuite.

On ne me ſoupçonnera pas, je crois, d'imaginer que cette eſpéce de ſiécle de Rhée ſoit auſſi facile à établir dans le fait que ſur le papier. Il n'en eſt pas ici, comme des arrangemens économiques de ma premiére Partie, qui dépendent uniquement de nous, & qui peuvent ſe faire en un tour de main, ni même comme des objets de vivification tracés dans la ſeconde, qui quoique dépendans d'un travail ſuivi, naiſſent toutefois tellement les uns des autres, qu'une fois le branle donné à la roue, elle iroit, pour ainſi dire, toute ſeule. Nous ne ſaurions donner des loix aux étrangers; & quand nous le pourrions, chaque nation a ſes préjugés & ſes habitudes, & pluſieurs ſont très-éloignées de cette flexibilité qui rend tout poſſible en France. Mais je dis que telle doit être la direction fixe, oſtenſoire & marquée de notre politique, que nous ne pouvons avoir que celle-là d'utile & d'honorable pour nous: cela poſé, bien loin que toutes les autres parties du régime intérieur & extérieur que j'ai établi dans tout le cours de cet Ouvrage, duſſent contraſter avec nos affaires étrangéres, c'eſt, au contraire, le ſeul & unique moyen de parvenir à notre but & de ſimplifier notre politique, de façon que cette ſcience inventée pour le ſalut du genre humain, & qui en eſt devenue le fléau, retourne à la pureté de ſon inſtitution, & revienne à l'unique objet de tout Gouvernement qui ne veut pas encourir la malédiction

de Dieu & des hommes, je veux dire, à la population.

Et pourquoi croiroit-on le perſonnage de Pere univerſel exagéré pour le plus puiſſant & le plus reſpectable Monarque de l'Univers, pour le Roi de France? On a vu de ſimples citoyens faire la fortune des Etats; des hommes privés, non-ſeulement devenir l'ame de leur pays, mais encore de leur patrie entiére. Le célébre Laurent de Médicis, du rang de ſimple notable d'une ville marchande, devint l'arbitre de la balance de l'Italie; reſpecté & conſulté dans toute l'Europe, ſa haute réputation, ſa ſageſſe & ſes nombreuſes correſpondances faiſoient toute ſa force; mais il vouloit & ſavoit faire le bien de ſa patrie: il avoit compris que ce bien particulier ne faiſoit que partie du bien général; il employoit à ce bien général tout le crédit que ſes hautes qualités lui avoient aquis, & pouvoit, à la fleur de ſon âge, mettre ſur le ſeuil de ſon palais cette deviſe honorable pour le plus grand des Souverains: *Me ſtante cuncta quieſcunt.*

En cet état cependant il eſt certain, comme je l'ai dit à la fin du précédent Chapitre, que quelque balance que le pacificateur univerſel eût ſu établir dans l'Europe, la paix en pourroit être altérée à chaque inſtant, ſi les querelles de l'Amérique deſtinées à refluer déſormais ſur l'Europe, n'étoient prévues & arrêtées par un changement de ſyſtême abſolu dans le nouveau Monde.

Mal à propos a-t'on blâmé dans le tems & blâmera-t'on toujours les Plénipotentiaires, qui aſſemblés, pour ainſi dire, entre deux armées prêtes à ſe couper la gorge, & chargés de diſcuter des intérêts preſſans, voiſins & momen-

apprendre à vivre de ſon fonds. Après les néceſſités de la vie, on en cherchera les commodités. Les colonies deviendront floriſſantes & peuplées, & Dieu veuille donner aux Etats de l'Europe dans leur conſtitution actuelle, aſſez d'heures, pour voir un jour l'Amérique n'avoir plus de déſerts à peupler.

Il eſt tems enfin de terminer ma courſe, & revenant ſur moi-même, de juſtifier au ſentiment intérieur de ma propre incapacité, l'effort immenſe & tout-à-fait au-deſſus de ma portée que j'ai pris: ſi j'ai embraſſé dans ma courſe la totalité des objets de la cupidité humaine ſous quelque forme qu'elle puiſſe ſe déguiſer, c'eſt qu'elle eſt en tout ſens l'ennemie, je dis plus, la ſeule ennemie de l'humanité. En conſéquence, tous ſes détours, tout le territoire qu'elle embraſſe, étoient de ma juriſdiction. Plein de ſentimens de zéle & d'amour pour mes ſemblables, ſi j'ai trop oſé, je n'ai pas du moins à me reprocher d'avoir excedé mon devoir par aucun motif d'intérêt, ni de vanité déguiſée ſous le nom de hardieſſe. Ravale, qui voudra, la nature de ſon ame: c'eſt ſans doute le ſentiment intérieur qui le fait parler. Ce ſentiment dit chez moi, que la mienne vient des mains de Dieu: & ſi je la lui rens bien défigurée par les foibleſſes & les miſeres humaines, ce ne ſera pas du moins par les paſſions viles, telles que l'intérêt, la jalouſie, la haine & l'orgueil.

Le titre de mon Ouvrage & la beauté du ſujet m'ont mené bien loin. J'ai toujours cru ſuivre la vérité, & en conſéquence je retrouverai ma trace; mais comme il ſeroit très-poſſible qu'elle fût perdue pour bien d'autres qui n'ont *pas la* clef de mon imagination, & que je n'en

eſtimerai pas pour cela plus pauvres, je vais dans le ſuivant & dernier Chapitre raſſembler en un petit nombre de points principaux toute la marche, la gradation, l'enſemble enfin de mon plan, pour que d'un coup d'œil on puiſſe juger de la totalité, & s'épargner même, ſi on veut, la peine & l'ennui de me lire d'un bout à l'autre.

CHAPITRE VIII.

Reſumé général de tout l'Ouvrage.

LE précis, qui eſt l'objet de ce Chapitre, eſt d'autant plus néceſſaire, que j'avoue moi-même que la totalité de cet Ouvrage eſt un cahos d'idées & de détails qui n'ont d'ordre que dans les titres des Chapitres.

Un grand Ecrivain de nos jours a paru dans ſon Ouvrage le plus conſidérable donner priſe au même reproche, & malgré les ſubdiviſions preſque infinies qu'il a données à ſon plan, l'on ſe plaint avec quelque ſorte de raiſon, que ſa marche eſt ſouvent embrouillée, & en général difficile à ſuivre. Nous n'avons aſſurément que cela de commun, lui & moi. Son érudition eſt immenſe & ſûre; la mienne eſt très-bornée & fautive : ſon ſtyle eſt clair, noble, pur & tranchant; le mien eſt inégal, ſans gout, négligé, ſouvent diffus & amphibologique : ſon eſprit éclaire & éveille l'intellect du Lecteur; le mien le fatigue & l'étouffe : ſes idées ſemblent la fleur des notions, & en ſont en effet le germe; les miennes naiſſent ſinguliéres & meurent [illegible]

les. Il étoit ouvrier habile, & totalement adonné à ce genre d'étude & de travail, & de son aveu il a consumé vingt ans à celui-là. Je ne suis rien de tout cela, & il s'en faut bien que je n'aie employé six mois à parcourir tout le terrain que j'ai tracé. Il y paroît, me dira-t'on : je le sais ; mais encore un coup chacun a sa façon d'être : me promît-on autant d'avantages que j'en espére peu de mon travail, je doute qu'on me déterminât à revenir sur mes pas pour donner à mon Ouvrage une forme plus décente & plus suivie : ce dont je suis plus certain encore, c'est que j'échouerois dans cette entreprise, & me laisserois gagner à la langueur, disposition d'esprit la moins propre à rediger un Ouvrage de vivacité & de sentiment.

Je ne sais d'ailleurs si ceci, tout négligé qu'il est, ne se fera pas mieux lire que n'eût fait un Traité méthodique. On est surchargé d'Ouvrages en régle sur le commerce & sur toutes les parties rélatives à la prospérité intérieure d'un Etat. Ceux de ces Ouvrages qui sortent des meilleures mains, n'apprennent pas plus au Lecteur ordinaire l'essentiel de leur matiére, que la lecture du Cuisinier François ne nous apprendroit par ses seules recettes à faire un bon ragout. Il faut être initié dans la pratique d'un art, pour être susceptible d'être perfectionné par la lecture de ses élémens. Ceux, au contraire, qui ont voulu se faire lire, applanir & orner les routes du calcul, ne laissent aucune trace ; ce qui n'est pas au fond un grand mal, attendu qu'il est bien difficile de faire chemin avec des guides qui bronchent eux-mêmes à chaque pas. Tout le fruit donc qui peut revenir de ces sortes d'Ouvrages bons ou mauvais, c'est d'accou-

tumer les hommes à s'occuper de la prospérité publique, & d'éveiller par quelques rayons de vérité, les idées naturelles qu'ont bien des génies privilégiés sur ces matiéres sérieuses & utiles. Ces idées, faute d'être excitées, demeureroient souvent ensevelies pour jamais, étouffées par le torrent des idées courantes qui se portent ailleurs. Un rayon de lumiére qui pénétre dans ces ames fécondes, semblable à la méche qui met le feu à la mine, y produit un nouveau genre de vues, dont la progression s'étend bientôt à l'infini, au grand avantage de la société. J'ai dû à de tels secours (s'il est permis de se citer) tout ce que je sais & tout ce que je conçois en ce genre. C'est peu de chose, me dira-t'on : peut-être ; on auroit tort néanmoins d'en juger sur cette ébauche-ci, où m'étendant beaucoup sur certains sujets, j'en ai à peine touché d'autres aussi intéressans. Tout homme cependant qui saura lire, jugera que je m'en suis plus réservé que je n'en ai dit. Pour décider d'ailleurs si cet exemple du genre d'explosion dont je parle, vaut la peine d'être cité, il faudroit connoître quelle étoit ma portée naturelle, avant que j'eusse lu le trait qui m'a fait réfléchir sur ces matiéres. Mais, telle qu'elle soit, si j'avois l'avantage d'être du bois privilégié dont on fait les Administrateurs d'Etat, soit en petit, soit en grand, peut-être certaines de mes idées mises en pratique, seroient trouvées bonnes à quelque chose.

Toute l'utilité donc des Ouvrages du genre de celui-ci, consiste en l'avantage d'éveiller l'instinct & l'attrait des hommes nés pour concevoir & réfléchir en grand. Pour procurer cet avantage, il faut se faire lire : or, je suis cer-

tain que si je me contraignois pour me rendre méthodique, je serois moins lu encore que je ne le serai dans toute la pompe de la négligence & des écarts.

Après donc avoir fait une sorte d'amende honorable de l'espéce de parallèle que j'ai osé faire tout-à-l'heure avec un homme excellent, & avoir protesté que je n'ai entendu en induire aucune sorte de comparaison, je vais rassembler celles d'entre le nombre infini d'idées vagues répandues dans cet Ouvrage, qui forment un corps & un plan suivi de politique civile & étrangére.

La plus utile, &, selon moi, la plus indispensable des méthodes en tout genre d'arts & de connoissances, en tout enfin ce qui est en nous matiére à enrichir la mémoire, & faciliter l'opération de l'esprit qu'on appelle réflexion, c'est de convenir d'abord de la signification des termes généraux & usagers. Cette méthode nous oblige à considérer l'étendue & la réalité des choses, & à nous en former une idée fixe & permanente: c'est ce qui s'appelle convenir des faits & des expressions, ce qui est la base de tout raisonnement. D'après cela il est impossible que deux esprits justes, que deux ames équitables ne conviennent bientôt des principes, quelque différence que les préjugés, la contagion, ou l'usage aient pu mettre dans leur façon habituelle de penser & d'agir.

En général, il est peu d'hommes qui paroissent doués des deux vertus ci-dessus établies, du moins si l'on en juge par leurs actions. Celles-ci sont décidées par une infinité de causes étrangéres prises dans nos passions ou dans nos foi*blesses*; mais presque tout tant que nous som-

mes, nous penſons juſte, nous ſentons équitablement par réflexion. N'ayant donc ici que l'équité & la vérité en vue, je puis eſpérer d'être ſenti & entendu par le plus grand nombre, ſi j'ai aſſez de talent pour me faire entendre & d'ordre pour valoir la peine d'être ſuivi & conçu : cependant comme la vérité & l'humanité que j'ai cru prendre pour guides, paroiſſent néanmoins m'avoir entrainé dans la ſuite de ce Traité dans une infinité d'opinions très-oppoſées à celles qui ſont généralement reçues, j'ai cru néceſſaire d'établir d'abord quelques principes, & de commencer par les définitions des choſes qui paroiſſent en avoir beſoin.

PREMIÉRE PARTIE.

CHAPITRE I.

C'Eſt ce que fait le premier Chapitre, qui définit d'abord ce que c'eſt que *ſociété*, enſuite ce que c'eſt que *richeſſe*.

L'homme eſt un animal ſociable par inſtinct, avide à l'excès par inſtinct & par intellect. De ces deux mobiles contraires, l'un lie la ſociété, l'autre tend à la diſſoudre. En conſéquence, le partage des biens qui établit *la propriété*, dut être & fut en effet toujours le premier des arrangemens de la ſociété.

De l'attrait naturel à l'homme pour ſe réunir avec ſon ſemblable, que j'appelle *ſociabilité*, dérivent toutes les vertus; de ſon panchant à déſirer de s'approprier tous les biens d'uſage & d'opinion, que j'appelle *cupidité*, naiſſent tous les vices : d'où réſulte que le premier & le plus

important des soins du Gouvernement doit être de diriger les mœurs vers la sociabilité, & de les détourner de la cupidité.

La sociabilité nous conduit dans la route de la vérité; la cupidité nous pousse dans les sentiers tortueux de l'illusion : & pour prouver ce principe, on démontre qu'elle nous égare dans la recherche de ceux même des biens physiques, dont elle fait le plus de cas; c'est sans doute *la richesse.*

Qu'est-ce que la richesse? Ce devroit être la possession des biens d'ici-bas. Si c'est cela, la sociabilité est toujours riche, & la cupidité jamais.

En effet, le nécessaire, l'abondance & le superflu sont trois échelons dans l'ordre des biens qu'on ne sauroit voir que du bas en haut dans les vues de la cupidité, qui songeant toujours à gravir, n'est jamais riche de ce qu'elle possède, & fait toujours être pauvre de ce qu'elle désire. Dans les vues de la sociabilité au contraire, comme il ne s'agit que de se réunir, chacun apporte tranquilement son contingent à la société; riche de ce qu'on y fournit, on n'est pauvre que de ce qui manque à son confrere. Or, comme malgré toute habitude de confraternité, nos besoins situés en la personne d'autrui, seront toujours très-bornés, il ne faut, pour nous satisfaire sur cet article, que la vie & le vêtement.

Voulez-vous enrichir un peuple? tournez-le vers la sociabilité. De tous les peuples dans tous les tems, nuls n'ont vécu plus durement, n'ont été plus attachés à leur façon d'être, & ne se sont en conséquence estimés plus riches, que ceux qui ont vécu le plus en commun.

Pour trouver d'après les notions même les

plus triviales, les principes de la vraie richeſſe, il faut dire qu'elle conſiſte en la nourriture, les commodités & les douceurs de la vie : la terre produit tout cela ; le travail de l'homme multiplie ce produit, & lui donne la forme. Le vrai principe de toute richeſſe eſt donc la multiplication de l'eſpéce humaine appellée *population* ; c'eſt l'objet de ce Traité. Le premier des travaux auxquels il faut employer l'homme, eſt la multiplication du produit de la terre, art nommé *agriculture*, dont la liaiſon indiſpenſable avec la population ſera démontrée dans les Chapitres ſuivans.

On reſume de celui-ci, que la premiére des loix poſitives de la ſociété, eſt & dut être une condeſcendance de la ſociabilité en faveur de la cupidité qui établit le partage des biens & avantages de la ſociété, & qu'en revenche la baſe & l'objet du régime des loix ſpéculatives doit être de repouſſer ſans ceſſe l'inquiétude & l'avidité humaine vers la ſociabilité, & de la détourner de la cupidité.

CHAPITRE II.

LA population une fois reconnue pour le premier des biens de la ſociété, il eſt queſtion de ſavoir d'où on la tire.

Dieu créa en même-tems tous les germes, & leur donna l'inaltérable faculté de ſe reproduire & de ſe multiplier ; mais il les rendit tous dépendans des moyens de ſubſiſtance.

Ce n'eſt ni le célibat d'un certain nombre d'individus, ni la guerre, ni la navigation, ni les tranſmigrations dans le nouveau Monde qui cauſent la dépopulation actuelle ; au contraire,

la plupart de ces choſes pourroient tendre à accroître la population. C'eſt la décadence de l'agriculture d'une part, de l'autre le luxe ou le trop de conſommation d'un petit nombre d'habitans, qui ſéche dans ſa racine le germe de nouveaux citoyens.

Si la multiplication d'une eſpéce dépendoit de ſa fécondité, certainement il y auroit dans le monde cent fois plus de loups que de moutons.

Rien ne gêne la multiplication des Sauvages de l'Amérique Septentrionale; mais ils ne vivent que de chaſſe, & ſont réduits à la condition & preſque à la population des loups.

Un ancien Romain vivoit, lui & ſa famille, du produit d'un arpent de terre; un Sauvage conſomme ſeul le gibier que cinquante arpens de terre inculte peuvent nourrir. Tullus Hoſtilius avec mille arpens pouvoit avoir cinq mille ſujets; un chef des Sauvages ci-deſſus borné à un tel territoire, auroit à peine vingt hommes.

En proportion de ce qu'on cultive les terres, & qu'on les emploie à produire ce qui eſt de la nourriture eſſentielle de l'homme, l'eſpéce s'accroit en nombre; en proportion de ce qu'on les laiſſe en friche, ou qu'on les emploie en inutilités, l'eſpéce diminue : d'où s'enſuit que les conſommations en ſuperfluités ſont un crime contre la ſociété qui tient au meurtre & à l'homicide.

Les hommes multiplient comme les rats dans une grange, s'ils ont les moyens de ſubſiſter. En ce ſens, le mot de Mr. le Prince à Senef, *une nuit de Paris remplacera cela*, pouvoit être un axiome politique bien raiſonné. En effet, à moins qu'il ne ſurvienne quelque nouvelle augmentation de ſubſiſtance dans l'Etat, il ne

ſau-

ſauroit s'élever une plante de plus, qu'une autre ne lui faſſe place.

Principe ſeul & unique, *la meſure de la ſubſiſtance eſt celle de la population :* les célibataires l'accroiſſent dans un Etat, loin de lui nuire, ſi à la contrainte du célibat eſt jointe quelqu'autre ſorte d'inſtitution qui les oblige à vivre de peu, & à ne point faire de conſommation inutile.

Augmentation de ſubſiſtance, accroiſſement de population. Nous allons voir dans les Chapitres ſuivans comment accroiſſement de population doit faire augmentation de ſubſiſtance.

CHAPITRE III.

L'Agriculture qui peut ſeule multiplier les ſubſiſtances, eſt par cela même le premier des arts : elle l'eſt par la beauté de ſon invention, puiſqu'elle découvre, ſurprend & imite le ſecret de la nature, ſecret de la Providence elle-même, & le plus admirable & le plus ſurprenant des effets par leſquels elle daigne ſe manifeſter à nos yeux.

Plus vous faites rapporter à la terre, & plus vous la peuplez.

L'agriculture cependant, cet art par excellence, qui peut ſe paſſer de tous les autres, tandis qu'aucun d'eux ne ſauroit exiſter ſans lui ; l'agriculture, dis-je, eſt encore dans ſon enfance ; & ſi parmi nous l'autorité tournoit ſa protection ſur cette partie intéreſſante, elle trouveroit la carriére encore neuve.

De tous les arts l'agriculture eſt non-ſeulement le plus admirable & le plus néceſſaire dans l'état primitif de la ſociété, il eſt encore, dans

la forme la plus compliquée que cette même ſociété puiſſe recevoir, le plus profitable & le plus rapportant.

Il eſt de tous le plus ſociable & le plus innocent.

Il étoit peu néceſſaire de s'étendre ſur ces démonſtrations; il le ſera davantage de montrer ce qui en arrête chez nous les progrès, & quels ſeroient les moyens de l'encourager; mais avant d'en venir là, il eſt utile de mettre ſous les yeux un précis des avantages dont jouit en ce genre notre heureuſe patrie.

CHAPITRE IV.

L'Auteur de la nature a donné à l'homme la faculté de faire aliment preſque de tout: il a donné d'autre part à la terre de nourrir & de vivifier dans ſon ſein preſque tous germes de plantes & de fruits; mais il faut encore que ce ſein maternel ſoit attendri, réchauffé, humecté par le concours des autres élémens.

Ce concours lui eſt favorable preſque partout, & l'induſtrie humaine en accroit & dirige les influences, & aide de la ſorte à la nature.

La température de l'air & des ſaiſons, & ce qu'on appelle climat, décide du plus ou du moins de fruit de nos travaux. Les excès dans le climat nuiſent aux productions de la nature; mais la Providence les a variés ſelon les lieux, & la bienfaiſance de la nature échappe ainſi aux excès de la température de l'air. Cependant s'il eſt un pays qui puiſſe jouir également de toutes ces productions, celui-là ſans doute eſt le favori de la nature.

Ce pays eſt la France, au dire des maîtres

du monde entier autrefois. La température du climat y eſt telle, que dans toutes les Provinces du Royaume on peut cultiver les productions utiles ou agréables des quatre parties du monde, de façon qu'elles y viennent comme dans leur patrie naturelle.

Les eaux y coulent de toutes parts en ruiſſeaux, riviéres & fleuves, les uns propres d'eux-mêmes à la navigation, les autres prêts à le devenir par un travail aiſé; toutes eaux ſalubres enfin & faciles à répandre ſur les campagnes pour y porter la fertilité.

La nature des terres d'autre part eſt telle, qu'à la réſerve de quelques dunes au bord de la mer, & de quelques roches eſcarpées en petit nombre, il n'y a peut-être pas un pouce de terrain qui ne pût être mis en valeur.

Aux avantages du climat & du ſol s'en joignent d'autres pris dans le naturel des habitans, qui ſans doute tiennent beaucoup à ces premiers; la fécondité des femmes, l'activité naturelle à ce peuple, & ſur-tout ſon induſtrie.

Pour avoir autrefois taxé cette derniére, on fit d'un beau Royaume l'Iſle Gelée.

Il n'eſt beſoin que d'éclairer l'induſtrie; car quant à ce qui eſt de l'exciter, la néceſſité ſuffit.

Ne confondons point. Il eſt deux ſortes de néceſſités; l'une de penurie, l'autre d'abondance; l'une fait des mendians, l'autre a fait les deſtructeurs de l'Empire Romain; l'une eſt ſans reſſources, l'autre les a toutes. La dépopulation fait la premiére, l'extrême population fait la ſeconde; mais l'extrême population ne peut venir que de l'extrême agriculture.

En total, la France pouvant être le théâtre de l'agriculture, peut l'être de la population.

Examinons les causes qui nous empêchent de profiter de nos avantages en ce genre autant que nous le pourrions.

CHAPITRE V.

L'Homme ne fait ici-bas ce qu'il désire. Il seroit aisé de démontrer au physique, ainsi qu'au moral, que l'adversité est le terme indispensable de la voie de la prospérité.

La prospérité est aux Etats ce qu'est la maturité aux fruits de la terre; elle en annonce, elle en nécessite presque la putréfaction.

Plus une société s'étend, plus elle est tranquile au-dedans; plus elle est vivifiée par plusieurs genres d'industrie, plus aussi le jeu de la fortune y a de liberté. Dès lors les grandes fortunes deviennent des colosses, & les gros héritages absorbent les petits. Enorme différence entre la fertilité d'un petit champ qui nourrit le maître qui le cultive, & celle d'un vaste domaine livré aux agens d'un grand propriétaire.

L'accroissement des besoins du Fisc est encore une des suites de la prospérité. Ces charges subdivisées sur un nombre de petits propriétaires accoutumés à vivre de peu, quoique plus onéreuses au peuple, le sont moins à la glebe: réunies sur la tête d'un grand propriétaire déja dévoré par tous les sous-ordres du luxe & de la paresse, elles enlévent tout ce qui lui reste du produit, & dès lors il en est plus porté à négliger un bien qui ne lui donne que de la peine.

La fausse urbanité & le gout des arts spécieux, fruits & abus de la prospérité, font dédaigner la campagne & les campagnards.

D'autre part, l'administration d'un grand Etat

incline naturellement vers des vices de conſtitution qui déſolent le laboureur : de ce genre ſeroient, par exemple, des impoſitions arbitraires dans leur répartition, la contrainte dans le débit de ſes denrées.

La proſpérité d'un Etat y rendant abondant, & faiſant circuler aiſément le ſigne des néceſſités de la vie, facilite le déplacement des propriétaires, & attire les plus conſidérables à la Capitale déja trop ſurchargée; de l'abandon des Provinces nait leur oppreſſion.

La proſpérité d'un Etat établit dans ſon ſein une infinité de rameaux d'induſtrie & de natures de biens, qui tous paroiſſent au premier coup d'œil plus commodes & plus diſponibles que ne l'eſt la poſſeſſion des terres. Il eſt en effet généralement reçu qu'un homme eſt pauvre, quelque riche qu'il ſoit en fonds de terre, s'il n'a que de cette nature de biens.

Les terres cependant ſont d'une part les ſeuls biens ſolides; leur poſſeſſion donne une ſorte de juriſdiction ſur les cultivateurs. Leur produit ou revenu hauſſe en proportion ou à peu près de ce que les matiéres de conſommation enchériſſent par l'abondance des eſpéces dans un Etat, au lieu que les revenus fictifs ſujets à bien des révolutions, ne peuvent jamais croître. L'induſtrie & le travail du maître trouvent toujours un vaſte champ d'eſpérance & de profit. Les terres ont des caſuels; cependant elles ſe diſcréditent, tandis que le feu eſt aux effets fictifs. Pourquoi cela? C'eſt d'abord l'habitation de la Capitale, dont les délices & les préjugés tendent tous à établir la molleſſe & le dégout du travail. On dédaigne l'habitation de ſes peres, où les recherches du luxe n'ont point pénétré.

On livre les terres éloignées à des agens fripons & concuſſionnaires. On dévaſte les fertiles domaines de celles qui ſont au voiſinage par des arrangemens de pure décoration : on conſomme le reſte de leur produit en entretien d'inutilités. Les payſans ne connoiſſent plus leur Seigneur ; ils plaident contre le nouveau qui ſouvent les a ſoulagés de droits onéreux qu'ils payoient ſans murmure à leurs anciens Seigneurs. Tout cela dégoute d'une poſſeſſion pénible. Le haut prix de l'intérêt de l'argent eſt encore une des raiſons du diſcrédit des terres.

La proſpérité d'un Etat nuit encore à l'agriculture, en établiſſant un ordre de mœurs, un genre de magnificence & de décoration qui la repouſſe au loin, & l'exile, pour ainſi dire.

Autant de terrain inculte, autant de ſujets enlevés ſans reſſource à l'Etat. Le gout des jardins de pure décoration, des terraſſes & des parcs, des avenues, &c. qui depuis le dernier regne s'eſt ſi fort multiplié, dévaſte en ce genre une partie des environs de la Capitale & de ceux des Villes principales.

L'énorme largeur des chemins multipliés, dont tous les Adminiſtrateurs des Provinces font aujourd'hui leur objet capital, ſans conſidérer les proportions rélatives à la fréquence & importance des communications, enléve encore une partie du territoire de l'Etat, & les alignemens dévaſtent ſouvent les terrains les plus fertiles, laiſſant à côté des friches bien plus propres à aſſurer la voie publique.

De toutes ces choſes & de mille autres qui ſe trouvent éparſes dans cet Ouvrage, nait le *diſcrédit* des terres & la décadence abſolue de l'*agriculture*. Paſſons aux moyens de l'encourager.

CHAPITRE VI.

TOut l'Ouvrage en général n'a d'objet que la néceſſité & les moyens d'encourager l'agriculture. Cependant comme ce n'eſt point la ſociété des anciens Egyptiens qu'on conſidére, mais la ſociété moderne qui eſt tellement compliquée d'acceſſoires, que le principal y eſt preſqu'entiérement oublié, il eſt néceſſaire de traiter de toutes les branches de la ramification politique, qui toutes ont la population, & conſéquenment l'agriculture pour racine, tant pour faire voir l'union intime de toutes les parties de la choſe publique entre elles, que pour ne pas préſenter à un ſiécle délicat & recherché l'Apôtre de l'agriculture, comme un laboureur ſtupide qui ne voit que ſon champ. On parcourra donc une carriére immenſe; mais on trouvera ſouvent ſous ſes pas des objets rélatifs au Chapitre actuel. On ne les rejettera pas alors; maintenant on préſente ſeulement en gros les premiéres idées qui s'offrent ſur cet article.

On a dit que la proſpérité d'un Etat établiſſoit les grandes fortunes, qui bientôt envahiſſoient tout le territoire. Quel reméde à cela? *Aimez les Grands, appuyez les Médiocres, honorez les Petits.*

Aimez les Grands, vous leur apprendrez à aimer leurs inférieurs, vous vous intéreſſerez à la multiplication de leur famille, vous les appauvrirez de biens inutiles par la voie la plus douce & la plus ſatisfaiſante pour la nature, & les enrichirez de ſujets utiles au maintien & à l'illuſtration de leur Maiſon ainſi qu'à la Patrie.

Appuyez les Médiocres; c'eſt la pépiniére

de l'Etat, & sa richesse la plus précieuse & la moins embarrassante.

Honorez les Petits; *sacerrima res homo miser.* Mais indépendanment de cet axiome de morale qui parle si bien au cœur, est-ce donc un paradoxe de vouloir qu'on honore les plus nécessaires de tous les hommes? Dans le fait nous nous devons tous une estime réciproque & relative à l'utilité respective. Je dis plus. Quoi encore? Le respect.

Mais ce qu'il faut sur-tout honorer, c'est l'agriculture & ceux qui l'exercent & l'encouragent. Le plus habile agriculteur & le protecteur le plus éclairé de l'agriculture, sont, toutes autres choses étant égales, les deux premiers hommes de la société.

Une source qui sort dans un terrain élevé, arrose & féconde ses environs autant que la quantité de ses eaux peut s'étendre. Celle, au contraire, qui nait dans un bas-fond, ne fait qu'un marais.

Je compare à cette source le propriétaire des terres. S'il est à la tête de la production, dont naturellement il doit être l'ame, & à laquelle personne n'a plus d'intérêt que lui, il anime & vivifie tout le canton: si, au contraire, il habite au centre de la consommation, il devient la source basse & marécageuse, & contribue à noyer un terrain déja de lui-même trop spongieux.

Rappellons-nous sans cesse le chemin que voudroit faire le peuple entier d'une nation que les apparences d'une prospérité passagére ont éveillée. Nous passons des villages aux bourgs, des bourgs aux villes, des villes à la capitale, & c'est à quoi tend toute une nation, si le Gou-

vernement n'eſt attentif à lui donner une propenſion contraire.

Cette opération n'eſt pas ſi mal-aiſée qu'on croit. Les hommes ont tous un panchant naturel pour la liberté & les occupations de la campagne : que ſes habitans ſoient tranquiles & protégés, qu'on les excite & les éveille par des divertiſſemens innocens dont les anciens nous ont donné l'exemple, & que de grands Princes n'ont pas dédaigné d'établir parmi eux, ils verront bientôt avec frayeur la contrainte & l'eſclavage des villes.

Eh ! quand la protection de l'agriculture demanderoit du Gouvernement un ſoin continuel & embarraſſant, quel autre objet dans la ſociété entiére peut lui paroître plus digne de ſon attention !

Pourquoi ſeroit-on effrayé de donner autant de ſoins à protéger l'agriculture, à inſtruire les agriculteurs, à les ſecourir, à défendre leurs libertés & immunités, qu'on en met à protéger les arts & métiers qui ont tant fatigué le Gouvernement, & chargé la police de détails, de formes & d'ordonnances, dont la plupart gênent & étouffent l'induſtrie au lieu de l'appuyer?

Quant aux moyens de protection, on a tout prévu en France à tous égards : les plus belles & les plus utiles Ordonnances de l'Univers ſont ſignées de la main de nos Rois; mais malheureuſement nos loix ſont preſque comme nos modes.

C'eſt l'affection ſeule pour l'agriculture & la perſuaſion de ſa néceſſité de la part du Gouvernement, qui peuvent lui donner le dégré d'attention néceſſaire pour s'aſſurer & ſoutenir la vivification de cette partie. Il faut ſur-tout

rejetter sur la campagne une sorte d'abondance rélative, qui est la mere de l'industrie noble & élevée. Cet art par excellence a besoin plus que tout autre, pour être poussé à un certain dégré de perfection, des deux pivots nécessaires à tout, à savoir, étude & expérience, théorie & pratique. Pourquoi nos Princes ne lui fourniroient-ils pas ces secours ? Nous avons de grands Rois en tout genre, & qu'il seroit difficile de surpasser. Je ne sais plus que le titre de Roi Pasteur qui puisse illustrer nos Maîtres futurs.

Ceci n'est qu'une ébauche d'un Chapitre intéressant. Les matériaux en sont, comme je l'ai dit, répandus presque dans tout l'Ouvrage. Le Chapitre suivant, par exemple, nait & dérive naturellement de celui-ci.

CHAPITRE VII.

LE nombre des habitans dans un Etat dépend des moyens de subsistance, les moyens de subsistance dépendent de l'emploi qu'on fait des terres, & l'emploi de celles-ci est décidé par les mœurs & usages.

Si les mœurs & usages sont tels qu'on emploie beaucoup de chevaux, la subsistance des hommes, & conséquemment leur nombre décroitra d'autant, & ainsi du reste.

Autrefois les grands Seigneurs en France entretenoient beaucoup de pauvre Noblesse autour d'eux dans des emplois tenus pour honnêtes, & même honorables alors; ces Gentilshommes d'alors coutoient moins que les valets d'à présent, & faisoient beaucoup plus d'honneur & de profit : c'est un mal réel que cet usage ait passé de mode.

On ne peut nier que les pauvres, quand ils ſont laborieux, ne ſoient la plus précieuſe portion de l'Etat. La Nobleſſe eſt la partie de la nation à laquelle le préjugé de la valeur & de la fidélité eſt le plus particuliérement confié. Les préjugés qui conſtituent l'honneur, ſont partie réelle du tréſor de l'Etat, & celle qui ſoulage le plus les autres parties. Il importe donc de conſerver & de provigner le plus qu'il eſt poſſible, la portion du peuple chez lequel cette monnoie a le plus de cours; c'eſt la Nobleſſe.

Avoir beaucoup de Nobleſſe, c'eſt l'avoir pauvre. Cependant comme les ſentimens d'élévation qui conſtituent ſon eſſence, ne ſont point inhérents à la ſubſtance phyſique de chaque individu, mais à la profeſſion de ſes peres & à la ſienne, il faut empêcher qu'elle ne dégénére dans le fait; ce qui la rendroit plus vile encore que tout autre état dans le droit. Pour cela il faut lui donner les moyens de ſubſiſter dans un Etat, dont l'honneur & la fidélité furent l'eſſence.

La profeſſion militaire ſi multipliée aujourd'hui en comparaiſon de ce qu'elle étoit autrefois, entretient cependant moins de Nobleſſe; on y mépriſe les pauvres qui ne peuvent ſubvenir aux dépenſes devenues d'uſage. Il étoit donc très-important de maintenir cet ordre de mœurs, qui engageoit les riches à élever & entretenir leurs ſemblables, qui les entouroit de gens fidéles & ſûrs, & les forçoit à une décence de mœurs intérieures, perdue aujourd'hui au détriment encore de la ſociété.

En Allemagne la réverſion des fiefs aſſurée aux cadets, quand les branches aînées tombent

en quenouille, multiplie beaucoup la Noblesse.

Si l'on proposoit en France une telle loi, on accableroit le proposant d'allégations multipliées; entre autres, que cet arrangement nuit au commerce, & prive le Roi de ses droits de suzerain aux mutations. Examinons le premier point.

Le commerce est l'échange des nécessités & commodités de la vie, & nullement celui *des propriétés.*

On pourroit prouver que le revirement continuel des biens & fortunes n'est point un avantage pour le commerce; mais il ne s'agit ici que des fiefs, sorte de biens qui gît en juriſdictions & prééminence.

Dira-t'on que tout ce qui sépare un ordre, une classe de sujets, est une barriére à l'émulation? On se trompe; l'émulation n'est point l'envie de sortir de son état, c'est de s'y distinguer.

Passons à la seconde difficulté. Il est certain que la vassalité devant des droits à chaque mutation, tout ce qui interrompt ces mutations intercepte ces droits.

Mais, 1°. je doute qu'ils soient considérables, puisque tant de charges achetées à bas prix, & donnant d'autres priviléges plus essentiels, en exemptent. 2°. Loin d'étendre les substitutions, ce plan les restreindroit, en les bornant uniquement aux fiefs, c'est-à-dire, aux juriſdictions & droits Seigneuriaux. 3°. Ne pourroit-on pas compenser ces droits & au delà, en rétablissant les loix de l'ancienne féodalité, encore en vigueur en Allemagne, en attribuant la réversion au Souverain au défaut de la ligne entiére masculine, sauf à lui à s'astreindre à ne les donner

qu'à des cadets qui fondaſſent nouvelle ſouche? 4°. Les droits de rachat uſités dans certains cantons à chaque tranſition du fief en ligne collatérale, ne pourroient-ils pas être un autre dédommagement?

Mais, dit-on, l'épuiſement des vieilles ſouches ſe répare par de nouveaux Nobles confondus bientôt parmi les anciens.

Faux principe : les vieilles ſouches ne manquent que par les vices ci-deſſus établis. Les intrus ne ſont que de l'alliage qui avilit l'eſpéce.

Les Chapitres d'hommes & de filles ſont encore pour la nobleſſe d'Allemagne une reſſource très-eſtimée & peu couteuſe. Quelle honte, que nous y ayons ſubſtitué le ſecours de méſalliances!

De mille raiſons priſes dans les mœurs, dans la décence, dans les ſentimens, dans l'utilité publique, &c. contre cet uſage, on ſe contente d'établir celles qui démontrent qu'il importe au maintien des mœurs qui ſont le vrai lien de la ſociété, que chacun s'allie avec ſon ſemblable, & que chaque claſſe conſerve ſans mêlange les principes, s'il ſe peut, mais du moins le *coſtumé* de ſon état.

Nous avons dit que la multiplication des chevaux reſſerroit celle des hommes. Pourquoi, s'il faut capiter quelque choſe, cette opération diſtributive de finance ne peut-elle être réverſible ſur les chevaux?

La population & la culture de la campagne ſont le ſeul tableau de la proſpérité réelle d'un Etat.

On admire, dit-on, nos villes, & l'on pleure ſur nos campagnes. Il s'en faut bien que nos villes, quoique bâties de tous les débris, en-

graisses de tout le suc de nos campagnes, n'en soient au point de décoration & de splendeur qu'elles auroient, si leur magnificence étoit la suite de la prospérité publique, & si l'amour de la Patrie les avoit décorées.

Paris même, dans toute sa pompe, n'a rien, ou presque rien, qui paroisse destiné au public, ni hôtel de ville, ni terrain pour les fêtes publiques, ni fontaines, ni sales de spectacles. Tout ce qu'il y a de beau tient au luxe particulier, & se trouve épars.

D'ailleurs, cet accroissement de nos villes n'est que fictif. Paris, qui s'est accru des deux tiers depuis Henri IV. ne contient pas plus d'habitans. Une maison qui contenoit six familles du premier ordre, en loge à peine une du plus bas aujourd'hui; la consommation a décuplé, & puis c'est tout. Paris s'est étendu en pierres, jardins, glaces, parquets, marbre, &c. mais nullement en hommes. On en peut dire autant de la plupart des autres villes qui se sont accrues.

Les pays ne sont pas cultivés en raison de leur fertilité, mais en raison de leur liberté. L'exemple des petites Républiques nous démontre cela.

Les petits Etats n'ont pas assez de force pour contenir les hommes; les grands Etats affaissent les hommes par le poids de la leur.

Quels maux sont le plus à craindre dans une grande Monarchie? 1°. La disproportion entre les nécessités du Gouvernement & ses ressorts. 2°. L'inégalité des fortunes. Ces deux-là réunissent tous les autres.

Le premier s'opère d'abord par la recherche; il s'achève par la paresse qui en est la suite indispensable. La recherche non contente de te-

nir les reſſorts principaux, veut encore s'emparer des fils les plus déliés de l'adminiſtration. Le Gouvernement accablé de détails & d'acceſſoires, améne tout à ſoi, & attire en même-tems tous les frélons de la ruche, qui l'étourdiſſent de bourdonnemens empreſſés, & l'obligent à abandonner preſque au hazard la queſtion publique, embarraſſée déſormais de cas particuliers.

Le ſecond s'opére par l'abondance de l'or, qui ſe repliant toujours ſur ſoi-même, ne court ſe répandre dans la ſociété que pour revenir à la maſſe, chargé des dépouilles de tout le pays qu'il a parcouru. L'or nous ruinera, comme il a dévaſté l'Eſpagne. Il met à prix les charges & dignités, en abſorbe la conſidération & l'utilité, & ſubſtitue aux vertus du citoyen un eſprit mercenaire, qui ôtant au Souverain tout autre moyen de gratifier que de la bourſe, renverſe tellement l'ordre naturel des choſes, que l'humeur bienfaiſante du Prince devient un malheur réel pour le peuple.

Charlemagne, au milieu de ſes conquêtes immenſes, fit bien des grands Seigneurs d'autorité, de juriſdiction, &c. Mais il n'en enrichit aucun, & en conſéquence il ne dépeupla point ſon Empire. Un coloſſe d'argent établi en Saxe, l'eût plus ſûrement dévaſtée, que ne firent toutes ces expéditions.

Cette idée ſera développée par les détails dans la ſeconde Partie. Terminons celle-ci par quelques conſidérations qui rentrent naturellement dans les queſtions précédentes.

CHAPITRE VIII.

LEs partiſans du luxe & les amateurs du ſuperflu, en convenant que la trop grande inégalité des fortunes eſt un mal, diſent que l'abondance des métaux le répare en quelque ſorte, en donnant plus de fantaiſies aux riches en proportion du plus de facilité à les ſatisfaire, & les rendant ainſi tributaires des pauvres induſtrieux, au lieu que dans mon plan je veux mettre les pauvres aux gages des riches & dans la dépendance directe de leur généroſité.

Dans toute diſtribution, l'ordre eſt la baſe du bon emploi. Avant donc de décider ſi l'or & ſes agens ſoudoient chacun ſelon ſon mérite & utilité, il faut établir d'abord le dégré d'eſtime dû à chaque état & profeſſion, & en convenir, pour ne pas errer dans des idées vagues ſur ce point fondamental.

A bon droit les Miniſtres de la Religion, directeurs des mœurs, prôneurs de la charité & de la confraternité, ont-ils le premier rang dans une ſociété bien ordonnée.

Après les Miniſtres de la Religion, viennent de droit les défenſeurs de la Patrie.

Sans la Religion, les aſſemblées d'hommes n'euſſent jamais pris forme de ſociétés; ſans la valeur de ſes défenſeurs, la ſociété eût été diſperſée auſſi-tôt qu'établie; ſans les loix, elle eût été détruite par les paſſions & le ferment intérieur auſſi promptement que par les efforts extérieurs. Ceux qui ſont prépoſés au maintien des loix, ont donc, après les deux ordres ci-deſſus, une prééminence fondée en droit & en raiſon indiſpenſable.

Ces

Cet ordre obſervé dans le fondement primordial de notre Monarchie, en a fait la ſolidité; & le gout naturel de la Nation, qui conſacre dans l'opinion cette forme d'hiérarchie malgré les accidens de vétuſté qui devroient la détruire, perpétue la durée de l'Etat.

Après ces ordres fondamentaux viennent les ordres décorateurs, les ſciences, les beaux arts, les arts libéraux; tous eſtimables en proportion de ce qu'ils ſervent à élever l'ame & le cœur des Citoyens; mépriſables s'ils aident à les corrompre.

Les arts méchaniques enfin, qui ſont la chaux & le ſable qui lient tout le corps du bâtiment politique, mais qui doivent être appuyés & ſoldés en proportion de leur néceſſité.

Après ce tarif raccourci, examinons ſi les démembremens des fortunes occaſionnés par les fantaiſies des riches & l'abondance des métaux, obſervent & peuvent obſerver cette gradation de diſtribution.

Sans examiner ſi les nations, où la richeſſe privée eſt le plus en vogue, ſont celles où l'on conſerve le plus de reſpect pour les Miniſtres de la Religion, de conſidération pour le Militaire, d'attachement pour la Magiſtrature & les Loix, ſi les Savans y ſont plus recherchés que les hommes à talens frivoles, ſi les travaux des arts y portent l'empreinte du noble & du grand, voyons ſeulement ſi dans les arts méchaniques ce ſont les plus utiles & les plus ſolides qui reçoivent les tributs deſtinés à mipartir la fortune du coloſſe d'or en queſtion.

Les profeſſions honorables de la ſociété ne ſont pas celles qui font les riches de métaux. Le faſte eſt interdit à ces derniers par leur état; le

luxe seul les débarrasse de leur superflu. Le luxe n'a que des fantaisies, & ne sait répartir qu'au rebours de l'ordre établi ci-dessus.

De même que le moyen premier de subsistance est l'*agriculture*, le moyen second est le *travail*; j'entens par ce mot la perfection de la matiére premiére.

Diminuer la consommation, & augmenter le travail, *moyen d'accroître la richesse.*

Nous déclinons par les deux contraires de ces deux principes. D'une part, les mœurs laborieuses sont tellement déchues, que la diminution proportionnelle du travail de chaque individu se trouve être presque de moitié; de l'autre, les mœurs économes sont avilies, ridiculisées, perdues enfin par l'exemple & l'habitude. La consommation en tout genre est doublée aussi.

La réforme se vante d'avoir accru la somme du travail dans les Etats qui l'ont embrassée par la suppression des Fêtes. Les jours de repos sont nécessaires à l'homme, & doublent le travail du lendemain, quand l'homme aime le travail. Tout est jour de Fête pour un paresseux.

En un mot, l'agriculture travail premier, la manufacture travail second, sont les deux pivots de la richesse. Les métaux ne sont point richesse: si vous leur permettez de s'établir tels, vous errez dans le principe, vous périrez par les conséquences. Si vous regardez l'or, au contraire, comme l'agent nécessaire, si vous le regardez comme devant être chez vous en quantité proportionnelle à celle des matiéres dont il doit accélérer la production & la perfection, vous êtes dans le vrai.

Le commerce, la banque, la finance mê-

me conſiſtent en hommes, & non en métaux.

Un Prince qui s'appauvriroit pour aider à la population, mettroit ſon argent à un bien gros intérêt; mais ce ſecret juſques-ici n'eſt pas cher: *Aimez, honorez l'agriculture.* C'eſt là tout.

SECONDE PARTIE.

APrès avoir ébauché dans la premiére Partie les objets qui reſſortiſſent à la ſubſiſtance & au travail, je tâche d'embraſſer dans la ſeconde tous les moyens de proſpérité intérieure d'un Etat.

Il eſt notoire par le raiſonnement & par l'expérience que l'homme ne peut ſe procurer en paix la ſubſiſtance & les commodités de la vie, ſi ſon travail n'eſt protégé par un régime univerſel & ſupérieur contre la cupidité de ſon voiſin. Ce régime ſupérieur eſt ce qu'on appelle *le Gouvernement:* il eſt auſſi néceſſaire à la conſervation de chaque individu, que chaque individu l'eſt au public dont il fait partie. L'enſemble & la réunion de l'obéiſſance & du pouvoir, du travail & de la protection, ſont ce qu'on appelle *le public;* & le territoire qu'occupe ce public, eſt ce qu'on nomme *l'Etat;* nom générique, qui ſe prend auſſi pour exprimer la maſſe & le corps de la choſe publique.

La ſûreté, le travail & l'aiſance des particuliers ſont ſeules la véritable proſpérité d'un Etat; ſeules elles en ſont la force & la richeſſe. Mais comme dans l'univers rien ne reçoit qui ne ſoit obligé de donner, c'eſt à l'Etat à procurer aux particuliers la ſûreté, le travail & l'aiſance dont il reçoit les fruits. C'eſt ainſi que

tout fait un cercle ici-bas. Cette distribution paternelle est, dans les décrets divins ainsi que selon la prudence humaine, le seul objet de ce qu'on appelle Gouvernement. Tout ce qui est par-delà cet objet doit s'appeller abus.

Ce sont les principales branches de cette distribution, sans laquelle tout tourne vers le cahos, que je traite dans cette seconde Partie, relativement à ce qui concerne l'intérieur de l'Etat.

CHAPITRE I.

LE premier Chapitre marqué sous le titre de *commerce*, saisit d'abord cette expression en grand, rappelle que tout est commerce dans l'univers, puisqu'il faut entendre par-là les rapports naturels & indispensables de toute espéce, qui sont & seront d'un homme à un autre, d'une famille, d'une société, d'une nation à une autre, & qu'à tort veut-on ne regarder comme commerce qu'une branche de l'échange, & faire une profession à part du soin de cultiver cette branche, & d'en faire la base unique de sa subsistance.

En effet, accordons aux prôneurs du commerce proprement dit, que cette profession doit être principalement honorée & protégée dans un Etat, comme en étant l'ame & la richesse; permettons-leur ensuite de faire un ordre séparé d'avec les cultivateurs, & donnons-leur à cet égard un privilége universel pour ceux qui seront compris dans cette classe; ils seront eux-mêmes bien embarrassés d'en faire la distinction : le cercle universel que forment ici-bas *les* divers travaux des hommes, leur paroitra

lié de chaînons ſi imperceptibles, ſitôt qu'ils voudront le regarder de près, qu'ils ne ſauront où placer le cran. N'honorera-t'on du nom de commerçans que ceux qui font le commerce en gros ? mais les détaillans ſont au moins auſſi utiles à la ſociété. D'ailleurs, celui qui ne vend qu'en gros, ne peut s'empêcher d'acheter en détail. Tel eſt commettant en dix endroits, qui cependant eſt ici commiſſionnaire. Le banquier, qui n'eſt au fond que voiturier d'argent, devient toutefois par ſon opulence, ſes reſſources, ſes talens & ſon utilité, un commerçant du premier ordre. Ce qu'eſt le banquier en grand, l'agent de change l'eſt en petit & ſur une ſeule place. Le fabriquant, le plus utile au fond des négocians, honoré ſouvent des diſtinctions les plus marquées, & digne de l'être, Gobelin, Wanrobès, les inventeurs des glaces, &c. céderont-ils le pas au commerçant ? Ils le ſont eux-mêmes en gros de leurs propres marchandiſes ; ils ſont ouvriers cependant, & dans cet état, de grade en grade, ils donnent la main au dernier des artiſans. Ce que j'en dis ici, n'eſt aſſurément pas pour avilir le commerce ; au contraire. Que ſommes-nous dans nos terres, que les commerçans de leur produit ? Si nous les livrons à des fermiers ou entrepreneurs, ce ſont nos détaillans ; ſi nous les prenons à notre main, nous le ſommes nous-mêmes. Le terme Italien de *Beccaio*, qui offenſa ſi fort François I. quand il le trouva dans le Dante, s'attribuoit dans le tems dont parloit cet Auteur à toute la plus haute Nobleſſe immédiate d'Italie. Ces Chevaliers envoyés d'Allemagne pour poſſéder les plus beaux fiefs, maîtres de la campagne, fourniſſoient les villes de leurs beſtiaux ;

& ce genre de commerce étoit tellement annexé au fief, que la dénomination devint un titre de supériorité territoriale, au lieu d'être une injure, comme le crut le Roi.

Tout est commerce dans la société : c'est ce qui m'autorise à en parcourir tous les rameaux, à en toucher tous les ressorts, pour détailler sur quels principes on peut en diriger l'entretien & les mouvemens, afin de les garantir de la rouille & de l'engourdissement.

Tout mon travail est rélatif à la population; j'ai dit qu'elle dépend de la subsistance. La subsistance n'a que deux racines, *l'agriculture* travail premier & de production, *l'industrie* travail second & de perfection.

J'ai traité dans la premiére Partie de la premiére de ces racines; dans la seconde je traite de la seconde, mais en grand, attendu que les détails vont d'eux-mêmes, quand le grand est bien organisé.

Je finis le premier Chapitre par une comparaison qui rappelle que le soin de faire valoir son territoire, & d'en étendre le produit, doit être le premier des soins d'un Gouvernement; que tous les autres genres de prospérité naissent de celui-là ; au lieu que si on le néglige en faveur des autres, on n'en sauroit retirer qu'une splendeur éphémére, préfage certain d'une décadence prochaine.

CHAPITRE II.

LE second Chapitre traite de la vivification intérieure d'un Etat. Un grand Etat se fonde par les conquêtes & réunions ; mais il ne peut se soutenir que par les rapports & liens

intérieurs. Nulle autorité ne peut avoir de fondemens ſolides que dans l'avantage de celui qui obéit. La force & la juſtice ſont ce qui établit ces avantages : par-tout où le Gouvernement peut les procurer, il peut auſſi ſe promettre un Empire durable ; où ſa juſtice ne peut atteindre, ſon Empire s'arrête auſſi.

La juſtice que le Souverain doit à ſon peuple, n'eſt autre choſe que protection contre l'étranger, jugement & police entre citoyens. En revenche le peuple doit au Prince amour réciproque, reſpect & ſoumiſſion. Telle eſt toute la dette reſpective. L'aquit de cette dette eſt *la circulation* dans le ſens où je l'entens, & les moyens de rendre cette circulation rapide & facile, eſt ce que j'appelle *la vivification*.

Les métaux, ſeuls agens aujourd'hui de la circulation, ne ſont que ſignes de convention, & repréſentatifs de la ſubvention du peuple, ſoit en ſervices, ſoit en denrées; mais les deux dettes dont on parloit ci-deſſus, doivent être conſidérées comme deux places de commerce, entre leſquelles le change doit être toujours au pair. Si la balance panche en faveur du Prince, le Gouvernement devient tyrannie; ſi le peuple l'emporte, il devient anarchie.

Une Province pourroit ne payer rien du tout, & être très-miſérable; une autre Province être chargée au doublé, & porter infiniment moins. Exemples du *comment*, par leſquels on établit en paſſant la vraie méthode & les moyens de vivification.

Quand il faut forcer le peuple au payement de ſa dette, c'eſt un ſigne certain que cette dette eſt trop forte, ou que la recette en eſt aſſujettie à un ordre vague de perception propre à

donner l'air & le jeu de rapine à la plus légitime de toutes les levées.

Tout le secret enfin de la vivification intérieure en fait de numéraire, est que le Prince porte sa dépense aux lieux où sa recette languit, ou que si de plus pressans arrangemens l'engagent de suivre cette méthode, il diminue dès lors cette recette jusqu'à ce qu'elle soit au pair de la mise qu'il y peut envoyer; car il n'y a bourse dont on puisse toujours tirer sans y remettre.

Un Prince ne sauroit se faire un trésor proportionné à ses revenus annuels, sans causer un étranglement forcé à la circulation numéraire dans ses Etats. Il ne peut s'enrichir en contracts ni hypothéque sur les terres, usure vaine & puérile dans celui qui est le maître de tout: il n'a donc qu'une façon d'amasser, qui est d'enrichir ses peuples; d'où s'ensuit que le mot de Cyrus, *mes sujets me gardent mes richesses*, n'est pas aussi romanesque que pourroit le penser un Conseil de finance.

On a appris à repousser la finance pour pouvoir l'attirer: il faut apprendre à renvoyer Justice & Police pour pouvoir retirer tous les fruits du bon ordre. C'est le sujet du troisiéme Chapitre.

CHAPITRE III.

NOus avons dit que les liens d'un Empire étoient la force & la justice. Nous venons d'etablir la force, établissons maintenant la justice.

Cette partie est sujette aux mêmes rapports établis pour la précédente. Il faut que le Sou-

verain envoie l'ordre & la juſtice ſur les lieux, s'il veut en retirer l'obéiſſance.

Evocations, droits de committimus, &c. *Embarras & ſtrangurie dans l'Etat.*

Officiers Royaux, Députés de la Cour pour intercepter tous les petits rameaux de circulation de la juſtice & police, *corps étranger & loupe monſtrueuſe ſur le corps politique.*

De même que l'agriculture eſt au phyſique le chef-d'œuvre de l'induſtrie humaine, *le droit*, proprement dit, l'eſt au moral.

L'Etat de la Magiſtrature eſt celui où l'antique déſintéreſſement des François s'eſt le mieux conſervé. Nul ne fait plus pour l'Etat, & ne lui coute moins.

Quant aux Juges ordinaires, fuſſent-ils vicieux & dépravés, vainement eſpérera-t'on de les voir redreſſés par les Juges d'attribution & de Cour.

En général, mieux vaut injuſtice auprès, que juſtice au loin.

Mais le reſſort principal le plus important, comme auſſi le plus délicat de la juſtice & police, ce ſont les mœurs.

Tout le ſecret du Gouvernement des mœurs conſiſte à détourner la cupidité humaine, dont la ſource eſt intariſſable & indépendante de l'autorité, de détourner, dis-je, la cupidité inſatiable de ſa nature du déſir des biens phyſiques qui ſont bornés, & de la diriger vers les biens moraux qui ſont immenſes.

Les biens moraux ſont plus au pouvoir du Gouvernement, que les biens phyſiques.

La vertu eſt aſſujettie à des régles de circulation, ainſi que tous les autres reſſorts politiques. La vertu du plus ſimple particulier dans ſa ſphére

A tort a-t'on dit que l'amour de la Patrie n'a point lieu dans les Monarchies.

Pour preuve on démontre que toutes les vertus qui réſultent de celle-là, ont exiſté parmi nous, & qu'elles y ſont même encore toutes vivantes.

On dit enſuite par quelle ſorte de relâchement on en peut éteindre le principe & ſupprimer la trace : détail qui met à découvert les moyens d'en établir & perpétuer le regne.

Après la Religion & le patriotiſme viennent les vertus civiles. Celles-ci paroiſſent au premier coup d'œil moins importantes que les autres. Il s'en faut bien qu'on n'en doive juger ainſi. La totalité, le corps des mœurs ſe corrompt par les détails. L'enſemble des mœurs forme l'opinion publique. Les vertus civiles ſont l'école des Héros. Les hommes célébres en tous tems & en tous lieux, ne furent jamais que des hommes qui montrerent, en un dégré plus éminent que les autres, les qualités en vogue dans la ſociété parmi laquelle ils ſe firent diſtinguer.

L'amour de nos proches eſt, par tous ſes rapports, un des plus forts & des plus indiſſolubles liens de la ſociété.

Deuils abrégés par je ne ſais quelles illuſoires raiſons de commerce, *plaie faite aux mœurs.*

Pourquoi ne pas honorer par quelque diſtinction ou avantage, les femmes qui ont allaité leurs enfans?

De l'amour des proches dérive l'amitié & confraternité entre citoyens; autre lien dont on ſent l'importance, ſans la connoître.

Que faire dans un Etat d'un homme impaſſible par indifférence? L'apathie attaque en même-tems tous les liens de la ſociété.

Après cette énumération de celles des vertus civiles qui tiennent au cœur, on renferme pour abréger, toutes celles qui rentrent dans les mœurs extérieures, ſous le tire de *décence des mœurs.*

Ce qu'eſt l'étiquette aux Souverains, la décence l'eſt à tous les autres ordres de l'Etat, même au moindre particulier, qui doit, comme homme, quelque choſe au reſpect de ſoi-même & de ſes ſemblables.

Il ne faut point confondre la ſimplicité avec la familiarité : la ſimplicité ſe fait reſpecter, la familiarité ſe rend mépriſable.

Rien n'eſt petit, en fait de mœurs, aux yeux du Légiſlateur.

Le faſte, la magnificence & la dignité dans les mœurs, loin d'être un inconvénient dans une Monarchie puiſſante, ſont une preuve que tout y eſt à ſa place.

Puiſqu'il faut dans une ſociété complette des gens qui repréſentent, tandis que le plus grand nombre ſe pique d'une économe frugalité, c'eſt tout perdre que de confondre les êtres à cet égard, de mettre les ombres ſur les groupes principaux, & de répandre les lumiéres ſur les fonds.

C'eſt néanmoins ce que fait le luxe dont nous allons traiter dans le Chapitre ſuivant.

CHAPITRE V.

LE luxe eſt l'*abus des richeſſes.*

Le luxe n'eut jamais de panégyriſtes de bonne foi, & dont le ſuffrage mérite d'être compté pour quelque choſe, parce qu'ils ont erré dans le principe, en confondant le faſte & le luxe. Le faſte eſt la dépenſe *hiérarchique*, ſi l'on peut s'exprimer ainſi, c'eſt-à-dire, celle

qui obſerve l'ordre des rangs entre les citoyens, le luxe tout au rebours.

Le luxe amollit une Nation en aſſerviſſant l'eſprit, en abaiſſant l'ame, en aviliſſant le cœur & en énervant le corps.

Il avilit l'eſprit, en occaſionnant les dépenſes folles, le dérangement, la ruine & la cupidité, tous accidens qui livrent l'eſprit aux agitations de la crainte & de l'eſpérance.

Il affaiſſe l'ame, en courbant ſon ambition vers des objets bas, & portant toute émulation vers la richeſſe, dont l'appétit n'eſt autre choſe que la cupidité.

Il avilit & endurcit le cœur, en confondant tous nos vœux dans la ſoif de l'or, qui eſt de tous nos déſirs le moins ſociable, & celui qui ſe mêle le moins au bonheur d'autrui.

Il énerve le corps enfin, en nous forçant à un genre de mœurs *étrinquées*, par leſquelles l'amour-propre accablé par la richeſſe de ſon voiſin, cherche à ſe relever de ſon abaiſſement, & oppoſe à la diſtinction de l'or un autre fantôme maſqué du nom de délicateſſe & de gout, qui épargnant ſur l'eſpéce & la qualité, ſe dédommage par une prétendue élégance.

Par ce circuit, le luxe améne néceſſairement le gout de la recherche & du colifichet. Sous peine d'encourir l'anathême du ridicule, chacun eſt tenu d'aſſortir ſes mœurs à ſa dépenſe: delà la prééminence de la jeuneſſe dans la ſociété, puiſqu'elle eſt des trois âges de la vie celui auquel l'ordre des mœurs néceſſité par le luxe eſt le plus analogue; delà l'indécence, le déplacement & le déſordre dans les mœurs publiques; d'où s'enſuit une éternelle enfance pour les corps ainſi que pour les eſprits.

Le luxe eſt l'ennemi du travail utile & durable.

Le luxe fait de ſes favoris & de ſes ſacrificateurs ſes propres victimes.

Il ne faut point s'écarter de la véritable définition du luxe; *c'eſt le déplacement de la dépenſe, & l'impudence dans les mœurs.* Une fois connu, il eſt aiſé au Gouvernement de l'arrêter, de l'éteindre même, ſans nuire aux arts & à l'induſtrie. Indépendanment des moyens d'attention & de détail, il en eſt un général & efficace; c'eſt d'eſtimer les vertus & les talens dénués de la richeſſe.

La politeſſe, l'induſtrie & les arts ne ſont point le luxe : à tort des Auteurs célébres les ont-ils confondus.

La politeſſe d'un ſiécle n'a pas de miroir plus fidéle que celle qui regne dans ſes Ecrits. Qu'on voie ſi les tems de luxe parmi les Nations ont été illuſtrés par la politeſſe de leurs Ecrivains.

Quant à l'induſtrie, il en eſt de trois ſortes. Celle qui pourvoit à la néceſſité, eſt la premiére; celle qui ſert à l'aiſance & à la décoration, la ſeconde; celle enfin qui ſatisfait la recherche & la curioſité, eſt la derniére. Le luxe nous rend incapables de la premiére, fait entiérement dégénérer la ſeconde. Il paroit d'abord avoir quelqu'influence en faveur de la troiſiéme. On verra ci-deſſous que cette effervescence, éphémére même, eſt deſtructive en ſoi.

Non-ſeulement le luxe n'eſt point la politeſſe, l'induſtrie & les arts, mais il eſt leur pire ennemi. Voici comment.

La politeſſe eſt l'ordre & l'arrangement dans la ſociété civile. Le luxe qui rapproche tout pour tout confondre, n'ordonne que la politeſſe des Saturnales.

Quant à l'industrie, elle est fille de la nécessité & sœur du travail. Les grands efforts de l'industrie naissent des grandes nécessités : les nécessités les plus urgentes d'un paresseux, *la faim & la soif*, ne le portent qu'à tendre la main. L'industrie que le luxe anime, est dans l'ordre des choses à peu près aussi digne de considération, que le fut l'art de celui qui trouva le moyen de renfermer l'Enéïde entiére dans une coquille de noix. Il jette par-là tous les artisans dans un genre de travail si peu nécessaire, que le moindre accident arrivé dans la circulation, chasse plus d'ouvriers faute de travail, hors de la classe d'industrie, que n'eussent fait vingt ans de guerre, si le travail avoit été tourné à l'utilité & sur un pied fixe & réglé.

A l'égard des beaux arts, il est impossible qu'ils ne dégénérent, dès que le gout de la recherche a pris le dessus.

Tels sont les ravages du luxe sur l'industrie & les arts; tels sont ses effets sur l'humanité en général, & ce n'est que la plus foible partie des reproches qu'on auroit à lui faire.

CHAPITRE VI.

Asservi dans le Chapitre du luxe à réfuter les allégations faites en sa faveur par deux Auteurs célébres, on n'a point considéré ses déprédations rélativement à la consommation, & en conséquence à la population; mais à cet égard il suffit de se souvenir des principes, & les conséquences s'en trouvent répandues dans tout l'Ouvrage.

Dans la crainte d'ailleurs d'avoir paru le Critique de son siécle, pour éviter cette impu-

tation,

tation, & pour fixer les idées ſur les points poſſibles & utiles de régénération, il eſt néceſſaire de fixer ſon plan d'idées ſur l'âge du corps politique.

Peu de gens, même de ceux qui y ſeroient le plus obligés par devoir, ſe livrent à ce genre de ſpéculation. Il eſt pourtant vrai que rien ne ſe fait qu'il n'ait été préparé. Le ſyſtême d'Epicure eſt auſſi dangereux en politique, qu'il eſt fautif en phyſique.

L'enfance de la Nation Françoiſe a duré juſqu'à Charles V. ſa jeuneſſe juſques à nous, nous entrons dans l'âge mur.

Les maladies éphéméres donnent ſouvent un air d'abattement à un Etat, & en ce genre la convaleſcence pourroit être priſe pour la vétuſté.

Quels ſont les ſignes de caducité pour un Etat? C'eſt ſans doute l'altération abſolue des principes fondamentaux & la diſſolution de ſes reſſorts.

Les principes fondamentaux chez nous ſont: 1°. la perpétuité de la Maiſon regnante, & ſon droit inconteſtable de primogéniture : celui-ci eſt plus que jamais dans toute ſa force.

2°. L'amour des peuples pour le Souverain: on en peut dire autant à cet égard.

3°. Le gout excluſif de la Nobleſſe pour la profeſſion militaire. Nous fumes peut-être autrefois plus guerriers ; mais nous ſommes aujourd'hui plus militaires.

4°. Cette eſpéce de vanité & d'émulation Françoiſe, qui s'approprie les avantages brillans de l'Etat, & qui en rend l'éclat ſolidaire, pour ainſi dire, à chaque individu. Suppoſé que nous ayons perdu quelque choſe de ce côté-là, nous n'en ſommes que plus aimables pour les étrangers.

5°. Un certain ordre d'élévation qui produit la générosité & la noblesse de mœurs. Nous avons décliné de ce côté-là ; mais en perdant de cette noblesse de mœurs, qui tenoit de l'antique indépendance de nos peres, nous sommes devenus plus aisés à gouverner & plus propres à lier la société.

Après cet examen des principes, passons à celui des ressorts. Je les raméne à trois, gayeté, activité & industrie.

Notre gayeté ; qualité d'une grande ressource dans des mains vraiment politiques : il nous reste celle de l'âge mur, & il seroit aisé de nous rendre, par la régénération des mœurs, celle de la premiére jeunesse, avec moins de fougue que nous n'en avions autrefois.

Activité, prodigieuse dans notre nature, & toute vivante encore dans nos mœurs.

L'industrie a pareillement un germe inextinguible : il ne s'agit que d'aider l'industrie honnête parmi nous, & contenir celle qui, pour être trop avide, pourroit devenir nuisible par le choix des moyens.

Enfin, nous pouvons pousser d'autant plus loin le point florissant de l'Etat, qu'il a désormais échappé aux secousses du premier & du second âge, plus sujet aux maladies aiguës que celui où le tempérament est formé.

CHAPITRE VII.

LEs deux Chapitres précédens ont désigné les maux internes dont nous pouvions être attaqués. Celui-ci établit en bref l'âge de l'Etat, & désigne en conséquence le régime qui lui est propre. Traitons de quelques remédes de détail.

Toutes les campagnes & villes d'un Etat doivent un tribut conſtant & immenſe à la Capitale.

Une Ville n'eſt vraiment la Capitale d'un Etat, que quand elle peut tout en retirer, & y repouſſer tout.

Parigi, Parigi tu ſei capo del regno, ma capo troppo groſſo....

Quand on renverroit dans les Provinces tous les Officiers Royaux qui en tirent de gros appointemens, qu'on exciteroit les grands propriétaires à s'y retirer, qu'on y repouſſeroit les plaideurs & intrigans, en y renvoyant les affaires; quand les recherches de l'induſtrie ſeroient avec ſoin provignées dans les Provinces, je doute que Paris en fût fort affoibli. Dix greffes tirées d'un arbre, vont féconder dix ſauvageons; & s'ils euſſent demeuré ſur l'arbre nourriſſier, il n'en eût pas été plus vigoureux.

La Capitale & les Provinces ſont ici la partie repréſentative des deux places que je nommois, le Souverain & le Peuple. La Capitale pompe d'une main; il faut qu'elle verſe d'une autre. Sans ce ſoin la machine crevera.

Pour cela le moyen eſt ſimple, & ne coute rien au tréſor: ouvrez & entretenez les mêmes canaux de la circulation; que les Provinces à portée de la Capitale, ſoient employées à la production des denrées comeſtibles au courant, qui ne ſauroient être voiturées de loin; que les Provinces plus éloignées, mais mitoyennes, fourniſſent les denrées qui peuvent ſouffrir le tranſport; que celles enfin qui ſont hors de portée de fournir des denrées à la Capitale, paient leur contingent en matiéres ouvrées, dans leſquelles la forme emporte de beaucoup le fond, & dont un envoi de petit volume puiſſe faire

un gros payement à la Capitale. Voilà toute l'opération.

De ces destinations les premiéres s'arrangent d'elles-mêmes : la troisiéme demande des attentions dont les détails sont développés & traités par principes, & entre autres la nécessité & la facilité de couper tout le Royaume de canaux & autres ouvrages publics rélatifs à l'établissement des communications, comme aussi l'utilité d'employer à ces travaux les troupes réglées.

Venons aux détails du reversement. Les grosses caisses animeroient le commerce sur les lieux, au lieu qu'elles augmentent l'engorgement de la Capitale.

Le transport des fumiers seroit encore un objet considérable. J'entens par-là les maisons publiques, hôpitaux, maisons de force, &c. sur-tout les maisons d'Enfans-Trouvés, établissement de la plus grande utilité, & qu'il faudroit multiplier presque à l'infini, prenant soin de renvoyer les éléves à la terre. Les moyens de cela.

En traitant ces différens détails, on n'a pas prétendu assujettir le Gouvernement à tant de menues spéculations; mais c'est à lui à donner le branle principal, & cette impulsion n'a besoin d'autre principe, que le soin de renvoyer sans cesse à la terre, puisqu'il faut sans cesse en tirer.

CHAPITRE VIII.

POur éviter de s'étendre à l'infini, on a omis un grand nombre de principes qui offroient la plus vaste carriére. On eût dû démontrer, par exemple, par quelle opération simple l'abondance d'argent diminue naturellement la population, en augmentant la consommation de cha-

que individu en particulier ; comment cette abondance portée trop loin, bannit l'induſtrie & les arts; reſumer enſuite comment un Miniſtre habile peut régénérer un Etat en ce genre; mais il faut ſe borner, & l'on termine cette Partie par l'examen d'un principe politique qui paroit au premier coup d'œil peu fait pour être mis en queſtion, à ſavoir, *s'il eſt utile ou non que l'argent ſoit marchandiſe dans un Etat.* Cet examen entrainera la diſcuſſion de pluſieurs points importans.

On ne traite point de l'intérêt de l'argent rélativement à la conſcience, mais ſeulement en ce qui compéte la ſociété.

Il y a trois ſortes de biens, à ſavoir, les biens non tranſportables, tels que les fonds, les maiſons, &c. les effets commerçables, tels que denrées, marchandiſes, effets mobiliers, vaiſſeaux, &c. les rentes enfin, qui ne ſont que des tributs impoſés ſur telle ou telle autre partie des deux autres portions de biens.

Un Etat s'enrichit à meſure qu'il aquiert plus de biens des deux premiéres claſſes. Il n'en eſt pas de même de la troiſiéme, à moins que les rentes ne ſoient établies ſur les fonds de l'étranger.

Un Etat devient tributaire de l'Etranger en proportion de ce qu'il en emprunte. Exemple des Anglois diſcuté. Ce n'eſt point à eux qu'il faut attribuer la décadence de notre Marine.

Les dettes nationales ſont un tribut ruineux, quand elles ſont contractées avec l'Etranger. Les dettes nationales ou particuliéres opérent la ruine & le renverſement de la ſociété, quand même elles ſont reſpectives d'un ſujet de l'Etat à l'autre. Diſcuſſion de ce principe.

Baiſſez le taux des rentes, & *éteignez-en au-*

tant que les circonstances pourront le permettre.

De ces deux principes le premier n'est pas même à notre choix : nous ruinons notre commerce, si nous n'ordonnons toujours chez nous l'intérêt à un taux aussi bas qu'il le sera à Londres & à Amsterdam : nous avons même de plus grandes facilités pour cela que les Anglois & les Hollandois.

Baissement du taux des intérêts, *accroissement du commerce*, *multiplication des entreprises*, *haussement des fermes des terres*, *augmentation de manufactures*, *vivification de l'agriculture.* Le grand Sully l'a dit il y a long-tems.

Liquidation des dettes des Particuliers, *suite de celle des dettes de l'Etat* ; facilité de libérer l'Etat.

Suites utiles & brillantes de la richesse publique opérée par ce moyen : *rivières rendues navigables*, *canaux*, *ports*, *chemins*, *pépinières*, *manufactures*, *hôpitaux d'Incurables & d'Enfans*, *monumens d'utilité & de décoration.*

Ce que les Provinces feroient pour le public, les Seigneurs & Particuliers le feroient sur leur patrimoine. Ne pouvant augmenter sa fortune qu'en bonifiant le fonds, on y mettroit mille pour recueillir un, & l'on en tireroit des ressources incroyables.

Toutes entreprises trouveroient doubles & triples fonds au premier signal.

En cet état, quelle pourroit être la nécessité d'emprunter ? D'où s'ensuit qu'il s'en faut bien que les principes des Théologiens les plus sévéres sur cet article soient incompatibles avec le commerce & la prospérité d'un Etat.

Resumons en peu de principes tout ce qui concerne la prospérité intérieure.

1°. Aimez & honorez l'agriculture.

2°. Repouſſez du centre aux extrêmités tout ce que vous attirez des extrêmités au centre.

3°. Mépriſez le luxe & l'indécence dans la dépenſe.

4°. Honorez les vertus & les talens, & ne les payez point.

5°. Baiſſez le taux de l'intérêt, éteignez les rentes.

TROISIÉME PARTIE.

L'Intérêt eſt le but & l'objet de tout cet Ouvrage; mais on a cherché l'intérêt bien entendu. On a traité dans la premiére Partie de ce que c'eſt que la vraie richeſſe & la vraie proſpérité, comme auſſi des moyens de les trouver. Dans la ſeconde, des moyens de les accroître, & d'en réprimer les abus. On va dans la troiſiéme, traiter des moyens de s'approprier l'une & l'autre chez autrui.

CHAPITRE I.

PErſuadés de la vérité des principes établis dans la ſeconde Partie ſur les bornes néceſſaires d'un Empire, nous nous ſommes renfermés dans nos frontiéres, & nous avons vivifié l'intérieur, en établiſſant une circulation réglée du centre de l'Etat à ſes extrêmités.

La Capitale eſt devenue le cœur de l'Etat, principe de la vie & du mouvement répandu dans tous les membres : étendons cette ſpéculation, & conſidérant l'Etat entier comme le centre du monde qui l'environne, dirigeons ſur

les mêmes principes les ressorts de l'Empire universel que nous voulons nous assurer.

Il s'ensuit déjà que l'entière prospérité de nos voisins doit être le but & l'objet de nos vues & de nos soins intéressés. Démontrons cette proposition par des exemples.

Notre intérêt est que dans l'état universel, comme dans l'état particulier, les communications soient libres & aisées d'une extrémité à l'autre de ce vaste Empire; qu'elles soient assurées par la justice, & d'exclure pour toujours de notre politique les sophismes cruels & ruineux de l'intérêt exclusif.

CHAPITRE II.

QU'on ne s'y trompe pas, je suis aussi intéressé qu'un autre: au contraire, je rapporte tout à moi, & je voudrois mettre l'industrie & l'action universelle à mon propre usage: mais instruit par l'expérience de tous les hommes & de tous les tems, qu'il n'est esclavage ici-bas qui ne soit respectif, services qui ne soient réciproques, je n'ai abdiqué la tyrannie que parce que j'ai reconnu l'insuffisance de ses moyens. Je n'ai rendu heureux les regnicoles, que parce qu'ils ne me vaudroient rien si je les opprimois, & qu'au contraire en les rendant riches & industrieux, leur richesse & leur industrie reviennent à mon profit. Les étrangers ne doivent pas s'attendre à plus de magnanimité & de désintéressement de ma part; ce seroit une duperie en politique. Ce sont des subsides que je leur demande; voyons de quelle espéce & comment je les forcerai à me les payer.

Je veux sans doute ce qu'il y a de meilleur.

J'ai connu que l'unique richeſſe qui renfermoit toutes les autres, étoit la population; que celle-ci s'étendoit d'elle-même en proportion des ſubſiſtances ; en conſéquence, j'ai multiplié chez moi les ſubſiſtances autant qu'il a été poſſible : ſi je viens à bout d'en tirer de l'étranger, j'étens ma population en proportion, & conſéquenment je m'enrichis à ſes dépens.

Le marché ne ſauroit être forcé ; il ne peut être que de convention; & le moyen de cette convention n'eſt autre choſe que cette partie de l'échange qu'on appelle *commerce étranger*.

Qui dit échange, dit troc : de quelle nature ſeront les effets qui ſerviront à cet échange de notre part ? Nous retenons pour nous les denrées & autres matiéres de conſommation; notre ſubvention donc ne peut être qu'en métaux ou matiéres ouvrées.

L'exceſſive population qui force l'induſtrie, nous met en état de fournir ces derniéres à meilleur prix que les autres; mais quant à l'or, dire qu'un commerce ſoldé en métaux eſt plus avantageux, c'eſt démentir le préjugé général & l'opinion de tous les hommes verſés en cette matiére.

Laiſſons crier les aveugles, laiſſons répéter leurs cris aux enfans par éco; conſidérons quelle eſt la population & l'induſtrie dans les pays d'où l'on tire l'or, dans ceux qui le reçoivent de la premiére main, dans ceux où il va ſe perdre & s'engouffrer en dernier lieu, après avoir dévaſté ſur ſon paſſage tous les lieux où il a pu former quelque engorgement, & jugeons par les faits, ſi les Etats qui veulent retenir l'or chez eux, ſont gouvernés par des hommes ou par des taupes.

Inutilité des Ordonnances pour empêcher la plantation des vignes, tant qu'on obligera les peuples à chercher par le débit de leurs denrées chez l'Etranger, dequoi ſolder leur contingent aux revenus du Fiſc.

Il eſt indiſpenſable, pour attirer les grains de l'Etranger, ainſi que pour les multiplier chez nous, de leur laiſſer une pleine & entiére liberté pour l'exportation & importation, de regarder en un mot cette denrée comme une matiére ſacrée, & dont le régime & gouvernement quelconque doit être à jamais proſcrit. Réfutation du ſyſtême contraire dans toutes ſes allégations.

Après les grains, toutes autres denrées comeſtibles & de conſommation ſont le ſecond objet d'un commerce utile avec l'étranger.

Viennent enſuite les matiéres étrangéres, pour fournir au travail de nos manufactures.

En cet état regardons autour de nous, & voyons ſi le commerce étranger peut ſe paſſer de la proſpérité étrangére. L'abondance déſire le ſuperflu que notre induſtrie lui préſente. La miſére & la pareſſe ſe paſſent même du néceſſaire qui ſe trouve par-tout. L'Angleterre, notre ambitieuſe & jalouſe émule, conſomme nos modes & nos colifichets, malgré les défenſes & les précautions du Gouvernement. La Barbarie ne nous demande que quelques miſérables draps.

Notre intérêt ſeroit donc, au lieu de faire un ſecret de nos manufactures à l'étranger, & d'empêcher que nos ouvriers ne le leur portent, de les leur envoyer nous-mêmes, de protéger enfin, & d'encourager par tous moyens leur induſtrie, qui ſera toujours une des bran-

ches de la nôtre : nous réunirons de la ſorte la gloire du procédé & les avantages de l'intérêt.

CHAPITRE III.

UNe fois convenus de diſtribuer notre induſtrie à nos voiſins, ouvrons-lui les chemins & les communications.

Les barriéres factices n'ont jamais prouvé que la crainte; les barriéres naturelles même ont rarement procuré la ſûreté permanente.

Loin de vouloir fermer l'entrée de notre pays à nos voiſins, ſongez à la leur faciliter de toutes parts. Ouvrez les gorges & défilés, aſſûrez les chemins, abattez les rochers, &c. Si les Chinois euſſent employé à civiliſer les Tartares, la dépenſe que leur couta la grande muraille, ces fiers voiſins ne les euſſent jamais ſubjugués.

Civiliſez vos voiſins, & de proche en proche, s'il eſt poſſible, l'univers entier, & vous n'en aurez plus rien à craindre. Que vous importe de donner des loix par-delà les lieux où elles peuvent atteindre? Je vous ai démontré que la ſouveraineté n'a qu'une certaine portée, qu'elle ne peut regner au delà que ſur la deſtruction. Cette portée s'étend en proportion de ce que vous pouvez étendre vos bienfaits & retirer ſubvention. Je vous enſeigne le ſeul moyen d'établir l'un & l'autre point ſur les étrangers.

Il eſt une ſorte de frontiére la plus aſſûrée de toutes, & en même-tems la plus ouverte; c'eſt la mer, territoire commun à toutes les nations. Vouloir s'en attribuer l'Empire, c'eſt ſe déclarer l'oppreſſeur univerſel.

Le commerce maritime eſt devenu ſi néceſ-

ſaire à la vivification & proſpérité d'un pays, qu'en général la terre vaut moins en proportion de ſa qualité & fécondité, qu'en proportion de ce qu'elle eſt à portée des débouchés maritimes.

Les côtes d'un facile abord ſont un don de la nature; mais la nature peut en cela, comme en toute autre choſe, être perfectionnée, corrigée même par l'induſtrie & le travail.

Projet de mettre toute la côte en ports de mer, ridiculiſé très-mal à propos. Les Hollandois ſe ſont bien trouvés d'avoir ſuivi le plan de Mr. Ormin de la Comédie.

Le commerce peut être auſſi libre, & plus libre dans la Monarchie, que dans les Républiques.

La vraie & induſtrieuſe néceſſité ne ſauroit avoir de principe plus aſſuré, & qui l'éloigne plus de celle qui porte au découragement, que l'extrême population.

Protégez la navigation & les Navigateurs, de quelque eſpéce qu'ils puiſſent être. Aidez, autant qu'il eſt poſſible, aux avantages de la nature en ce genre, & corrigez ſes déſavantages, pour ouvrir ſur toutes vos côtes des retraites & des nids à ces ſortes d'Alcyons. Faites que les communications en canaux & en chemins y aboutiſſent de toutes parts, & enſuite laiſſez les faire.

CHAPITRE IV.

APrès avoir traité des moyens de vivification de l'Etat univerſel, il faut en établir la juſtice & police.

C'eſt dans ce ſens ſeulement qu'on traite de

la Marine militaire, & non en tant que forces, puiſqu'on n'a point parlé des troupes de terre.

Les troupes de terre ſont la force d'un Etat au-dedans, & la Marine l'eſt au-dehors.

On ne parlera point des Corſaires : cet ordre de Marins ne peut que décliner en France, & pourquoi.

Si les deux corps, contrepointés irréconciliablement dans notre Marine ſous les noms diſtinctifs de *Militaire* & de *Plume*, ſont également néceſſaires, il ſeroit indiſpenſable de les réunir, & faire rouler entre eux les fonctions, prérogatives & recompenſes.

Rendre notre Marine militaire *commerçante*, ſeroit ſapper par le pied le principe du point d'honneur & de l'eſprit d'émulation qui diſtingue ce corps-là.

Louis XIV. le Fondateur de notre Marine, ne la conſidéra guères néanmoins que de ſon côté brillant; il la regarda comme une dorure de ſon palais, néceſſaire à ſa gloire, mais inutile à la ſolidité du bâtiment.

Une preuve qu'il n'en ſentit pas les avantages, eſt tirée de ce qu'il la négligea dans ſa derniére guerre, la plus fâcheuſe de toutes, & celle dans laquelle la Marine lui eût pu être le plus utile. Ce Prince cependant avoit rendu ce corps participant des plus grandes graces; pourquoi ne l'eſt-il plus aujourd'hui?

Le nombre des matelots, ſecond arc-boutant des forces maritimes. Population d'abord, liberté & encouragement enſuite vous en donneront à l'infini.

Il faut auſſi borner ſes forces maritimes, de façon que toujours puiſſantes pour protéger le

commerce, elles ne gênent pas cependant les mouvemens de ce dernier par des armemens disproportionnés. Un peuple qui déserteroit les terres pour grossir les armées, ne pourroit faire qu'une campagne, faute de vivres; ainsi fait l'Etat qui arme en guerre tous ses matelots.

Il faut avoir une telle Marine en tems de paix, que sans augmentation elle puisse suffire en tems de guerre, & la tenir toujours armée par moitié : la guerre de mer ne sauroit alors être onéreuse, ni inattendue.

Détails des moyens naturels qui concourroient tous à l'entretien de ses forces. Nous allons y en joindre d'autres qui nous sont étrangers.

CHAPITRE V.

C'Est des Prohibitions que je vais traiter. C'est ici la plénitude de mon plan, & le lieu sans doute où l'on trouvera le plus de paradoxes. Examinons.

L'esprit des bonnes loix n'est autre chose que l'utilité générale & l'utilité particuliére combinées & réunies. Parcourons les loix primitives de l'humanité, les loix de la nature, je défie qu'on m'en montre une seule qui, en faisant le bonheur de la société, sacrifie à l'intérêt général l'avantage personnel de quelque particulier.

Je n'ai point de droit au bien d'autrui; mais j'ai droit à tout le mien : ce mien est l'univers entier, comme si je sortois de l'arche, pourvu que je n'emploie, pour l'aquérir, aucun des moyens proscrits par la Loi naturelle.

Ce peu de principes établis jetteront une lumiére sûre sur la nature des prohibitions, & fe-

ront diſcerner aiſément celles qui ſont permiſes d'avec celles qui ſont injuſtes.

Le monde eſt encore à ſon enfance en fait de Gouvernement.

Il n'eſt pas étonnant que toutes les légiſlations dont nous avons connoiſſance, ſoient très-imparfaites. Fonder un Empire, & lui donner des loix, ſont deux opérations tellement diſtinctes, qu'elles appartiennent néceſſairement à deux hommes différens.

La diſtinction du juſte & de l'injuſte eſt la ſeule bouſſole qui puiſſe diriger de bonnes loix.

Il ne ſauroit y avoir d'Etat & de ſociété, dont un grand nombre de loix de diſtribution ne puiſſe être réformé ſur ce principe. Ce n'eſt point innover, mais conſolider & fonder.

Si jamais Gouvernement fut libre de travailler à cet ouvrage utile avec certitude de la facilité dans l'exécution, c'eſt le nôtre aujourd'hui.

On n'a point parlé des prohibitions domeſtiques par des égards de bienſéance, pour éviter de choquer l'intérêt particulier : on ne traite que des prohibitions étrangéres.

Tous les Gouvernemens ſe ſervent des prohibitions comme d'un venin propre à faire ſécher l'induſtrie de leurs voiſins, plus ou moins ſelon le dégré qu'ils croient convenir à leurs intérêts, & ne penſent pas que comme le privilége n'en ſauroit être excluſif, on le combat des mêmes armes, de ſorte qu'il en réſulte que les prohibitions uſitées par-tout, gênent en tous lieux l'induſtrie, & établiſſent la fraude univerſelle. Examinons ſi une politique contraire pourroit être ſuſceptible de quelque ſuccès.

Suppoſons le Roi Paſteur perſuadé des maximes établies ci-deſſus. 1°. Que le commerce

eſt à l'extérieur ce qu'eſt la vivification à l'intérieur. 2°. Que nous avons tous intérêt à ce que nos voiſins tirent de leur territoire & de leur induſtrie toutes les reſſources poſſibles. 3°. Que le commerce eſt de ſa nature incompatible avec toute autre domination que celle de l'induſtrie & du travail.

Suppoſons qu'en conſéquence le Roi Paſteur ait débarraſſé l'Etat de toute prohibition intérieure. Il a fait plus : conſidérant que ne pas offrir la liberté du *tranſit* dans ſes Etats aux denrées & marchandiſes des étrangers dont la deſtination eſt au-dehors, c'eſt priver ſes ſujets des profits de voiture, du nolis, du dépôt, des commiſſions, &c. il léve de toutes parts les barriéres, & préſente à l'univers étonné les droits de l'hoſpitalité avec les avantages d'une communication toujours aiſée & d'une police admirable dans ſes Etats.

Digne alors de rendre univerſels tous ces avantages, voici ſa marche pour y parvenir.

Il propoſe d'abord aux Etats commerçans, qui n'ont preſque d'autre fonds que leur induſtrie, un traité de fraternité portant ſuppreſſion de tous droits d'entrée ſur tout ce qui ſera apporté dans les ports de l'une des Puiſſances contractantes par les ſujets & vaiſſeaux de l'autre.

Bientôt ce traité aura nombre d'accédans : on pourroit même mettre à cette entiére franchiſe des modifications, mais réciproques en faveur des Puiſſances encore affaiſſées par les uſages & les vues de la tyrannie, & aveuglées ſur les avantages du commerce.

Le ſyſtême de l'univers eſt changé, & la trace des décrets de la Providence à cet égard eſt viſiblement marquée par les faits : la bar-

barie

barie n'uſurpera plus l'Empire ; mais le froiſſement continuel de l'intérêt excluſif, défié partout de nos jours, menace l'Europe d'une dévaſtation & d'un affoibliſſement général & abſolu.

Le projet donc de fraternité entre les peuples commerçans, loin d'être imaginaire, eſt le ſeul qui puiſſe remettre la cupidité à ſa place, & aſſurer à l'humanité le fruit de ſes travaux & de ſes connoiſſances modernes.

Le dernier des moyens de faire accéder l'Europe entiére à ce traité, ſeroit l'excommunication civile & la plus abſolue de toute nation quelconque qui refuſeroit de s'y prêter, ſans hoſtilité néanmoins ; mais en cas que la guerre ſurvînt par les altérations inſéparables de cette façon d'être, refus éternel alors de tout traité, juſqu'à ce que celui de confraternité en fît partie.

En cet état je demande laquelle des deux Puiſſances auroit la faveur de l'univers, ou le Roi Paſteur, ou ſon ennemi. Quel accroiſſement n'ajouteroient point à ſes forces maritimes celles des peuples alliés qui lui devroient leur liberté, leurs richeſſes & leur bonheur ?

Objection de la diminution des revenus du Fiſc diſcutée.

Il eſt impoſſible qu'une nation livrée à l'eſprit de l'intérêt excluſif avec ſes voiſins, ne le ſoit auſſi intérieurement chez elle, & que cet intérêt ne corrode les liens internes de l'Etat. Réfutation des objets contraires à ce principe.

La même raiſon qui a établi chez toutes les nations policées la défenſe des mariages entre proches, milite contre l'excluſion étrangére. Tous les pays ſont voiſins, tous les hommes ſont freres.

Les prohibitions enfin, ce beau ſecret de la

politique commerçante, n'eſt qu'une ſottiſe d'une part, & qu'une injuſtice de l'autre; principe de diſcordes & d'une guerre inteſtine, comme auſſi germe de diviſions entre les peuples, elles dégénerent toujours en guerres opiniâtres, qui ne finiſſent que par des trêves, la paix réelle ne pouvant exiſter avec les prohibitions.

CHAPITRE VI.

SI quelque choſe peut compliquer, diverſifier les intérêts de l'Europe, & barrer le ſyſtême de confraternité, ce ſont les colonies annexes de certaines Puiſſances, tandis que d'autres n'y ont nulle part. Elles ſont aujourd'hui l'objet principal du commerce qui l'eſt lui-même de la politique. En conſequence, il convient de traiter à fond cette partie, & d'examiner quel eſt l'intérêt réel de l'Europe à cet égard.

Le monde entier ne s'eſt peuplé que par colonies.

On peut diviſer les tems à cet égard en trois âges. 1°. Les colonies des tems nommés dans l'hiſtoire *héroïques & fabuleux.* 2°. Les colonies anciennes. 3°. Les colonies modernes.

Les premiéres colonies furent des ſéparations des différentes branches des premiéres familles qui peuplerent l'univers. Les beſoins de l'homme étoient alors très-ſimples; les colonies emporterent peu d'uſages de leur berceau, & conſéquenment la trace de leur ſéparation fut bientôt perdue.

Le premier Gouvernement fut établi par la force; la crainte raſſembla néceſſairement pluſieurs ſociétés autour de celle-ci.

C'eſt à cette époque qu'il faut fixer la date

des colonies du ſecond âge. Des mécontens, des bannis, des fugitifs devant la force, ou des ambitieux, enmenant ceux qu'ils avoient pu attacher à leur fortune, fonderent de nouvelles villes. Ces colonies du ſecond âge emporterent plus de choſes de la mere-ruche, parce qu'il y en avoit plus à emporter, & ce furent autant de points de reconnoiſſance qui perpétuerent chez ces nouveaux peuples la mémoire de leur origine.

Cependant ces nouvelles colonies, non plus que les premiéres, ne conſerverent aucune ſorte de dépendance de leur Métropole; au contraire, elles jouirent d'une pleine & entiére liberté.

La découverte du nouveau Monde a donné commencement au troiſiéme âge des colonies.

Les premiers peuples de l'Europe qui paſſerent en Amérique, ne furent pas des colons; mais au contraire des conquérans & des dévaſtateurs.

Le nouveau Monde eſt comme partagé entre quatre peuples. L'Eſpagnol néglige la terre, recherche l'or, & languit. Le Portugais cherche la poudre d'or & les diamans, fraude les prohibitions Eſpagnoles, envahit tant qu'il peut, le tout pour le compte des Anglois, qui ne lui laiſſent pas même le ſuc de ſes propres terres. L'Anglois voudroit d'une part aſſujettir ſes colonies, de l'autre les étendre : deux projets contraires. Heureuſement le nerf manque pour le premier, ce qui avance le ſecond. Quant à ſon plan général, c'eſt d'envahir tout le commerce, & de garnir de proche en proche toutes les côtes d'établiſſemens nombreux & contigus. Le François enfin, habile à courir, & établi par ſes courſes, ſe ſoutient par ſa légéreté;

ſon courage, ſon obéiſſance & ſes reſſources du moment, contre la défectuoſité ou la nullité de ſes plans. Tel eſt le précis de l'état actuel.

Nous avons en fait de colonies, enchéri ſur les anciens, en ce que nous avons imaginé de conſerver un Empire abſolu ſur des ſujets auſſi éloignés.

L'exemple en a été donné par la fidélité Eſpagnole, & ſuivi par les autres Nations. Examinons ſi nous avons bien ou mal fait. Nous dirons enſuite ſi le plan eſt ſolide ou caduc.

A la réſerve d'un titre venteux, les Rois d'Eſpagne ont peu profité par l'aquiſition des Indes. Je ne ſais ſi leurs armées, leur pouvoir, leur magnificence ſe ſont accrus depuis; mais des Princes qui ont doublé de tout cela de nos jours, le Czar, le Roi de Pruſſe, &c. n'y poſſèdent rien. L'eſprit de domination, celui de commerce & celui de population, trois principes ſi peu faits pour être combinés, ont tour à tour préſidé à l'établiſſement des colonies.

L'eſprit de domination voudroit embraſſer plus d'étendue de pays qu'il n'en ſauroit enceindre, en tranſportant tous ſes ſujets actuels en Amérique, & tend à gouverner ſes ſujets Américains autant & plus deſpotiquement que ceux qui ſont aux portes de ſa Capitale. Cependant l'eſprit d'indépendance gagnera néceſſairement les grands établiſſemens de ces pays-là, & ceux-ci envahiront les nôtres affoiblis par les vices d'une adminiſtration intercadente & fiſcale.

L'eſprit de commerce regarde les colonies comme les fermes du commerce, & toutes ſes vues ne tendent qu'à les tyranniſer en tout. Loin d'être capable de les peupler, former & forti-

fier, ſes arrangemens actuels ſont tout propres à en arrêter l'accroiſſement.

L'eſprit de population n'a jamais eu de place entre les paſſions humaines; c'eſt un dérivé du calcul & de la réflexion. On a ſenti qu'il falloit peupler l'Amérique & y encourager la culture des terres, ſi l'on en vouloit tirer quelque parti; mais on la peuple de Négres, & l'on y relégue l'agriculture & les arts aux mains de l'eſclavage, deſtructif ſi l'on appeſantit ſes liens, dangereux ſi on les relâche. Preuves de ces trois allégations.

En un mot, nous ſommes novices dans l'art de former des colonies. Mais loin que mon plan de liberté générale du commerce trouvât des obſtacles invincibles dans le nouveau Monde, c'eſt là préciſément où il auroit le plus d'avantages, & où même il eſt le plus indiſpenſable.

En effet, l'Europe ne ſauroit déſormais être tranquile, ſi l'on ne travaille à nous fraterniſer dans le nouveau Monde autant que dans l'ancien. Le Chapitre ſuivant donnera plus d'étendue à cette idée.

CHAPITRE VII.

LA paix eſt un don du Ciel; mais il en eſt de ce don-là comme de tous les autres, qui ne fructifient que par nos ſoins.

Ce qu'eſt la police aux Provinces intérieures, la paix l'eſt aux Provinces étrangéres.

L'équilibre entre les Puiſſances de l'Europe ne fut jamais qu'une idée creuſe.

La France ne produiſit jamais d'uſurpateurs; mais fuſſions-nous capables de concevoir un vaſte projet de tyrannie univerſelle, nous ne

le ſommes certainement pas de le mener à bien.

Nos Politiques ne furent jamais entichés de cette manie. La tranquilité & le bonheur de l'Europe doit être notre objet unique. Ce tronc a quatre branches, d'où partent tous les petits rameaux de la politique de détail. 1°. La liberté de l'Italie. 2°. Le maintien des droits & de la conſtitution du corps Germanique. 3°. La balance du Nord. 4°. Notre conſidération auprès du Turc fondée ſur l'eſtime & la bienveillance.

Je ne prétens pas que les plans extérieurs ſoient d'une exécution auſſi facile que les arrangemens intérieurs qui dépendent uniquement de nous; mais je dis que telle doit être la direction fixe, oſtenſoire & marquée de notre politique, & que cela poſé, loin que toutes les parties du régime intérieur ci-deſſus, duſſent contraſter avec nos affaires étrangéres, c'eſt le ſeul moyen de ſimplifier notre politique, & de la ramener à l'objet primitif de tout Gouvernement, à ſavoir, la multiplication de l'eſpéce humaine & ſon bonheur.

Le ſyſtême de pacification univerſelle, politique du Roi Paſteur, doit cependant s'étendre ſur l'Amérique.

Le ſeul moyen pour cela eſt le plan de liberté générale du commerce; dès lors toutes les vues des colons & de leurs Chefs ſe tourneront vers la culture de leurs fonds, vers la population & vers l'exportation de leurs denrées.

L'agriculture a beſoin de voiſins : ce n'eſt que le brigandage & la traite excluſive qui s'écartent, & qui d'entrepôts en entrepôts voudroient enceindre un monde de déſerts. Chacun apprendra à vivre de ſon fonds : après les

néceſſités de la vie, on en recherchera les commodités.

Dieu veuille donner aux Etats de l'Europe dans leur conſtitution actuelle, aſſez de durée, pour voir un jour l'Amérique n'avoir plus de déſerts à peupler.

JE touche au terme de ma carriére, & je ſuis plus mécontent encore de mon Ouvrage, depuis que je l'ai extrait. Quel ſujet en effet, que celui de tous, qui, après la Religion, intéreſſe le plus l'humanité entiére! & quel organe pour en démontrer l'importance & en traiter les détails! Quelque foibles même que ſoient mes talens, je ſens qu'en donnant à cet Ouvrage le ſoin & le travail qu'il mérite, je pouvois le rendre moins imparfait; mais quoique perſuadé de mon devoir à cet égard, le ſort en eſt jetté. D'une part, mes affaires & ma poſition me rendent impoſſible un travail ſuivi & recherché; de l'autre, une réviſion exacte de ce Traité, & les corrections que j'y pourrois faire, ſerviroient plus à ma gloire qu'à l'admiſſion & illuſtration de mes principes. J'abandonne le premier point, & je ſens en ce moment même une ſatisfaction intérieure de rendre plus pur par ce ſacrifice, l'hommage que je fais à la vérité & à l'humanité de mon peu de connoiſſances & de talens. Quant au ſecond point, je ne crois pas me flatter : plus d'art & de ſuite ſeroient inutiles à cet objet. J'ai ſi bien ſenti la vérité en l'écrivant, que je ſuis ſûr de l'avoir montrée ſans nuage aux ames nettes, aux cœurs droits; & quant aux autres, la trompette même du jugement en les effrayant, ne les perſuadera pas.

Grands & petits, interrogez-vous vous-mê-

mes. Vous voulez être aimés; ce ſentiment qui tient en vous de l'eſſence divine, eſt le ſeul par lequel vous ſoyez ſuſceptibles d'une véritable joie. Aimez, ſi vous voulez l'être; aimez vos ſemblables, c'eſt l'unique recette contre le vuide, l'inquiétude & l'ennui; c'eſt l'antidote des paſſions dévorantes & le ſeul reméde contre le déſeſpoir de ſe ſentir dépérir ſoi-même ſous les coups du tems. Aimez vos ſemblables, & ne craignez pas de multiplier les craintes & les afflictions de la vie : l'amour-propre ſeul eſt le principe de tout excès, & change en douleurs les ſemences de bonheur que nous tenons de l'Etre ſuprême. Si ce n'eſt pas vous que vous aimez excluſivement dans les objets de votre attachement, ceux qui vous reſtent adouciront la perte de ceux qui vous ſont enlevés. L'amour-propre, au contraire, vous fait vivre en ennemi au milieu de vos freres, vous arrache les biens préſens par l'appas de plus grands biens, rend plus perçant l'aiguillon des maladies, plus lourd le fardeau de la vieilleſſe, plus effrayant l'inévitable & toujours préſent abîme de la mort. Aimez vos ſemblables; cet amour ne connoit point d'excès, n'a que de tendres inquiétudes, des déſirs bornés, des plaiſirs variés; & le miel pur, intariſſable, & toujours nouveau que la Providence a attaché à chaque acte de bienfaiſance, adouciſſant la pente rapide de vos jours, vous fera recevoir la mort comme un brave ſoldat reçoit les Invalides. Aimez vos ſemblables; la Religion, la Vertu, l'Honneur, la vraie Philoſophie, toutes les Loix, les Sciences & les Arts, tout répond à cet objet dont tout reçoit ſon illuſtration; tout dégénére en déſordre, ſi l'on s'en écarte.

PRince, dont les regards annoncent l'élévation, la grandeur, & dont les actions respirent la bonté, avortons sur la terre auprès de Vous, nous sommes vos freres d'origine & de destinée. Votre cœur le sut en naissant; il ne l'oubliera jamais : ce cœur, don universel pour tous vos contemporains, a garanti votre esprit du poison de la flatterie & de la férocité de l'orgueil; devenu notre pere par un digne usage de vos augustes fonctions, Vous parcourez d'un coup d'œil également fixe & majestueux, vingt millions d'hommes qui sont à Vous, & que vous voudriez tous voir heureux. Semblable à l'œil de la Nature, rien ne peut recevoir l'impression que de Vous; Vous pouvez rayonner le bonheur universel, il ne vous en coutera que d'être ce que vous êtes. Un concours innombrable d'hommes, la premiére Nation de l'Univers, les yeux tournés vers votre Personne sacrée, semblent se presser pour parvenir au bas des dégrés du trône auguste où vous êtes placé. Grand Prince, si l'humanité étoit dans son premier âge, ce culte n'auroit d'objet que Vous : eh! quel autre eût pu vous le disputer? Mais depuis long-tems des impies ont placé, à l'ombre du dais qui couvre la Majesté Royale, un volcan qui attire sans cesse l'or du centre de la terre, qui l'arrache avec effort, & le vomit avec abondance. Mille idolâtres contre un sujet religieux, composent cette foule avide : adroits à se servir contre vous-même de vos propres vertus, & à se voiler des apparences du zéle, les soins pour les démêler seroient vains. Je ne connois qu'un secret, fermez le volcan. Le faux éclat de ses nuages mêlés de souffre & de cendre, fera place à mille

rayons de vertus, d'honneur & de dignité qui Vous environnent; & quant à ce genre de bienfaits, distribuez-les précisément dans la direction contraire à celle que suivent les Princes aveuglés par un amour-propre & personnel, indigne de la majesté du trône. Ils accablent de biens ceux qui les entourent & qui leur tendent les mains : donnez, au contraire, vos bienfaits à distribuer à ceux qui les tendent à leurs inférieurs, & à la partie de la société que vous avez commise à leurs soins, ou que la Providence leur a confiée : ainsi, de classe en classe, tous vous offriront un culte d'action & d'obéissance. Vos yeux passeront rapidement sur une infinité d'échelons de sujets occupés à faire entendre & exécuter vos ordres, & aboutiront enfin sur les plus utiles de tous, qui ne voient au-dessous d'eux que leur mere nourrisse & la vôtre, qui sans cesse courbés sous le poids des travaux les plus pénibles, vous bénissent chaque jour, & ne vous demandent rien que paix & protection. C'est de leur sueur, & quelquefois (vous l'ignorez) de leur sang même, que vous gratifiez ce tas d'hommes inutiles, qui répétent que la grandeur d'un Prince consiste dans la valeur, & sur-tout dans le nombre des graces qu'il répand sur ses courtisans, sur sa Noblesse, sur ses commensaux. J'ai vu couper le poignet par un Huissier des Tailles à une pauvre femme qui défendoit son chaudron, dernier ustencile de son ménage, dont elle arrêtoit l'exécution. Qu'eussiez-vous dit, Grand Prince, Vous en qui on ne vit jamais un geste de rigueur, un mouvement d'impatience, dont le moindre valet ne reçut jamais une parole désobligeante, Vous le plus tendre des Peres, le

meilleur des Maîtres, le plus doux des Rois! Quel bien ce seroit peut-être pour le pauvre peuple que vous eussiez été en ce moment à ma place! Il n'en veut point à vos trésors, ce peuple borné au désir de la plus étroite subsistance. Le plus parcimonieux de nos Rois, Louis XII. conservera à jamais le titre de son Pere par excellence. Le Restaurateur de votre Maison, Henri IV. fut avare, disent les Historiens, il fut néanmoins bien servi dans son tems : toutes ses vertus héréditaires, si vivantes en Vous, sont mortes en lui ; il partage avec vous néanmoins encore, & de votre tems même, notre idolâtrie.

La confiance & le zéle m'emportent trop loin ; je ne puis néanmoins m'empêcher en finissant, de désirer que l'on honorât du titre & des fonctions de Promoteur de l'agriculture quelqu'un qui, avec d'autres talens, eût les mêmes intentions que moi. Ses quatre premiers Commis seroient, comme je l'ai dit, les quatre élémens. Je m'explique ; le premier Bureau seroit celui de la terre. L'homme le plus philosophiquement & expérimentalement versé dans l'agriculture, le labourage, la plantation, la nourriture des bestiaux, la connoissance des différentes propriétés de chaque espéce de terrains, en seroit le chef.

Le second Bureau seroit celui de l'eau ; le détail des canaux, des arrosages, des différentes machines propres à être mises en mouvement par cet élément pour les facilités de l'agriculture, la nature des différentes eaux, le desséchement des marais, &c. tout cela seroit de son district.

L'air seroit le troisiéme ; les recherches contre les influences de l'air & des brouillards, tant sur la santé des hommes & des troupeaux, qu'

ſur les récoltes & les fruits, le ventilateur, les machines à vent rélatives à l'agriculture, la conſervation des grains, &c. ſeroient de cette partie.

Les ſerres chaudes enfin, tant pour la production des fruits & légumes que pour celles des animaux, les recherches ſur les différentes expoſitions, les moyens phyſiques de multiplier & conſerver la chaleur pour épargner la conſommation des matiéres combuſtibles, leur multiplication pour le ſoulagement des pauvres, & tous les avantages qu'on peut retirer du feu, ſeroient du reſſort du quatriéme Bureau.

Ces deux derniers auroient encore enſemble & conjoinctement le ſoin & l'emploi de procurer à notre patrie des tranſplantations d'animaux & des végétaux les plus utiles qui ſe trouvent dans les autres parties du monde. L'expérience nous démontre deux choſes à l'égard des végétaux; l'une, qu'il n'en eſt aucun ſur la ſurface de la terre qui n'ait ſon utilité, ſoit pour la nourriture de l'homme, la médecine, la conſtruction, le chauffage & autres uſages à l'infini; l'autre, qu'ils ſont preſque tous tranſportables d'un climat à l'autre & propres à ſe naturaliſer, ſur-tout dans le nôtre; de façon qu'il ſeroit fort difficile aujourd'hui de diſtinguer chez nous les naturels du pays, des colons, & que ce que nous en ſavons en général, eſt que les derniers excédent de beaucoup en nombre les premiers. Il y a cependant encore dans les trois parties du monde une infinité de productions excellentes en ce genre que nous allons chercher fort loin, faute d'avoir voulu nous donner le ſoin & faire la défenſe de les tranſplanter chez nous. J'en dis autant des animaux. Quel

ſervice n'a pas rendu celui qui le premier apporta des dindes en Europe, moderne & très-abondante denrée qui fait comme une nouvelle ſorte de viande de boucherie? Il eſt dans l'Amérique Septentrionale des bœufs qui portent de la laine; les chévres d'Angora, dont nous payons ſi cher le poil pour les camelots; les agneaux de Perſe, qui portent cette ſorte de ſoie précieuſe; tant d'autres pourroient réuſſir chez nous auſſi-bien que dans leur climat naturel, & quoique peut-être moindres en qualité, nous fourniroient au moins des matiéres groſſiéres qui ſont les plus néceſſaires, & ces animaux ne conſommeroient pas plus de produit de terre que ceux dont le poil ne ſert à rien.

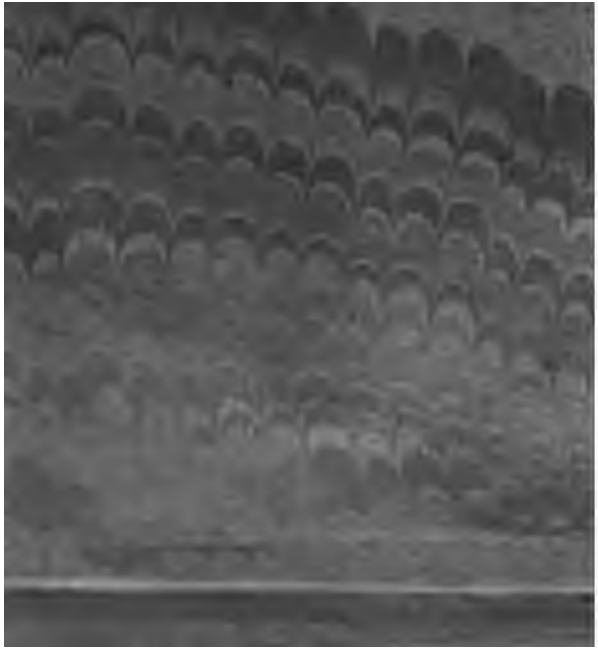
Toutes ces choſes & mille autres dont la déduction me meneroit trop loin, demanderoient un détail particulier, & que le Prince voulût bien deux fois par an accorder au chef de détail trois heures de travail, obſervant toutefois de borner ſon reſſort à tout ce qui ſeroit de protection, & ne lui donnant aucune ſorte d'autorité de contrainte.

Concluons en rappellant les principes. La vraie richeſſe ne conſiſte qu'en la population; la population dépend de la ſubſiſtance; la ſubſiſtance ne ſe tire que de la terre; le produit de la terre dépend de l'agriculture: d'où s'enſuit que tous autres moyens, le commerce, l'or, les ſciences, les arts ne ſervent & n'établiſſent une proſpérité fixe & indépendante, qu'autant qu'ils vivifient, encouragent & éclairent l'agriculture, le premier, le plus utile, le plus innocent & le plus précieux des arts.

F I N.

TABLE

Des Chapitres contenus dans cette troiſiéme Partie.

CHAPITRE I. *Ce que c'eſt que le Commerce étranger, ſa néceſſité, & ſur quel plan il faut s'en faire une idée,* page 3
CHAP. II. *De quelle nature d'effets doit être le Commerce étranger,* 19
CHAP. III. *Des Communications & des Ports,* 58
CHAP. IV. *De la Marine militaire, ſa néceſſité, les moyens de la rendre floriſſante, & de la borner,* 73
CHAP. V. *Des Prohibitions,* 111
CHAP. VI. *Des Colonies,* 153
CHAP. VII. *De la Paix & de la Guerre,* 208
CHAP. VIII. *Reſumé général de tout l'Ouvrage,* 233

Fin de la Table de la troiſiéme Partie.